

# Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12538 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 23 MAI 1985

## Jean-Paul II, la fronde et le dialogue

Onze jours, trois pays, quarante-neuf discours. Jean-Paul II est rentré fatigué de son voyage en Belgique. Et pour cause : jamais, sauf au Nicaragua, le pape n'avait dû faire face à une telle contestation.

Paradoxalement, c'est au cœur de la vieille Europe chrétienne, et non pas en Amérique latine ou en Afrique, qu'il a été le plus durement critiqué. Sans parler des manifestations violentes aux Pays-Bas, qui étaient davantage le fait d'éléments marginaux que de chrétiens contestataires, les critiques les plus radicales ont été formulées par des catholiques très actifs dans leur Eglise.

Aux Pays-Bas, c'étaient le premier ministre - ancien élève des jésuites - qui parlait de la « défiance » de son pays envers Rome et un évêque qui évoquait des croyants « meurtris par l'Eglise ». En Belgique, l'évêque n'avait pas censuré les laïcs qui reprochaient au pape de ne pas les traiter en adultes, n'attendant pas de l'Eglise qu'elle leur « dicte les moyens et les stratégies ». Cette révélation à conscience protestante ne peut manquer d'inquiéter un pape qui a vu son pontificat à la cohésion de la chrétienté et à la restauration de l'autorité de Rome.

Le style des voyages pontificaux est en train d'évoluer sensiblement. Outre leur coût élevé et les problèmes de sécurité toujours plus aigus qu'ils posent, ces tournées spectaculaires, qui continuent en général à susciter un grand enthousiasme populaire, sont plus ou moins bien reçues par les Eglises nationales qui voudraient surtout pouvoir dialoguer avec le pape et lui exposer leurs problèmes.

L'Eglise néerlandaise, avec sa fougue habituelle, avait voulu imposer un style radicalement nouveau à la visite, en remplaçant les grands rassemblements par des rencontres plus intimes et les discours du pape par des échanges informels. Elle n'a réussi qu'à moitié, puisque le climat d'hostilité ou d'indifférence n'était pas le plus propice à encourager la confiance. La Belgique, en revanche, a joué finement. La chaleur des foules et l'accueil sincère des catholiques, flamands comme wallons, ont fait passer le ton très libre de beaucoup d'interventions. Pour cette Eglise, la préparation du voyage pontifical, qui a permis un brassage d'idées sans précédent, aura peut-être été plus constructive que la visite elle-même.

Jean-Paul II en a entendu, sans broucher, des vertes et des pas mûres. Il a même souri aux propos incendiaires d'une étudiante de Louvain-la-Neuve d'origine polonaise, il est vrai ? - poussant l'indulgence jusqu'à l'embrasser sur le front. Déjà, aux Etats-Unis, en Allemagne et au Canada, la contestation avait été essentiellement féminine. Cette fois encore, aux Pays-Bas, puis en Belgique, ce sont des femmes qui ont posé au pape des questions considérées comme tabous - les ministères féminins, la contraception et l'avortement, l'homosexualité, la théologie de la libération, - mais toujours sur un ton mesuré, poli et déterminé.

Il est vrai que Jean-Paul II a rarement répondu aux questions. Ou alors pour exprimer une fin de non-recevoir : lorsqu'il s'est justifié aux Pays-Bas, en public, sur sa politique de nominations épiscopales, ou lorsqu'il a mis en garde les jeunes de Namur, contre les dangers d'une « sexualité débridée ». Pour la première fois, cependant, le pape a accepté de bon cœur d'écouter les récriminations des uns et des autres. Le climat de la visite au Benelux en a été transformé. On peut y voir l'amorce d'un dialogue.

(Lire nos informations page 22.)

## LES DIFFICULTÉS DE M. REAGAN

### Le ralentissement de la croissance se confirme aux Etats-Unis

De notre correspondant

Washington. - La croissance économique américaine - moins de 1 % en définitive - a connu au cours du premier trimestre un ralentissement encore plus nettement marqué que ne l'avaient jusqu'à présent indiqué les chiffres officiels. D'abord estimé à 2,1 %, puis ramené le 18 avril à 1,3 %, le taux de progression du PNB n'a en effet été - en rythme annuel - que de 0,7 % durant les trois premiers mois de l'année, a annoncé mardi 21 mai le département du commerce.

Après avoir été de près de 7 % en 1984, ce taux est ainsi le plus faible qui ait été enregistré depuis le démarrage, à la fin de l'année 1982, d'une reprise sur laquelle pèse maintenant un doute. Il est surtout largement inférieur aux quelque 4 % enregistrés d'octobre à décembre dernier et sur lesquels l'administration avait tablé pour cette année et fondé donc l'ensemble de ses prévisions budgétaires.

Bien qu'accueilli calmement par la Maison Blanche qui a prédit mardi une prochaine « reprise de la croissance », insistent-elle, dans la confiance de Wall Street, la récente baisse des taux d'intérêt et la réduction probable du déficit budgétaire, ce mauvais résultat est à plus d'un titre préoccupant pour M. Reagan.

Premier motif d'inquiétude : le renversement de la tendance actuelle exigerait que l'industrie américaine puisse relancer ses exportations et qu'elle bénéficie d'une stabilisation au moins du niveau des importations, dont la progression pourrait porter cette année le déficit commercial à 140 milliards de dollars contre 123 milliards déjà en 1984. Or ce déséquilibre de la balance commerciale tient avant tout à un engorgement de la surévaluation du dollar, puis à son tour du déficit budgétaire qui a rendu très attractifs les placements aux Etats-Unis en y faisant monter les taux d'intérêt, alors que descendait l'inflation. Le léger abaissement des taux de l'argent que la Réserve fédérale a provoqué vendredi dernier en abaissant son taux d'escompte est de ce point de vue encourageant, mais bien trop insuffisant pour dispenser M. Reagan de choix difficiles.

Le premier moyen dont il dispose pour sortir de l'engorgement est de réduire le déficit, ce qu'il n'a cessé depuis sa première élection de demander au Congrès, qui a désormais clairement pris conscience de cette nécessité.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 26.)

## TENSIONS AU SEIN DU PCF

### MM. Marchais et Krasucki contestés au comité central

Le comité central du PCF, réuni le lundi 20 et le mardi 21 mai pour « faire le point de la situation politique et de l'activité des communistes », a débattu des difficultés rencontrées par le parti pour faire admettre par ses militants, ses sympathisants et ses électeurs, son orientation de lutte « tous azimuts » contre le gouvernement et le Parti socialiste. M. Georges Marchais a orienté ce débat contre les élus du parti et contre la CGT. Mais le secrétaire général, lui-même, a dû se justifier de l'initiative - jugée ambiguë - qu'il avait prise, la semaine dernière, en évoquant la perspective d'une alliance avec le PS, en 1986, à la double condition que celui-ci sorte renforcé des élections législatives. Nombre de ceux qui ont pris la parole ont insisté sur la « persistance », dans la zone d'influence du PCF, d'« illusions » sur le Parti socialiste, illusions qu'il importe de combattre, sans rien faire qui puisse les encourager. L'un de ces intervenants, après avoir pris la précaution de faire l'éloge de l'humanité du 15 mai et de proposer que ce texte bénéficie d'une diffusion militante, s'est inquiété du risque que l'article du secrétaire général ne soit compris comme créant le PS d'une « différence avec la droite ».

M. Marchais a jugé nécessaire de justifier son initiative en rappelant

qu'elle avait suivi la réunion du comité directeur du Parti socialiste, le 11 mai. M. Lionel Jospin ayant fait, lors de cette réunion, une « faute » en évoquant - pour la recuser - que la perspective d'une alliance avec la droite en 1986. Selon M. Marchais, le bureau politique du PCF a estimé qu'il ne devait pas attendre pour tirer parti de cette faille dans le discours du premier secrétaire socialiste de même qu'il n'avait pas attendu pour tenter de marquer un point contre le président de la République, le 23 avril dernier, sur la question du vote des immigrés pour les élections locales (le Monde du 25 avril).

Le secrétaire général du PCF a résumé le sens de son éditorial dans les termes suivants : « Les socialistes » disent : c'est cuit. Nous disons : ce n'est pas vrai. Pour autant, a-t-il souligné, il n'est pas question pour les communistes de nourrir l'« illusion » d'un retour aux « pratiques antérieures ». Il s'agit, au contraire, d'opposer à la perspective de l'échec, qu'incarnerait le PS, les conditions d'une « victoire » contre la droite en 1986 : proposer une autre politique que celle que même le gouvernement, engagé la lutte sur le terrain social, renforce électoralement le Parti communiste.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 11.)

## AU CONSEIL DES MINISTRES

### Un effort pour les sciences humaines

Le gouvernement veut développer la recherche dans les sciences de l'homme et de la société. M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, devait présenter, ce mercredi 22 mai, au conseil des ministres une série de mesures destinées à réaliser cet objectif.

Le gouvernement a en effet pris conscience que si des progrès importants avaient été faits dans le domaine des sciences exactes, les sciences humaines connaissent, dans de nombreux secteurs, un retard important qui tient au morcellement excessif des disciplines et à leur isolement par rapport aux besoins de la société et des réalités internationales et une grave insuffisance des équipements, en particulier en ce qui concerne les bibliothèques et l'informatisation de la documentation.

Or il est maintenant admis qu'on ne peut plus traiter les questions scientifiques, technologiques et économiques sans prendre en compte leurs dimensions humaines. De même, les entreprises ont de plus en plus besoin d'intégrer les aspects juridiques, culturels et sociaux dans leur politique industrielle, notamment dans leurs relations avec les pays étrangers. C'est pourquoi le gouvernement souhaite ouvrir les sciences humaines sur les milieux socio-professionnels et l'environnement international, encourager la décentralisation et moderniser les équipements.

(Lire nos informations page 22.)

## Industrialisation rurale à la chinoise

### I. - Une usine dans chaque village

De notre envoyé spécial PATRICE DE BEER

Nankin. - La province de Jiangsu, avec ses soixante-deux millions d'habitants, a la taille d'un grand pays européen. Sa population s'entasse sur 102 000 km<sup>2</sup>, soit une densité de six cent un habitants au kilomètre carré, ou 1/14<sup>e</sup> d'hectare de terre cultivable par personne. Une telle surpopulation a conduit des millions de personnes à émigrer, en particulier vers Shanghai, que le Jiangsu entoure au nord et à l'ouest.

La proximité de la grande métropole, le surplus de main-d'œuvre, ont permis une industrialisation précoce, en particulier dans le textile. Depuis 1978, avec la politique des « quatre modernisations » et de développement économique des campagnes, le Jiangsu est devenu le laboratoire de l'expérience chinoise. L'an dernier, son revenu a dépassé pour la première fois celui de Shanghai, traditionnellement le plus élevé du pays. En même temps, dans cette riche province agricole, la valeur de la production de l'indus-

trie locale a rattrapé celle de l'agriculture.

Sur la route qui mène de la capitale de la province à la préfecture de Yangzhou, vieille ville historique et centre gastronomique, dont certains tronçons sont élargis en autoroute à quatre voies, pas un village qui ne soit coiffé d'une cheminée d'usine ou d'un hangar. A travers ce paysage vert et plat coupé de canaux d'irrigation qui, par temps de pluie, se donne un petit air de Hollande, les villages et surtout les bourgs sont désormais les centres d'une activité industrielle intense.

Le Jiangsu est devenu l'exemple-type des succès, et des problèmes, de la nouvelle révolution industrielle des campagnes chinoises. Nouvelle, car elle a connu un développement fulgurant ces dernières années et qu'elle se distingue à la fois du système d'industrialisation stalinien, qui accorde la priorité à

l'industrie lourde et au plan, et de celui des nouveaux pays industrialisés, les NPI, qui privilégie les grandes villes et les zones franches. Révolution industrielle aussi, car ce processus s'apparente à celui qui a bouleversé les campagnes européennes au dix-neuvième siècle, permettant au surplus de main-d'œuvre libéré par la modernisation de l'agriculture de trouver un emploi dans une industrie naissante. Comme jadis en France, des paysans, leur baluchon - couverture ouatée, vêtements et ustensiles de cuisine - sur l'épaule, l'air perdu dans le fracas de la circulation, arrivent chaque jour dans les villes à la recherche de travail.

Depuis 1978, neuf millions de paysans du Jiangsu ont abandonné leurs champs, dont deux millions l'an dernier. C'est beaucoup sur une main-d'œuvre totale de vingt-quatre millions quatre cent mille. C'est encore insuffisant pour M. Zhu Tong-hua, le

secrétaire général de l'Institut de recherche sur les petits bourgs, qui estime que trois à cinq millions de paysans suffiraient pour cultiver les terres de la province de manière rentable. « Que faire, dit-il, des autres onze millions ? Il faut qu'ils s'enrichissent. Mais ils ne doivent pas émigrer tout d'un coup vers les grandes villes, surpeuplées. Il faut donc les drainer vers les petites villes (!) ou dans leurs environs. Ainsi les paysans quittent leur terre mais restent dans les campagnes, tout en améliorant leur revenu et en participant à la consolidation de l'économie rurale. Si les jeunes ne trouvent pas de travail sur place, ils émigreront vers les villes, où ils erreront sans travail. Cela poserait un problème pour la sécurité du pays. »

(Lire la suite page 30.)

(1) Le Jiangsu compte mille huit cent huit bourgs, soit environ un pour 47 km<sup>2</sup> de terres, plus de deux fois la moyenne nationale.

## Le Monde

### ARTS ET SPECTACLES

#### Jean Dubuffet

Son œuvre n'a jamais été admise au panthéon de l'art avec un grand A. Son projet entre la peinture et le discours dérange toujours.

#### Leçons d'un Festival

Cannes, c'est fini, mais le cinéma de la Croisette se prolonge dans les salles.

#### Les Amishs

Dans le film « Witness », Peter Weir fait découvrir les Amishs, une pièce du puzzle américain.

Pages 13 à 20

## SUIVEZ LES CONSEILS DES BOUQUINS FUTÉS.



Où faire du canot-kayak dans la Somme ? De la poterie dans le Puy-de-Dôme ? Du vol à voile dans le Lot ? Le lézard dans l'Isère ?

Toutes les réponses sont dans le Guide des Loisirs et des Vacances en France : un compagnon de route indispensable pour sortir des sentiers battus, éviter les lieux communs et organiser son temps libre.

Les Guides Touristiques BORDAS.

BORDAS

## AU JOUR LE JOUR

### Sanction

Les porte-parole et les porte-plume de l'opposition nous le disent sur tous les tons : la nomination de M. Pisani au poste de ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie est une promotion-sanction, une mise à l'écart par mise en orbite circulaire.

Pour se débarrasser des généraux, le moyen le plus commode serait donc de les faire ministres de la République. Un siège au gouvernement serait une punition, une brimade, une vexation.

Mais alors, pourquoi tant d'opposants frétille-t-ils à l'idée qu'ils pourraient, en 1986, devenir ministres à leur tour ? Seraient-ils masochistes ou font-ils semblant d'en avoir envie ? On leur souhaite sincèrement de n'avoir jamais à subir ce châtimement terrible.

BRUNO FRAPPAT.

## LIRE

### 3. ÉTHIOPIE

Les scandales de la distribution de l'aide internationale.

### 6. POLOGNE

La presse étrangère interdite au procès des opposants.

### 8. NOUMÉA

Nouveau ministre, M. Pisani défendra le projet du gouvernement au Parlement.

### 12. JUSTICE

Les policiers sont convaincus de la culpabilité du docteur Diallo.

### 25. COMMERCE EXTÉRIEUR

Un nouveau plan de rigueur à l'horizon 86 ?



# débats

## Jusqu'au bout des réformes hospitalières

La départementalisation était la dernière chance pour les médecins de limiter eux-mêmes les dépenses de la Sécurité sociale

par le docteur J. TERQUEM (\*)

core, un regard vers les Etats-Unis Révélateur bien des équivoques.

### SANTÉ ET CORPS MÉDICAL

Le troisième volet de la réforme hospitalière, celui de la départementalisation, a été très combattu et ajourné. Le docteur J. Terquem le regrette, car ses détracteurs donnent au pouvoir politique des raisons de trancher à leur place. Une autre réforme, celle de l'internat, devrait être réexaminée de près, demande le professeur G. Serratrice, car elle conduit à un malaise qui trouble beaucoup de jeunes médecins.

### Epurer l'internat

L'extrême complexité des textes devrait conduire à réformer... la réforme

par le professeur GEORGES SERRATRICE (\*)

Les Français sont souvent avides de changement, et les esprits malins voient une manifestation d'instabilité de caractère qu'une recherche profonde de perfectionnisme. Mais ce n'est ni l'un ni l'autre de ces sentiments qui me guident, aujourd'hui. La réforme que je soutiens s'entend au sens dans lequel l'utilisent les militaires, c'est-à-dire tout simplement celui de retirer du service ce que l'on estime non adapté aux fonctions auxquelles il est destiné. Et c'est le cas de l'internat des hôpitaux. Il convient auparavant de rappeler, pour le lecteur non averti, l'ambiguïté qui s'attache désormais au terme d'internat. On doit en effet distinguer, dans les structures récemment appliquées, l'internat dit de médecine générale — stage hospitalier destiné à l'ensemble des étudiants dans le but de leur assurer une meilleure formation courante — et l'internat de spécialité (qui nous occupe ici), obtenu par la réussite à un concours difficile et préparant à l'exercice d'une médecine de haut niveau.

#### Elite

Depuis sa création, l'internat des hôpitaux a été à l'origine de l'élite de la médecine. Que l'on accepte ou non le terme d'élitisme, qu'on l'étiquette ou non comme républicain (c'est-à-dire qu'on lui assigne une connotation de justice et d'équité), force est de reconnaître sa signification, et cela tout particulièrement en médecine. Il est banal de rappeler que le label « ancien interne des hôpitaux » apporte l'assurance d'une formation pratique prolongée et d'une parfaite maîtrise technique. C'est à ce titre, entre autres, que l'internat doit à tout prix être maintenu. Toutefois, la situation actuelle est devenue inextricable. Qu'on ne voie pas dans cette remarque une quelconque attitude politique. Les tentatives de réforme de l'internat ont débuté voici plusieurs années. Initialement imaginées par des médecins soucieux d'efficacité mais secondairement déçus, les textes se sont progressivement compliqués de façon mal explicable.

Sans entrer dans des détails d'une extrême complexité, on peut résumer la situation de la façon suivante : de jeunes médecins très compétents ayant consacré

plusieurs années de leur jeunesse à un travail intensif n'ont plus, dans beaucoup de cas, le libre choix de la spécialité à laquelle ils se destinaient. Paradoxalement, ce ne sont pas les premiers classés qui choisissent en priorité leur terrain de stage. Un tirage au sort va, malgré son esprit démocratique, défavoriser la moitié des candidats, un major de promotion pouvant être largement rétrogradé du fait du hasard, ce qui ne s'imaginerait dans aucun corps administratif. De plus un système quasi kafkaïen laisse à un ordinaire la décision définitive à la fois de la spécialité et de la ville d'affectation, toute reconversion ultérieure, éventuelle, étant quasiment impossible. Mais il y a plus. La redistribution des hôpitaux en « inter-régions » géographiques, de découpage parfois bizarre, oblige à une mobilité dont l'utilité n'est pas toujours certaine amenant souvent des internes ne disposant pas de ressources matérielles suffisantes ou se trouvant dans des conditions familiales difficiles à renoncer à leur carrière.

Il faut donc à tout prix réformer la réforme, c'est-à-dire la considérer au regret comme défectueuse et s'inspirer plutôt de quelques principes logiques et élémentaires : maintien d'un concours permettant à chacun de s'élever selon ses capacités, « à la force du poignet » ; concours à destination régionale (et non interrégionale ou nationale) autorisant le choix volontaire du lieu d'exercice ; possibilité de stages libres et provisoires hors de la région, dans des services français et aussi étrangers, programme mieux adapté à la pratique hospitalière quotidienne ; options non imposées entre les postes ; classement selon le mérite personnel ; revalorisation du titre d'ancien interne.

Seule l'adaptation de quelques formules simples dissipera le malaise qui trouble beaucoup de jeunes médecins, les fait bésiter devant des difficultés non pas médicales mais administratives, méconnaît leur vocation, désoriente leur carrière et, en définitive, retient sur l'intérêt général.

C'est pourquoi il faut, sans passion, réformer une réforme dont l'inconvénient le plus marquant est sans aucun doute de désemparer ceux dont le départ la motivation était certaine.

(\*) Président de l'université d'Al-Marselle.

Le budget global et le nouveau statut des médecins hospitaliers ont vu le jour en 1983 et 1984. Le troisième volet de cette réforme hospitalière globale, la départementalisation, violemment combattue, est, à tout le moins, ajourné. Dans l'esprit de ses promoteurs, après une très large concertation, cette nouvelle organisation avait de nombreux avantages. Entre autres, la participation et responsabilisation des médecins de tous grades et des personnels infirmiers ; la prise en charge plus globale des malades, et plus humaine, dans de petites unités ; l'évaluation des compétences ; la mise en commun des matériels coûteux, pleinement utilisés et non redondants.

La structure était ainsi conçue : un chef de département, coordonnateur et gestionnaire, élu pour quatre ans ; un conseil de département ; des chefs d'unités fonctionnelles, « nouveaux services », nommés pour quatre ans, renouvelables deux fois tacitement et explicitement tous les douze ans.

#### Les vraies raisons

Les raisons avouées de l'hostilité triomphante d'une certaine partie, minoritaire mais très influente, du corps médical sont :

— L'électoralisme. Or les doyens, les présidents d'université sont élus, depuis longtemps, à la satisfaction générale. Mais la nomination des chefs de département par le directeur entraînerait la critique d'une sujétion à l'administration, et, par le ministre, celle d'une sujétion au pouvoir politique et syndical ;

— La remise en cause à dates régulières des fonctions (et non, bien entendu, du grade). Or elle est, en fait, bien timide, eu égard à ce qui se passe aux Etats-Unis, pourtant système de référence sans cesse brandi.

Les vraies raisons me paraissent être : consciemment, la lutte contre un système qui a mis fin à

la cooptation et à ses délices et à l'exercice privé à l'hôpital public. Inconsciemment, le refus d'être impliqué dans les décisions économiques engageant l'avenir de l'hôpital.

Ce dernier point est capital. Chacun sait que la Sécurité sociale, maintenue en équilibre en 1985, sera déficitaire en 1986, du fait du régime-vieillesse, dont les prestations ne peuvent être remises en cause par quiconque, et de la croissance constante des dépenses hospitalières, liées aux progrès techniques et à la démographie.

La départementalisation était la dernière chance pour les médecins, seuls habilités à le faire, de limiter eux-mêmes, sans nuire à la qualité des soins, l'inflation des dépenses, en installant des cellules d'évaluation des coûts et des soins, en élaborant des projets thérapeutiques, en faisant des choix, en établissant des priorités, et ce, à l'hôpital par hôpital. En la refusant, ils donnent au pouvoir politique, quel qu'il soit, l'excuse et la raison de trancher à leur place, à leur détriment et probablement à celui des malades.

Il est vrai que les chefs de file de la médecine hospitalière raisonnent différemment : ils souhaitent que les difficultés économiques de l'assurance maladie conduisent à revoir le système français de protection sociale, à induire une sénérité sociale à deux vitesses : un plancher minimum obligatoire et un supplément facultatif laissé à l'initiative privée. Leur erreur double.

#### Un enjeu considérable

Nier, pour la maladie et la vieillesse, la solidarité et revenir à l'assurance individuelle sera catastrophique pour les citoyens qui ne seront couverts qu'en fonction de leurs ressources propres et en

fonction de cotisations qui s'alourdisent avec les risques et avec l'âge. Inductivement, les médecins se heurteront alors aux syndicats et à la population très attachés aux garanties actuelles nées il y a longtemps. A terme, ils seront brisés.

D'autre part, les investissements nécessaires pour un plateau technique correct sont tels que les groupes privés créeront leurs propres centres et y paieront les médecins, et mal, en raison de la concurrence née de l'explosion démographique médicale. Là encore, un regard vers les Etats-Unis Révélateur bien des équivoques.

(\*) Conseiller d'Etat.

### Deux livres sur le cancer et la vérité

CLINICIEN et cancérologue, le professeur Bernard Serrou, chef du service de chimiothérapie et d'immunothérapie du centre régional de lutte contre le cancer Paul-Lamarque de Montpellier, aborde dans ce sens, dans un livre (1) qui, sous la forme de questions et de réponses, fait de façon exhaustive et limpide le point sur les cancers. « Il y a, écrit-il, vérité et vérité. Celle-ci ne doit jamais être assésée. Il est nécessaire d'aller pas à pas avec la maladie et de se laisser conduire par lui jusqu'où il souhaite arriver. (...) Il faut, avant tout, éviter d'être brutal... »

Nier n'est plus difficile que le dialogue médecin-malade dans de telles circonstances et sa conduite est loin d'être à la portée de tous. Certes, et comme le souligne le professeur Serrou, le médecin doit « éduquer » la vérité à son malade. Mais on mesure bien, dans les témoignages et les exemples que rapporte le professeur Horri, à quel point la révélation en est subtile, à quel point elle est révélatrice de l'expérience et de la qualité humaine du praticien qui s'en charge, à quel point cela entraînerait finalement... de sa tâche.

#### « Equilibrer l'échange »

« On dit, écrit le professeur Horri, que la valeur d'un médecin peut se juger à son aptitude à donner de mauvaises nouvelles. » Le « colloque singulier » implique que le praticien sache écouter, qu'il tienne le plus grand compte de la personnalité de son malade, qu'il ménage, toujours et partout, les secours, si tenus soient-ils, de l'espérance et qu'il n'essaie jamais d'imposer au malade sa propre vérité.

Il importe, en quelque sorte, d'équilibrer l'échange, seule façon de respecter les libertés individuelles, de marquer sa consi-

dération à l'autre. Et c'est, après tout, ce que l'autre a qui est le premier concerné dans sa survie, dans son destin, dans l'intégrité de sa personnalité.

Un autre cancérologue, le docteur Bernard Serrou, chef du service de chimiothérapie et d'immunothérapie du centre régional de lutte contre le cancer Paul-Lamarque de Montpellier, aborde dans ce sens, dans un livre (2) qui, sous la forme de questions et de réponses, fait de façon exhaustive et limpide le point sur les cancers. « Il y a, écrit-il, vérité et vérité. Celle-ci ne doit jamais être assésée. Il est nécessaire d'aller pas à pas avec la maladie et de se laisser conduire par lui jusqu'où il souhaite arriver. (...) Il faut, avant tout, éviter d'être brutal... »

Nier n'est plus difficile que le dialogue médecin-malade dans de telles circonstances et sa conduite est loin d'être à la portée de tous. Certes, et comme le souligne le professeur Serrou, le médecin doit « éduquer » la vérité à son malade. Mais on mesure bien, dans les témoignages et les exemples que rapporte le professeur Horri, à quel point la révélation en est subtile, à quel point elle est révélatrice de l'expérience et de la qualité humaine du praticien qui s'en charge, à quel point cela entraînerait finalement... de sa tâche.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(1) Paroles et silences du médecin, par le professeur Bernard Horri. Flammarion, 179 p., 70 F.  
(2) Face à face avec le cancer. Vos questions nous les posons, par le professeur Bernard Serrou. Editions du Rocher, 176 pages, 60 F.

### CORRIER DES LECTEURS

#### L'apprentissage dans les Pays de la Loire

Le Monde daté du samedi 11 mai publie, sous la signature de M. Alain Lebaube, un article sur la situation de l'apprentissage dans certaines régions, qui appelle de ma part les observations suivantes.

Ecrire qu'« aucune des régions n'est en mesure d'arrêter une politique en faveur de l'apprentissage » me semble relever d'une généralisation hâtive. Certes, dans le domaine de la formation comme dans beaucoup d'autres, le transfert des compétences s'est fait sans transfert de ressources correspondantes. Cela se traduit par un simple transfert de charges, comme je l'ai rappelé à de nombreuses reprises.

Il en est résulté, dans les premiers mois, une certaine confusion et M. Lebaube semble s'arrêter à cette période lorsqu'il parle de « responsables régionaux de la formation (qui) se trouvent désormais dans une situation confuse ».

La région des Pays de la Loire, pour qui l'apprentissage constitue une priorité liée à l'importance du secteur artisanal, a dépassé ce stade depuis longtemps, en prenant toutes les initiatives nécessaires pour assurer très vite et complètement ses propres responsabilités en ce domaine. Ces initiatives ont pour objet : d'adapter les effectifs formés aux besoins ; de mettre en place une carte régionale des formations en regroupant les sections à faible effectif ; d'élever le niveau des formations ; d'accroître la polyvalence de celles-ci ; de rénover la pédagogie ; de former les enseignants.

En ce qui concerne les moyens mis en œuvre, aux 60 millions de francs par an pour le fonctionnement des centres de formation s'ajoutent 10 millions de francs du budget

régional pour la modernisation des équipements en ordinateurs, robots, machines à commande numérique, et pour la reconstruction des bâtiments.

C'est donc une politique globale et concertée qui a été conduite en faveur de la formation continue en général et de l'apprentissage en particulier. Cette politique est concrètement appliquée dans le cadre du renouvellement, qui aura lieu le 25 juin, des conventions entre la région et les centres de formation.

D'une manière plus générale, je ne pense pas qu'on puisse faire l'amalgame entre la formation structurée et reconnue que l'apprentissage et les diverses formations conjonctuelles mises en place à grands frais et destinées davantage à masquer le chômage de jeunes qu'à leur donner une qualification professionnelle.

OLIVIER GUICHARD  
Président du conseil régional des Pays de la Loire

#### Deux questions non posées

Il me semble que deux questions essentielles ne sont pas posées dans la discussion qui se développe autour de la réforme Chevènement :

1° Comment motiver les inspecteurs et les instituteurs pour obtenir une qualité certaine de leur enseignement ?  
2° Comment faire comprendre aux enseignants et à leurs organisations que les parents, de plus en plus sensibilisés à exiger le meilleur pour les produits qu'ils achètent, pourraient faire valoir des exigences fort justifiées au sujet de l'enseignement et demander le remboursement d'impôts mal employés. (...)

RAINER BIEMEL  
(Paris).

**MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'aux TOURISTES ÉTRANGERS !**

Toutes les grandes marques de

**PARFUMS**

PRODUITS DE BEAUTE - Porcelaine - Cadeaux

Accessoires Haute-Couture - Maroquinerie

**MICHEL SWISS**

16, RUE DE LA PAIX - PARIS

Salons de vente 2<sup>e</sup> étage (ASCENSEUR)

261-71-71

OUVERT TOUTE LA SEMAINE SANS INTERRUPTION

de 9 h à 18 h 30



### Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : 246-72-23  
Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Favret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)  
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 500.000 F.  
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.  
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.  
Correspondant en chef : Claude Salas.

#### ABONNEMENTS

BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
672 F 1 337 F 1 952 F 2 536 F

ÉTRANGER (par avion)  
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
399 F 762 F 1 069 F 1 380 F

II - SUISSE, TUNISIE  
584 F 972 F 1 404 F 1 900 F

Par voie aérienne : tarifs sur demande.  
Changement d'adresse difficile en province (deux semaines au plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande très tôt au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'adresse à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales.  
Prière d'indiquer.

#### PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 F. ; Canada, 1,20 \$ ; Côte-d'Ivoire, 335 F. CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$ ; G.-B., 66 p. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 300 P. S. Liby. ; 0,350 DL. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Belgique, 335 F. CFA ; Suède, 5 kr. ; Suisse, 1,20 F. ; Yougoslavie, 110 nd.

### AFRIQUE

#### LA DIST

### Détournement

La police a saisi, à Paris, un certain nombre de documents relatifs à la situation des réfugiés africains en France. Ces documents, qui ont été saisis par la police, concernent notamment la situation des réfugiés africains en France, et plus particulièrement la situation des réfugiés africains en France, et plus particulièrement la situation des réfugiés africains en France.

La police a saisi, à Paris, un certain nombre de documents relatifs à la situation des réfugiés africains en France. Ces documents, qui ont été saisis par la police, concernent notamment la situation des réfugiés africains en France, et plus particulièrement la situation des réfugiés africains en France, et plus particulièrement la situation des réfugiés africains en France.

La police a saisi, à Paris, un certain nombre de documents relatifs à la situation des réfugiés africains en France. Ces documents, qui ont été saisis par la police, concernent notamment la situation des réfugiés africains en France, et plus particulièrement la situation des réfugiés africains en France, et plus particulièrement la situation des réfugiés africains en France.

La police a saisi, à Paris, un certain nombre de documents relatifs à la situation des réfugiés africains en France. Ces documents, qui ont été saisis par la police, concernent notamment la situation des réfugiés africains en France, et plus particulièrement la situation des réfugiés africains en France, et plus particulièrement la situation des réfugiés africains en France.

La police a saisi, à Paris, un certain nombre de documents relatifs à la situation des réfugiés africains en France. Ces documents, qui ont été saisis par la police, concernent notamment la situation des réfugiés africains en France, et plus particulièrement la situation des réfugiés africains en France, et plus particulièrement la situation des réfugiés africains en France.

La police a saisi, à Paris, un certain nombre de documents relatifs à la situation des réfugiés africains en France. Ces documents, qui ont été saisis par la police, concernent notamment la situation des réfugiés africains en France, et plus particulièrement la situation des réfugiés africains en France, et plus particulièrement la situation des réfugiés africains en France.

هكذا من الامم



# étranger

## AFRIQUE

### Ethiopie

#### LA DISTRIBUTION DE L'AIDE AUX VICTIMES DE LA FAMINE

## Détournements, discriminations et fausses statistiques...

Addis-Abeba. — Une partie non négligeable de l'aide alimentaire que la Communauté internationale accorde aux victimes de la sécheresse en Ethiopie est détournée de son but. Telle est la conclusion d'un certain nombre d'experts étrangers, engagés sur le terrain, qui évaluent cette « perte » à environ 30 000 tonnes par mois. Ces mêmes experts

contestent, d'autre part, l'estimation avancée par les autorités éthiopiennes selon laquelle plus de huit millions de personnes ont besoin d'une assistance alimentaire immédiate et continue. A leur avis, il n'y a pas, à ce jour, plus de deux millions d'individus qui méritent d'être totalement pris en charge par une aide extérieure.

Les pays et organisations donateurs semblent se satisfaire de « flux gigantesques », dénoncé par certains experts étrangers, qui entourent la distribution de l'aide alimentaire à l'Ethiopie. Ils ne peuvent, cependant, rien ignorer d'une situation qui semble dépasser, aujourd'hui, les limites du tolérable.

#### De notre envoyé spécial

Il est donc clair, à la lumière de ce constat de carence, que les quelques chiffres avancés par la RRC sur la distribution de l'aide sont pour le moins fantaisistes. Les multiples

En revanche, les responsables éthiopiens sont moins regardants lorsqu'il s'agit d'accorder une assistance alimentaire aux quelque quatre cent mille personnes qui, de gré

La pluie aidant, l'Ethiopie a repris vie, même si ses habitants sont encore loin d'en apprécier les effets. La communauté internationale a généreusement répondu aux appels au secours lancés d'Addis-Abeba, puis, depuis le 1<sup>er</sup> décembre dernier, elle a expédié aux victimes de la sécheresse plus de 500 000 tonnes de nourriture, soit, en moyenne, 100 000 tonnes par mois.

Si, comme l'a assuré, à la mi-avril, M. David Wolde Giorgis, le « patron » de la « commission d'aide et de réhabilitation » (RRC), 284 000 tonnes de produits alimentaires ont effectivement été distribuées, entre le 10 décembre et le 31 mars — soit en moyenne 77 000 tonnes par mois — à 5,7 millions de personnes, ce qui correspond à une ration individuelle de 450 grammes par jour (1), cela aurait dû avoir quelques heureuses conséquences sur la condition de ces bénéficiaires. Or les choses vont de mal en pis : les organisations non gouvernementales (ONG) qui travaillent sur le terrain, s'accrochent à constater une dégradation générale de l'état physique des victimes de la sécheresse.

Sur les mille cinq cents enfants que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a pris en charge dans son centre de Makale, la capitale de la province du Tigré, cent neuf sont morts pendant le seul mois d'avril : un record jamais atteint. Dans le camp de Korem, dans la province du Wollo, où Médecins sans frontières (MSF) est à l'œuvre, le nombre des morts, qui était tombé, début mars, à moins de dix par jour, est maintenant remonté à plus de vingt. On n'en finirait pas d'aligner ainsi de sinistres statistiques.

Pour éviter que leurs enfants leur soient rendus en bonne forme et qu'ils aient ainsi la charge impossible de les y maintenir, des mères de famille en arrivent à pratiquer, à l'égard de leur progéniture, une sorte de « sabotage alimentaire » en laissant, le plus longtemps possible, sous le contrôle direct des organisations humanitaires. Celles-ci ont conscience de l'insuffisance de leurs efforts pour sauver les gosses qui, sitôt échappés de leurs mains, auront de nouveau à connaître les affres de la famine. « Nous perdons notre temps et l'argent des autres, convient un médecin. Mieux vaut ne pas se poser trop de questions sur la finalité de notre mission, sinon nous plierions bagues... »

### République sud-africaine

#### UN GROUPE PRIVÉ AMÉRICAIN RÉAFFIRME QUE PRETORIA A PROCÉDÉ A UN ESSAI NUCLÉAIRE EN 1979

L'Afrique du Sud a bien procédé à un essai nucléaire dans l'Atlantique sud, en septembre 1979, a affirmé, mardi 21 mai, à Washington, un groupe de pression américain hostile à l'apartheid, citant des documents officiels qui viennent d'être rendus publics.

S'appuyant sur une étude de cinq cents pages réalisée par le laboratoire de recherches de la marine de guerre américaine, un groupe privé, le Washington Office on Africa et M. John Conyers, représentant démocrate du Michigan, affirment qu'il existe de multiples « preuves » que le double éclair enregistré le 22 septembre 1979 par le satellite espion américain Vela, a été provoqué par un essai nucléaire clandestin à proximité des îles du Prince-Edouard et Marion, possessions sud-africaines dans le sud de l'Atlantique.

Cette affirmation contredit la position prise en juillet 1980 par la Maison Blanche qui, réagissant à des informations publiées alors dans la presse américaine, avait assuré que ce double éclair avait probablement été provoqué par l'impact d'un micro-météorite sur Vela. Mardi, le département d'Etat a réaffirmé qu'il n'avait « aucune raison » de penser que l'Afrique du Sud a procédé à un essai nucléaire. — (AFP)



sondages et recensements effectués notamment par les ONG, donnent à penser que seulement 30 000 à 40 000 tonnes de vivres parviennent, chaque mois, aux victimes de la sécheresse et que pas plus de trois millions de personnes reçoivent une ration alimentaire, ce qui correspond à 40 % et non pas à 70 % de la population qui, à en croire les autorités éthiopiennes, a besoin d'une « assistance immédiate et continue ».

#### Le port d'Assab asphyxié

L'insuffisance de la logistique est en partie responsable du mauvais acheminement de la nourriture vers les zones sinistrées.

Le port d'Assab, par lequel transite le plus gros de l'aide internationale, est asphyxié : les cargos doivent attendre à l'ancre en moyenne neuf jours avant d'être déchargés. Les conditions de stockage sur place laissent à désirer : les pluies torrentielles du début mai auraient causé la perte de 10 000 tonnes de nourriture. Or 100 000 tonnes attendent, dans les entrepôts, d'être évacuées vers l'intérieur du pays.

De plus, une partie des moyens logistiques est distraite de la mission prioritaire que constitue la distribution des secours. C'est ainsi que les trois cents camions, les douze avions Antonov et les vingt-quatre hélicoptères Mi-8 fournis, avec leurs équipages, par l'Union soviétique, sont essentiellement affectés au transfert de victimes de la sécheresse dans le sud-ouest du pays, voire engagés dans des opérations purement militaires contre les « bandits » érythréens et tigréens.

Les rôles ont été partagés de telle façon que, grosso modo, les pays occidentaux fournissent à Addis-Abeba l'aide alimentaire, tandis que le bloc soviétique lui apporte un soutien logistique. Or la coopération entre ces deux groupes de donateurs, qui n'ont pas la même idée de leur mission, est inexistant et l'ampleur de l'assistance que les nations de l'Est consentent à leur allié éthiopien relève pratiquement du secret militaire.

Des raisons de sécurité expliquent aussi le mauvais acheminement des vivres, dans la mesure où les zones de guerre recouvrent souvent les zones de famine, sans que l'on puisse exclure une certaine relation de cause à effet. D'où l'incapacité des responsables éthiopiens à venir en aide aux victimes de la sécheresse qui vivent derrière la « ligne de front » et leur mauvaise volonté à inscrire sur les listes des bénéficiaires ceux qui la franchissent. Malgré tout, la présence du CICR dans ces secteurs troubles permet une distribution sans discrimination.

ou de force, ont déjà été réinstallées dans les zones vertes du sud-ouest du pays.

Ainsi, la RRC qui se partage, à peu près à égalité, avec les ONG, la distribution de l'aide alimentaire, consacre le plus clair de ses efforts à approvisionner les personnes déplacées dans le sud-ouest de l'Ethiopie. S'il est juste que ces familles de paysans, victimes, elles aussi, de la sécheresse, reçoivent de quoi se nourrir, il est choquant qu'elles bénéficient d'un traitement de faveur au détriment de leurs compatriotes demeurés dans le nord du pays, alors que le gouvernement a choisi de transférer dans les zones vertes les éléments les plus dynamiques et les plus « productifs », ceux qui, a priori, peuvent se contenter d'une ration normale.

#### 30 000 tonnes de vivres disparaissent chaque mois

Tous comptes faits, une fois pris en considération l'état des stocks — environ 200 000 tonnes — et le montant de la nourriture effectivement distribuée aux victimes de la sécheresse, qu'elles aient été ou non déplacées, il manque chaque mois au bilan environ 30 000 tonnes de vivres, dont on ignore, officiellement, la destination finale.

Il est de plus en plus difficile au régime éthiopien, qui, pourtant, fait un secret de tout, de dissimuler certaines réalités alors qu'une cinquantaine d'ONG travaillent sur le terrain et y entretiennent plusieurs centaines « d'espions impérialistes » déguisés en bon Samaritains. On l'a bien vu, récemment, lors de l'évacuation forcée du camp d'Inbet, d'abord qualifiée de « pur mensonge », par des responsables d'Addis-Abeba, puis admise et regrettée par le chef de l'Etat lui-même.

Faut-il considérer comme une « bavure » la distribution, notamment dans le Tigré, d'une assistance alimentaire aux miliciens ? Comment expliquer que, dans les villes érythréennes contrôlées par le gouvernement, la remise de vivres se fasse « sans discrimination », notamment au profit des vétérans de la guerre, si bien qu'une partie de l'aide internationale se retrouve dans le circuit commercial, que les boulangeries d'Asmara, par exemple, vendent de la farine américaine et canadienne, et que des Tigréens remontent même vers cette province en quête de nourriture ?

Alors qu'en mars, dix camions seulement ont approvisionné le Wollo tout entier, que des villages y sont privés de distribution alimentaire depuis plusieurs mois, les Her-

culs de la Royal Air Force et les Transall de la Luftwaffe procèdent, à grands frais, dans le nord du Choa, dans un rayon de 150 kilomètres au nord d'Addis-Abeba, à des largages de vivres dans des régions qui n'en ont pas un besoin urgent et qui, par ailleurs, sont accessibles par la route. « Mieux vaut prévenir que guérir », disent les responsables de cette opération de prestige. Le même argument est invoqué par l'UNICEF qui, toutes affaires cessantes, a expédié, début mai, plusieurs tonnes de biscuits protéinés à Axoum, sur la foi d'informations douteuses données par la RRC, qui faisait état d'un doublement subite du nombre des demandeurs d'aide.

#### Des chiffres invraisemblables

Aucun rapport officiel n'a jamais été publié sur la distribution de l'aide internationale. Les pays et organisations donateurs qui, au reste, ne se montrent guère curieux en la matière, doivent se contenter d'approximations grossières. La RRC leur remet un plan d'utilisation de leurs dons lorsque ceux-ci parviennent dans le pays. Ils peuvent en suivre la trace du point de débarquement aux magasins de stockage, puis la perdent jusqu'à leur destination finale.

De temps à autre, la « cellule de crise » des Nations unies procède à des sondages pour apprécier la diffusion des secours alimentaires. D'aucuns font valoir l'impossibilité de tout contrôler d'un bout à l'autre de la chaîne, faute de moyens logistiques. Mais, si le CICR, qui distribue chaque mois près de 7000 tonnes de nourriture à plus de cinq cent mille personnes, est en mesure d'établir des statistiques très précises avec le concours de quatre experts et de douze délégués de terrain seulement, il ne devrait pas être hors de portée de la RRC, qui dispose d'importants effectifs, de tenir rigoureusement à jour ses registres.

Et que dire du nombre total de victimes de la sécheresse avancé par la RRC ? Plus de huit millions de personnes sont tributaires d'une assistance alimentaire immédiate et continue », a affirmé, à la mi-avril, M. Dawit Wolde Giorgis. C'est un chiffre légèrement inférieur que l'Ethiopie a calculé ses besoins en vivres pour 1985, soit 1,5 million de tonnes. Début mai, près de 1,2 million de tonnes avaient déjà été promises, dont un tiers par les pays de la CEE et un autre tiers par les Etats-Unis. Encore faut-il s'entendre sur la signification du nombre total des victimes de la sécheresse. Pour apitoyer la communauté internationale sur son sort, l'Ethiopie ne fait pas de détail : ce sont les comités de secours (Relief Committee) qui, dans chaque district, sous la houlette du PTE et en collaboration avec les associations de paysans, fixent, selon leurs propres critères, le nombre des ayants droit, ce qui, en définitive, aboutit à des invraisemblances.

Selon les experts, il n'y a pas huit millions de personnes qui ont besoin d'être complètement prises en charge d'un bout à l'autre de l'année. « Il y a, au grand maximum, deux millions d'individus qui forment le noyau dur des affamés et qui dépendent totalement d'une aide extérieure », confie le responsable d'une ONG. Ce chiffre pourrait grimper jusqu'à trois millions en août et en septembre, période de soudure entre deux récoltes.

La communauté internationale a rempli son devoir de solidarité à l'égard de l'Ethiopie. Mais, en négligeant d'exercer son droit de contrôle sur la distribution de l'aide qu'elle a consentie les yeux fermés sous l'effet d'un ne sait quelle mauvaise conscience, elle s'est condamnée à cautionner involontairement des abus et des tromperies. Ce faisant, elle n'a rendu service à personne et surtout pas aux victimes de la famine qui voient une partie de ces vivres tant attendus leur passer sous le nez.

JACQUES DE BARRIN.

(1) Les calculs des besoins en aide alimentaire sont basés sur une ration de 500 grammes par personne et par jour.

## DIPLOMATIE

### LA VISITE DE M. RAJIV GANDHI EN URSS

#### New-Delhi et Moscou fixent les grandes lignes de leur coopération économique

De notre correspondant

Moscou. — M. Rajiv Gandhi est arrivé, mardi 21 mai, à Moscou pour une visite de six jours en URSS. Le premier ministre indien devint signer, ce mercredi après-midi, plusieurs accords de coopération économique, dont un document fixant les grandes lignes de celle-ci jusqu'en l'an 2000. M. Gandhi devait se rendre jeudi à Minsk, capitale de la Biélorussie, et vendredi en Kirghizie, une des Républiques d'Asie centrale. Le premier ministre indien devait d'autre part s'adresser au peuple soviétique à la télévision à une date non encore précisée.

Tout a été fait du côté soviétique pour donner le maximum d'éclat à cette « visite officielle d'amitié ». MM. Gorbatchev et Gandhi se sont entretenus mardi au Kremlin, entourés chacun d'une importante délégation. MM. Tikhonov, président du conseil des ministres, Arkhipov, premier vice-président, qui a des compétences essentiellement économiques et une bonne connaissance de l'Asie, et Sokolov, ministre de la défense, participaient à cette séance élargie. La composition de la délégation indienne reflétait des préoccupations économiques avec la présence des ministres des finances et de l'énergie, mais n'avait pas l'équivalent du maréchal Sokolov. MM. Gorbatchev et Gandhi devaient se retrouver ce mercredi matin pour un entretien en tête à tête.

Les deux dirigeants ont fait allusion dans les toasts prononcés, au cours du dîner mardi soir au Kremlin, au traité de paix, d'amitié et de

coopération de 1971. Un hommage a été rendu à la mémoire d'Indira Gandhi, dont une place de Moscou portera désormais le nom.

#### Un climat d'euphorie

Les premiers entretiens ont eu lieu, selon l'agence Tass, dans une atmosphère « d'amitié et de compréhension mutuelle totale ». C'est la formule la plus chaleureuse disponible pour un pays non communiste. MM. Gorbatchev et Gandhi, rapporte l'agence soviétique, ont exprimé leur « profonde satisfaction devant le haut niveau d'efficacité et la diversité des rapports soviéto-indiens ».

Dans son toast, M. Gandhi a rappelé que l'URSS « avait toujours été de notre côté dans les heures difficiles ». Une allusion au conflit sino-indien de 1962 et aux guerres de 1965 et 1974 avec le Pakistan. M. Gorbatchev a cependant choisi curieusement cette occasion pour affirmer que « les deux puissances nucléaires du continent asiatique, l'URSS et la Chine, s'étaient engagées à ne pas utiliser en première l'arme nucléaire ».

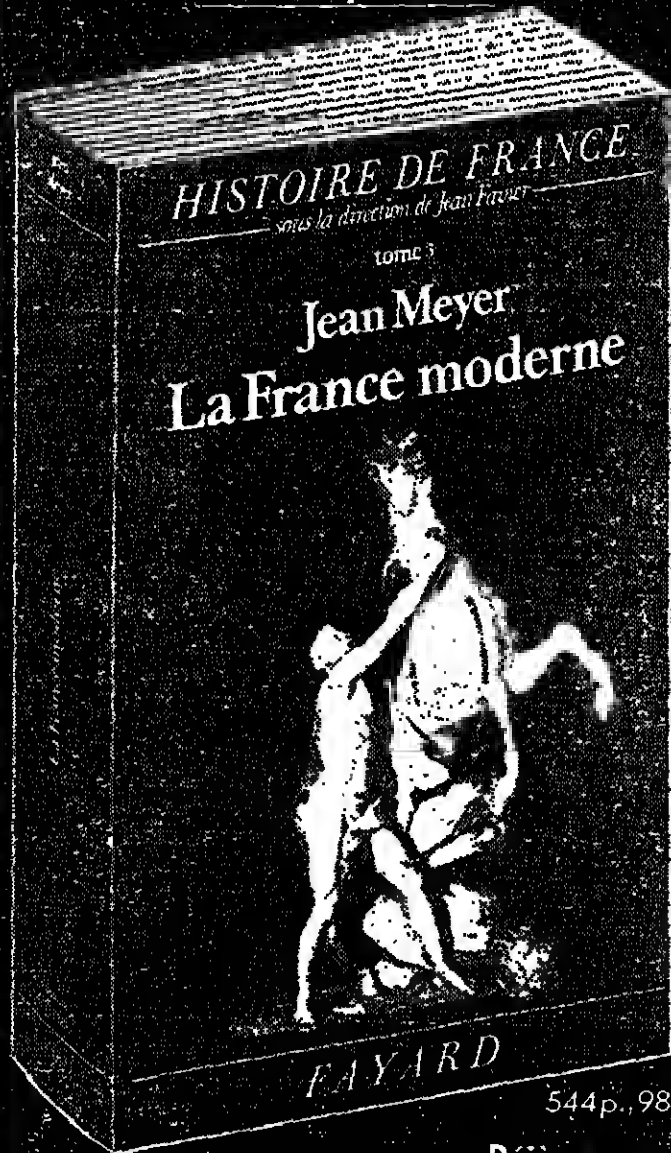
Dans ce climat d'euphorie, les nuances sont presque imperceptibles. On remarquera simplement que M. Gandhi, en se prononçant « contre tout acte d'ingérence où que ce soit », a rappelé discrètement les distances prises par son pays avec la position soviétique à propos de l'Afghanistan.

D. D.

## HISTOIRE DE FRANCE

sous la direction de Jean Favier

Vient de paraître



544p., 98F

Déjà parus :

Karl Ferdinand Werner : Les origines, 98 F  
Jean Favier : Le temps de principautés, 98 F  
Jean Tulard : Les révolutions, 98 F

FAYARD



# A chacun ses le



## ASIE

### LES CONDITIONS D'UN RÈGLEMENT DU CONFLIT CAMBODGIEN

#### Une « neutralisation » acceptable pour le Vietnam ?

Bangkok. - Existe-t-il une chance, si mince soit-elle, de règlement politique au Cambodge dans les deux ou trois années à venir ? Ceux qui, tels les Indonésiens, avaient préconisé l'amorce d'un dialogue avec Hanoï ont dû déchanter et approuver la fermeté prônée avant tout par la Thaïlande et Singapour. Mais les Vietnamiens n'ignorent pas, de leur côté, les limites de leurs récents succès militaires dans l'ouest cambodgien. Sur le plan diplomatique, ils en sont plus isolés. Au Cambodge, la résistance continue, au moins de façon sporadique, et le régime pro-vietnamien de Heng Samrin semble loin de se consolider. Enfin, le Vietnam continue de dépenser dans la guerre des énergies indispensables à la reconstruction d'un pays parmi les plus pauvres d'Asie.

Certains diplomates occidentaux et asiatiques, directement concernés par le conflit, n'en estiment pas moins que le moment est sans doute venu de tenter un règlement, si l'on veut éviter une vietnamisation du Cambodge. Ils sont sans illusions sur la portée d'une telle initiative. « Toute solution, disent-ils en résumé, ne peut être que mauvaise, mais, au Cambodge, il s'agit d'éviter le pire ». D'un autre côté, la négociation d'un retrait militaire vietnamien n'est concevable, à leurs yeux, que si Hanoï obtient la garantie que ses « intérêts stratégiques » seront reconnus.

A la lumière du demi-siècle de luttes des communistes vietnamiens,

les plus réalistes estiment que Hanoï accepterait, au mieux, une « neutralisation provisoirement » du Cambodge, ce qui implique la permanence d'une présence vietnamienne sur place. L'une des solutions serait l'installation d'un corps de « casques bleus », comprenant obligatoirement un détachement vietnamien, lequel serait de préférence stationné dans l'est khmère, afin de la fois d'assurer la sécurité de la zone frontalière du Vietnam et de rassurer les Thaïlandais, qui se rebiffent face à la concentration actuelle de troupes de Hanoï sur leur propre frontière.

Ce schéma, loin d'être encore accepté, s'appuie sur la conclusion que le Vietnam n'a peut-être rien à gagner à la perpétuation du *status quo* du Cambodge. Ayant d'autres priorités, la Chine peut s'armer de patience à l'égard de son turbulent voisin. De leur côté, les Etats-Unis tournent d'autant plus le dos au Vietnam que jamais leurs positions dans la région n'ont été si solides et qu'ils ont affaire à des situations plus préoccupantes en Amérique centrale. Quant aux Etats de l'ASEAN (Thaïlande, Malaisie, Brunei, Singapour, Indonésie et Philippines), ils s'inquiètent moins que par le passé de la puissance militaire du Vietnam. Ils ont de bons amis, notamment américains, et leur niveau de développement est supérieur, de loin, à celui des Etats de l'ancienne Indochine française.

De notre envoyé spécial

Parvenu à ses fins en imposant, de manières différentes, son contrôle sur le Laos et sur le Cambodge, le Vietnam ne peut, cependant, que s'interroger sur son avenir et imaginer les moyens de ne pas demeurer à la traîne d'un continent qui se développe désormais à un rythme accéléré. L'occasion est donc peut-être venue de l'aider, d'une certaine façon, à entreprendre le tournant qu'il a sans doute manqué au lendemain de la victoire de 1975.

#### Un « national-communisme »

Les conditions d'une telle entreprise seraient, selon les mêmes sources, les suivantes :

- Toute initiative en direction de Hanoï doit provenir de l'ASEAN, car une négociation doit s'opérer dans un cadre régional. Il s'agit donc, notamment pour la Thaïlande, de se faire à l'idée d'un tel scénario, ce qui n'est pas évident pour le moment - et de s'y prêter en coordination étroite avec ses partenaires de l'Asie du Sud-Est, tout en s'assurant des appuis sur la scène internationale, notamment ceux de la Chine, du Japon et, bien entendu, des Etats-Unis.

Ces derniers doivent se persuader qu'ils n'auraient, le cas échéant, qu'un rôle d'appui à jouer, au moins dans une première phase. L'octroi d'une aide américaine de 5 millions de dollars à la résistance khmère non communiste fait l'effet, à ce propos, d'un faux pas puisqu'il laisse l'impression que les Etats-Unis, durcissant leur position, sont tentés de remonter en « première ligne ». En revanche, dans un deuxième temps, Washington pourrait aider les Vietnamiens, dans le cadre d'un accord global sur le Cambodge, à trouver les crédits internationaux nécessaires à une relance de leur économie.

- L'alliance entre Moscou et Hanoï doit être acceptée comme un fait acquis. Toutes les spéculations sur des divergences entre les deux capitales sont risquées. Mieux vaut percevoir, dans le contexte actuel de « socialisme », bien différents, le régime vietnamien comme un « national-communisme » dont les intérêts régionaux ne sont pas forcément contradictoires avec ceux du « grand frère » soviétique, qu'il ait ou non rapprochement sino-soviétique.

- La résistance khmère doit être appuyée, entre-temps, pour constituer un atout intéressant dans le cadre de l'éventuelle négociation et non comme l'un des moyens, à plus long terme, de libérer le Cambodge. L'idéal, dans cette optique, serait de constituer un amalgame entre les partisans de M. Son Sann et ceux, mieux organisés et plus nombreux, du prince Sihanouk, étant entendu que la division entre les deux mouvements est quelque peu artificielle et que le prince Sihanouk, sur le plan international comme au Cambodge, demeure la personnalité autour de laquelle pourrait s'organiser une « neutralisation provisoirement » du pays. Il serait question non pas de demander au prince de devenir une marionnette entre des mains vietnamiennes - ce à quoi il ne se prêterait pas - mais, encore une fois, de donner aux Vietnamiens les garanties fautes desquelles ils ne discuteraient pas.

- Il faudrait trouver les moyens de reléguer au second rang les Khmers rouges, parce que les Vietnamiens refusent de discuter avec eux, qu'ils sont toujours redoutés au Cambodge et qu'ils sont des partisans bien peu fiables et à la réputation internationale exécrable. Ce qui impliquerait de convaincre les Chinois, leur unique pourvoyeur en armes, de cesser d'appuyer la clique dirigeante de Pol Pot et Ieng Sary. Ce qui ne sera pas, non plus, une mince affaire, car Pékin s'inquiète, le cas échéant, de disposer de moyens de pression amoindris sur la négociation.

Le climat de méfiance actuel ne se prête sans doute pas encore à l'amorce d'une telle négociation, difficile et subtile. Mais, d'un autre côté, les Vietnamiens, parvenus au terme de leur logique indochinoise, peuvent mieux mesurer, dix ans après leur victoire, le désintérêt à leur égard d'une communauté internationale dont la coopération leur serait pourtant indispensable pour reconstruire leur pays et éviter que ce dernier ne demeure une « poche de pauvreté » dans une région en pleine expansion. Il reste à savoir si, psychologiquement, la direction vietnamienne serait prête à saisir une telle perche, au cas où elle lui serait tendue, ou si elle choisira, éventuellement, une splendide mais redoutable isolation régionale.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

### LES OUVRIERS DE LA TOMBE DE RAMSES III EN GREVE REPOS ETERNEL COMPROMIS

TOUS LES DETAILS DANS LE GUIDE BLEU

egypte

GUIDE BLEU : VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.

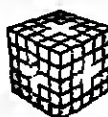
Parents ! Etes-vous à la recherche de l'école appropriée pour votre enfant ?

La FÉDÉRATION SUISSE DES ÉCOLES PRIVÉES

vous renseignera volontiers

48, rue des Vollandes, case postale 171

CH - 1211 Genève 6, Tél. 1941/22/35.57.06



### 7.000 SOLDATS ÉTAIENT DANS LA TOMBE ET REGARDAIENT SHINUANGDI

TOUS LES DETAILS DANS LE GUIDE BLEU

chine

GUIDE BLEU : VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.

### CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL À PARIS À PARTIR DE 190 F HT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier

Permanence téléphonique/permanence télex

Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-41-12/56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

#### VACANCES D'ÉTÉ

LE PLUS ANCIEN SPECIALISTE DES SEJOURS LINGUISTIQUES

O.S.F.B. depuis 1928

accueille les jeunes, en

Grande-Bretagne • Allemagne

Espagne • Etats-Unis

PENDANT TOUTE L'ANNÉE

SESSIONS INTENSIVES POUR ADULTES

DOCUMENTATION GRATUITE SUR DEMANDE

RICHARD ORGANIZATION OSFB

7 rue de l'Eperon 75006 PARIS - Tél. (1) 329.76.31 M<sup>o</sup> ODEON

RICHARD ORGANIZATION



## 310 logiciels scientifiques et techniques. Choisissez tranquille.



#### A chacun ses logiciels.

Parmi les 310 logiciels d'applications scientifiques, compatibles avec le matériel IBM, il y a certainement celui dont vous avez besoin. Et cela, que vous soyez ingénieurs, chercheurs ou concepteurs.

Ces logiciels s'appliquent à de nombreux secteurs d'activité : l'aéronautique, l'automobile, l'électronique, la chimie, le pétrole, l'ingénierie, l'électricité, l'architecture ainsi

que les centres de recherches et les universités.

Ces 310 logiciels développés par IBM ou par des tiers sont complétés par 455 logiciels (architecture 370) et 350 logiciels (compatibles PC) disponibles aux Etats-Unis.

Mais ces logiciels ne sont qu'une partie de l'offre complète IBM : logiciels + ordinateurs + terminaux intelligents.

Choisissez votre logiciel scientifique ou technique et mettez le cap sur la tranquillité.

IBM

CAP SUR LA TRANQUILLITÉ.

Pour en savoir plus sur l'offre scientifique et technique IBM appelez : 01 69 20 20 20

ou demandez une documentation en retournant ce coupon-réponse à : Sylvie Dufresne - ACTEL

40, rue des Vignobles 78400 Chateaufort, en indiquant :

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Société \_\_\_\_\_

Activité \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_







## PROCHE-ORIENT

LA SANGLANTE BATAILLE POUR LE CONTRÔLE DES CAMPS PALESTINIENS

### La victoire des miliciens chiites d'Amal paraît inéluctable

De notre correspondant

Beyrouth. — La milice chiite Amal, épaulée par la 6<sup>e</sup> Brigade de l'armée, a peine à venir à bout des Palestiniens des camps de Beyrouth. Des combats violents se poursuivent ce mercredi matin 22 mai, malgré l'accord de cessez-le-feu conclu mardi peu avant minuit.

Mais, si la victoire d'Amal n'est pas encore décisive, elle paraît inéluctable, dans la phase actuelle aussi bien qu'à terme. La milice chiite s'est en effet placée par sa lutte contre Israël dans une position inattaquable et dispose du soutien de la Syrie, alors que ses adversaires palestiniens ne peuvent pratiquement plus avoir au Liban d'alliés avoués ou même inavoués.

De plus, les fedayins de Beyrouth ne sont plus ce qu'ils étaient dans le temps. L'invasion israélienne est passée par là, et, s'ils ont reçu des armes et des hommes — à travers, dit-on, la montagne druze et la banlieue sud chiite avec l'accord de Damas qui cherchait à renforcer les adversaires de M. Arafat, — leur force militaire n'a rien de comparable avec celle qui, il y a trois ans, dominait Beyrouth-Ouest. Même si, face à l'ennemi libanais du jour — Amal, — les Palestiniens, à l'exception des seuls pro-Syriens d'Abou Moussa presque inexistants à Beyrouth, ont fait cause commune au nom de la vieille théorie de « la sécurité des camps ».

Pas de retour à la « mascarade palestinienne »

Le chef d'Amal, M. Nabih Berri, a balayé ces arguments sans ménagements dans un réquisitoire particulièrement accusateur.

« Je serai clair : il n'y aura pas de retour de la mascarade palestinienne au Sud. (...) Il ne sera plus permis à personne de combattre jusqu'au dernier sudiste. (...) Je le

dis en toute sérénité (...). Il ne sera pas question de revenir à la situation prévalant avant 1982. Je le dis au nom de tous ceux qui, en combattant Israël, combattent aussi la voie qui avait été suivie et qui avait conduit l'Etat hébreu au cœur du Liban. Nous ne permettrons pas ce retour et si la lutte [palestinienne] doit se poursuivre, il faut qu'elle le soit partout, en commençant par la Cisjordanie (...). Je m'adresse à nos frères dans les camps pour leur dire que tout ce qu'Arafat a fait pour eux, c'est de paver la voie de leur massacre afin de les exploiter de capitale en capitale. Cette fois, le massacre « moral » visait Amal pour nous provoquer, nous faire sortir de nos gonds et nous pousser à l'objectif recherché par Arafat. Mais le Mouvement a fait avorter cette tentative et nous resterons avec nos frères palestiniens déshérités, nous soutenant les uns les autres (...). Amal paye aujourd'hui le prix de sa résistance à Israël et de sa lutte aux côtés des forces de libération, en tête desquelles se trouve la Syrie. On nous fait donc payer le prix de notre soutien au Front du salut national palestinien, dont nous avions dernièrement reçu une délégation (...) où étaient ces armes aujourd'hui brandies contre nous quand Israël était là et que s'étaient produits les massacres de Sabra-Chatila au cours desquels cent quarante-huit Libanais étaient tombés aux côtés des victimes palestiniennes ? (...) Abou Amar (M. Yasser Arafat), qui avait divisé le fusil palestinien pour se lancer dans la voie de la solution capitaliste, a réussi à le réunifier contre Amal qui est pourtant sans tâche (...). malheureusement toutes les formations palestiniennes se sont laissées entraîner par les gens d'Arafat », a dit M. Berri, martelant ses mots. Et pour conclure cette affirmation capitale : « Comme pour

tout territoire libanais, la sécurité dans les camps doit être confiée à la légalité libanaise. A Beyrouth-Ouest et dans la banlieue sud, cette légalité c'est la sixième brigade de l'armée. »

L'unité retrouvée des fedayins

Curieusement, M. Berri, visiblement dérangé par l'unité retrouvée des fedayins face à son mouvement, s'en est pris au Baas syrien, fidèle exécutant pourtant des ordres de Damas, déclarant : « Le « bataillon Assad » (unité palestinienne à l'intérieur des camps portant le nom du président syrien) (...) Mieux vaut parler de « bataillon Kono » (du nom du chef du Baas pro-syrien). Cette unité s'est livrée à des actes indiquant qu'elle est payée par des agents (soutenus par des agents hostiles à Damas). Cette attaque anti-Baas syrien n'est cependant, sans doute, qu'une péripétie. La quasi-union sacrée des Palestiniens était un risque à prendre qui ne semble pas de nature à modifier le cours des événements.

Autre péripétie : M. Berri a accusé l'armée dans sa fraction chrétienne — « l'armée de la légalité et de l'Est » — d'avoir tiré contre Amal au mortier de 120 tout le long de la ligne de démarcation « pour soutenir les forces arafatistes » dans le cadre d'un « complot organisé » au cours de visites certifiées de cadres palestiniens à Jounieh (principale ville chrétienne). Le commandement de l'armée l'a catégoriquement démenti. Au contraire, des sources militaires citées par les médias phalangistes ont affirmé que « les munitions utilisées par la 6<sup>e</sup> brigade lui ont été fournies (soutenues) à l'effet de tirer sur les Palestiniens » par le commandement de l'armée.

Difficile victoire militaire, donc, pour Amal et toujours ni complète ni certaine. Du moins présente-t-elle l'avantage pour le mouvement chiite d'être la sienne à part entière, ses alliés du PSP et même ces autres chiites que sont les hezbollahs étant restés sur la touche et ayant le rôle de médiateur-arbitre. La pugna qui se joue fait montre des Palestiniens risquant de se retourner contre eux, en donnant raison à Amal dans sa volonté de les mater. L'accord intervenu entre la milice chiite et les Palestiniens prévoit, outre le cessez-le-feu et l'entrée des ambulances pour évacuer les morts et les blessés des camps, la livraison de l'armée et des fedayins au Front de salut national palestinien pro-syrien, et des négociations ultérieures « calmes et réalistes » en vue du désarmement des deux camps.

Amal a mis le paquet pour parvenir à ce résultat. C'est une rare fois dans une bataille de la guerre du Liban que les morts et les blessés sont des combattants plutôt que des habitants des lieux. M. Berri a annoncé 32 morts et 130 blessés dans les rangs d'Amal pour la seule première journée de combats. Ses hommes, courageux et donc très efficaces pour des attentats et des opérations de guérilla, mais sans doute les moins professionnels parmi les éléments des grandes milices libanaises, sont montés à l'assaut avec une ténacité coûteuse. Furieuse bataille, dont le bilan final risque d'excéder 150 morts et 600 blessés libanais et palestiniens, civils et militaires.

Cette bataille a illustré de façon probante combien il est préférable pour la Syrie de ne pas être présente militairement à Beyrouth tant qu'elle peut en contrôler les principales fractions et agir par leur intermédiaire, plutôt que d'y être directement impliquée et de s'enliser dans ses marécages.

LUCIEN GEORGE.

### Environ 350 000 Palestiniens vivent au Liban

L'expulsion des combattants palestiniens de Beyrouth en septembre 1982, puis de Tripoli en décembre 1983 n'a pas mis fin à la présence palestinienne au Liban, où demeurent encore environ 350 000 personnes. La majorité de celles-ci vivent dans des camps, qui sont aujourd'hui au nombre de onze :

- Badawi (19 000 habitants) et Nahr-El-Barad (15 000), près de Tripoli ;
- Watef (7 000), à l'entrée de Baalbeck ;
- Sabra (35 000), Chatila (20 000), Borj-El-Barajieh (40 000), à Beyrouth ;
- Ain-El-Helwa (15 000 à 20 000) et Mich-Mieh (3 000), aux environs de Sidon. Soumis à de violents bombardements de la part des milices chrétiennes à la fin du mois de mars, ces deux camps ont été plus ou moins évacués par la population civile ;
- Borj-El-Chemal (30 000), Rachidiyah (15 000), El-Bass (8 000), près de Tyr.

Outre ces camps, quelques petits villages palestiniens subsistent dans le Sud du Liban et de nombreux Palestiniens vivent dans les villes côtières et dans la Bekaa. Des soldats sont toujours dans la montagne du Chouf, où ils avaient combattu, en septembre 1983, aux côtés de miliciens druzes du PSP contre les Forces libanaises (milices chrétiennes).

Au fil des mois, un certain nombre de combattants ont regagné les camps, où des armes ont de nouveau été introduites. Mais Damas n'a eu de cesse de contrôler ces camps, dont la population est traditionnellement favorable à M. Yasser Arafat. Si l'emprise de la Syrie est évidente dans le Nord et dans la Bekaa, Damas a profité le mois dernier des combats de Sidon pour renforcer sa mise sur les camps d'Ain-El-Helwa et de Mich-Mieh.

Au Sud, récemment libéré par Israël, les Palestiniens vivent aujourd'hui en résidence très surveillée par la milice chiite Amal.

• Un émissaire du colonel Kadhafi au Caire. — Le président égyptien Hosni Moubarak a rejeté une tentative libyenne en vue d'améliorer les relations avec Le Caire. Le rais a en effet refusé, il y a trois jours, de recevoir l'émissaire et cousin du colonel Kadhafi, M. Ahmed Kaddaf Ad-Dam. L'envoyé libyen a cependant été reçu par le chef des Moukhabarat (services secrets). Il lui aurait fait part d'une proposition tendant à diminuer la tension sur les frontières avec l'Égypte (fermées depuis juillet 1977). Comme signe de bonne volonté, Tripoli se serait déclaré prêt à réduire le volume de ses troupes à la frontière et inviterait Le Caire à geler le traité de paix avec Israël et à former avec le Soudan « une forme de fédération tripartite ». — (Corr.)

• Arrestations à Gaza. — L'armée israélienne a arrêté, mardi 21 mai, quarante-deux manifestants qui célébraient dans les rues de Gaza la libération, lundi, des prisonniers palestiniens. Plusieurs centaines de manifestants scandant des mots d'ordre anti-israéliens et des chants nationalistes palestiniens se sont répandus dans Gaza (principale ville de la bande de Gaza occupée) et ont brisé des devantures de magasins et les pare-brise de plusieurs voitures. — (AFP.)

• M. Bruno Kreisky renonce à une visite en Israël. — M. Bruno Kreisky, ancien chancelier autrichien, a annoncé qu'il ajournerait sine die pour des « raisons de sécurité » la visite en Israël, lundi, de trois prisonniers israéliens contre mille cent cinquante prisonniers palestiniens, une visite prévue de huit jours en Israël.

M. Kreisky, qui avait été invité par le Centre international pour la paix au Moyen-Orient à donner des conférences, a précisé que les responsables de ce centre lui ont fait savoir que « certains milieux en Israël » n'étaient pas favorables à cet échange de prisonniers.

M. Kreisky ayant joué un rôle de médiateur dans les négociations qui ont abouti à cet échange, le Centre lui a indiqué que sa « sécurité en Israël ne pouvait actuellement pas être garantie ».

Avant sa décision, l'ancien chancelier, réputé pour ses prises de positions pro-palestiniennes, avait été la cible de vives critiques dans la presse israélienne. — (AFP.)

### A TRAVERS LE MONDE

#### Chine

• VISITE OFFICIELLE DE M. EANES. — Le président du Portugal est arrivé, mardi 21 mai, à Pékin, pour une visite officielle de sept jours en Chine. Le général Eanes doit avoir, mercredi, deux entretiens avec le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, au cours desquels l'avenir de la colonie portugaise de Macao pourrait être évoqué. Après son séjour à Pékin, qui s'achèvera vendredi, le général Eanes, qui est accompagné notamment du ministre des affaires étrangères, M. Jaime Gama, se rendra à Shanghai. Il devrait quitter la Chine le 27 mai et séjourner vingt-quatre heures à Macao, avant de se rendre en Yougoslavie. — (AFP.)

#### Corée du Sud

• LIBÉRATION DE DÉTENU POLITIQUES. — Le gouvernement a décidé de relâcher dix prisonniers politiques dans le cadre d'une amnistie spéciale à l'occasion de l'anniversaire de Boud-dha, jour férié à Séoul, qui sera célébré lundi 27 mai, a-t-on annoncé, mercredi 22 mai, de source officielle. Ces dix détenus s'ajoutent aux quelque huit cents condamnés qui doivent bénéficier de l'amnistie. — (AFP.)

#### Honduras

• ÉLECTIONS GÉNÉRALES LE 24 NOVEMBRE. — Des élections générales doivent avoir lieu, le 24 novembre, au Honduras. Un accord signé avant le départ du président Suazo Cordova pour les États-Unis, lundi 20 mai, doit permettre à chaque parti de présenter plusieurs candidats à l'élection présidentielle. Cet accord prévoit également la restructuration de la Cour suprême, une mesure qui est un désaveu pour le président Suazo, qui avait fait arrêter, le 29 mars, le président de cette cour, M. Valladares, accusé de « trahison de la patrie ». D'autre part, le président bondurien a obtenu, le mardi 21 mai à Washington, l'assurance du président Reagan que les États-Unis prendraient « toutes les mesures appropriées » pour défendre « la souveraineté et l'intégrité territoriale du Honduras contre l'agression communiste ». — (AFP.AP.)

#### Pérou

• LE PRÉSIDENT BELAUDE ACCUSE LES DIRIGEANTS DE SENTIER LUMINEUX DE « VIVRE À PARIS ». — Les dirigeants de la guérilla maoïste péruvienne « vivent à Paris » et « aiment flâner sur les grands boulevards » pendant que leurs partisans commettent des forfaits au Pérou, a déclaré le président Belaunde Terry, le mardi 21 mai, au cours d'une conférence de presse à Lima. Il n'a pas donné les noms de ces dirigeants qui se trouveraient, selon lui, en France. Il a ajouté que l'organisation terroriste dispose aussi de soutiens à New-York. En janvier dernier, le président Belaunde avait déjà affirmé que les principaux leaders de l'insurrection « vivaient en Europe occidentale ». — (AFP, Reuter.)

#### Philippines

• FUSILLADE A MANILLE. — Deux personnes ont été tuées et deux autres blessées, mardi 21 mai, dans la banlieue de Manille lors d'échanges de coups de feu entre forces de sécurité et membres présumés de la guérilla communiste, a annoncé l'agence philippine de presse PNA. Un agent des services secrets et un civil ont été tués au cours de ces affrontements, qui ont opposé une cinquantaine de membres des forces armées à deux membres présumés de la Nouvelle armée du peuple (NAP, bras armé du PC philippin, interdit). Ces deux derniers ont réussi à s'enfuir. D'autre part, à Bacolod (île de Negros), trois détenus ont été abattus mardi par des policiers, alors qu'ils tentaient d'attaquer le chef de la police locale, venu enquêter dans la prison sur les causes d'une bagarre entre bandes rivales qui avait fait lundi un mort et six blessés. — (AFP.)

(Publié)

IMB AT (10MM)  
Discounts - Direct U.S.A.  
(05 MM)  
Large quant. Livraison imméd.  
(03 MM)  
Sys 36/38 - DEC PDP 11 -  
ATT (03 MM)  
All IBM Mainframes - All IC  
(03 MM)  
OSS Int'l - San Francisco  
U.S.A. (04 MM)  
Tél : 4942212  
Tél : 415 7517033 (04 MM)

## UN BOUQUIN REMARQUABLE QUI SE LIT COMME UN JAMES BOND

Bernard Thomas, le Canard Enchaîné

## UN OUVRAGE FORT BIEN DOCUMENTÉ ET BOURRÉ D'ANECDOTES QUI RACONTE L'INCROYABLE CYNISME DES MILIEUX D'AFFAIRES OCCIDENTAUX AVEC LES RÉGIMES COMMUNISTES.

Olivier Drouin, L'Événement

Eric Laurent  
**LA CORDE POUR LES PENDRE**  
Relations entre milieux d'affaires occidentaux et régimes communistes de 1917 à nos jours



Fayard

306 pages 89 F

**FAYARD**



# politique

## L'ENTRÉE DE M. PISANI AU GOUVERNEMENT ET LA NOMINATION

CINQ MOIS DE « RÈGNE »

### Sans infamie, mais sans gloire

M. Edgard Pisani revient, sans infamie, mais sans gloire, d'une mission impossible. Le délégué du gouvernement à la Nouvelle-Calédonie a relevé les deux défis qu'il s'était lancés en arrivant, le 5 décembre 1984, sur ce territoire inconnu de lui : rétablir l'ordre et amorcer le dialogue.

L'ordre ? La haine raciale s'est déchaînée, le 8 mai dernier à Nouméa, où les fusils pour la première fois ont été sortis de leur gaine. Un lycéen canaque de dix-neuf ans a été tué par balles, et le haut-commissaire a dû rétablir le couvre-feu à 20 heures, quelques jours après l'avoir suspendu. Les barrières indépendantistes qui, à son arrivée, paralysaient le territoire, sont désormais levées, c'est vrai. Mais plus que jamais, on sent le « caillou » à la merci d'une étincelle. Le dialogue ? Entre M. Pisani et les anti-indépendantistes, à commencer par M. Dick Ukeiwé, chef de l'exécutif territorial, on ne se parlait plus que pour échanger des insultes.

M. Pisani paie certes le prix d'une radicalisation entretenue par l'opposition métropolitaine, et notamment le RPR, pour des motifs où le devenir du « caillou » et de ses habitants ne tenait que peu de place. L'aveuglement des anti-indépendantistes locaux ne lui a pas facilité la tâche. Mais son échec sanctionne aussi quelques maladresses et une grande rigidité.

Plus d'un mois après, le 17 février, M. Pisani recidive. Il commence par interdire un « pique-nique » projeté à Thio, à 100 mètres de l'une des tribus indépendantistes les plus dures du territoire, par un mouvement d'extrême droite, le Front calédonien. Mais les « pique-niqueurs », après ruses et palabres, n'ont rien fait de plus que de se déplacer, n'ont rien fait de plus que de se déplacer, n'ont rien fait de plus que de se déplacer.



Dessin de DAUILLÉ.

Il paie d'abord de n'avoir pas su manier le bâton de la répression. Quel désolant contre-emploi ! L'ancien commissaire européen, ancien ministre de l'Agriculture du général de Gaulle, contraint de jouer les préfets de police ! Le visionnaire tiers-mondiste jonglant avec les escadrons et les véhicules blindés ! Les gaffes succèdent donc aux incompréhensibles négligences. On ne se demandera jamais assez pourquoi, en ce soir fatal du 11 janvier, M. Pisani n'ordonne d'envoyer le GIGN « neutraliser » le dirigeant indépendantiste Eloi Macchoni qui occupe, avec une trentaine d'hommes, une ferme située à une centaine de kilomètres de Nouméa, en pleine brousse. Pouvait-il ignorer la haine nourrie par les gendarmes d'élite à l'égard du chef de l'occupation de Thio ?

reprises, à l'intérieur de la tribu. La présence sur le terrain, aux côtés du capitaine de gendarmerie sur qui tomba ensuite la foudre des sanctions, d'un membre du cabinet de M. Pisani, n'eût-elle pas empêché ces « bavures » ? Furieux, le haut-commissaire interdit de séjour cinq des « pique-niqueurs ».

Mais les bannis prennent le maquis et sa police ne parvient pas à les retrouver. Ne pouvait-il s'exprimer ce nouveau pas de clerc ?

La démonstration fut enfin faite, le 8 mai, que plus de cinq mille gendarmes et soldats présents sur le territoire ne pouvaient empêcher Canaques et Européens de s'affronter dans les rues de Nouméa. La man-

ifestation du 8 mai n'était que le point culminant d'une série de déficits en violation du couvre-feu, exigeant son départ, dans une ville aux murs recouverts de slogans orduriers à son égard.

#### Gants de boxe

A sa décharge, on peut répliquer que le maintien de l'ordre n'était pas le métier de M. Pisani. Mais en quelques semaines, le négociateur aussi perd ses nerfs, l'arbitre ne résiste pas à la tentation d'enfiler les gants de boxe. Était-il besoin de menacer les dirigeants de l'opposition métropolitaine de « leur mettre le nez dans leur pipi », comme l'a fait le délégué du gouvernement ? Fallait-il attribuer sans nuances au RPR toute la responsabilité des affrontements du 8 mai, alors que des manifestants indépendantistes, le matin même, avaient brûlé un drapeau français sur la place des cootiers ?

La scène n'était pas à sa mesure et il ne s'en est pas aperçu. Le théoricien de la réforme foncière enlaid dans des veuveilles avec M. Ukeiwé ! Ses gestes amples et sa voix aux accents gaullois gaspillés à Clochemerle, avec des politiciens de sous-préfecture. Les participants virent, un soir, des écrivains érudits quelques instants le képi d'un général de gendarmerie, oublié sur la table.

#### Charisme

M. Pisani, assurément, a trop fait confiance à la magie de son verbe, à son charisme, pour entraîner le caillou subjugué sur les chemins de la raison. Bien qu'il ait reçu de nombreuses reprises, de façon informelle, des Européens de Nouméa, il n'a pas su convaincre cette communauté complexe qui, autant que les Canaques, mériterait ses ethnologues. « Je sais vers quel but je vais, mais pas encore par quels moyens », lâche-t-il à sa descente de l'avion de Paris, devant les anciens combattants et les hauts fonctionnaires en tenue grand blanc qui l'accueillirent. Quelques dossiers digérés en trente heures de vol ont suffi à la convaincre qu'il fallait courir vers l'indépendance.

Très vite, l'embuscade meurtrière de Hienghène, où deux frères de Jean-Marie Tjibaou sont assassinés par des colons, lui permet d'établir « à chaud » des liens de grande confiance avec le dirigeant indépendantiste, qui maintient, contre une partie de son propre mouvement et malgré le deuil, son mot d'ordre de levée des barrières. Les deux hommes s'appréciaient jusqu'à échanger leurs écrits respectifs, qu'ils lisent avec passion. Tout au long du « règne Pisani », ils se rencontrent, souvent hors de Nouméa, pour parler de l'indépendance future.

En revanche, M. Ukeiwé, chaperonné par M. Bernard Pons, puis surtout par M. Charles Pasqua, les premiers d'une série de chefs RPR qui se succèdent à Nouméa refuse de le rencontrer « tant que l'ordre ne sera pas rétabli ». Ce prétexte devenu caduc, on refuse, ensuite, toute entrevue « tant que le cadavre de l'indépendance subsistera entre nous ».

La « question Pisani » est là. Fallait-il courir ? Profiter du traumatisme pour donner, aux forces, l'indépendance ? Devait-il, dès le 7 janvier à la présentation de son plan, afficher si bruyamment ses faveurs pour l'indépendance-association ? M. Fabius a choisi une autre voie. L'objectif, certes, reste le même : convaincre une partie des électeurs européens de se prononcer pour l'indépendance, lors du référendum d'autodétermination, constitutionnellement inévitable. Mais la méthode a changé. Plutôt que sur le verbe, on va miser sur les faits. La régionalisation-suggestion originelle de M. Ukeiwé, reprise à son compte par M. Pisani à la demande du gouvernement, va permettre, espèrent-ils, de créer l'indépendance sur le terrain. A froid, sans dramatisation.

L'indépendance ? Elle est aujourd'hui dans toutes les têtes, alors qu'il y a seulement dix mois, le RPR et le RPRC refusaient le « statut Lemoine » d'autonomie interne. Ce sera peut-être là, à terme, le vrai succès de M. Pisani : avoir été l'homme de la transition entre l'immobilisme et l'évolution.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

### M. Fernand Wibaux : une sérénité à toute épreuve

Depuis dix ans, le diplomate français dispose à Beyrouth d'un poste qui permet de mesurer, outre la qualité de négociateur, le sang-froid et la force d'âme de son titulaire. Après Louis Delamare, qui fut assassiné, M. Fernand Wibaux a donné, pendant près de deux ans, la plus éclatante démonstration de ses qualités, dont la première remarquée par tous, les journalistes qu'il recevait avec une extrême gentillesse (à défaut d'être polie) est une sérénité à toute épreuve. Un atout qui lui sera sans doute très utile dans la fournaise calédonienne, où les esprits s'échauffent d'autant plus vite que les relais métropolitains sont assurés.

Massei, les cheveux blancs, ce haut fonctionnaire, gaillarde de la première heure et ancien militant de la SFO, a fait l'essentiel de sa carrière en Afrique. Au sortir de la guerre, à vingt-trois ans, docteur en droit, il entre au ministère de l'intérieur comme administrateur des services civils de l'Algérie. En 1956-1957, il est chef de cabinet de M. Gaston Defferre, alors ministre de la France d'outre-mer. A ce titre, il fut l'un des artisans de la loi-cadre sur l'autonomie de l'Afrique noire. Une expérience dont il se rappellera sans doute en Nouvelle-Calédonie, et que les caldoches auront probablement remarquée.

Directeur général de l'Office du Niger, consul général à Bamako puis ambassadeur au Mali, il revient en France en 1964 pour occuper les fonctions de directeur de l'Office de coopération et d'accueil universitaire.

En 1968, M. Wibaux part comme ambassadeur au Tchad, alors que les troupes françaises reviennent dans ce pays pour la première fois pour mater un soulèvement de tribus nordistes. Pendant six ans, « Wibaux l'Africain » reste à Fort-Lamy, rebaptisée N'Djamena, en vertu des foucades d'un chef d'Etat de plus en plus imprévisible.

Directeur des affaires culturelles et sociales au ministère de la coopération en 1974-1975, puis directeur du cabinet du ministre de la coopération, M. Jean de Lipowski, il retrouve bientôt la brousse africaine comme ambassadeur au Sénégal, au Cap-Vert, au Guinée-Bissau et en Gambie, de 1977 à 1983.

Parachuté dans l'imbroglio libanais en septembre 1983, il se réveille le protégé de garder le contact avec les protagonistes d'une scène sur laquelle tous les acteurs jouent en artifice. En février 1984, c'est sans doute lui qui parvient à négocier la négociation de la politique de la France, notamment en faveur des chrétiens, devenue maître de Beyrouth-Ouest.

Plus préoccupé de la sécurité de ses collaborateurs que de la sienne, il continuera toujours de faire la navette entre les deux parties de Beyrouth, n'hésitant pas, le mardi dernier, à se rendre en pleine nuit à Beyrouth-Ouest pour récupérer chez M. Nabih Berri, le dirigeant d'Amal, le directeur du centre culturel français de Tripoli.

D'une extrême prudence, surtout au Liban, où les situations se retournent souvent et de façon brutale, l'homme aime mieux écouter que parler. A l'aise dans toutes les situations, réservant ses colères aux experts en chambre, bardés de certitudes, M. Wibaux laisse l'impression de savoir ce qu'il veut.

Au moment où la France réaffirme sa volonté d'aider le Liban, son rappel de Beyrouth risque d'étonner — et, dans certains cas, de décevoir — ses interlocuteurs libanais. Il empêchera, en tout cas, M. Wibaux d'obtenir ce qui était devenu une de ses principales préoccupations, la libération de deux de ses collaborateurs, enlevés le 22 mars, MM. Marcel Fontaine et Marcel Carton.

FRANÇOISE CHIPAUX.

### Retour devant le Parlement

La déchéance calédonienne ne se reconstruit pas à Paris, mais à Nouméa. Tel est le postulat du gouvernement, et le raisonnement de la « promotion » de M. Edgard Pisani au rang de ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie. Le jeu apparaît bloqué à Nouméa, du fait de l'hostilité à la personne de M. Pisani — même si cet homme du « non-dialogue » a rencontré discrètement M. Jacques Lafleur, dans sa résidence privée, quelques jours avant son départ — il importait d'abord de relancer, sur le « caillou », le dialogue entre les deux parties.

La nomination de M. Fernand Wibaux, négociateur et diplomate, peut, un temps, faire renouer ce dialogue avec les anti-indépendantistes vainement recherché par le précédent haut-commissaire. Les premières réactions de M. Dick Ukeiwé, président du gouvernement territorial, qui était allé jusqu'à refuser une invitation à dîner de M. et Mme Pisani, et vient de se déclarer disposé à rencontrer M. Wibaux, apparaissent encourageantes à cet égard.

Fallait-il pour autant sanctionner M. Pisani pour n'avoir pas su organiser la « palabre » calédonienne ? Le débat était ouvert sur ce point au sein du gouvernement. MM. Charles Hernu, de retour d'une mission en Nouvelle-Calédonie, et Laurent Fabius jugeaient plutôt sévèrement son bilan. Le chef de l'Etat, avec qui, sur ce dossier, M. Pisani s'est toujours senti davantage en harmonie qu'avec M. Fabius, était de l'avis contraire, ainsi que M. Pierre Joxe.

La solution retenue, fort habile, outre qu'elle épargne M. Ukeiwé, évite de donner aux indépendantistes du FLNKS l'impression fâcheuse d'un recul. En renvoyant M. Pisani sur place pour présenter aux intéressés un projet Fabius très en retrait par rapport à ses propres propositions, puis en le chargeant de la défendre devant le Parlement, la présidence préserve le symbole que constitue l'homme aux yeux des indépendantistes. L'opération a été soigneusement montée : avant même de repartir à Nouméa, M. Pisani savait que sa nouvelle mission sur place

n'excéderait pas quelques semaines (le Monde du 27 avril).

En regard de ces avantages, la dramatisation du futur débat parlementaire, du fait de la personnalité de M. Pisani, n'apparaît pas au gouvernement un prix trop lourd à payer. Demain à Paris, comme hier à Nouméa, l'opposition va pouvoir continuer à focaliser sa vindicte sur la personne de l'ancien haut-commissaire, promu ministre. On va lui servir sur un plateau son bouc émissaire favori, et M. Mitterrand et Fabius peuvent ainsi espérer pouvoir à passer entre les gouttes » de cet orage austral, comme ils le font depuis le début de la crise.

Le pouvoir nourrit-il, comme on le murmure, le secret espoir que le passé gaulliste de l'ancien ministre de l'Agriculture du général puisse semer quelque trouble dans les rangs du RPR ? Escompte-t-il qu'une référence bien venue au discours de Brazzaville, dans lequel le général de Gaulle se prononça pour l'émancipation des peuples colonisés, ravivera quelques souvenirs chez M. Jacques Chaban-Delmas ? Espère-t-il que le passé de sénateur de la Haute-Merne de M. Pisani édulcora le « bronca » que préparait, au Palais du Luxembourg, les amis de M. Charles Pasqua ?

Sa déception, sur ce point, ne que d'être grande. M. Alain Peyrefitte, dans le Figaro du 22 mai, se fait un plaisir de rappeler comment en 1958 — c'était déjà un 22 mai — M. Pisani « choisit de comprendre les émeutiers et de voter la censure contre le gouvernement dont il avait fait partie ». Quand bien même quelques gaullistes auraient conservé avec M. Pisani des liens historiques, la « raison de parti » peut les leur faire rapidement oublier.

Après les éleveurs caldoches, M. Pisani va devoir exercer sa force de conviction sur les députés et les sénateurs. Mais les ors des Palais risquent de ne pas lui être un décor plus tendre que les nicoties (1) de la brousse.

D.S.

(1) Arbre typique de la Nouvelle-Calédonie.

### Des précédents approximatifs

On ne peut trouver à la nomination de M. Pisani comme ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie que des précédents approximatifs, mais tous imposés par les circonstances.

En juillet 1950, dans le deuxième gouvernement Oueuille, Paul Raynaud devient le premier ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés et des affaires d'Extrême-Orient. Celles-ci dépendaient auparavant du ministère des affaires étrangères. Ce portefeuille existait jusqu'à la fin de la guerre d'Indochine. Le dernier titulaire en a été Guy Le Chambrier (ind.) dans le gouvernement Mendès France de juin 1954 à février 1955.

Un ministère des affaires maritimes et tunisiennes, créé par Pierre Mendès-France en juin 1954, est confié à Christian Fouchet (gaulliste-rép. soc.), puis dans les gouvernements suivants (Edgar Faure et Guy Mollet) à M. Alain Savary (soc.) avec le titre de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères chargé des affaires marocaines et tunisiennes, jusqu'à la démission, le 31 octobre 1956, de M. Savary en raison de l'arrestation de Ben Bella. M. Emile Claparède (rad.) lui succède dans le gouvernement Bourgeois-Maunoury jusqu'à la suppression du poste en novembre 1957, après l'accession de la Tunisie et du Maroc à l'indépendance.

#### De Gaulle

#### ministre de l'Algérie

En ce qui concerne l'Algérie, dont le ministère de tutelle était celui de l'intérieur, un secrétaire d'Etat est créé pour la première fois en février 1958 dans le gouvernement Guy Mollet et attribué à M. Champetier (soc.). Le 9 février 1958, après son passage orageux à Alger, Guy Mollet nomme M. Robert Lacoste (SFIO) ministre résident en Algérie à la suite de la démission du général Catroux.

qui avait été nommé le 2 février. Assisté de trois secrétaires d'Etat, M. Lacoste demeura à son poste dans les gouvernements suivants jusqu'en 1958 où, dans le cabinet Pflimlin, il est remplacé par M. André Mutter.

En juin 1958, le général de Gaulle, investi comme président du conseil, exerce lui-même les fonctions de ministre de l'Algérie, mais nomme le général Salan délégué général du gouvernement en Algérie. Ce n'est qu'en novembre 1960 que M. Louis Joxe, dans le gouvernement Debré, devient pour la première fois ministre d'Etat chargé des affaires algériennes. En juillet 1962, Jean de Broglie est nommé secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé des affaires algériennes dans le gouvernement Pompidou.

Le Sahara, enfin, a également connu un traitement spécial. Dans le gouvernement Bourgeois-Maunoury de juin 1957, M. Max Lejeune devient pour la première fois ministre du Sahara. Il y demeure dans le gouvernement Gaillard, mais est remplacé le 11 mai 1958 dans le gouvernement Pflimlin par Edouard Comilhon-Molinier comme ministre d'Etat. M. Max Lejeune retrouve le Sahara dans le gouvernement de Gaulle du 1<sup>er</sup> juin 1958 jusqu'en janvier 1959. M. Robert Lacoste reprend ce portefeuille avec celui des DOM-TOM en 1960 et M. Louis Jacquinot lui succède en 1961. Le poste disparaît dans le gouvernement Pompidou de mai 1962, mais, dès 1960, M. Olivier Guichard avait été nommé délégué général à l'Organisation commune des régions entières (O.C.R.S.).

Il apparaît ainsi, à travers l'évolution des structures gouvernementales, que la création de ministères à compétences géographiques délimitées précède toujours une évolution vers l'indépendance.

A. P.

### Le « mini » remaniement du gouvernement de M. Fabius

#### Une entrée, une promotion

La nomination de M. Edgard Pisani, qui devient ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, et la promotion de M<sup>me</sup> Yvette Roudy au rang de ministre chargée des droits de la femme (elle était auparavant ministre déléguée auprès du premier ministre) porte à dix-huit le nombre de membres du gouvernement qui participent à chaque conseil des ministres. (Les ministres délégués et les secrétaires d'Etat n'y siègent que lorsqu'un dossier de leur compétence vient en discussion).

L'entrée au gouvernement de M. Pisani fait que le courant rocardien y est de nouveau représenté. La promotion de M<sup>me</sup> Roudy doit être rapprochée de la proximité de la campagne législative. M<sup>me</sup> Roudy est en charge d'un secteur — les femmes — qui peut être électoralement sensible.

#### La composition du gouvernement

Premier ministre	M. LAURENT FABIUS, PS
MINISTRE D'ETAT	
Pisani et ambassadeur de territoire	M. Gaston Defferre, PS
MINISTRES	
Economie, finances et budget	M. Pierre Bérégovoy, PS
Garde des sceaux, ministre de la justice	M. Robert Badier, PS
Relations extérieures	M. Roland Dumas, PS
Défense	M. Charles Hernu, PS
Intérieur et décentralisation	M. Pierre Joxe, PS
Agriculture, pêche, industrie et commerce	M. Edith Cresson, PS
Education nationale	M. Jean-Pierre Chevènement, PS
Affaires sociales et solidarité nationale	M <sup>me</sup> Georges Delfaut, PS
Urbanisme, logement et transports	M. Paul Gélus, PS
Commerce, artisanat et tourisme	M. Michel Crépeau, PS
Travail, emploi et formation professionnelle	M. Michel Dakeur, PS
Environnement	M. Jacques Rocard, ex-PSU
Recherche et technologie	M. Hubert Curien
Culture	M. Jack Lang, PS
Chargé de la Nouvelle-Calédonie	M. Edgard Pisani, PS
Chargé des droits de la femme	M <sup>me</sup> Yvette Roudy, PS

● M<sup>me</sup> MOREAU : péripétie. — M<sup>me</sup> Gisèle Moreau, membre du secrétariat du comité central du PCF, a affirmé que le remaniement technique du gouvernement est « une nouvelle péripétie qui ne modifie en rien » la position de son parti. Elle a poursuivi : « Nous avançons sur un chemin qui nous mène à la Nouvelle-Calédonie, mais qu'il n'y retournera pas et ce n'est que l'autre qui y retournera à sa place ». Quant à la promotion de M<sup>me</sup> Yvette Roudy au rang de ministre des droits de la femme, M<sup>me</sup> Moreau a jugé que « cela ne fait pas le poids » par rapport aux « inégalités qui s'aggravent » dans ce domaine.

● M. ROSEAU : apaisement. — Porte-parole du comité de soutien national à la Nouvelle-Calédonie française, M. Jacques-Rossau

estime que « le seul départ [de M. Pisani] devient aujourd'hui un événement politique d'une telle portée qu'il n'est plus vain d'espérer que soient renoués les fils du dialogue et que soit restauré l'ordre public. Même si sa nomination à un poste de ministre peut paraître choquante, son rapatriement ne sera jamais trop cher payé et doit être accueilli par tous les sympathisants de la Calédonie comme un signe d'apaisement et d'espoir pour le devenir français de ce territoire ».

**Lisaz**

et

**PHILATELISTES**

à

57, rue Charles-Lafitte, 92 Neuilly - Tel. : 745.08.10

DE M.

satisf

Au

M.

M. Quiès indi

de pr

Le projet de loi n° 200 relatif aux droits publics est adopté par le Sénat le 22 mai 1985. Le Sénat a voté en faveur de la loi n° 200 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 201 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 202 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 203 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 204 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 205 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 206 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 207 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 208 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 209 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 210 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 211 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 212 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 213 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 214 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 215 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 216 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 217 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 218 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 219 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 220 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 221 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 222 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 223 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 224 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 225 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 226 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 227 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 228 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 229 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 230 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 231 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 232 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 233 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 234 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 235 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 236 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 237 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 238 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 239 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 240 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 241 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 242 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 243 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 244 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 245 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 246 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 247 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 248 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 249 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 250 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 251 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 252 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 253 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 254 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 255 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 256 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 257 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 258 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 259 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 260 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 261 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 262 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 263 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 264 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 265 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 266 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 267 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 268 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 269 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 270 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 271 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 272 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 273 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 274 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 275 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 276 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 277 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 278 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 279 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 280 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 281 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 282 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 283 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 mai 1985. Le Sénat a également voté en faveur de la loi n° 284 relative aux droits publics, adoptée par l'Assemblée nationale le 2



## DE M. WIBAUX A NOUMÉA

## Les réactions

« Soulagement » au RPCR  
satisfaction chez les indépendantistes

Nouméa. — Les réactions des anti-indépendantistes après l'annonce combinée de la nomination de M. Edgard Pisani comme ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie et son remplacement par M. Fernand Wibaux sont à l'unisson de celles des deux principaux dirigeants actuellement en métropole, MM. Jacques Laffleur et Dick Ukeiwé.

En l'absence du président du RPCR et du chef de l'exécutif local, le gouvernement du territoire a publié un communiqué exprimant « son soulagement à l'annonce de la promotion-sauvegarde de M. Pisani à la fonction de ministre ». Le porte-parole du gouvernement local, M. Yves Magnier, dresse un sombre bilan du séjour du député du gouvernement : « M. Pisani avait deux missions en Nouvelle-Calédonie : assurer le calme et mener le dialogue. Le bilan de M. Pisani dans chacun de ces domaines est accablant ».

Le maître de Nouméa, M. Roger Laroque, est plus explicite : « Je trouve, dit-il, qu'on a mis bien longtemps à nous débarrasser de ce Pisani localement, malheureusement, nous n'en sommes pas débarrassés totalement puisque le voilà maintenant ministre de la Nouvelle-

De notre correspondant

Calédonie. A propos de la venue de M. Wibaux, le maire de Nouméa a rejoint la position de M. Ukeiwé en indiquant qu'il « dialoguerait certainement avec le nouveau haut commissaire ».

Dans le camp indépendantiste, on est globalement satisfait : non du départ du député du gouvernement — au FLNKS on considère tout à fait probable le retour prochain de M. Pisani qui devrait présenter son successeur — mais de la continuité manifestée par le gouvernement français sur la Nouvelle-Calédonie. « La nomination de M. Pisani comme ministre chargé de ce dossier est très intéressante, estime M. Yéiwé Yéiwé, porte-parole du mouvement. Nous estimons tout à fait positif que ce soit lui qui défende devant le Parlement des propositions dont il est l'auteur : de plus, cela démontre la détermination du gouvernement français à mener le processus d'autodétermination jusqu'à son terme. Il est essentiel, poursuit M. Yéiwé, que nos adversaires soient conscients de cette détermination ».

A propos du remplacement de M. Pisani par un diplomate, le secré-

taire général de l'Union calédonienne considère qu'il s'agit là d'un bon choix : « M. Wibaux, dit-il, est très au fait des luttes entre les communautés et de la nécessité de ne pas donner aveuglément des droits aux différentes communautés, sous peine d'aggraver les dissensions. C'est donc bien que ce soit un ambassadeur qui vienne sur place s'occuper du problème calédonien et, en venant du Liban, M. Wibaux ne sera pas trop dépaycé ».

Enfin, dans les rangs du Parti indépendantiste modéré LKS (Libération kanake et socialiste) on se félicite également de la confirmation de l'engagement du gouvernement français. Mais les élus de ce mouvement se déclarent préoccupés par le problème du maintien de l'ordre dans la perspective des prochaines élections. « Maintenant qu'il est ministre dit un ancien conseiller territorial LKS, nous espérons qu'il respectera sa parole en paralysant les deux extrêmes ; c'est ce qui nous semble le plus important avant de s'engager davantage dans le processus de l'indépendance ».

FRÉDÉRIC FILLOUX.

M. UKEIWÉ :

retour à la réalité

M. Dick Ukeiwé, président du gouvernement du territoire et sénateur RPR, rappelant les multiples demandes formulées par le RPCR du retour de M. Pisani en métropole en raison des positions et des décisions qu'il avait prises et qui allaient « à l'encontre de la volonté de la majorité des Néo-Calédoniens », a indiqué : « Je ne suis pas pleinement satisfait [du retour à Paris de M. Pisani] car le gouvernement a attendu trop longtemps pour prendre cette décision. Après avoir souligné le paradoxe entre le grand honneur fait à la seule Nouvelle-Calédonie d'avoir un ministre, et la suppression de tout exécutif local pour gouverner directement de Paris l'archipel, M. Ukeiwé estime que le gouvernement « revient à la réalité » en nommant un haut commissaire « chargé d'appliquer les compétences de l'Etat et qu'il est normal que les Calédoniens dialoguent avec M. Wibaux ».

DANS LA PRESSE :  
HABILETÉ ET DÉSARVEU

Les commentaires de la presse quotidienne, après l'annonce de la nomination de M. Pisani au poste de ministre de la Nouvelle-Calédonie, tournent autour de deux termes : habileté et désaveu.

Pour *Libération* (Jean-Michel Helvig), « l'habileté toute fabius-mitterrandienne d'une telle opération ne doit cependant pas masquer qu'Edgard Pisani fait l'objet ainsi d'un désaveu ». Même approche au *Quotidien de Paris* (Stéphane Denis) : « Fabius a choisi la date de ce retour avec l'habileté personnelle qui est sa marque de fabrique ». Habileté politique, continue le *Quotidien* (Jean-Charles Vajou), car Edgard Pisani entre un gouvernement « au lendemain du départ de Michel Rocard. Croit-on que ce détail ait échappé au patriarche de l'Elysée ? ». Habileté enfin dans le choix du successeur de M. Pisani : « Diplomate et colonial, homme d'ordre et de dialogue, Fernand Wibaux, apprécié des milieux d'opposition, a en fait la personnalité même que le pouvoir avait cru découvrir dans Edgard Pisani », souligne Stéphane Denis du *Quotidien de Paris*.

Désaveu, le titre du *Figaro* : « Pisani ministre : promotion faciale » en témoigne. Pour Alain Peyrefitte, « en décembre, il (Edgard Pisani) arrivait à Nouméa en libérateur. Il s'y est vite retrouvé prisonnier (...) Prisonnier surtout de ses préjugés idéologiques ». Telle n'est pas l'opinion de Max Gallo du *Matin de Paris*. A l'image de M. Bredin, auteur du rapport sur les TV privées, Edgard Pisani aurait tenté de « conjuguer des éléments supposés définitivement contraires ». Le déroulement de Pisani et celle de Bredin cherchant à surmonter les logiques absolues de l'affrontement et de l'exclusion », conclut l'éditorialiste du *Matin*.

« M. Le Pen : radeau. — M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a déclaré : « Véritable radeau de la Méduse, le gouvernement Fabius accueille un nouveau naufragé en la personne d'Edgard Pisani, devenu ministre naufragé de la Nouvelle-Calédonie ».

## Au RPR : « provocation »

« Une provocation », telle a été la première et unanime réaction des députés RPR à l'annonce de la nomination de M. Pisani comme ministre, alors que le groupe UDF, qui avait été ses travaux trop tôt, n'avait pas été informé de la nouvelle. « Une provocation qui va transporter à Paris la crispation de Nouméa », affirmait même Jacques Baumez, député des Hauts-de-Seine, tandis que M. Claude Labbé, président du groupe RPR, dénonçait « le caractère provocant et ridiculise de cette nomination-récompense ». Plus catégorique, M. Didier Julia, député de Seine-et-Marne, se référant à un prétendu langage administratif, n'hésitait pas à parler de « coup de pied au cul occasionnel ». Après plus longue réflexion, M. Baumez considérait qu'ainsi : « Fabius évite un risque politique, puisqu'il n'aura pas à défendre à l'Assemblée un projet qui ne peut que l'éclabousser ». Et M. Labbé trouvait, choquant, que devient ministre « l'homme qui a accumulé échecs et erreurs et qui porte la responsabilité d'un certain nombre de morts et de blessés ».

Changement de registre, c'est presque avec une certaine allégresse que le président du groupe RPR s'est exclamé : « Nous aurons donc la joie de retrouver M. Pisani lors du débat du 29 mai sur la Nouvelle-Calédonie. Ça promet ».

d'être joyeux ! » Déjà, M. Labbé éprouve un réel « soulagement » puisqu'il affirme : « Nous avons l'impression que nous avons fait reculer le pouvoir. Nous avons toujours demandé que M. Pisani soit rapatrié. Sur ce point, nous avons gagné ». Et d'ajouter : « En Nouvelle-Calédonie où M. Pisani n'a apporté que le désordre et l'insécurité, les choses vont peut-être aller mieux ». M. Jacques Laffleur, député RPR du territoire a abondé dans ce sens, en assurant que « sur place la situation est en pleine évolution » et en expliquant : « Le FLNKS perd de son influence politique et il est remplacé par l'activisme d'un groupe de jeunes voyous qui représentent l'insécurité, mais nous une forme de revendication ». M. Laffleur a affirmé que « pour peu qu'on laisse les Calédoniens se déterminer eux-mêmes librement, sans pression et démocratiquement, l'attachement à la France sera confirmé par une large majorité ».

En fait, M. Labbé a souhaité que le gouvernement revise le découpage du territoire en quatre régions, car celui-ci est « trop partiel et trop déséquilibré ». MM. Pierre Messmer, ancien premier ministre, Jacques Laffleur et Gabriel Kasperit, député de Paris, interviendront dans le débat au sein du RPR.

A. P.

M. FORNI (PS) : coupé  
de l'opinion publique

M. Raymond Forni, président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, rapporteur du projet sur la Nouvelle-Calédonie, a déclaré, dans une interview à l'Est républicain, que M. Pisani s'est « coupé de l'opinion publique calédonienne » et que le gouvernement en a « tiré les conséquences » en le remplaçant à Nouméa.

De retour d'une mission de trente-six heures en Nouvelle-Calédonie, M. Forni s'est également exprimé, mardi 21 mai, devant le groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Selon Mme Véronique Neiertz, porte-parole du groupe, qui a rapporté ses propos, M. Forni a estimé que M. Pisani a levé, en Nouvelle-

Calédonie, beaucoup de tabous, notamment en parlant de situation coloniale. M. Forni considère que la Nouvelle-Calédonie est entrée dans une phase de relative modération et que, depuis les événements du 8 mai, les forces politiques locales ont pris conscience qu'elles pouvaient être submergées par des extrémistes de tous bords. Il a noté que le projet du gouvernement comporte des lacunes. Il ne prévoit pas, par exemple, ce que deviendra l'état d'urgence au-delà du 15 juin. Le député du Territoire de Belfort a enfin affirmé que la création d'une base militaire était perçue par tous comme la garantie d'une association durable de la France.

## AU SÉNAT

M. Quilès indique qu'il n'y aura pas dans l'immédiat  
de projet de loi sur l'architecture

Le projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage public et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée qu'avait adoptée l'Assemblée nationale en décembre dernier (le *Monde* des 14 et 15 décembre) constitue l'un des volets d'un dispositif plus vaste destiné à l'amélioration de la création architecturale. Doivent la compléter une redéfinition des règles du code des marchés publics qui régissent le choix des maîtres d'œuvre et une réforme de la loi de 1977 sur l'architecture, l'autorisé par les sénateurs sur l'état d'avancement de cette réforme, M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, a indiqué, mardi 21 mai, qu'aucun projet de loi « ne sera proposé dans les prochains mois » au Parlement : « Rien ne servirait de

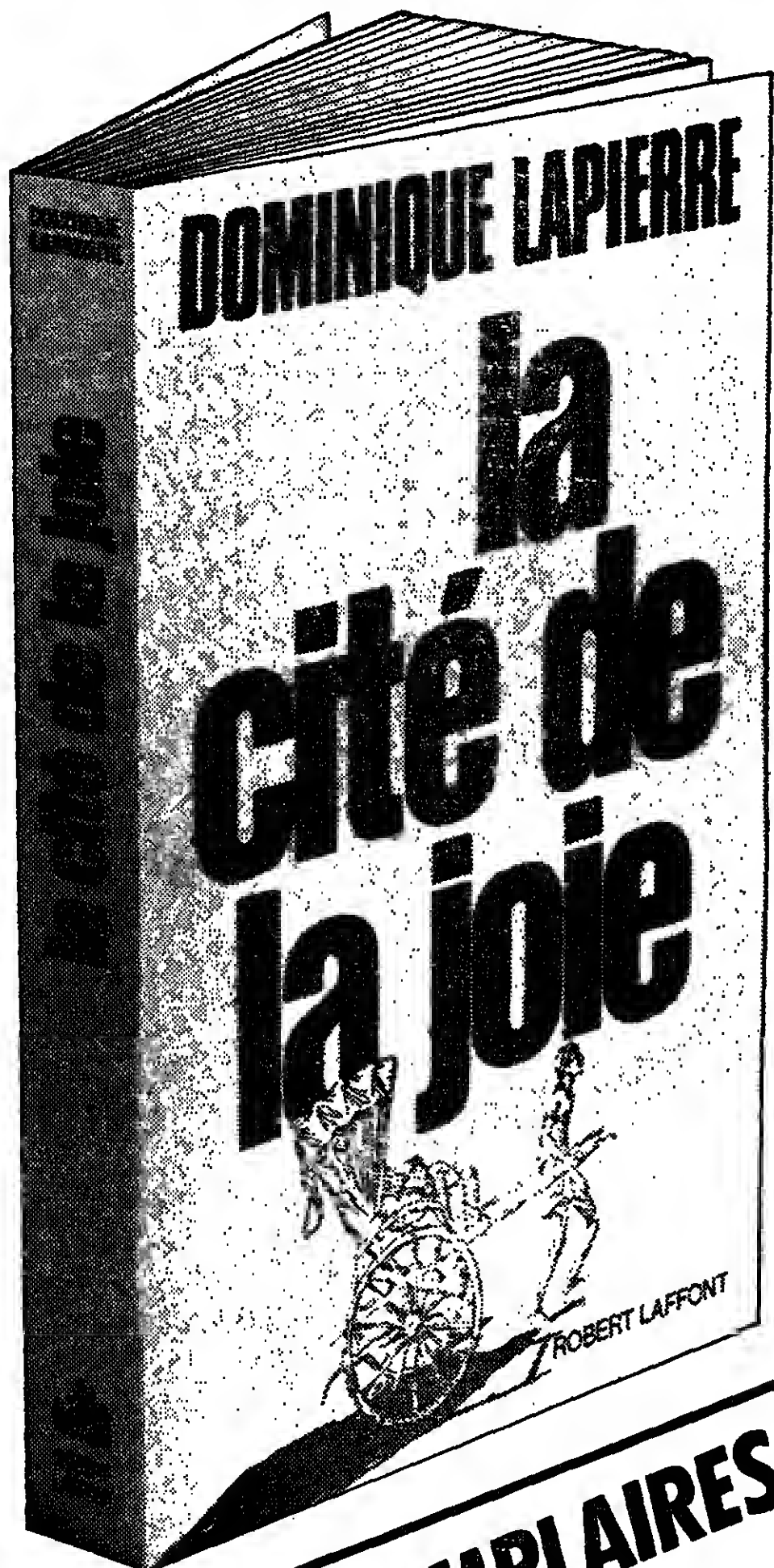
brusquer l'allure », a-t-il affirmé avant de préciser que, dans l'immédiat, il poursuivra avec la profession la mise en place d'un plan de développement ».

Ce plan, selon M. Quilès, doit permettre une meilleure insertion professionnelle des jeunes (par un mécanisme d'incitation financière), la conquête de nouveaux marchés (les agriculteurs faisant appel à des architectes pourraient bénéficier de la majoration de prêts bonifiés sur le modèle de ce qui a été décidé pour les particuliers en janvier dernier), et la modernisation des pratiques professionnelles (grâce à des innovations juridiques comme les sociétés unipersonnelles à responsabilité limitée).

A. C.

N'HÉSITONS PAS  
À CRIER  
AU CHEF-D'ŒUVRE

Patrick Francès/LE MONDE

230 000 EXEMPLAIRES  
EN DEUX MOIS

ROBERT LAFFONT



Radio France.  
Radio France Internationale.  
Les entreprises dont le son  
porte de Bayonne à Bahia.



Radio France et Radio France Internationale, sa filiale : un groupe dont le son porte chaque jour de Bayonne à Bahia. En quoi il ne montre pas seulement qu'il a du souffle. Il prouve aussi sa puissance unique de réseau. De réseau régional, national et international.

Présente à Bayonne, Radio France compte 40 stations locales réparties dans tous l'hexagone. Chaque jour, des centaines de journalistes et d'animateurs s'attachent à rendre compte au

plus près de la vie quotidienne politique, économique, musicale, artistique, sociale et culturelle.

Aux dimensions de la nation entière, 4 stations portent le son de Radio France : France Inter, France Culture, France Musique, Radio Bleue, en grandes ondes, en ondes moyennes et en modulation de fréquence.

Grâce à RFI, en ondes courtes, partout sur la planète, les français qui vivent à l'étranger et les étrangers qui s'intéressent à la France trouvent l'occasion et le

moyen de se tenir informés  
de tous ce qui se passe chez  
nous et dans le monde.

RFI, avec 175 journalistes à Paris et plus de 100 correspondants permanents dans le monde diffuse 21 h par jour d'émissions en français dans toutes les directions, dont 20 journaux parlés, 16 h 30 par jour d'émissions dans 7 langues étrangères.

RFI, c'est aussi une agence de presse écrite et sonore, un ensemble unique au monde de services de

coopération internationale  
en matière d'information  
ou de programmes.

Radio France et Radio France Internationale : deux entreprises qui joignent leurs efforts pour servir les curiosités les plus diverses. De Bayonne à Bahia.



**RFI**  **Radio france**  
Une entreprise de l'audio-visuel public

L'exigence quotidienne de 10 millions de Français, de 80 millions de francophones et de francophiles.

## Large

**Le temps de**  
**décl**

der

[illegible]

## Le pas de

[illegible]

**LIGUE DU CRISTAL**

# LE VIOL EN

le jeune fille est violée dans un lieu public par trois hommes. On voit partout des affiches publicitaires, des hommes effrayés, souvent mutilés, des fantômes sexuels et la violence du passage à l'acte, à la liberté d'expression, ordre carnal, sur les femmes qui ont fait les lois, à l'arrêter où commence l'acte.

Le projet de loi amuse-cripte a été  
soumis aux images qui ont été  
la Ligue du droit des femmes  
pour que soit payé par nous  
la Ligue du droit des femmes

LIGUE DU DROIT DE

54. DUCTILE OR BRITTLE?



LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DU PS

Le temps est venu de la mise à jour  
déclare M. Michel Rocard

« Lorsque je relis la « déclaration de principe » du Parti socialiste, je ressens vivement la nécessité qu'il y ait à fonder le rassemblement de nos volontés sur une vision mieux informée de la réalité sociale et des conditions de sa transformation. Je crois le temps venu d'ouvrir la procédure de mise à jour », déclare M. Michel Rocard dans une interview à Libération du mercredi 22 mai.

Selon M. Rocard, « l'opinion perçoit intuitivement que les programmes politiques sont une œuvre surréaliste. Les gens sentent que l'action de gouverner est faite, pour les trois quarts, de la manière dont on fait face à des situations nouvelles et imprévisibles et, pour un quart seulement, du respect d'intentions et de promesses qui ont cette caractéristique commune d'être écrites comme si, pour la durée du mandat postulé, le monde était immobile à la seule exception de la volonté gouvernementale. »

Pour M. Rocard, le socialisme, « c'est une méthode de traitement des difficultés de la société avec, comme critère, de chercher toujours la compatibilité entre la solidarité et la responsabilité (...). Le mot de socialisme peut décrire une société compétitive. Là où il n'y a plus de compétition, il n'y a plus de vie. La compétition est de l'ordre du biologique (...). Le problème n'est pas de vérifier qu'on est toujours d'accord sur le fait que nos valeurs morales ou nos principes fondamentaux sont ceux de solidarité, de justice et de

liberté, mais de regarder la manière dont ils s'appliquent. La clé aujourd'hui, c'est de faire passer l'idée que nous sommes dans une société complexe. Liberté et égalité sont antagoniques. Plus d'égalité, c'est en général des amputations de liberté pour beaucoup de gens et plus de liberté, c'est laisser faire ce qui naturellement opprime les faibles, puisque la liberté profite aux forts. La reconnaissance que les arbitrages sont complexes est aujourd'hui la démarche à faire ».

M. Rocard résume au passage la social-démocratie qui se résumait à « l'Etat-providence » est « inadaptable à la crise des grands systèmes ». « Il y a, explique-t-il, des batailles d'idées à plusieurs niveaux. La principale à mon sens est de redonner à l'ensemble de la gauche - et j'espère au-delà des frontières du PS - une connaissance de la société, de la manière dont elle fonctionne en économie ouverte et compétitive, contre les rigidités dogmatiques de la propriété sociale des moyens de production et d'échange. »

« Et puis une autre bataille est capitale. Quand vous prenez le patrimoine écrit du mouvement socialiste européen et même mondial, la distinction entre le communisme et la social-démocratie se fait sur les droits de l'homme et sur les libertés, mais elle ne s'appuie pas sur l'analyse économique. Léon Blum parlait de dictature du prolétariat au congrès de Tours. Felipe Gonzalez en 1979 avait été conduit

à démissionner du secrétariat général du PSOE pour saisir son parti de ce problème. Le projet final du socialisme reste encore pour trop de socialistes une vision limitée à la lutte des classes. Il s'agit de détruire la bourgeoisie, c'est-à-dire la classe qui détient le capital. L'idée d'un compromis passé avec les détenteurs de capitaux reste considérée comme une trahison de classe. »

Rupture, décalage

M. Rocard répète une analyse maintes fois exprimée, selon laquelle, dit-il, « nous avons, hélas, collectivement distillé un niveau d'espérance trop grand, donc nous avons inévitablement beaucoup déçu. Cela a entraîné une rupture de confiance que nous n'arrivons pas à remonter. Et nous avons d'autant plus de mal à remonter que le décalage entre la pratique gouvernementale et le discours officiel du Parti socialiste se perpétue. »

L'ancien ministre de l'Agriculture explique ce qu'il aurait fait s'il avait été ministre de l'économie en juin 1984 : « Toujours en conservant le chômage comme préoccupation, j'aurais baissé les taux d'intérêt plus vite. Un demi-point, tout de suite, à ce moment-là, et un autre demi-point ensuite. Je ne suis pas en train de dire qu'il faut encore baisser les taux, aujourd'hui, je regrette simplement que, par rapport à un enjeu important, on ait perdu huit ou neuf mois. Toujours dans les mesures urgentes pour obliger les prix de revient des entreprises, on aurait pu peut-être avancer un peu plus vite vers une modulation des taxes, des cotisations sociales, éventuellement un soulagement de l'impôt sur les sociétés. »

Le pas de course

« Gauche américaine » : finalement, l'étiquette naguère collée par M. Jean-Pierre Chevènement dans le dos de M. Michel Rocard - et qui se voulait infamante - n'était pas si mal venue. A la lecture de l'interview accordée par M. Rocard à Libération, on imagine assez bien que l'ancien ministre de l'Agriculture s'accommoderait d'un schéma politique à l'américaine : républicains d'un côté, démocrates de l'autre, et rien entre les deux. La libéralisme des uns serait tempéré par le correctif vaguement étatiste des autres, la compétition sauvage par le sens de la justice et de la solidarité. De ce point de vue, M. Rocard n'est certainement pas tout seul, il en est d'autres, à droite comme au Parti socialiste, auxquels cette formule « moderne » irait comme un gant.

Mais, comme d'habitude, M. Rocard court trop vite, s'emmêle les pieds et, parfois, dérape. Pour mieux marquer sans doute que l'égalitarisme « de gauche » est une valeur qu'il convient de remettre dans les placards de l'archaïsme socialiste, il note que « le mot de socialisme peut décrire une société compétitive » et que « là où il n'y a plus de compétition il n'y a plus de vie ». Jusque-là, il n'y a rien que de banal. Mais voilà que M. Rocard ajoute, d'une brutale accélération de sa course : « La compétition est de l'ordre du biologique. » Après avoir songé un moment à Jean-Pierre Chevènement, le Club de l'Horloge devrait s'empresse de décerner un diplôme à M. Rocard.

Malheureusement pour ce club, M. Rocard a un fameux sens de l'équilibre. Il dérape mais ne tombe point. Certes, « liberté et égalité sont antagoniques », mais il lui suffit que les socialistes le reconnaissent et admet-

tent que « les arbitrages sont complexes ». Cela ne devrait pas présenter de difficulté insurmontable pour l'ouverture de cette « procédure de mise à jour » qu'il appelle de ses vœux.

Cette mise à jour de la doctrine socialiste, le gouvernement l'effectue en marchant, au jour le jour. M. Rocard s'en félicite, mais reproche au Parti socialiste un refus - ou une incapacité - d'adapter son discours à la pratique de ceux qu'il soutient. En fait, l'ancien ministre continue de débattre avec son parti comme s'il ne s'était rien passé depuis les corps-à-corps d'avant 1981.

Où bien le Parti socialiste tient le même discours depuis son congrès de Metz en 1979 et la victoire des « archaïques » (MM. Mitterrand et Fabius) sur les « modernes » (MM. Rocard et Mauroy). Ou bien il n'a plus de discours du tout et se contente d'accompagner l'explication de la gestion gouvernementale.

C'est peut-être plus proche de la vérité. Il est vrai que la réflexion du Parti socialiste - sa réflexion publique au moins - est restée modeste depuis quatre ans. Mais il est injuste d'affirmer qu'elle est inexistante. M. Rocard prétend que la direction du P.S. véhicule dans ses stades d'adoption (de formation) une idéologie de dinosaure. Il devrait y aller un peu plus souvent. On se souvient qu'à l'été 1983, cinq mois après le plan d'austérité, M. Jospin avait invité les participants d'un tel stage à se préoccuper plus des réalités que des « théories aussi justes soient-elles », à ne pas céder aux « illusions lyriques », sans pour autant - et c'était peut-être destiné à M. Rocard - « intégrer les modes de pensée des autres ».

JEAN-YVES L'HOMEAU.

La contestation au PCF

(Suite de la première page.)

Auparavant, en réponse à une intervention qui avait regretté que le PCF n'attaque pas davantage la droite et le patronat, et qui avait observé, ensuite, que la droite de 1986 se distingue de celle de 1981 par un profond mouvement de radicalisation conservatrice, M. Marchais avait affirmé : « Cette droite-là (celle de 1986) ne pourra pas faire ce que fait le PS aujourd'hui. Elle n'aura pas la caution social-démocrate. Et nous, nous pourrions mieux rassembler dans les luttes. Il est donc clair que, pour le secrétaire général du PCF, la perspective non seulement envisagée, mais espérée, pour 1986, est bien celle d'un gouvernement de droite. »

Les communistes avaient fait, en 1981, l'expérience du risque que comporte, pour eux, le fait d'apparaître, aux yeux de leur électoral, comme jouant la carte de l'échec. La difficulté est la même aujourd'hui. L'initiative de M. Marchais, la semaine dernière, visait seulement à profiter d'un défaut dans le discours de la direction socialiste pour tenter de faire porter à celle-ci, cette fois, la responsabilité de la défaite face à la droite et de masquer ainsi le fait que le PCF a depuis longtemps fait le pari de cette défaite.

Les réactions provoquées par cette initiative montrent que les denoies que M. Marchais avait choisis de favoriser dans la préparation du vingt-cinquième congrès de son parti, en février dernier, limitent sa liberté de manœuvre. La résolution adoptée par le comité central, mardi, après avoir été remaniée par le bureau politique, hodié soir, ne fait aucune référence à l'éditorial du secrétaire général dans l'Humanité. Elle reprend seulement un passage dans son rapport au congrès, affirmant que les communistes sont « disponibles » pour « participer au pouvoir avec d'autres forces politiques pour contribuer à résoudre les problèmes du peuple et du pays, à sortir de la crise et à changer la société ». Ce rappel vise à souligner, à l'intention de ceux qui n'ont pas apprécié l'éditorial, que l'orientation

consacrée au congrès comportait le maintien, fût-il formel, de l'évocation d'un éventuel retour au gouvernement.

Le caractère formel de cette indication a été mis en évidence par M. Marchais lui-même, lorsqu'il a expliqué, au comité central, que la rupture avec vingt-cinq ans d'union de la gauche ne peut aller sans difficulté pour les communistes, bien que le congrès ait rompu avec les éléments de nature « opportuniste ». « Il est difficile de donner des perspectives », a admis le secrétaire général, mais il a affirmé aussi qu'il existe des « éléments nouveaux », favorables aux communistes, qui ne sont pas suffisamment « saisis ».

M. Marchais a mis en cause, à cet égard, les élus, au sujet desquels il a appelé les responsables fédéraux à faire preuve de « vigilance ». En effet, a-t-il expliqué en substance, les conseillers généraux, les maires, les conseillers municipaux ont été élus selon un mode de scrutin qui fait dépendre leur élection du PS, et ils ont tendance à tenir à leur siège. M. Marchais a mis en cause, en second lieu, les syndicalistes, dont l'adaptation à l'orientation actuelle est entravée, notamment, selon lui, par l'« intégration des syndicats dans l'appareil d'Etat » après 1981.

La CGT « édulcore »

Le secrétaire général a appelé tous les communistes à prendre conscience du fait que le Parti socialiste a fait un choix de classe, qu'il avait « choisi la politique du patronat et de la droite » et que, ce choix, il l'avait fait, en réalité, « en 1977 », année de la rupture de l'union de la gauche, le PS et le PCF n'ayant pu s'entendre sur l'actualisation de leur programme commun de gouvernement. Cette prise de conscience est, selon M. Marchais, la condition indispensable au développement d'un véritable mouvement de lutte.

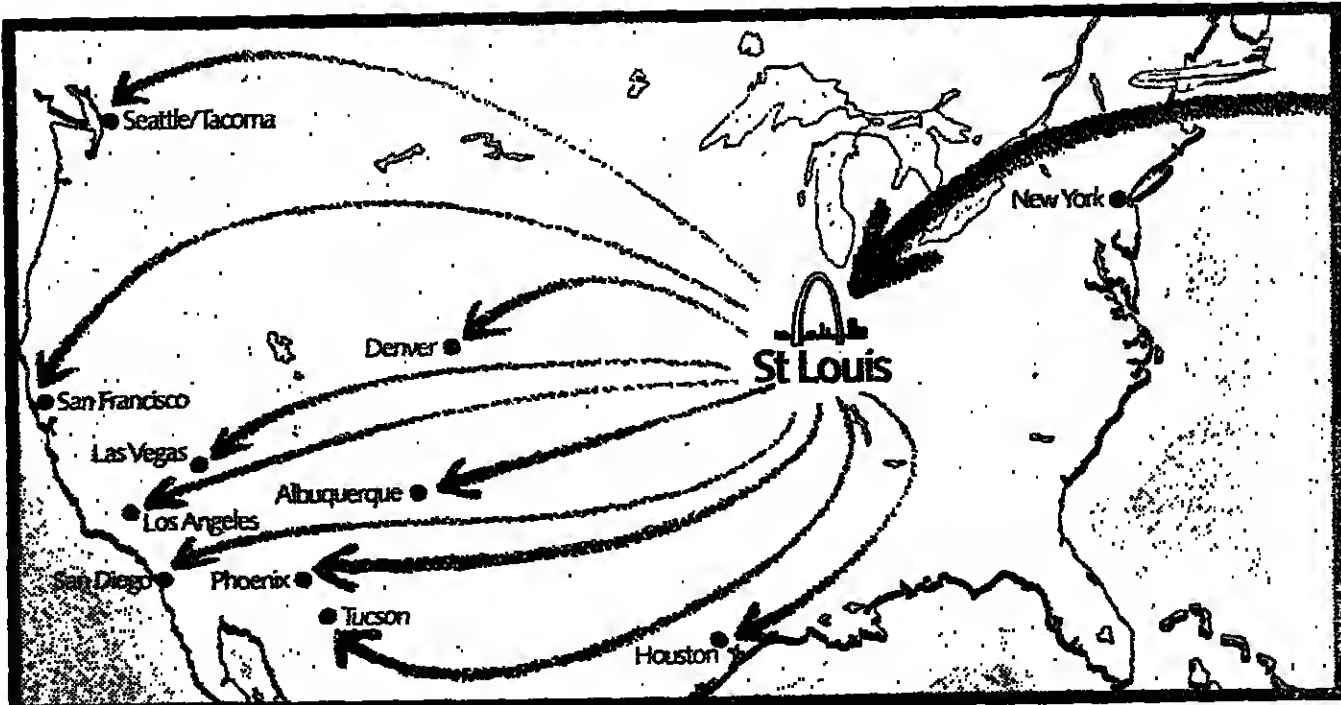
La mise en cause des syndicalistes s'est développée dans les interventions de la seconde journée de réunion du comité central. La CGT a

été accusée de ne pas suffisamment attaquer le pouvoir et tant que socialiste, de s'en prendre plus souvent aux « pouvoirs publics » qu'au « gouvernement socialiste », bref, d'« édulcorer » l'orientation que devraient promouvoir, en son sein, les militants communistes. Ces reproches ont été formulés par des responsables sans attributions syndicales, comme MM. Alain Boquet, député du Nord, et Claude Billard, nouveau membre du bureau politique, mais aussi par des responsables qui sont ou qui ont été des dirigeants syndicaux, comme MM. René Le Guen et Louis Vianet, membres du bureau politique, et Michel Warcholek, membre du comité central. M. Marchais est lui-même intervenu à l'appui de ces critiques, tout en admettant que la tâche de la CGT est « difficile ».

M. Henri Krasucki, membre du bureau politique et secrétaire général, ainsi contesté, a souligné que sa confédération est « une organisation indépendante », qu'elle « ne se situe en référence à aucun parti » et que, au demeurant, les « hésitations » à traduire l'orientation du vingt-cinquième congrès se manifestent « dans tous les domaines de l'activité du parti » et pas seulement dans celui de l'action syndicale. M. Krasucki a fait valoir, aussi, que la CGT ne peut s'engager en tant que telle dans un débat avec le PS, car ce serait inadmissible aux yeux des socialistes qui figurent dans ses rangs et qui comprennent des autres. Curieusement, au moment où la direction du PCF reproche aux dirigeants de la CGT de ne pas faire davantage passer la ligne du parti dans leur action, M. Guy Hermeri, membre du bureau politique, chargé des questions de l'enseignement, a fait une intervention indiquant que les tentatives menées par certains secteurs de la confédération en direction des enseignants ne sont pas opportunes. Il semble donc que les communistes qui animent des syndicats au sein de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) ne seront plus soumis à des pressions visant à leur faire rallier la CGT.

PATRICK JARREAU.

TWA ouvre la première ligne sans escale Paris-St. Louis.



Sur les traces du "Spirit of St. Louis" au cœur de l'Amérique.

Paris retrouve St. Louis. Mais par gros porteur TWA. Le nouveau service quotidien TWA Paris-St. Louis sans escale démarre le 29 avril, décollage tous les jours à 13 h 15, atterrissage à 15 h 45. C'est la seule compagnie à offrir ce service.

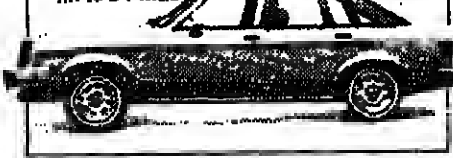
Gagnez du temps et évitez les tracasseries

St. Louis est la ville idéale pour assurer les correspondances à l'intérieur des Etats-Unis parce qu'elle est au cœur même de l'Amérique. Et elle est connue pour être la plaque tournante pour l'Ouest. Vous pouvez facilement joindre d'autres villes comme Phoenix ou Denver, car de St. Louis, TWA dessert 50 villes sans escale.

St. Louis est un grand aéroport mais seule TWA y possède des vols

Voiture gratuite pour 3 jours.

Une offre spéciale d'inauguration, TWA Flanemes Américaines permet de mettre à votre disposition une voiture pendant trois jours consécutifs. Cette voiture est disponible à St. Louis ou à votre destination finale dans l'Ouest. Assurance, taxe et essence en sus. Cette offre prend fin le 31 mai.



TWA ouvre la voie vers les USA.

Internationaux. Il est donc beaucoup moins congestionné par le trafic international que les principaux aéroports américains. Mais il en a tous les avantages.

Arriver aux Etats-Unis par St. Louis, c'est le bon sens même, que ce soit pour un voyage d'affaires ou pour un voyage d'agrément.

TWA : le confort et le service

Vous profitez de tout le confort et du service des vols transatlantiques de TWA et de tous les avantages de St. Louis. Demandez de plus amples informations à votre agent de voyages.



LIGUE DU DROIT DES FEMMES

LE VIOL EN PUBLIC

Une jeune fille est violée dans un train de banlieue, le 15 mai, à midi, par trois hommes, devant sept passagers impassibles. Partout des affiches publicitaires, des films, montrant des femmes offertes, souvent maltraitées.

Les fantasmes sexuels et la violence sont liés, mis en scène. Du fantasme au passage à l'acte, il n'y a qu'un pas. Liberté d'expression, diront certains. Pour qui ? Certes, pas pour les femmes qui en font les frais. La liberté d'expression des uns doit s'arrêter où commence l'atteinte à l'intégrité et à la dignité des autres.

Un projet de loi antisexiste a été adopté en 1983, pour limiter la diffusion des images qui incitent à la violence sexuelle sur les femmes.

La Ligue du droit des femmes interpella à nouveau les pouvoirs publics pour que soit enfin votée cette loi. Ce texte est payé par notre association. Nous avons besoin de votre soutien (dons, lettres, etc.), pour continuer.

LIGUE DU DROIT DES FEMMES  
54, avenue de Choisy, 75013 Paris



## société

## JUSTICE

LA MORT DE NICOLE BERNERON A L'HOPITAL DE POITIERS

## Les policiers sont convaincus de la culpabilité du docteur Diallo

Inculpé d'homicide involontaire, après la mort, le 30 octobre dernier, de Nicole Berneron, trente-trois ans, à l'hôpital de Poitiers, le professeur Pierre Mériel, chef de département d'anesthésie, a été entendu, mardi 21 mai, par le collège des neuf experts médicaux commis dans cette étrange affaire. Ce collège devrait rendre son rapport de synthèse dans les premiers jours du mois de juin à M. Pierre Hovavere, premier juge d'instruction au tribunal de grande instance de Poitiers. Un rapport de synthèse qui viendra s'ajouter à un document dont dispose déjà le magistrat instructeur : le rapport de synthèse

des policiers pour qui la culpabilité du docteur Diallo ne fait plus aucun doute.

Rappelons que le docteur Diallo, dans cette affaire, est inculpé d'assassinat ainsi qu'un autre médecin anesthésiste, le docteur Denis Archambeau. Le premier travaille, aujourd'hui, à l'hôpital de Parthenay (Deux-Sèvres), le second à l'hôpital de Châtelleraut (Vienne). Les défenseurs du docteur Diallo (M<sup>re</sup> Bernard Drouineau, du barreau de Poitiers, et M<sup>re</sup> Pierre Chaigne, du barreau de Paris) ont fait déposer une requête en suspension d'instance. La cour de cassation devra donc décider si l'affaire doit, à l'avenir, être instruite ailleurs qu'à Poitiers.

## « Une analyse logique »

De notre envoyé spécial

Poitiers. — Dans son bureau niché sous les combles du palais de justice, M. Hovavere fait, lentement mais sûrement, l'apprentissage des médias. Un greffier assis de coups de téléphone : un mot échappé aussitôt transformé en « déclaration » par la magie des agences de presse ; des journalistes mués en « messagers » plus ou moins au service des parties en présence ; en dépit du temps qui passe, l'affaire de l'hôpital de Poitiers ne perd rien de son intensité, ni la mort de Nicole Berneron, de son mystère. Etrange affaire dont l'instruction dure depuis trop longtemps pour qu'on ne note, aujourd'hui, les premiers signes d'écroulement. A commencer par les défenseurs du docteur Diallo qui ont déposé une requête en suspension d'instance.

« Attention, prévient toutefois M<sup>re</sup> Chaigne, notre requête n'est pas une requête contre le juge d'instruction. Nous ne faisons pas le procès de M. Hovavere. Ce dernier peut néanmoins estimer être directement visé. C'est ainsi qu'il a récemment expliqué : « Il y a une totale incompréhension, depuis le début, entre la défense et la façon de mener l'instruction. On a perdu de vue le dossier. C'est dans la logique de la défense. C'est son droit le plus strict. Les mieux c'est que la Cour de cassation lise le dossier et vote si l'on peut me faire des griefs et s'ils sont fondés. »

On assure aussi de bonne source que, contrairement à ce qui a pu être dit sur les circonstances de la découverte de l'inversion des tuyaux du respirateur, celles-ci ont été pleinement vérifiées et confirmées. Car, du côté des défenseurs du docteur Diallo, on persiste en effet à penser que la mort de Nicole Berneron peut être expliquée par autre chose que par une inversion des tuyaux d'arrivée des gaz sur ce respirateur. La conséquence, dès lors, serait on ne peut plus évidente : c'est le professeur Mériel qui aurait lui-même procédé à cette inversion avant d'accuser ses deux collaborateurs. « Il existe dans le dossier, nous a déclaré M<sup>re</sup> Chaigne, des éléments nouveaux qui paraissent confirmer la thèse du professeur Viars » (1). Une assurance qui ne semble toutefois guère enlainer les certitudes du magistrat instructeur.

## « Nous avons approché le crime parfait »

Dès lors, que penser ? Dans l'attente des conclusions définitives du collège des experts médicaux et du rapport d'autopsie, un seul document offre, aujourd'hui, une vision d'ensemble de l'affaire : le rapport de synthèse de l'enquête de police (2). Il s'agit d'un rapport de cent dix-sept pages, daté du 25 février dernier et signé par le commissaire Christian Signourel, chef de la Sûreté urbaine de Poitiers, qui a dirigé l'enquête en collaboration avec l'inspecteur principal, M. Daniel Guio.

Reprenant en détail les circonstances dans lesquelles ils mènent l'enquête, les policiers écrivent :

« Nous avons ressenti, tout au long de notre enquête, que nos interlocuteurs refusaient d'admettre qu'un des leurs ait pu causer la mort d'une malade et préféraient l'expliquer par toute autre cause (accident technique ou erreur de la technique) ou nier un acte criminel en faisant suivre un décès « normal » d'une manipulation destinée à égarer la justice [...]. Il est rare, pour des policiers, de rencontrer en si peu de temps autant d'interlocuteurs aussi méfiants à leur égard. »

« Nous avons le sentiment d'avoir enquêté sur une affaire peu commune, peut-on lire dans leurs conclusions. Son intérêt essentiel réside dans le fait que nous avons approché le crime parfait. Nous avons, après les avoir recroisés de façon exhaustive, examiné toutes les hypothèses possibles. Cela nous a permis de déterminer (sous réserve de confirmation par les experts médicaux) que seul le sabotage du respirateur pouvait être à l'origine du décès de M<sup>re</sup> Berneron. Nous avons également établi que ce sabotage ne pouvait avoir été réalisé que par un membre du corps médical. Nous avons, dans cet ensemble, mis en évidence divers suspects. Au sein de ce groupe, nous avons relevé des indices graves et concordants de culpabilité à l'encontre du docteur Archambeau, mais nous n'avons pu acquiescer à une conviction définitive à son sujet. Nous avons, par contre, acquis à l'encontre du docteur Diallo une conviction inébranlable et nous avons la faiblesse de le croire lorsqu'il déclare : « J'aurais été présent dans la salle, cette malade ne serait pas décédée », même si ce n'est pas pour les mêmes raisons que celles qu'il avance. »

Le cas du docteur Archambeau pose, de toute évidence, aux policiers un délicat problème qu'ils qualifient eux-mêmes d'« épineux ». « Soit il est totalement innocent, écrivent-ils, et nous avons du mal à l'admettre en ce qui concerne son attitude, soit il est complice de M. Diallo, voire coauteur du sabotage, et nous avons tout autant de peine à l'envisager en tant que fait qu'il était très content de quitter l'ORL. Nous pensons qu'il doit, en fait, occuper une position intermédiaire entre ces deux thèses et que, volontairement ou non, il a joué un rôle dans le décès de M<sup>re</sup> Berneron. Les policiers soulignent d'ailleurs clairement qu'ils n'ont fait figurer que le nom du docteur Diallo sur l'acte de son décès. »

Les enquêteurs analysent longuement dans leur rapport pourquoi les différents suspects potentiels ne peuvent pas, selon eux, être retenus. Concernant le professeur Mériel — qu'ils ont entendu à neuf reprises et durant dix-huit heures trente au total — ils écrivent : « Plus soucieux d'efficacité et de bonne gestion que du bien-être et de ses états d'âme personnels, il est honnête par certains et jaloux par d'autres ». Les enquêteurs poursuivent : « Si les enquêtes policières étaient des sondages d'opinion, le professeur Mériel serait aujourd'hui condamné. Bien que confiant avoir

été « troublé » et « intrigué », ils soulignent qu'il est « matériellement impossible que M. Mériel ait effectué (au fait réel) l'inversion des tuyaux », avant de conclure : « L'étude de la culpabilité possible de M. Mériel nous a surtout permis d'obtenir confirmation du fait qu'il était la vraie « cible » du sabotage. »

## La victime oubliée

Concernant le docteur Archambeau dont ils écrivent qu'il était « entièrement dévoué à ses maîtres de stage, les docteurs Diallo et Guigard », les policiers évoquent chez lui un certain « désir inconscient de couvrir M. Diallo ». Le docteur Archambeau a aussi clairement expliqué qu'il en était arrivé à la conclusion que seuls ses « aveux » permettraient l'arrestation du docteur Diallo qui l'aurait ensuite mis, du moins le croyait-il, hors de cause. Mériel terrorisé Archambeau, écrivent les policiers. Nous savons, et cela nous fut confirmé par M. Diallo, que le professeur Mériel voyait d'un très mauvais œil l'activité syndicale menée par M<sup>re</sup> Archambeau ou S.A.M.U. Quel qu'il en soit et quelle analyse qu'on retienne, il semble que la participation du docteur Archambeau au décès de M<sup>re</sup> Berneron ne puisse s'analyser, au plus, que comme celle d'un complice (volontairement ou non). Et plus loin, les enquêteurs écrivent qu'ils ne sont « pas fâchés de croire à son innocence ».

« La thèse de la culpabilité du docteur Diallo, concluent les enquêteurs, est, de toutes celles que nous avons envisagées, la seule qui ne se heurte à aucune impossibilité, et serait la seule qui résiste à une analyse logique. M. Diallo est resté toutes les conditions et tous les éléments requis par le sabotage, lui seul pouvait avoir intérêt à le commettre et lui seul a cherché à l'exploiter. Son attitude nous conduit à penser que, très intelligemment, il voulait être trop [...] ». Il n'avait pas prévu que l'inversion des tuyaux serait découverte, que M. Mériel saisirait la police de ce problème. Lorsque ce fut fait, il tenta de se faire oublier mais n'y est pas parvenu. Les enquêteurs terminent : « M<sup>re</sup> Berneron, qui n'avait rien à voir dans cette affaire et qui nous parut parfois bien oubliée, fut cependant la seule à payer de sa vie cette folle. La façon dont on a traité cette femme et sa famille est inacceptable. »

JEAN-YVES NAU.

(1) Le professeur Pierre Viars (groupe hospitalier Pitié-Salpêtrière) avait, sur la demande du docteur Diallo, rédigé et signé un volumineux rapport médico-scientifique au terme duquel il concluait que l'hypothèse de l'inversion des tuyaux n'est « ni la seule ni même la plus probable » (Le Monde du 30 mars).

(2) Avant de décider la publication des extraits du rapport de police, nous avons contacté les défenseurs du docteur Diallo. En accord avec leur client, ces derniers ont, en définitive, décidé de ne pas répondre dans nos colonnes aux questions posées dans ce document que M<sup>re</sup> Chaigne qualifie de « dénué ».

## POLICE

AU HUITIÈME CONGRÈS DU SYNDICAT DES COMMISSAIRES DE POLICE

## Les politiques à la tribune

De notre envoyé spécial

Dardilly. — Au huitième congrès du syndicat des commissaires et des hauts fonctionnaires de la police nationale, réuni jusqu'au 24 mai à Dardilly, dans la banlieue de Lyon, l'événement n'est pas syndical, mais politique. Aucune volonté spectaculaire de réorientation ne transparaît en effet dans l'assemblée, qui s'en tient aux deux constantes de M. Robert Naud, réalisateur général des mardis soir : défense scrupuleuse du pouvoir hiérarchique dans la police, soutien à la modernisation lancée par M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, mais avec le

souci que la future loi de programmation s'accompagne de moyens financiers suffisants.

Ainsi la nouveauté est-elle plutôt dans l'empressement des grands partis politiques à répondre à l'invitation du syndicat en y déléguant des personnalités qui comptent : après M. Marcel Debarge, mardi, pour le PS, ce sera au tour, mercredi, de M. Paul Laurant (PCF) et de M. Jacques Toulon (RPR) de présenter leurs réflexions sur la sécurité.

## Une amicale courtoise et séduite

Une cinquantaine de délégués seulement, représentant majoritairement les policiers urbains de province ; un rapport moral du secrétaire général dont aucun exemplaire n'est diffusé aux participants ; un ordre du jour élastique entremêlant des travaux en commissions, des retrouvailles entre collègues et, surtout, l'événement des invités politiques. Cela ressemble à un syndicat, cela en a le style et l'apparence et, cependant, ce n'est pas tout à fait un. C'est du moins le sentiment que l'on retire d'un tel congrès.

Le syndicat des commissaires de police tient plus en effet de l'amicale : les grandes orientations idéologiques y sont reléguées loin derrière la stricte défense du corps professionnel auquel il s'identifie ; les sensibilités politiques diverses y semblent secondaires au regard des intérêts hiérarchiques communs dans le fonctionnement quotidien de l'organisation policière. Le corps des commissaires se soude d'autant plus dans cette commune défense, solitaire, sans alliance avec les syndicats représentant les autres corps policiers, que le rapport de force numérique dans l'institution ne lui est guère favorable : 2 507 commissaires de police en activité, sur un total de près de 120 000 policiers.

## Modernisation oblige

Ainsi s'explique ce monopole traditionnel du syndicat des commissaires, monopole unique dans les divers corps de la police : il représente en effet 85 % des commissaires et ne semble guère inquiet de la légère progression récente de Force ouvrière sur son terrain.

De fait, les commissaires ont bien des problèmes spécifiques. Leur fonction les fait vivre entre le marabout et l'encuivre : bien que théoriquement « patrons » de services, gérant quotidiennement des moyens et des hommes, ils sont, en permanence, sous les regards de leur hiérarchie centrale, du corps préfectoral et de la magistrature qui, tous, à des degrés divers, ont leur mot à dire sur leur action. D'où une double tentation permanente et paradoxale. Ou se reposer sur ses rouages supérieurs et leur renvoyer la responsabilité des dysfonctionnements, ou s'en prendre à ces autorités de tutelle qui ne laisseraient pas assez de marge de manœuvre aux commissaires de police.

## Amabilités

Ces réflexions critiques sont pourtant en sourdine depuis quelques mois. Séduction par la modernisation oblige. Si, dans son rapport moral, M. Naud s'en est pris au « terrorisme syndical » qui entrave l'action hiérarchique et a fait l'inventaire de revendications catégorielles connues — le mouvement des mutations, les conditions de logement, les congés de maladie, — aucune polémique, cette fois, contre l'administration centrale ou contre l'institution judiciaire. Invité, le Syndicat de la magistrature a même délégué un observateur à ce congrès. Quant au pouvoir politique, il est actuellement soutenu pour son action en faveur de la modernisation, qui rejoint une préoccupation du syndicat vieille de dix ans.

« Pierre Joxe a fait une analyse complète et critique de la situation, répète ainsi M. Naud. Parfois

même, il tient des propos de syndicaliste : Nos vœux sont communs sur bien des points. Ces compléments devraient sans doute être repris devant l'Assemblée nationale, vendredi 24 mai, lors de sa venue au congrès. Dans cette attente, il y a, mardi, d'autres échanges d'amabilités entre M. Naud et M. Marcel Debarge, secrétaire national du PS. L'homme a pu aux commissaires par son ton direct et sans précautions oratoires. Un frère qui fut dans la police, un long passé de fonctionnaire, et quelques formules choc : « Je ne mange pas mon sandwich entre deux manges ». « Je suis un réaliste ». « Les socialistes, du moment qu'ils sont plus de trois, ils ne sont plus en état ». « Je suis un électoraliste, je me présente pour être élu ». — devait faire oublier ses mécomptes techniques — la police de l'air et des frontières baptisée « brigade de l'air », par exemple. »

Sur le fond, M. Debarge fut dans la ligne : « L'ordre, oui, mais l'ordre démocratique ». « La première protection, c'est la prévention ». « Il n'existe pas en matière de sécurité de solution rapide et immédiate ». « L'ensemble des collectivités et des pouvoirs publics ont un rôle à jouer ». « Il ne faut pas exploiter la peur ». Les commissaires ? « Des hommes de terrain », résume M. Debarge, aux yeux de qui c'est, à l'évidence, un compliment. En prime, cette chute républicaine : « Vous êtes responsables de la défense des libertés individuelles et collectives. Vous ne pouvez y échapper. Il n'y a pas de bonne sécurité sans une bonne défense des libertés. »

EDWY PLENEL.

## FAITS DIVERS

## A QUIMPER

## La « guerre des badges » a failli tourner au drame

De notre correspondant

Quimper. — « Touche pas à mon pote ». « Touche pas à mon peuple ». A Quimper, la guerre des badges a failli tourner au drame lundi 20 mai. Un lycéen qui n'hésitait pas à afficher ses sympathies pour l'extrême droite a tiré sur un élève du même établissement, le blessant au visage et à l'abdomen. Heureusement, l'année, achetée 50 francs samedi dernier chez un soldat et sommairement brochée, n'était chargée que de caricatures emplies de grenaille. A quelques millimètres près, Pascal Riou, dix-huit ans, perdait un œil. Après un bref séjour à l'hôpital, il a regagné son domicile, ses blessures n'étant que superficielles.

Au lycée Brizeux, les sympathies du jeune Philippe, dix-sept ans, pour les mouvements d'extrême droite, étaient notoires. Il n'hésitait pas à arborer le badge du Front national. « Touche pas à mon peuple ». Son comportement lui valait

l'hostilité d'un certain nombre de ses condisciples, qui auraient pris l'habitude de le saluer à l'infirmerie.

Vendredi, une première algarade oppose les deux adolescents. Pascal Riou, dominé physiquement de la tête et des épaules par son adversaire, vide sur lui le contenu d'une bombe lacrymogène, puis s'enfuit. Philippe retrouve sa trace trois jours plus tard et le poursuit en voiture, décidé à s'expliquer avec lui. A peine sorti du véhicule il reçoit plusieurs coups de pistolet et est aspergé une nouvelle fois de gaz lacrymogène.

Quimper est l'une des villes de France les moins racistes. L'adjoint du maire chargé de la vie associative est un Martiniquais. Des musulmans y disposent d'un lieu de prière, et des équipes de football portugaises, maghrébines et italiennes, affrontent régulièrement en championnat les formations du cru. Et, dans la région, le taux de délinquance est, selon le mot d'un ancien commissaire, « anormalement bas ».

Après cet épisode, le proviseur du lycée Brizeux envisage d'organiser des débats sur le racisme afin d'apaiser les esprits.

JEAN LE NAOUR.

La villa du commissaire Gilbert Ambrosi détruite par une explosion. La résidence secondaire du commissaire Gilbert Ambrosi, accusé d'avoir torturé un jeune algérien, M. Karim Ramdani, à Annemasse (Arèche) et incarcéré depuis le 19 avril à Saint-Etienne (Le Monde du 20 avril et du 2 mai), a été détruite par une explosion, à la Verdère (Var), dans la nuit du 20 au 21 mai. Les premières constatations n'ont pas permis de déterminer si l'explosion, due à une bouteille de gaz, était accidentelle ou criminelle.

## LE TUEUR DE LA DISCOTHÈQUE

## DE CHARTRES

## ET UN COMPLICE

## ARRÊTÉS PRÈS DE PERPIGNAN

Trois malfaiteurs, Antoine Gimeno, Michel Fernandez et Eric Mathieu ont été arrêtés dans la soirée du mardi 21 mai, près de Perpignan et gravement blessés au cours de la fusillade qui les a opposés aux policiers.

Antoine Gimeno et Michel Fernandez sont les deux gangsters soupçonnés d'avoir tué un douanier, le 8 mai, lors d'un contrôle autoroutier près de Bordeaux ; vers trois heures du matin, ils avaient ouvert le feu dans une discothèque, le Roller Star System, près de Chartres, tuant un jeune homme et blessant sept personnes.

L'arrestation a eu lieu à proximité du petit village de Montalba-le-Château (Pyrénées-Orientales), non loin d'Ille-sur-Têt où vit la maîtresse de Michel Fernandez. C'est là que les policiers avaient organisé un rendez-vous pour faire remettre une paire de lunettes de rechange au gangster — atteint d'une forte myopie — qui avait perdu les siennes au cours de la fusillade dans la discothèque.

Mardi en fin d'après-midi, les malfaiteurs, accompagnés, comme au Roller Star System d'un ami d'enfance, Eric Mathieu qui leur avait trouvé un hébergement à Gallardon (Eure-et-Loir) après le meurtre du douanier, arrivaient à Montalba-le-Château. Apercevant une voiture de police, ils ont ouvert le feu avec des pistolets mitrailleurs et des armes de calibre 11,43. Les policiers de service régional de police judiciaire de Montpellier, les gendarmes et les inspecteurs de l'Office central de répression du banditisme (OCRB) ont riposté ; les trois fuyards ont été blessés dont l'un, Michel Fernandez, grièvement ; ils ont été transportés à l'hôpital de Perpignan. Aucun policier n'a été atteint.

Nouvelle audition de M<sup>re</sup> Éliane Descombes

Inculpée du meurtre de son mari tué dans l'Eure de plusieurs coups de couteau dans la nuit du 3 au 4 avril 1983, M<sup>re</sup> Éliane Descombes a été longuement entendue, mardi 21 mai, au palais de justice d'Evreux par M<sup>re</sup> Michèle Vaubailon, juge d'instruction, chargée de l'affaire. Le magistrat a informé l'inculpée du résultat des expertises orales. Selon son défenseur M<sup>re</sup> Guillaume Marçais, M<sup>re</sup> Descombes, qui se déclare innocente du crime, a tenu à renouveler ses explications sur le fond de l'affaire.

La victime, Germain Descombes, était propriétaire du restaurant parisien Le Lutin XIV. Sa femme avait été mise en cause par un chauffeur

de taxi, M. Max Fritot, dont elle était la maîtresse. Inculpée et écrouée le 16 octobre 1983, elle est actuellement en liberté sous contrôle judiciaire (Le Monde du 29 janvier).

« Pourrait en cassation de trois des condamnés de l'affaire d'Aurillac. — Jean-Joseph Maria, Lionel Collard et Ange Polotti condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité par les assises des Bouches-du-Rhône pour leur participation à l'affaire d'Aurillac (Le Monde daté 19-20 mai) ont signé chacun leur pourvoi en cassation.

## LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir assistant-réalisateur scripte monteur-monteuse

Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années)  
Cours par correspondance (3<sup>e</sup> année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris  
Tél. 874.65.94  
Documentation M sur demande

Une réflexion sur  
L'IMITATION  
Aliénation  
ou source  
Coll. Rencontre  
150 F  
LA  
DOCU  
FRAN  
Edition  
Diffusion  
31 quai

50 من الامم



## ARTS ET SPECTACLES

## Jean Dubuffet



LA mort de Jean Dubuffet (le Monde du 16 mai) n'est pas de celles qui font, si j'ose dire, l'unanimité, et c'est tant mieux. Geneviève Breccia a eu raison d'écrire que le monde de l'art était en deuil, mais pas tout le monde de l'art (j'ajouterais : celui-là seul qui nous importe). Par-delà les déclarations de commande et l'entreprise de récupération qui déjà s'annoncent, j'en connais aujourd'hui qui se réjouissent ouvertement d'être débarrassés de ce personnage difficile, épineux, intransigent ; un homme — alors que l'artiste n'aura pas cessé de se renouveler — qui n'a pas dévié de la ligne qu'il s'était une fois tracée ; un peintre qui ne se contentait pas de faire œuvre à part, mais qui se doublait d'un écrivain, et qui savait, en chaque occasion, expliciter mieux que tout autre son propos, l'analyser et en suivre les développements avec la passion de l'historien et — ce qui n'a rien de contradictoire — l'objectivité du naturaliste ; un artiste enfin, qui se faisait de l'art l'idée la plus haute, la plus exigeante et — disons-le tout net, — à l'heure qu'il est, la plus insupportable.

Qu'il ait manifesté à l'occasion sous des espèces d'apparence dérisoire ou ébouillante, et qu'il ait systématiquement cherché à désorienter son public, à le surprendre par l'appel à des formes ou à des procédures réputées inférieures, voire interlopes, ou à des productions qu'on aurait été tenté de tenir pour des objets de rebut (ce que la critique américaine Clement Greenberg a excellemment nommé le *lumpen art*) ne change rien à l'affaire : des graffiti compulsifs à l'obstination maniaque qui est la marque des œuvres qu'il rangeait sous la rubrique de l'« art brut », une même nécessité impérieuse se fait jour, dans laquelle Dubuffet reconnaissait la qualité première et inaliénable de l'œuvre d'art. L'art dont Hegel, précisément, disait qu'il n'a, de nos jours, plus rien de « nécessaire » : ce thème très rebattu de la « mort de l'art », aussi vieux (ou peu s'en

faut) que l'est la culture occidentale, et comme telle passablement usée, Dubuffet n'aura pas cessé de le combattre, et j'y vois, dans le monde qui est le nôtre, l'une des raisons, et non des moindres, de l'isolement, de la solitude exemplaire qui fut et qui doit rester son lot, ainsi qu'il l'a voulu.

Que cette solitude ait quelque chose de paradoxal, j'en conviens volontiers : dès ses débuts — singulièrement tardifs il est vrai, puisqu'il avait plus de quarante ans quand il exposa pour la première fois, en 1944, ses travaux — il sut attirer l'attention de quelques écrivains et poètes qui avaient nom Jean Paulhan, Francis Ponge, Georges Limbour ou Henri Michaux. La complicité qui s'est nouée, depuis Diderot et Bandelair, entre le domaine de l'art et celui de la littérature a longtemps constitué l'un des traits caractéristiques de la culture française, là où ailleurs elle n'était qu'occasionnelle, avant qu'elle ne revête des dehors toujours plus ouvertement publicitaires. Que cette complicité, Dubuffet l'ait en quelque sorte interiorisée, en s'affirmant comme l'interprète le plus lucide de son œuvre, la chose ne devait pas faciliter ses rapports avec ceux qui font profession d'écrire, et même de penser sur l'art.

Quant aux philosophes, aujourd'hui si portés à dissocier à propos de la peinture et de l'art en général, bien peu nombreux sont ceux qui ont prêté à son travail l'attention qu'on était en droit d'attendre. Mais c'est sans doute que ses productions leur restaient, comme à beaucoup, en travers de la gorge, et qu'ils se résignaient mal à ce que l'art prétendit penser pour son compte, et selon ses voies, ses moyens propres. Rien en tout cas ne les y préparait dans la culture qui est aujourd'hui la nôtre.

Mais rien ne les y préparait, non plus, dans la philosophie, affaire qu'est celle-ci de langage, ou point que certains ne lui reconnaissent désormais plus d'autre objet. Au lieu que la peinture telle que la concevait Dubuffet aurait plutôt pour fonction d'interloquer et, sinon de couper court aux procédures du discours, de travailler du moins dans l'intervalle des choses et des êtres qui se peuvent nommer, des objets et des figures que l'on peut déclarer, et de déborder, de brouiller ce faisant l'image de la réalité que la culture nous impose à travers la grille du langage.

Ce projet, le peintre a eu, à son habitude, le formuler dans les

## FAIRE ŒUVRE A PART

termes les plus clairs et précis dans un texte encore inédit (voir ci-contre). Son simple énoncé permet de mesurer à quel point la problématique à laquelle obéissait son travail s'est progressivement approfondie et radicalisée depuis l'époque où il publiait son pamphlet sur *L'Art brut préféré aux arts culturels* (1949). Ce que le Dubuffet des *Mires* (présentées à la Biennale de Venise en 1984), et celui des *Non-lieux*, sinon celui déjà de *L'Hourloupe*, entendait mettre en cause, ce n'était plus seulement les diktats de l'institution culturelle, son appareil de conventions, ses éboulis de valeurs, mais son dispositif même et, sous l'espèce de la langue, sa condition la plus intime : une condition à laquelle il savait trop bien qu'il est impossible de se soustraire, n'y ayant pas d'autre façon de se débarrasser du langage que de se prendre à un autre.

Une pareille entreprise, à proprement parler insensée, devait le reconduire sur le tard à une manière d'abstraction qui pouvait sembler incongrue, ou anachronique, mais dont il s'était déjà approché, encore que sous des formes très différentes, à l'époque des *Textures* et des *Motivations* : une abstraction, désormais, très calculée et savante, en dépit de ses apparences spontanées. Tout le problème étant de savoir d'où lui venait une pareille science : car ce serait aller trop vite en besogne, et ne rien dire, que de vouloir qu'il ne l'ait tenue que de lui-même.

J'ai régulièrement suivi le travail de Dubuffet depuis l'époque de la mémorable exposition des *Portraits* organisée par René Drouin en 1947. Mais je peux dater très exactement le moment où l'œuvre a produit sur moi l'effet auquel visait le peintre, et qui a coïncidé avec la présentation, en 1953, de la série des *Terres radieuses*. C'est là, dans ces dessins où Dubuffet s'est

appliqué à reproduire, par des moyens strictement graphiques et concertés, l'apparence des *Sols et terroirs* qu'il avait réalisés auparavant en faisant appel au contraire à toutes les ressources de la matière, de l'automatisme et du hasard, que j'ai compris de quelle efficacité pouvait être la peinture pour peu que le peintre accepte de se laisser enseigner par elle et d'en jouer le jeu jusqu'au bout.

La encore, Dubuffet a su parfaitement décrire la conversion imposée au dessin par une telle procédure : le dessin qui n'est plus lié au tracé d'un contour et à la définition des figures, mais qui les reconduire au fond sur lequel elles s'élèvent. À la limite — une limite à laquelle devait tendre toute la longue aventure de *L'Hourloupe*, — ce n'est plus seulement le découpage linguistique de la réalité qui est comme suspendu, mais l'opposition même de la figure et du fond, laquelle est censée faire la condition première de toute perception. À ce point, on conçoit que les philosophes se débâtent, en effet interloqués.

Mais rien ne serait plus contraire à l'esprit qui animait Dubuffet que de s'arrêter là, comme au seuil de l'ineffable. Depuis plusieurs mois, quand il n'était plus en mesure de peindre ou de dessiner, le peintre s'employait, avec une rigueur intacte, à mettre de l'ordre dans ses souvenirs et ses pensées. Comme s'il avait entendu tirer parti de l'état où il était réduit pour donner au langage sa chance, mais sans préjuger qui, du voir ou du dire, de la peinture ou du discours, aurait, au point de plus extrême solitude, le dernier mot.

HUBERT DAMISCH,  
directeur d'études  
à l'Ecole des hautes études  
en sciences sociales.

Insupportable était l'homme. Insupportable est l'œuvre.  
Une œuvre qui dérange : graffiti, langue sauvage, expressions en marge,  
ce que l'artiste a appelé l'« art brut ».  
Un projet entre la peinture et le discours qui interloque.

## UN INÉDIT DE L'ARTISTE

Ce ne sont pas les objets dont la figuration me paraît féconde, mais c'est ce qu'il y a entre les objets, ce que le conditionnement culturel incite à regarder comme des vides. Ce me paraît être justement ces vides qu'il y a lieu de peupler. La continuité des choses a été découpée par la culture en vingt mille notions dont l'inventaire correspond aux vingt mille mots du dictionnaire. C'est ce clavier du vocabulaire qu'utilise la pensée. Il est pauvre, il est arbitraire. L'écriture n'en a pas d'autre à sa disposition, tandis que la peinture peut s'en libérer : son langage de signes n'en est pas tributaire ; il faut, dans ce continuum, fixer à l'infini des points qui se situent en tous intervalles séparant les notions qui ont reçu un nom.

C'est là précisément la mission de la peinture et d'où elle tient le moyen de libérer la pensée de ces vingt mille cordes par lesquelles celle-ci est attachée et empêchée de voler. C'est la mission de la peinture de déplacer ce balancement, réintroduire le continuum, le survoler, y introduire des points de touche ou points d'appui à tout instant changés qui créent pour la pensée toutes espèces de nouvelles trajectoires.

C'est le peuplement de ces intervalles (par des projections mentales qu'ils suscitent) à quoi je porte le plus constamment mon effort. Figurer le rien, figurer du moins ce qui n'est pas de nom, l'indéterminé, n'apparaît la tâche essentielle du peintre. C'est où son action s'exerce à l'état pur. La représentation d'un objet est pour la peinture un support anecdotique qui tend à dévier son action, celle-ci consistant toujours à évoquer non pas un objet particulier mais l'aspect qu'offre à ses yeux l'univers en son tout. Les objets sont donc en tout d'épisodiques fragments griffés d'un nom et que le condi-



tionnement culturel nous porte de ce fait à privilégier ; or c'est précisément ce conditionnement qu'il importe de faire cesser pour lui substituer un regard neuf.

Ce nouveau regard ignorera les choix qu'avaient faits les vieilles conventions dans la tout indivisible à les localisations de ce tout qui avaient reçu un nom. Il y fera ses choix propres ; il y introduira à son propre esprit de nouvelles localisations à privilégier pour en faire désormais ses repères en ramplissant des vieux vocables. Il faut s'imaginer qu'aux yeux d'être autres que nous l'univers matériel est continu et ne présente pas de vides ; ce que nous appelons des objets répond seulement à une condensation, en un point donné, de vibrations qui, plus ou moins denses, fourmillent de même partout ailleurs et y compris — moins denses là seulement — où nous croyons voir des vides. L'univers est continu et procède en tout point d'une même farine.

\* Extrait de *Éléments mécaniques*, inédit, 1980-1984.

## Fernand Léger

La galerie Leiris présente  
une exceptionnelle série de toiles signées  
Fernand Léger.  
A voir, pour savoir et rencontrer  
les aléas de la peinture contemporaine.

## LE GRAND MÉCANICIEN

objectifs ou non, c'est sans importance pour moi. Ce n'est qu'une question de variété.

L'actualité de Léger, souveraine de son vivant, perdure-t-elle ? L'exposition à la galerie Louise Leiris et l'environnement artistique à la mode amènent à se poser cette question.

L'exposition débute par un contraste de formes de 1913, de l'époque où l'artiste a atteint la plénitude de son art et un des sommets de l'art moderne. Autre chef-d'œuvre, *Les Chevaux dans le cantonnement*, peint en 1915 sur les planches d'une caisse de munitions où son style abstrait évoque la figuration avec une merveilleuse aisance. Puis vien-

nent les toiles des années 20, comme *Le Ruse rouge* (1920) et *Le Déjeuner* (1921), second sommet de son art, où la vision du monde n'a jamais été picturalement recomposée de façon plus novatrice, complexe et cohérente.

Après 1930, Léger préfère accentuer son style vers une souplesse plus figurative au détriment de ses possibilités d'art abstrait ou mécanique, et aussi de la qualité. Parfois, il enlève ses objets sur un plan uni, comme des idéogrammes ou des meubles de blason ; ailleurs, il les loge dans un espace illusionniste où l'on retrouve des relents de surréalisme. Le paysage de 1931 ressemble aux visions de Sima. Il reste toujours capable de faire de

très belles toiles, comme les *Éléments mécaniques pour les constructeurs* (1951), l'allégre *Porcède* de 1953 ou la *Danse* peinte en 1942, à l'heure du jazz et de la prochaine victoire. Cette toile aurait pu être faite par un Keith Haring doué pour la peinture, et pas seulement pour la bande dessinée.

Même dans ses toiles les plus faibles, Léger maintient sans défaut sa science de la composition, cette composition dont il écrit qu'elle prime tout le reste.

C'est ainsi qu'il demeure actuel.

L'art, disait Gide, vit de contrainte et se meurt de liberté. La « figuration libre », encore pour quelque temps à la mode, se distingue souvent par ses couleurs vulgaires, son dessin bâclé et son absence totale de composition. Bien des peintres actuels auraient intérêt à regarder d'autres peintures que les leurs, et surtout celles de Léger. Non pour les plagier, mais pour obtenir, à partir de leur propre style, des compositions aussi savantes, aussi riches, aussi solides et évidentes.

BERNARD FRAISSE.

\* Galerie Louise Leiris, 47, rue de Monceau. Jusqu'à la fin du mois de mai.

Une réflexion sur l'art  
**L'IMITATION**  
Aliénation  
ou source de liberté ?  
Coll. Rencontres de l'Ecole du Louvre  
150 F  
**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**  
Editeur  
Diffuseur  
31, quai Voltaire 75007 PARIS

VERS 1920-1930, les autres grands peintres peignaient des guitares, des fleurs, des fruits, des arlequins ou des odalisques. Lui, il peignait des moteurs ! Et des mécaniciens ressemblant beaucoup à leurs machines.

Nul artiste ne fut plus attentif, dans sa pratique de la peinture que Léger à la transformation de la civilisation où il vivait par la science et la technique.

« L'art est une harmonie parallèle à la nature », écrivait Cézanne. L'art de Léger est une harmonie parallèle à cette variante de la nature qu'est la technique. De même que les éléments mécaniques s'ajustent rationnellement et minutieusement les uns aux autres pour faire une machine efficace, de même les éléments de ses tableaux s'assemblent pour faire un tout pictural, où la fantaisie a la part belle parce qu'elle ne gêne pas la composition. L'écho des lois de la thermodynamique, ce sont les contrastes de dessin, de formes et de couleurs.

« L'opposé, écrit-il, des courbes à des droites, des surfaces planes à des formes modelées, des tons locaux purs à des gris nuancés. Les formes initiales plastiques s'inscrivent sur des éléments



# Les Amishs

RENCONTRE AVEC LES HÉROS DE «WITNESS»

AVEC, autour, un cadre de bois doré, on aurait dit une toile d'un siècle passé. A court équilibre de New-York, Washington ou Philadelphie, en contrebasse de la maison et de son écurie, courait un morceau de plaine du pays amish, où les fermes laissent filer les poteaux électriques sans s'y raccrocher, où tournent les moulins à vent, où les arbres ne relaient pas de lignes téléphoniques et où les toitures n'ont pas d'antenne.

Aucune des voitures qui se détachent sur la route n'a été de moteur. Toutes grises et toutes semblables, des cubes sur quatre roues de bois, elles grinçaient en écho du trot de leur cheval, et le vieil homme qui les contemplait de son jardin était de leur temps, indéfini mais arrêté ou remonté. Amish lui-même, ni son large pantalon de drap noir, ni la toile unie de sa solide chemise, ni ses robustes chaussures, noires aussi, ni sa barbe grise pointant du menton, ni enfin cette frange et ces cheveux si longs vaguement moyennageux n'étaient en effet d'aujourd'hui mais d'un hier sans date.

Puis, d'un coup d'accélérateur, une Buick a soudain bondi dans le paysage, suivie d'une file d'autres carrosseries aux couleurs vives, et les temps se sont mêlés dans leur étrange et commune imbrication locale. Hier ? Aujourd'hui ? Sous le coup du choc visuel, on se croit d'abord bien séparables lorsqu'une sortie d'autoroute vous jette au milieu de ces amishs de Pennsylvanie qui s'échangent à pouvoir être confondus en 1985

avec leurs aïeux, réformateurs dans la Réforme, venus d'Europe au début du dix-huitième siècle pour fuir les persécutions religieuses. Très vite, malgré les grands chapeaux des hommes de feutre noir en hiver et de simple paille en été, malgré les longues et austères robes uniformes des femmes et les petites coiffes de gaze blanche recouvrant leurs chignons, on s'aperçoit pourtant que la ligne de démarcation n'est pas aussi nette que cela.

Hospitalier, Abner Beiler a maintenant abandonné son jardin et sa contemplation pour faire les bonheurs de sa maison-atelier. Relieur, il est un peu l'érudit de la communauté, dont il s'est improvisé archiviste. Mais alors, le soir, comment fait-il pour travailler sans cette électricité qu'il refuse, en scrupuleux amish, autant que la télévision, la radio, le téléphone et la voiture ? Écrit-il à la bougie ? « A la bougie ? Jamais ! », s'exclame-t-il d'une voix indignée. « Mon grand-père n'en utilisait pas et je n'en utiliserai pas non plus, car comme lui je me sers... » Et, follement de rire, il sort d'un placard une superbe lampe à pétrole dont il explique le fonctionnement dans tous les détails.

Chrétien, il ne pousse pas trop l'aventure, mais, d'avoir mouché l'explorateur venu voir les bons sauvages, il pousse les portes, découvre cuisine et salle de bains auxquelles ne manque vraiment que l'électricité et demande : « Est-ce ainsi qu'on vivait au dix-septième siècle ? » Bien que le garage soit une écurie, sa question n'est que rhétorique,

et Abner Beiler enchaîne : « Contrairement à ce que l'on croit, nous ne marchons pas à reculons : nous allons de l'avant ; beaucoup plus lentement seulement que le gros de l'Amérique, qui va d'ailleurs, elle, de plus en plus vite. » Et, tout fier, il parle des machines agricoles (relativement sophistiquées qui sont maintenant tirées par les chevaux, que le tracteur interdit) n'a toujours pas remplacées.

Des cabines téléphoniques, désormais suffisamment nombreuses dans la campagne pour ne plus être trop éloignées des différentes fermes amishs et encore des taxis qui travaillent presque exclusivement pour la communauté. Eb oui, des taxis ! Car se faire conduire n'est pas conduire puisque ce n'est pas, explique-t-il, l'automobile en elle-même qui est un « mal » mais le danger de dispersion et de disparition du groupe dont elle est porteuse. Le raisonnement se tient parfaitement : sans voiture, un jeune couple n'explorerait pas l'achat d'une ferme dans une nouvelle région qui n'attirerait pas en même temps d'autres familles. Avec une voiture, cette préoccupation de la migration collective n'existerait pas (1), et c'en serait vite fait. Abner Beiler le laisse entendre, de traditions difficiles à respecter dans un environnement où domineraient les « Anglais » : les « Anglais », car les amishs ont pour langue maternelle le bas-allemand de leurs ancêtres.

Ils ont aussi leurs propres écoles, strictement limitées à l'enseignement primaire, consti-

tués d'une unique salle de classe et pour lesquelles ils refusent, tout en s'acquittant de leurs impôts, toute subvention de l'Etat. Ils ont également leur propre système d'assurance, fondé sur l'entraide communautaire, et leur propre budget d'assistance sociale, car la communauté prend en charge ses nécessiteux. Ils n'ont, en revanche, pas de lien spécifique pour le culte, célébré par rotation un dimanche sur deux dans chacune des fermes d'un même « district », qui regroupe de quinze à trente familles. Dès la veille, un chariot apporte les bancs de bois sans dossier ; on y prend place, enfants compris, pour quatre ou cinq heures d'office, puis un grand déjeuner, préparé et pris en commun, clôt la cérémonie, dont le rassemblement des attelages signale de l'extérieur la tenue tout aussi bien qu'un clocher.

Là, c'est vraiment hier, mais lorsqu'un amish fait la queue aux guichets de sa banque, attend un autocar en se plaignant de la dégradation des transports en commun, se rend, attaché-case à la main, dans les bâtiments administratifs de Lancaster ou en famille visiter les musées de Washington, il n'est plus si radicalement différent de ce « monde » auquel sa lecture de la Bible lui enjoint de « n'être pas conforme ». Sa communauté n'est après tout pas la seule des Etats-Unis qui soit bilingue et ses vêtements ne sont qu'à peine plus insensés que ceux des juifs hassidim totalement intégrés au paysage new-yorkais.

Et puis, il y a amish et amish, car, du « vieux ordre » qui tient bon sur presque tout à ceux qui l'ont quitté pour former des chapelles dissidentes et moins strictes, il y a tout un dégradé entre la tradition et l'évolution. Certains ont construit des églises et d'autres pas. Les uns célèbrent les offices en anglais tandis que d'autres s'y refusent encore. Si tous ont téléphone et électricité (mais ni radio ni télévision), la voiture à laquelle les dissidents ont succombé sans exception doit, ici, être obligatoirement noire et, là, de couleur sombre seulement — comme celle qui conduisent ce samedi soir les jeunes de l'Eglise Beachy-Amish.

Avant d'aller déguster en haute un hamburger ou une pizza, ils se sont retrouvés dans les sous-sols de leur école pour prier et chanter. Debout, derrière un pupitre, un gaillard au physique avantageux explique combien sa vie est « plus riche et plus excitante » depuis qu'il fait « plus encore confiance à Dieu ». Mêmes, filles et garçons l'écoutent avec attention. Les robes des premières sont à peine moins longues que celles portées dans le vieux ordre, mais pantalons et chemises des

Avec « Witness », qui sort sur les écrans, Peter Weir fait découvrir les amishs : des stars en costumes noirs.

A la ligne de démarcation entre hier et aujourd'hui, les amishs sont une pièce du puzzle américain. Notre correspondant à Washington, Bernard Guetta, les a rencontrés.



seconds n'ont d'autre particularité qu'une banalité recherchée.

Nathan, qui est à dix-neuf ans le principal de l'école parce qu'il a fait des études secondaires, ne trouve rien de choquant à cette libéralisation sélective du vêtement, car la femme est soumise à l'homme comme l'homme l'est à Dieu et que sa tenue doit opposer la « modestie » aux tentations. C'est le sentiment général, mais lorsque l'orateur derrière son pupitre laisse échapper : « Saper donc assez homme pour... », il se reprend aussitôt et corrige comme l'exige dans toute l'Amérique de 1985 la libération de la femme : « ... assez homme ou assez femme pour... » De même vont-ils tous, après un dernier cantique, sortir sans surveillance jusqu'à minuit.

Hier ou aujourd'hui ? Beaucoup des deux dans cet univers où ce même paysan qui pendant le déjeuner dominical parle avec pertinence de l'avenir de l'Europe ignore tout simplement que « Lévy » puisse être un nom de famille. Pour lui, c'est le prénom de son voisin, un prénom très porté par les amishs comme tous les noms propres de la ville.

Un jour du seizième siècle, aux Pays-Bas, Menno Simons devint la figure de proue des anabaptistes qui, contrairement aux catholiques romains et aux réformés, refusant le baptême à la naissance et tenant qu'il fallait rejoindre l'Eglise après une décision consciente. Menno Simons donna son nom aux mennonites (2), dont les amishs allaient se séparer un siècle et demi plus tard en suivant Jacob Ammann dans un schisme aux raisons mineures mais complexes. Cousins brouillés mais néanmoins proches, très divisés les uns et les autres dans leurs propres rangs, amish et mennonites forment à

eux deux un de ces peuples que ne définit pas un territoire mais un mélange d'histoire, de religions, de coutumes et de volontés d'être.

Comment peut-on être amish ? Très bien chez Eli et Ida Lapp, dont les enfants ont un agneau pour chiot, une ferme pour jouets, une petite boutique d'objets artisanaux pour voir le monde à travers les touristes et une mère toujours présente qui fait comprendre que la soumission de la femme est une chose mais que la réalité du couple en est, comme partout, une autre. « Etre femme chez les amishs, dit-elle en coussant une chemise bleu uni pour son mari, est plus facile que dans le monde, car nous n'avons pas ici à nous battre pour une réussite professionnelle. » Quelques fermes plus loin, un jeune homme triste, qui a maintenant décidé de rester amish, laisse échapper, lui, qu'il est « oui, parfois vrai » qu'on ne s'enfuit pas par simple peur d'un monde auquel chaque instant de la vie amish vous a très efficacement rendu inapte.

Pilier de l'économie régionale, chaque week-end et chaque été, les touristes débarquent par cars entiers comme on va au zoo autour duquel prospèrent les hôtels. Il faut pour garder son identité presque autant de courage que pour la répudier.

BERNARD GUETTA.

(1) Environ quinze mille dans le comté de Lancaster, les amishs se sont également établis dans une vingtaine d'Etats américains (l'Ohio et l'Indiana, principalement) ainsi qu'en Canada et, pour quelques communautés en Amérique du Centre. Ils sont aujourd'hui une centaine de milliers en tout.

(2) Un peu plus de trois cent mille aux Etats-Unis et au Canada, les mennonites forment de par le monde une communauté de six cent cinquante mille personnes.

## L'Italie

LES VÉTÉRANS DE LA COMÉDIE

ON sait que, avec ses oscillations dramatiques, son humour noir, son goût de l'absurde, la comédie italienne, dont l'existence remonte d'ailleurs loin (1), a depuis le néoréalisme été le miroir de la société de l'Italie contemporaine ou la satire mordante d'événements historiques et politiques du passé. Mais, depuis une dizaine d'années, le temps s'est comme accéléré, le cinéma italien est entré dans une crise dont on ne voit pas encore très bien comment il sortira, et la comédie italienne ne résiste plus guère qu'à l'état de divertissement, pour essayer de ramener les spectateurs dans les salles. Sans aller jusqu'à dire qu'elle a, sous l'effet de cette crise, perdu son âme, elle y a tout de même laissé des plumes en sacrifiant, par l'intermédiaire de certains de ses spécialistes, à la vulgarité.

Ainsi Dino Risi et Mario Monicelli, tous deux en compétition à Cannes cette année, avec le *Fou de guerre* et le *Double Vie de Mathias Pascal*.

Risi était tombé assez bas avec les *Derniers Monstres* et, surtout, le *Bon Roi Dagobert* réunissant Coluche, Ugo Tognazzi et Michel Serrault. Monicelli, de même, avec *Mes chers amis* n° 2, revuade piteux d'un thème qui avait donné, d'abord, un film brillant et pathétique, *Mes chers amis* (1975). Donc, la grande période est passée.

Pourtant, après avoir touché terre avec le *Bon Roi Dagobert*, Dino Risi a repris des forces et du sang neuf pour le *Fou de guerre* (2), où il a, de nouveau, utilisé Coluche mais seul acteur français cette fois (à l'exception de Bernard Blier qui tient un petit rôle) dans une équipe italienne.

La comédie italienne est morte mais Dino Risi retrouve un sang neuf pour « le Fou de guerre ».

Coluche étant la vedette, les autres interprètes ont été doublés, et tout le monde parle français, ce qui, curieusement, sert le propos de Risi, par une sorte de décalage semi-fantastique.

Dans le désert de Libye, pendant la deuxième guerre mondiale, Marcello Lupi, un jeune sous-lieutenant qui se destine à la psychiatrie (c'est Beppe Grillo, l'« imposteur » de Comencini), est affecté à une section de service de santé sur laquelle règne le capitaine Oscar Pili (Coluche), dont les excès de caractère et de comportement révèlent un déséquilibre mental. Risi voulait adapter depuis longtemps un livre de Mario Tobino. S'il l'avait fait il y a quinze ou vingt ans, on peut imaginer que Lupi aurait été joué par Mastroianni et Pili par Alberto Sordi. Aujourd'hui, cela ne marcherait plus. Mais Risi a eu raison de s'obstiner avec Coluche. Il est formidable. Pas seulement dramatique comme dans *Tchao Pantin*, de Claude Bém, mais exactement adapté, à la fois par son tempérament et par son personnage, à ce ton particulier de la comédie italienne qu'il fait renaitre. Du même coup, Risi a retrouvé sa verve satirique, teintée d'émersion, à l'égard de l'époque fas-

ciste. Le régime, l'armée, la guerre, attisent et utilisent la folie d'un homme (en fait rongé par un tourment secret), et le jeune officier psychiâtre ne peut qu'être témoin d'une aberration.

Etrange univers, décalé, on l'a dit, par le double jeu, touchant à l'horisme et aux fantasmes : Coluche, comique et terrible, ridicule et émouvant, ressemblant tantôt à Nostalgia, tantôt à un enfant perdu, réinventé avec Risi un monde en marge du réel.

On n'en dira pas autant de l'adaptation modernisée de *Feu Mathias Pascal*, de Pirandello, par Mario Monicelli, même si le réalisateur a supprimé le « pirandellisme » du faux mort qui se fait une autre vie, par les excès du hasard et le jeu de la roulette, du casino de Monte-Carlo. Avec le *Double Vie de Mathias Pascal*, Monicelli a compris lui aussi que la comédie italienne ne pouvait plus être ce qu'elle avait été ni se vautrer dans les ornières. Mais le scénario, la réalisation, ont des trous et des bosses, et c'est surtout l'opposition d'une bourgeoisie d'Italie du Nord, froide, beyleys par le vent, et d'un monde ludique, méditerranéen, plus romain et vénitien, qui vient renouveler, en partie, l'inspiration monicellienne.

Malgré tout le métier de Mastroianni, celui-ci ne colle pas complètement au rôle-titre, acteur trop célèbre, trop marqué, au milieu de visages plus jeunes, plus nouveaux.

JACQUES SICLIER.

(1) Cf. *La Comédie italienne*, de Jean A. Gilli. Editions Henri Veyrier, 208 p., 111, 148 F.

(2) Voir les films nouveaux.

LE PLUS CÉLÈBRE CABARET DU MONDE

PANACHE LIDO

NOUVELLE REVUE

20 h. Dîner dansant  
Champagne et Revue 440 F  
22 h et 0 h 15  
Champagne et Revue 300 F  
SERVICE COMPRIS

110 bis, CHAMPS-ÉLYSÉES - 863 11 91 et AGENCES

Shakespeare au lycée

THEATRE DU CAMPAGNOL

Centre Dramatique Rhône-Alpes Sud

24, rue de la République - 69001 LYON

THEATRE MARIE STUART

à 18h30

VINGT HUIT MOMENTS DE LA VIE D'UNE FEMME AVEC « LE MORT » DE GEORGES BATAILLE

Scénario de PIERRE BOURGADE  
Mise en scène de MAURICE ATTIAS

ANNE DE BROCA

508.17.80

"... et ce jeu de l'amour et de la comédie est à mourir... de plaisir!" André BOLLIN - LE CANARD ENCHAÎNÉ

Le film de Peter Weir, *Witness*, qui sort sur les écrans, fait découvrir les amishs : des stars en costumes noirs. A la ligne de démarcation entre hier et aujourd'hui, les amishs sont une pièce du puzzle américain. Notre correspondant à Washington, Bernard Guetta, les a rencontrés.

Le film de Peter Weir, *Witness*, qui sort sur les écrans, fait découvrir les amishs : des stars en costumes noirs. A la ligne de démarcation entre hier et aujourd'hui, les amishs sont une pièce du puzzle américain. Notre correspondant à Washington, Bernard Guetta, les a rencontrés.

Le film de Peter Weir, *Witness*, qui sort sur les écrans, fait découvrir les amishs : des stars en costumes noirs. A la ligne de démarcation entre hier et aujourd'hui, les amishs sont une pièce du puzzle américain. Notre correspondant à Washington, Bernard Guetta, les a rencontrés.

هكذا من الأصل



# Leçons d'un festival

## LES TÉMOINS DE LA PREMIÈRE HEURE

D'UN festival terne, il convient de dégager trois moments, trois occasions où quelque chose d'autre passait, où l'on croyait percevoir une note discordante dans le concert des lamentations. Trois noms, Louis Lumière, inventeur du cinématographe, Robert Favre Le Bret, qui a porté Cannes sur ses épaules de 1946 à nos jours, James Stewart, l'irrésistible interprète de Frank Capra, de John Ford, d'Alfred Hitchcock, affirmaient, cette année, sur la Croisette, la pérennité d'un art et d'une industrie.

Louis Lumière d'abord, à qui était consacrée une exposition conçue par Bernard Chardère et l'équipe lyonnaise de l'Institut Lumière, en liaison avec la municipalité de Cannes. La France célébrait solennellement à Paris, le 28 décembre, le quatre-vingt-dixième anniversaire de la première projection publique d'un spectacle cinématographique au Grand Café, aujourd'hui l'Hôtel Scribe, sur les Grands Boulevards. Des images rassemblées ici, de ces photos retrouvées de la famille Lumière - il faudrait dire la dynastie Lumière - émane le parfum d'un irrésistible bonheur de vivre, en même temps que s'épanouit un capitalisme en pleine expansion. Le monde cinématographique a déjà trouvé ses bases, d'abord techniques et économiques, il reste un plaisir. Louis Lumière, à la veille de la seconde guerre mondiale, fut un des parrains du premier Festival de Cannes, mort-né, début 1939, avec l'éclatement des hostilités.

Robert Favre Le Bret, journaliste, citoyen helvétique monté à

*Cannes, c'est fini.  
Mais le cinéma de la Croisette,  
le film du monde,  
se prolonge dans les salles,  
et les souvenirs d'un festival  
sont autant de leçons pour le suivant.*

Paris, est au poste de commandes aussitôt les couteaux rentrés, seize mois après l'armistice, de mai 1945. Il définit très vite les règles du jeu. Deux commandements impérieux guideront sa direction dans les quatre décennies à venir : que Cannes s'ouvre au monde entier, que l'art et l'argent scellent un mariage de raison. En lui remettant les insignes de commandeur de la Légion d'honneur, le samedi 18 mai, dans les salons de l'Hôtel Carlton, M. Jack Lang, ministre de la culture, n'avait aucune peine à exalter la qualité d'une action menée tambour battant au milieu des pires difficultés, et d'abord la contestation de mai 68 qui entraîna l'interruption du Festival et aurait pu signer son arrêt de mort.

L'après-68 voit un épanouissement sans précédent de Cannes et amplifie les premières expériences tentées au cours des années 60 avec la création de la Semaine de la critique, au moment où les pressions de l'industrie risquent d'étouffer les

exigences artistiques de départ, et la naissance d'un marché du film. L'apparition de la Quinzaine des réalisateurs en 1969 et, un peu plus tard, de Perspectives du cinéma français, la mise sur pied par le Festival de sa propre section parallèle, aujourd'hui appelée « Un certain regard », l'accroissement du marché aux dimensions d'une entité pratiquement autonome, allaient conférer au rendez-vous cannois la place numéro un dans la hiérarchie festivalière, le plaçant définitivement avant Venise.

Le succès évident d'Un certain regard cette année, l'écho très favorable du public et de la presse posent un sérieux problème à la Semaine de la critique, plus qu'honorable mais sans panache, et à la Quinzaine des réalisateurs, jugée assez légitime. Avec la multiplication des festivals dans le monde, il n'existe plus assez de films de qualité pour que chacun soit satisfait. Un *modus vivendi* devra être trouvé. La sensible percée de l'Amérique latine avec un film brésilien et un film argentin au palmarès, la Caméra d'or attri-

bue au gentil film vénézuélien *Orlane* de Fina Torres, ainsi que la présence renforcée du Japon, ne doivent pas masquer l'absence du continent noir, de l'Asie du Sud-Est, Indonésie et Inde en particulier.

L'Amérique, celle du Nord, est donc revenue sur la Croisette, essayant à son tour de prendre le tournant d'un nouveau cinéma qui se cherche toujours, aux Etats-Unis du moins. Le soir de clôture, un survivant de la grande époque hollywoodienne, James Stewart, très alerte, salua avec une conviction non feinte l'importance de Cannes dans la défense du cinéma, comme art autonome face à la concurrence des divers médias. La salle, debout, applaudit à tout rompre ce visiteur d'une autre planète : après tout, il aurait pu, jeune comédien pimpant qui interpréta juste avant le conflit de 1939-1945 le mémorable *Mr. Smith au Sénat*, de Frank Capra, être à Cannes dès 1939, si les tanks et les avions n'avaient tout fait capoter.

La déprime, si évidente ces douze jours écoulés, n'est peut-être que le signe avant-coureur de l'inévitable mue qui se prépare. Mais pour Robert Favre Le Bret et James Stewart, et certainement aussi pour Louis Lumière s'il avait pu défier l'éternité, il n'est pas question d'enterrer un art et un festival qui, malgré les vents adverses, ne cessent de nourrir notre imaginaire. Car, en l'an 2000, la planète Terre, si elle existe encore, sera toujours un peu plus une société du spectacle.

LOUIS MARCORELLES.

C'ÉTAIT sûr : on l'a au ce palmarès diplomatique et (trop) malin. Cannes est resté fidèle à lui-même et erase tout ce qui dépasse, heurte, illumine. Tout le monde sait bien, sauf le jury, que Clint Eastwood est la plus grande star du monde, le seul qui ait fait se rejoindre le public populaire et les vagues cinéphiles comme moi, le seul en même temps au box-office et à la cinémathèque. Il interprète, produit, réalise des films étranges : il dirige les genres traditionnels,

construisent les ponts entre ces mondes étrangers - Asia, Moyen-Orient, Afrique - et ce mode d'expression occidental. Comme Kurosawa et Ray, Chahine est un des cinéastes privilégiés qui portent la cinémathèque jusqu'à nous, notre cinéma jusqu'à eux. Il nous fait voir avec tendresse et ironie l'impérialisme des Français, ce mélange de bonne volonté et de mépris qui a conquis le monde méditerranéen qui a préparé l'avènement de la modernité. Il nous juge et

## SALON DES REFUSÉS

Par Daniel Toscan du Plantier

policiers, westerns, dans une direction métaphysique et morale, codée, décodée, recodée, pour que tout le monde sente et que personne ne compréhende.

Tout le monde la sait bien, sauf le jury, que l'expérience entreprise depuis un quart de siècle par Jean-Luc Godard, d'A bout de souffle à Détective, est unique, qu'elle éclaire le passé du cinéma et prépare son avenir sous les insultes et les tartes à la crème. Dans une beauté visuelle et sonore inégalée, Jean-Luc Godard nous fait découvrir le monde et nous éclabousse d'une lumière trop vraie. Fils du cinéma, il est notre père à tous, un père sévère et repoussé.

Tout le monde sait bien, sauf le jury, que la survie du cinéma passe par la survie de toutes les cultures, et qu'il faut protéger et nourrir ceux des cinéastes qui

nous aime. On le juge et on ne l'aime pas.

Tout le monde sait bien, sauf la jury, que chercher le cinéma c'est trouver la femme ; que Renoir, Rossellini, Bergman, Godard, l'ont trouvée pour nous. C'est la métré inouï d'André Tachin qui de nous avoir fait voir une femme nouvelle, évidente, si j'ose dire Julietta Binoche apporte au cinéma français une émotion, un charme, une gravité qui nous assurent un morceau d'avenir. Puisque c'est le bout de prix qu'on lui a attribué, la mise en scène, donnons-lui un sens fort : mette en scène, mettra au monde.

Julietta est sortie de l'écran vers nous, comme la Tom Baxter de Woody Allen dans la *Rosa pourpre du Caïre*. Elle est la patita fille Espérance de Charles Péguy, qui nous prend bien fort par la main.

# Acteurs

*Le Grand Prix d'interprétation masculine à Cannes est allé à William Hurt.*

*Le prix est parfaitement justifié, mais le choix était grand. Cette année, les hommes avaient les beaux rôles.*

## LE CINÉMA PRÉFÈRE LES HOMMES

LE trente-huitième Festival de Cannes a été celui des acteurs, bien mieux servis que les femmes. Le cinéma préfère les hommes. Hollywood redécouvre les vertus du sex appeal masculin. Les séducteurs sont de retour, moins idéalisés que le jeune premier bien propre, autour de qui Woody Allen invente la *Rose pourpre du Caïre*, réinvente la romance des années 30. Les goûts évoluent. Clint Eastwood et Harrison Ford sont mal embouqués, brutaux, machos, mais il y a tout à parier que Mia Farrow se jetterait dans leurs bras - qui ne le ferait ! - s'ils descendaient à leur tour de l'écran. D'ailleurs, ils sont eux aussi chevaleresques, bien que leurs méthodes ne le soient pas. Et la question n'est pas là, elle est dans le pouvoir immédiat qu'ils exercent sur le public - hommes et femmes - et qui en fait des stars.

Ce pouvoir ne peut pas être mis à l'écart. Il détermine la réception de leurs films, les films eux-mêmes. Les stars veulent des personnages plus fouillés que Indiana Jones ou les flics justiciers. Mais

quoi qu'ils fassent, ils apparaissent et on les aime, ce qui limite leur champ d'action, leurs possibilités de « performance d'acteur », donc leur intérêt les rôles à oscar et grand prix d'interprétation.

Imagine-t-on Clint Eastwood et Harrison Ford, enfermés dans une cellule de prison brésilienne, jouant l'un le révolutionnaire accroché à ses illusions, l'autre le pédé fasciné par le nanar rétro ? Ce serait pratiquement inacceptable et pas du tout crédible. Or dans le *Bois de la femme araignée*, William Hurt impose la vérité d'un personnage de folle humilité, qui pourtant n'évite pas les pincettes. D'abord, on craint le pire, en voyant les gestes précieux, les battements de cils. Puis, derrière le clinquant, on perçoit de la timidité, une douceur vraie, un appel. William Hurt montre un homme abominablement seul, qui a un besoin désespéré d'aimer, d'être aimé tel qu'il est. Mais, pour ça, il doit jouer à être ce qu'on attend, suppose-t-il, de lui.

Blindé contre le mépris, les sercasses, les insultes, il cherche

l'autre humblement, comme s'il bésait, comme un enfant qui veut faire plaisir. Affectivité, il est un enfant. Dès qu'il est seul et n'a plus besoin de jouer, il se transforme physiquement. Fin le folklore, il n'est plus qu'un grand type un peu enveloppé, aux traits indécis, au sourire las, qui regarde en lui-même et voit quelque chose d'usé. Usé, détruit par les faux semblants...

William Hurt passe insensiblement de l'exigence capricieuse à la fébrilité, à la délicatesse attentive, à la gravité. Son jeu, d'abord extérieur, se dépouille, s'apaise : une sorte d'effeuillage. L'homme est enfin lui, charnel et vulnérable. William Hurt est toujours en situation, mais toujours sur le bord de quelque chose d'autre, si bien qu'on s'inquiète de lui et de ce qu'il va devenir, alors que le scénario avance avec des gros sauts sur les sentiers battus.

Une performance - et du grand art - plus intéressante que le numéro de Nicolas Cage et de Matthew Modine dans *Birdy*. Les deux films ont en commun d'en-

fermer deux hommes dans un lieu clos. Situation théâtrale, même si Alan Parker se sert mieux du cinéma qu'Hector Bibenco. Les acteurs sont amenés à se théâtraliser. Nicolas Cage a beaucoup de texte, Matthew Modine ne dit presque rien. Ce genre de rôle est payant, surtout lorsqu'il s'agit du mutisme dérangeant de la folie. Visage de marbre, œil transparent, nu, ramassé sur lui-même dans la position du volatile endormi, Matthew Modine a visiblement travaillé avec soin. Tout ce qu'il fait est visible. Il le fait bien, mais on reconnaît la fabrication, le style très américain de l'Actor's Studio, juste un peu trop contrôlé, trop joué, contrairement à Ulrich Reinthaller, jeune acteur allemand, qui, pour un personnage à peu près semblable d'adolescent décentré, dans *Lieber Karl*, dégage une impression de vacuité, de disponibilité à tous les dangers. Il est fascinant comme un lac sans fond.

Klaus Maria Brandauer, comédien autrichien confirmé, se situe dans une autre sphère. Son œil

William Hurt, prix d'interprétation masculine.



bleu demeure froid, aigu, tandis qu'il s'extériorise en mouvements brusques, en gestes violents, plein d'une énergie contenue à grand-peine. Il est comme ça, même quand il n'est pas sur le plateau : il ne peut pas parler sans bouger. Son colonel Redl ressemble au Mephisto, qu'il a tourné avec Istvan Szabo déjà. Les deux films s'appuient sur deux destins parallèles : celui d'un acteur et d'un soldat qui, par ambition sociale, trahissent, se trahissent, se font piéger.

Klaus Maria Brandauer est né dans un village montagnard où les gens importants passent leurs vacances. Il a fait du théâtre, dit-il, pour voir le monde. *Mais j'aurais pu aussi bien être pilote, mon métier n'est pas toute ma vie*. Plus acteur, pourtant, on ne voit pas. Il vient du théâtre où il est également metteur en scène. Il possède la conscience de son corps dans l'espace, sait mener le mouvement dramatique d'une scène, aussi courte, aussi longue soit-elle. La séquence du suicide est un modèle : la manière dont il tourne en rond, fauve en cage dont l'instinct de survie demeure intact. Il rugit et brusquement cède à la mort, pareil au taureau de l'arène qui, encore redoutable, plie les genoux et s'affaisse. Ce n'est pas la peur qui fait hésiter le colonel Redl, mais la rage d'être seul, cerné d'ennemis guettant dehors, derrière la porte. Il n'agit pas en héros ni en victime. Il adopte la seule solution qui lui reste.

Il pourrait, à ce moment, être Oedipe. Richard III. Lear. Klaus Maria Brandauer est un tragédien. Ce qu'on appelle le « naturel » n'a pour lui aucun sens. Il va vers les cimes, expère les sentiments, les réactions, sans se laisser déborder. Il se tient en main. Acteur de théâtre, il donne sa mesure face à un partenaire de taille, face à Armin Muller-Stahl. François Ferdinand, fils déjà âgé de l'empereur. Armin Muller-Stahl n'a pas besoin de manifester son autorité. Épaules voûtées, mal rasé, il est l'autorité. Dans son regard clair, dans sa voix feutrée, il y a le cynisme déabusé d'un pouvoir anachronique. François Ferdinand, lui aussi, meurt d'un coup de revolver. Une détonation, et son corps se roule en boule, et c'est la fin d'un monde.

Armin Muller-Stahl porte en lui la prescience de cette fin, ses confrontations avec Klaus Maria Brandauer sont des grands moments d'acteurs. Par contraste, on pense à une femme, à la vieille chinoise de San-Francisco au sourire imperceptible de *Dim Sun*. L'Amérique, la vie moderne ne l'intéressent pas. Elle vit sur sa mémoire. Son corps massif la protège comme s'il avait grossi pour tenir au chaud ce qui lui reste de là-bas, son identité. Il pèse le poids de la sagesse résignée. Mrs Chew ne joue pas, elle trébale sa présence, elle n'est pas comédienne.

COLETTE GODARD.

COSMOS, 76, rue de Rennes 6° - Tél. : 544.28.80

un film de  
Pavel Tchoukraï  
SÉLECTIONNÉ À LA  
SEMAINE DE LA CRITIQUE  
CANNES 1985

# LA CAGE AUX CANARIS





# Sélection

## CINÉMA

### « Witness »

de Peter Weir

Les contradictions de l'Amérique vues par un metteur en scène australien. D'un côté la violence de polar, la police pourrie, le flic brutal mais intègre et sexy : Harrison Ford. De l'autre, une jeune veuve aux yeux purs et son enfant, la terre des pionniers et des puritains, les Amish, quakers d'origine allemande qui nient le vie moderne.

Le heurt des deux mondes est vu avec humour. La tentation érotique d'un amour séren ne retiendra pas l'homme des villes à la campagne. La veuve aux yeux purs y restera, mais plus tard, son fils peut-être... - C.G.

## MUSIQUE

### « Boulevard Solitude » « Pelléas et Mélisande » « Turandot »

Les aficionados du théâtre lyrique ne savent plus où donner de la tête. Trois premières en quelques jours : *Boulevard Solitude*, de Henza, version moderne de *Manon Lescaut*, devenue une petite sœur de Lulu, dans la belle mise en scène de Boursailler, qui a remporté le Prix de la critique l'an passé (TMP-Châtellat, les 23 et 24); *Pelléas et Mélisande*, réalisé par Menotti, avec d'exceptionnelles distributions (Hendricks, Alliot-Lugaz, Lafont), où l'on espère découvrir un vrai Pelléas (Laurence Dale, F. Le Roux), sous la direction de Stefan Soltesz (Champs-Élysées, dix représentations à partir du 23 mai); enfin, un grandiose *Turandot*, auquel on souhaite le même succès qu'à *Aida*, avec le même metteur en scène (V. Rossi), l'orchestre et les chœurs du Capitole dirigés par Plasson, et nombre de grandes voix entre lesquelles il faudra choisir (Barcy, du 28 mai au 20 juin, à 20 heures).

### De Leningrad à Dallas

Deux grands orchestres seront cette semaine les hôtes de Paris : l'un est célèbre et admirable,

le Philharmonique de Leningrad, sous la direction d'un nouveau chef, Maris Jansons, avec un lauréat du concours de piano Tchaïkovski, Grigori Sokolov, dans Beethoven et Tchaïkovski (Palais des congrès, le 23); l'autre nous rend visite pour la première fois, mais il vient de Dallas, patrie du célèbre J.R., avec un programme très varié, un jeune chef mexicain, Eduardo Mata, et le fameux flûtiste James Galway (Pleyel, le 24). - J.L.

ET AUSSI : gala Pasteur-Weinmann : Beethoven-Brahms, par l'Orchestre de Paris, avec M. Miletin (Pleyel, le 22); Joséphine des Frères et M.-A. Charpentier, par la Chapelle royale (Royaumont, le 28, à 18 h 30 et 20 h 30); finales du concours Reine-Élisabeth de violon (Bruxelles, du 27 mai au 1<sup>er</sup> juin).

## EXPOSITION

### Odilon Redon à Bordeaux

L'étrangeté douce et le charme d'un monde pris entre rêve et réalité, traversés d'ophtalmes, de pétales, de fleurs et de rochers incandescents de lumière. Un monde reconnu en son temps par les symbolistes, plus tard porté aux nues par les surréalistes. Évoqué en quelque deux cent cinquante œuvres, — moitié dessins, gravures, pastels — venant souvent de très loin. L'exposition inaugurée

pour le Mai de Bordeaux, comme à l'habitude, durera tout l'été. — G.B.

ET AUSSI : *Joséphine des Frères* et *Odilon Redon*, au CAPC, également à Bordeaux. *Jean Dubuffet et Odilon Redon*, au Centre d'Art de la Fondation De Ménil, à l'école des Beaux-Arts, quel Malraux. *Jean Arp*, au musée des Arts décoratifs, Renard, au Grand Palais.

## DANSE

### « Suite d'un goût étranger » au Théâtre contemporain de la danse

Coproduit par la Maison de la danse de Lyon et le Festival des Nuits de l'Est, ce spectacle — très attendu — a été conçu par François Raffinot, spécialiste des danses baroques. Cependant à ne s'agit pas d'une « reconstitution » d'époque. Les chorégraphes sollicités (Boguet, Degroot, Kovich) sont d'esprit « moderne ». Ils ont entrepris de confronter leur imaginaire, leur culture, à la « Suite » de Marin Marais, musique complexe soumise au lois de l'antimétrie mais ouverte à d'autres approches (21<sup>er</sup> au 26).

ET AUSSI : *Moby-Denis* au Centre Georges-Pompidou (danse et danse). *Odilon Redon* au Théâtre 14, à l'École des Beaux-Arts de la Bastille (danse). *Le Roi de l'Invisible* au Théâtre de la Ville (danse). *Le Roi de l'Invisible* au Théâtre de la Ville (danse). *Le Roi de l'Invisible* au Théâtre de la Ville (danse).

## EXPOSITIONS

### Centre Pompidou

LES IMMATÉRIELLES. Espaces communs, 5<sup>e</sup> étage. Jusqu'au 15 juillet.

GUY DELAHAYE. Photographies. Jusqu'au 3 juin.

LA VIX. Maintenance et allures. Jusqu'au 10 juin. FERNANDO PESSOA. Poète pharaon 1888-1935. Grand foyer. Jusqu'au 27 mai. BPI.

DES YEUX AU BOUT DES DOIGTS. La jeunesse de plumes. Bibliothèque des enfants. Plazza. Jusqu'au 10 juin.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h, sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (27-12-33).

### Musées

RENOIR. Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 2 F. le samedi : 10 F. Jusqu'au 2 septembre.

JAMES TISSOT, 1836-1902. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (742-03-47). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 juin.

SALON DE LA SOCIÉTÉ DES ARTISTES FRANÇAIS. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Tous les jours, de 10 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 27 mai.

LE PASSÉ COMPOSÉ. Les 6 x 13 de J.-H. Lardoux. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (296-10-34). T.L.J. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 18 septembre.

NOUVELLES ACQUISITIONS DU DÉPARTEMENT DES OBJETS D'ART, 1980-1984. Musée du Louvre, entrée porte Saint-Louis. Tous les jours, de 9 h 45 à 17 heures. Entrée : 13 F. (gratuit le dimanche). Jusqu'au 17 juin.

MARC RIBOUD. Photos choisies, 1953-1985. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 1 juillet.

ANDRÉ WARNOB (1885-1960). Critique d'art et chroniqueur. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 2 juin.

RÉTROSPECTIVE ROBERT ET SONIA DELAUNAY. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 8 septembre.

ERARD. Peintures 1959-1985. B. ET H. BECHER. Châleux. ELLES SDNT DE SORTIE. P. Daury et B. Richard. ARC au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 16 juin.

JEAN-FRANÇOIS DE TROY. L'héritage d'Exher. EDMOND ABOU, écrivain et critique d'art, 1928-1985. AFFICHES RÉCENTES DE MUSÉES. Musée d'art et d'essai. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-

36-53). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 12 F. dim. : 6 F. A partir du 25 mai.

JEAN AMADO. Le doute et la pierre. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h 30; dim., de 11 h à 17 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 13 juillet.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Les meilleurs publicités de l'année 1984. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (246-14-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 9 juin.

ARCHÉOLOGIE ET PRÉHISTOIRE. Musée de Cluses, 6, place Paul-Painlevé (325-62-00). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 9 F. dim. : 4,50 F. Jusqu'au 2 septembre.

LES SIÈCLES ROMAINS EN BASSE-NORMANDIE. Musée des monuments français, palais de Chailion, place du Trocadéro (727-35-74). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 12 F. dim. : 6 F. Jusqu'au 2 septembre.

SALVADOR DALL. Deux caducées et trois cents œuvres originales. Musée de l'Assistance publique, 47, quai de la Tourneville (633-01-40). Jusqu'au 31 juillet.

RAYMOND MARTIN A LA MONNAIE. Musée de la Monnaie, 11, quai de Conti (239-12-49). Sauf dim. (et jours fériés), de 11 h à 17 h. Jusqu'au 31 mai.

RODIN. Cinq photographes contemporains (Drachas, Halle, Barret, Tinsand, Trétsch). Musée Rodin, 77, rue de Varenne (705-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30 et de 14 h 30 à 17 h 45. Entrée : 12 F. dim. : 6 F. Jusqu'au 30 septembre.

MUSÉE IMAGINAIRE DES ARTS DE L'OCÉANIE. Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (343-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 30. Entrée : 6 F. dim. : 3 F. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet.

L'ÉVENTAIL. Miroir de la Belle Époque. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I<sup>er</sup>-de-Serbie (720-85-23). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 15 F. Du 24 mai au 27 octobre.

JEUNE SCULPTURE 85. Port d'Austerlitz (entrée par l'escalier face à la cour départ de la gare) (535-25-27). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 9 juin.

DUBUFFET. Les lendemains de l'horlogerie, 1974-1984. CINQUANTE ANS DE DESSINS AMÉRICAINS, 1930-1980. Ecole des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (360-34-57). Sauf mardi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 16 juin.

LE HÉRAUT DU XVII<sup>e</sup> SIÈCLE. JACQUES DE GREYNE. Dessins et gravures.

Institut néerlandais, 121, rue de Lille (705-55-99). Sauf lundi, de 13 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 16 juin.

QUATRE FRANÇAIS EN AMÉRIQUE : Abaila, Bochevsky, Ryan, Samson. American Center, 261, boulevard Raspail (335-21-50). Sauf dim., de 12 h à 19 h; sam., de 12 h à 17 h. Jusqu'au 25 juin.

RAYMONDE GODIN. Traces de saisons. Services culturels du Québec, 117, rue du Bac (222-50-60). Jusqu'au 28 juin.

ARTISTES MANITOBAIENS. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantin (551-35-73). Sauf lundi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 9 juin.

JORGE DUARTE, CLAUDIO PONCECA. Galerie Debut, 28, rue La Boétie (563-46-55). Jusqu'au 5 juin.

LÉON GISCIA. Peintures, dessins, œuvres de théâtre, etc. Paris Art Center, 36, rue Falguère (325-39-47). Sauf dimanche et lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 6 juillet.

LES ARTISTES DE GDANSK A PARIS. Peintures, gravures, sculptures, tapisseries, etc. Musée de l'Assistance publique, 13, rue Scipion. Sauf dim., de 11 h à 19 h. Jusqu'au 14 juin.

PAPIER / DÉCHIRURE. Aschberg, Bour, Frydman, etc. MJC Les Hauts-de-Bellville, 43, rue du Borrego (364-04-11). Tous les jours de 15 h à 20 h; le dimanche de 15 h à 18 h. Jusqu'au 4 juin.

HUGO DUCHATEAU. Galerie Im-Brook, 35, rue Guénégaud (354-23-40). Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.

ERRO. Galerie Brownstone et Co., 17, rue Saint-Giles (278-43-21). Jusqu'au 31 mai.

DENISE ESTERAN. Dessins. Galerie Jean-Peyrolle, 14, rue de Sévigné (277-74-59). Jusqu'au 22 juin.

POLOIN. Images pour l'été. Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye (325-54-06). Jusqu'au 22 juin.

MICHEL GERARD. Akkta, sculpture. Galerie J. Bucher, 33, rue de Seine (326-22-31). Jusqu'au 22 juin.

ALBERTO GIACOMETTI. Dessins. Galerie Claude-Bernard, 9, rue des Beaux-Arts (326-97-07). Jusqu'au 16 juin.

THOMAS GIER. Peintures. Galerie Galatée, 13, rue Mazurine (325-90-84). Jusqu'au 22 juin.

SERGE GUILLON. L'Apocalypse. L'Art et la Paix, 35, rue de Cléry (874-35-86). Jusqu'au 22 juin.

PAUL KLEE. Les dix dernières années. Galerie Karl-Flinkler, 25, rue de Tournon (325-19-73). Jusqu'au 31 mai.

F. LEGER. Œuvres 1913-1953. Galerie L. Létris, 47, rue de Moisson (563-28-85). Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.

JEAN LE GAC. Galerie D-Tempion, 30, rue de Sceaux (1272-14-10). Jusqu'au 30 mai.

Galerie Maeght Lelong, 13 et 14, rue de Téhéran (563-13-19).

CHRISTINE ANKAOUA. Galerie B. Urdjia, Polaris 25, Michel-le-Comte (272-21-27). Jusqu'au 9 juin.

KENNETH ARMITAGE. Sculptures, dessins, 1948-1984. Artcurial, 9, avenue Matignon (299-16-16). Jusqu'au 20 juillet.

BENFREDI. Galerie Farid-Cadot, 77, rue des Archives (278-08-36). Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.

VINCENT BLOUES. Galerie D-Tempion, 1, impasse Beaubourg (272-14-10). Jusqu'au 30 mai.

M.C. CHADMOUW. Café de l'Espe. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (274-38-00). Jusqu'au 15 juin.

CHAN KAI YUEN. Sculptures. Galerie C-Cornu, 14, rue Guénégaud (354-57-67). Jusqu'au 8 juin.

HENRI JEAN CLOS. 1888-1975. Galerie Berand, 11, rue de l'Écluse (325-52-73). Jusqu'au 29 juin.

DAVID CONNOR. Dessins. Galerie M-Guod, 22, rue de Poitou (271-60-06). Jusqu'au 14 juillet.

E.F. DAHMEN. Rétrospective 1957-1980. Galerie L'Amateur, 88, boulevard de Clichy (763-03-95). Jusqu'au 8 juin.

H. ET R. DI ROSA. Galerie Gilles-Léopold-Salomon, 57, rue de la Tempête (278-11-71). Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.

ANTONY DONALDSON. Œuvres récentes. Galerie D-Gervin, 14, rue de Grenelle.

HUGO DUCHATEAU. Galerie Im-Brook, 35, rue Guénégaud (354-23-40). Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.

ERRO. Galerie Brownstone et Co., 17, rue Saint-Giles (278-43-21). Jusqu'au 31 mai.

DENISE ESTERAN. Dessins. Galerie Jean-Peyrolle, 14, rue de Sévigné (277-74-59). Jusqu'au 22 juin.

POLOIN. Images pour l'été. Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye (325-54-06). Jusqu'au 22 juin.

MICHEL GERARD. Akkta, sculpture. Galerie J. Bucher, 33, rue de Seine (326-22-31). Jusqu'au 22 juin.

ALBERTO GIACOMETTI. Dessins. Galerie Claude-Bernard, 9, rue des Beaux-Arts (326-97-07). Jusqu'au 16 juin.

THOMAS GIER. Peintures. Galerie Galatée, 13, rue Mazurine (325-90-84). Jusqu'au 22 juin.

SERGE GUILLON. L'Apocalypse. L'Art et la Paix, 35, rue de Cléry (874-35-86). Jusqu'au 22 juin.

PAUL KLEE. Les dix dernières années. Galerie Karl-Flinkler, 25, rue de Tournon (325-19-73). Jusqu'au 31 mai.

F. LEGER. Œuvres 1913-1953. Galerie L. Létris, 47, rue de Moisson (563-28-85). Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.

JEAN LE GAC. Galerie D-Tempion, 30, rue de Sceaux (1272-14-10). Jusqu'au 30 mai.

ROBERT MALAVAL. Lavis et tableaux. Galerie B-Léon, 34, rue des Archives (272-09-10). Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.

MARQUET. Galerie de la Présidence, 90, rue du Faubourg Saint-Honoré (265-49-60). Jusqu'au 30 juin.

MIRO. Peintures d'Ulm, 1953, gouaches et collages. Galerie Marwan-Hak, 12, rue d'Alger (296-37-96). Jusqu'au 28 juin.

PIAUDET. Galerie P-Tripiano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (634-15-01). Jusqu'au 30 juin.

JEAN-LUC POIVRET. Peintures récentes. Galerie Zabricka, 37, rue Quincampoix (273-35-47). Jusqu'au 6 juin.

RENOIR. Dessins et aquarelles. Galerie Hopline-Thomson, 4, rue de Mirois (265-51-05). Jusqu'au 29 juin.

BRIGITTE SIMON. Peintures. Galerie Jacob, 28, rue Jacob (633-90-66). Jusqu'au 8 juin.

HUGH WESS. Peintures. Galerie Broton, 70, rue Bonaparte (326-40-96). Jusqu'au 15 juin.

En région parisienne

CORREIL-ROSSIGNON. Joël Kermarrec, peintures, CAC Philo-Neruda, 22, rue Marcel-Cachin (080-00-72). Sauf lundi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 31 mai.

ISSY-LES-MOULINEAUX. Henri Mathias, Peintures d'été (1989-1997). Musée municipal, 16, rue Auguste-Georges. Sauf le lundi et le mardi matin, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 20 juin.

IVRY-SUR-SEINE. Beaux d'art monumental d'Ivry. Galerie F-Léger, 93, avenue Georges-Gonard (670-15-71). Sauf dim., de 14 h à 19 h. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.

MONTEAUGY. XXX Salons d'art contemporain — Raoul Dufy, CCA, 2, avenue E-Bourgeois (656-52-52). De 10 h à 19 h. Jusqu'au 28 mai.

VITRY-SUR-SEINE. Valérie Adami, vitraux. Galerie municipale, 59, avenue Guy-Moquet (680-85-20). Sauf lundi, de 14 h à 19 h; mercredi et samedi de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 16 juin.

En province

AIX-EN-PROVENCE. Dessins et aquarelles du XVIII<sup>e</sup> siècle. Musée Grand, place Saint-Jean-de-Malte (38-14-70). Jusqu'au 9 juillet.

AMIENS. Dessins en stuc. Sotellion, Maison de la culture, 2, place Léon-Gonier (91-83-36). Jusqu'au 13 juillet.

BORDEAUX. Hommage à Odilon Redon (1840-1916). Musée des Beaux-Arts, 20, cours d'Albret (90-91-60). Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre. Joëlle Kermarrec, œuvres récentes : Michel Barrois, peintures. Musée d'art contemporain, entrepôt Lainé, rue Foy (44-16-35). Jusqu'au 8 septembre.

CADILLAC. Cinq artistes, quatre chefs d'œuvre. Musée de la Ville de Paris, 28, place Gambetta (52-01-68). Jusqu'au 15 septembre.

CAEN. L'art sacré d'Albert Gleizes. Musée des Beaux-Arts, Châteaun (85-28-43). Jusqu'au 30 août. Sébastien Quennessen, peintures, dessins. Théâtre municipal (86-12-79). Jusqu'au 16 juin; Livres d'œuvres de Basse-Normandie, manuscrits enluminés et livres à gravures XIV-XIX<sup>e</sup> siècles. Bibliothèque municipale, place Guillaumard (86-22-01). Jusqu'au 30 juin.

CAEN. Come Monte-Held, 1980-1985. Musée des beaux-arts et de la dentelle, 25, rue de Richelieu (97-99-00). Jusqu'au 20 juin.

CLERMONT. Dessins de Groult, 1767-1824. Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle (30-31-11). Jusqu'au 6 juin.

DUNKERQUE. Jean Messagier : photographes de Vera Cardot et Pierre Joly. Musée d'art contemporain, avenue des Bains (65-21-65). Jusqu'au 10 juin.

FONTENAY. Jean-Michel Alberola, les images peintes. Abbaye Royale (51-79-30). Jusqu'au 31 juin.

GRENOBLE. Les chemins, le désert et le monde. Musée dauphinois, 30, rue Mairie-Gigoux (87-66-77). Jusqu'à fin décembre. Présences artistiques du Maroc : dix-neuf peintures de Maroc. Musée de peinture, place de Verdun (54-09-82). Jusqu'au 3 juin.

LYON. F. Morellet/E. Spalotti. Musée Saint-Pierre, 16, rue du Président-E. Herriot (930-50-66). Jusqu'au 10 juin.

MARCU-EN-BREUIL. Antoine de Gaspary à Pont-Aven, 1886-1906. Septembre (46-26-37). Jusqu'au 10 juin.

MARSEILLE. Giorgio Morandi. Musée Cantini, 19, rue Grignan (54-77-55). Jusqu'au 18 juin. Gottfried Haugger, Galerie de la Vieille-Charité, rue de l'Observance (90-26-14). Jusqu'au 9 juillet.

MULHOUSE. Tony Landry, peintures. Musée des Beaux-Arts, 4, place Guillaume-Tell (43-98-11). Jusqu'au 7 juillet.

NICE. Camille André Olin, Rétrospective 1936-1985. Galerie des Pouchettes, 77, quai des États-Unis (62-31-24). Jusqu'au 23 juin.

LES SABLES-D'OLONNE. Robert Combes, Rétrospective. Musée de l'abbaye Sainte-Croix, rue de Verdun (32-01-07). Jusqu'au 31 mai.

SAINT-ETIENNE. Jorg Immendorf. Maison de la culture et de la communication. Jardin des Plantes. Jusqu'au 27 mai.

SAINT-PAUL-DE-VENCE. Christo : Survol de l'île de la Fondation Maeght (32-81-63). Jusqu'au 30 juin.

VERNON. Les Petits L. Part et les idées. Musée A.-O. Poullet, 12, rue du Port (21-28-09). Jusqu'au 9 juin.

VILLEURBANNE. Hamish Fulton. Le Nouveau Musée, 11, rue Docteur-Dolard (884-55-10). Jusqu'au 9 juin.

### PRIX WHANKI

de peinture 1985, organisé par la Fondation Whanki

### Exposition

du 14 mai au 14 juin, à l'ancien musée de l'Assistance publique, 13, rue Scipion, 75005 Paris. Tous les jours sauf dimanche de 11 heures à 19 heures sans interruption.

ALBEROLA

BAZILE-BUSTAMANTE

COGNÉE

GELZER

GIARD

LANGLOIS</



# THEATRE

## LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

**LA MACHINE INFERNALE**, clôt internationale, Grand Théâtre (589-38-69), 20 h 30 (22).

**CERAMICS**, Théâtre de Lys (327-89-61), 21 h (22).

**AOCHER**, Montfermeil, parc Jean-Vaïsse (388-96-93), 21 h (22 ou 25).

**CEDEP ROU**, Odéon (325-70-32), 20 h 30 (25).

**AMOUR MATERNEL**, Théâtre 18 (226-47-47), 20 h 30 (28).

**LA PART DU REVE**, Poche (548-92-97), 20 h 30 (28).

**HOUS PARIS**

**ROUEN**: Trois Montiers et une Dame, quatre pièces de Jean Tardieu, par le Théâtre du Quadrant, à l'Espace Duchamp-Villon (32) 62-27-57, du 24 au 31 mai, et le 14 juin, au Mondial d'André (32) 59-90-69.

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

■ Spectacles sélectionnés par le Club de « Monde des spectacles ».

## Les salles subventionnées

**OPERA** (742-57-50) (mar., jeu., 19 h 30, sam. 14 h 30 et 20 h 30 : soirée de ballets (Sera, arènes, citoyens) ; Quelques pas graves de Bepiata : orations) ; ven., lun., 19 h 30 : Un bal masqué.

**SALLE FAVART** (206-06-11) (jeu., dim.), mer., vend., sam., lun., 19 h 30 : Stradella ; Concorde : le 28, à 20 h : Quartier de trombones de Paris (Tolmann, Chaperon, Tibor, Dvorak) ; Ensemble instrumental à vents de Paris et S. Deges, piano (Mozart, Ligeti, Rous-sel).

**COMEDIE-FRANCAISE** (296-10-30), mer., 20 h 30, dim., 14 h 30 : le Mis-anthrop ; saut mer., 20 h 30 : l'Impresario de Smyrne ; lun., 14 h 30 : le Triomphe de l'Amour (dém.).

**CHAILLOT** (727-81-15) : Grand Foyer ; mar., 18 h 30 : Réalisation d'opéra - les Travaillants de la mer - de V. Hugo ; Grand Théâtre (sam., dim., lun., 20 h 30 : Un roi ; Théâtre Gémier (sam., dim., lun., 20 h 30 : Mille francs de récompense).

**ODÉON** (325-70-32), le 28, à 20 h 30 : Cédipe roi.

**PETIT ODÉON** (325-70-32) (lun., mar.), 18 h 30 : L'Id de Y.-F. Lebeas.

**TEP** (364-80-80), mer., jeu., ven., 20 h 30 : Macadam Quichotte (dém.).

**BEAUBOURG** (77-12-33) (mar.) : Théâtre-concert ; mer., de 14 h à 17 h : Dis, téléphone-moi un monon on phonocroque, télécopier ; 18 h : le Grand Prix d'architecture ; 21 h : Cinéma et littérature en 1985 ; jeu., 18 h, 19 h et 21 h : Pont Georges Sévère (1900-1971) ; 18 h 30 : Paris, 1960-1980 ; Concorde ; jeu., 20 h 30 : Ensemble de l'Inde, dir. A. Tamayo (créations musicales de Flépo, Baugnot, Bawlow) ; Cinéma/réa, nouveaux films BFI (sauf mar.), Marquis Callas, de G. Seligman ; 13 h (1<sup>re</sup> partie), 16 h (2<sup>e</sup> partie) ; 19 h : les Comédiens, d'A. Kish ; Martin Kowalski, éditeur de films à Paris : vos festivals de cinéma ; Chai-annestimat ; mer., ven., lun., programme de l'Académie ; Dames de ven., sam., 18 h 30 et 20 h 30 ; dim., 16 h et 18 h 30 : Molly Davies ; sam., 19 h 15 ; dim., 16 h 45 : Cinéma-théâtre de la danse.

**THEATRE MUSICAL DE PARIS** (261-19-31), jeu., vend., 20 h 30 : Boulevard Solitude.

**THEATRE DE LA VILLE** (274-22-77) (dim., lun., mar.), Netherland dans theater ; les Nozes, Stamping Ground, Say Bye Bye, jeu., 18 h 30 : Junior Group (Jordi Tancat - La Calabrière ergotique).

**CARRÉ SILVIA-MONFORT** (531-28-34), relâche.

## Les autres salles

**A. DEJAZET** (887-97-34) (mer., d. soir.), 20 h 45, dim. 17 h : Fast et Food au théâtre.

**ANTOINETTE-SIMONE BERRIAU** (208-77-71) (d. soir., L.), 20 h 30, dim. 15 h : le Sablier.

**ARCAËNE** (338-19-70) (d. soir.), 20 h 30, dim. 17 h : le Sonate au clair de lune (dém. de 20).

**ARTISTIC-ATHEVAINS** (379-06-18) (d. soir., L.), 20 h 30, dim. 16 h 30 : les Amoureux.

**ARTS-SCENIQUES** (387-23-23) (J. D. soir. et le 27 au soir), 21 h, mar., dim. et le 27 à 15 h : D'où on le dit ?

**ATELIER** (606-49-24) (d. soir., L.), 21 h, dim., 15 h : En attendant Godot.

**ATHENES** (742-67-27), Salle Ch.-Béraud, mar., mer., 18 h 30, jeu., ven., 20 h 30, sam., 16 h 30 : Attention mortier à Paris. Salle Louis-Jouvet : mar., mer., 19 h, jeu., ven., 20 h 30, sam., 16 h : les Violettes.

**BOUFFES PARISIENS** (296-60-24) (d. soir., L.), 21 h, dim., 15 h 30 : Tailleur pour dames ; lun., 20 h 30 : le Journal intime de Sally Maza.

**CARTOUCHE**, Th. de la Tempête (328-36-36) (d. soir., L.), 20 h 30, dim., 16 h : Place de Breteuil. Atelier du Châteaudeau (328-97-04) (d. soir., L., Mar.), 21 h, dim., 16 h : Identités provinciales (dém. de 26).

**CITE INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE** (589-38-69), Grand Théâtre (D. L., mar., 18 h 30 : le Machine mortelle ; Rousset (D. L.), 20 h 30 : Macbeth ; La Galerie (D. L., Mar.), 20 h 30 : Délicate balance.

**COMEDIE-CALMARTIN** (742-43-41) (Mer., d. soir., L. soir.), 21 h, sam., 20 h 30, dim. et lun. 15 h 30 : Ravies dormir à l'Élysée.

**COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (723-37-21) (d. soir., L.), 20 h 45, dim., 15 h 30 : L'éclaircie.

**COMEDIE ITALIENNE** (321-32-32) (d. soir., L.), 20 h 30, mat. dim., 15 h 30 : le Baiser d'amour.

**COMEDIE DE PARIS** (280-00-11) (d. soir., L.), 20 h 30, dim., 16 h : le Baiser d'amour.

**CONFLUENCES** (87-67-38) (S. D. L.), 20 h 30 : le Nouveau Cygne de Pierre ; mer., jeu., ven., 21 h 15 : le Bauc.

**DAUNOU** (261-69-14), (Mer., d. soir., L. soir.), 21 h, sam., 17 h, dim. et lun. 15 h 30 : le Canard à l'écume.

**DECHARGEURS** (236-00-02) (D. L.), 20 h 15 : Hiroshima mon amour.

**DEUX-HEURES** (606-07-48) (D. L.), 22 h : Schœs de ménage.

**DIX-HUIT THEATRE** (226-47-47) (d. soir., L.), 20 h 30, dim., 16 h : Play Strindberg (les jours pairs, dera. le 26) ; Dialogues d'écrits (les jours impairs, dera. le 25) ; Amour maternel (à partir du 28).

**EDEN-THEATRE** (356-64-37) (D. L.), 21 h : la Jalousie du barbouillé.

**EDOUARD-VII** (742-57-49) (d. soir., L.), 20 h 30, dim., 15 h 30 : Chapitre II.

**EPICERIE** (D. L.) (724-14-16) 21 h 30 : Théâtre ; (D. soir., L.), 20 h 30, dim., 18 h : la Mariée usée à nu par ses collatérales même.

**ESPACE-GAITE** (321-56-05) (D. L.), 20 h 30 : Dina ; 17 h : Adam et Eve.

**ESPACE MARAIS** (584-09-31) (D. L.), 22 h 15 : Azimut info.

**ESSAÏON** (278-46-42) (D. L.), 19 h : La dame est folle ou le Bilel pour quelle part ; il mer., 17 h : Chant dans la nuit ; 21 h + sam., 17 h : Ne laissez pas vos femmes accoucher dans les maternelles.

**FONDATION DEUTSCHE DE LA MEURTHE** (254-99-18), (D. L.), 21 h et 25 h 45 : Un hiver indien.

**FONTAINE** (874-82-34), (D. L.), 20 h 30, sam., 17 h et 21 h : Triple matée.

V.O. Dolby : PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES - MARIAN - GAUMONT HALLES HAUTEFILLE - BRETAGNE - 14 JUILLET BRAGHEMELLE 14 JUILLET BASTILLE

En V.O. : PUBLICIS SAINT-GERMAIN - PLM SAINT-JACQUES V.F. Dolby : GAUMONT RICHELIEU - FRANCAIS - WEPLER MONT-PARNASSE PATHÉ - MISTRAL - GAUMONT CONVENTION - FAUVETTE PARAMOUNT MAILLOT - NATION - UGC GARE DE LYON V.F. : GAUMONT GAMBETTA - VICTOR-HUGO

Périphérie Dolby : BOULOGNE Gaumont-Quers - ÉVRY - Gaumont ARGENTEUIL Alpha - ENGHIEN Française - LA DÉFENSE 4 Temps VÉLIZY Studio - THAIS Belle-Épine - CHAMPIGNY Pathé - PANTIN Carrefour Périphérie mono : ASNIÈRES Trixylo - RUEIL Arlet - POISSY Rex - ORSAY Uie VERSAILLES Cyrano - PARLY 2 Studio - VIRY-CHATELON Calypso L'ISLE-ADAM Conté - SARCELLES Flanclès

**Harrison Ford est John Book**

Un film qui en sait trop. Sa seule chance : un témoin de 8 ans qui en a vu trop...

**WITNESS**

(Témoin sous surveillance)

PARAMOUNT PRÉSENTE

UNE PRODUCTION EDWARD S. FELDMAN

HARRISON FORD WITNESS CO-PRODUCTION DAVID BOWEN SCÉNARIO DE EARL W. WALLACE & WILLIAM WALLACE HISTOIRE DE WILLIAM WALLACE & EARL W. WALLACE

PRODUIT PAR EDWARD S. FELDMAN

REALISÉ PAR PETER WEIR

UN FILM PARAMOUNT

DISTRIBUÉ PAR CINEMA INTERNATIONAL CORPORATION

**GATE-MONT-PARNASSE** (322-16-18) (d. soir., L.), 20 h 45, dim. 15 h : Love.

**GRAND HALL MONTORGUEIL** (296-04-06) (D. L.), 21 h : la Petite Marchande d'allume-tiges.

**HUCHETTE** (326-36-99) (D. L.), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : le Léopon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

**LA BRUYÈRE** (874-76-99) (d. soir., L.), 21 h, dim. 15 h : Guérison africaine.

**LUCERNAIRE** (544-57-34) (D. L.), 18 h : Et ils passeront des menottes aux flous ; 20 h : C'est rigolo ; 19 h : D. L.) 21 h 45, sam. 22 h 30 : les Coctes de Chelm ; Ven. 21 h 45 : Métamorphose d'une mélodie. IL 18 h : Journal d'un fou ; 20 h : Organe adulte échappé du zoo ; 21 h 45 : K. Valentin.

**MADELEINE** (265-07-09) (d. soir., L.), 20 h 45, dim., 15 h : les Œufs de l'ourache.

**MARIE-STUART** (508-17-80) (D. L.), 18 h 30 : Vingt-huit moments de la vie d'une femme avec « le mari » ; (D. L.) 20 h 30 : Savage Love.

**MARIGNY** (256-04-41) (d. soir., L.), 20 h 30, dim., 14 h 15 et 18 h 30 : Nippon (Salle Gabriel) (225-20-74) (D. L.) 21 h, dim. 16 h : Tous aux abris.

**MICHEL** (265-35-02) (d. soir., L.), 21 h 15, sam., 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : On chiera au lit.

**MICHOUDÈRE** (742-95-22) (d. soir., L.), 20 h 30, sam., 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Bluffeur.

**MONT-PARNASSE** (320-89-90) (d. soir., L.), 21 h, dim., 16 h : Henri IV (dém. le 25) ; Petite saïte (D. soir., L.), 21 h, sam., 18 h, dim., 16 h : Tchekhov Tchekhov.

**NOUVEAU TH. MOUFFETARD** (331-11-99) (d. soir., L., mar.), 20 h 45, dim. 15 h 30 : Mangeson-die.

**NOUVEAU THEATRE DE COLETTE** (354-53-79), 20 h 30 : Hop ! Hop ! Hop !

**NOUVEAUTÉS** (770-52-76) (J. D. soir.), 20 h 30, dim., 15 h 30 : Gigi.

**ŒUVRE** (874-42-52) (d. soir., L.), 21 h, dim., 15 h : Comment devenir une mère juive et d'été le 26.

**PALAIS DES GLACES** (607-49-93) (d. soir., L.), 20 h 30, dim., 17 h 30 : le Contamné à mort.

**PALAIS-ROYAL** (297-39-81) (d. soir., L.), 20 h 30, dim., 15 h 30 : le Dindon.

**PLAINE** (250-15-65) (d. soir.), 20 h 30, dim., 17 h : la Charrue de Caymans (dém. le 26).

**PLAISANCE** (320-00-06) (D. L.), 20 h 30, sam., 16 h 30 : Sidney.

**POCHE-MONT-PARNASSE** (548-92-97) (d. soir., L.), 20 h 30, dim., 15 h 30 : Ma femme ; IL (D. soir., L.) 21 h 15, dim. 15 h 30 : la Part du rêve (à partir du 28).

**PORT-SAINT-MARTIN** (607-37-53) (D. L.), 20 h 30, sam., 18 h 15 et 21 h 15 : Deux hommes dans une valise.

**POTINIERE** (261-44-16) (d. soir., L.), 21 h, dim., 15 h : Double foyer.

**QUAI DE LA GARE** (585-89-88) (D. L.), 20 h 30 et 22 h : Compagniment tumeurs.

**RENAISSANCE** (208-18-50 - 203-71-39) (Mer., d. soir., L.), 20 h 30, mer. 18 h : Ray B.

**STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (723-36-82) (d. soir., L.), 20 h 45, dim. 15 h 30 : De si tendres liens.

## Les chansonniers

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (278-44-45), 21 h, dim. 15 h 30 : la Gauche mal à droite.

**DEUX ANES** (606-10-26), mer. 21 h, mat. dim. 15 h 30 : Les aères sont fatigués.

## Les cafés-théâtres

**AUBEC FIN** (296-29-35) (D. L.), 20 h 30 : Chants d'elles ; 21 h 30 : Baby or not to baby ; 22 h 30 : Crazy cocktail.

**BLANCS-MANTEAUX** (887-15-84) (D. L.), 20 h 15 : Arenh = j'accuse ; 21 h 30 : les Dames de Louvre ; 22 h 30 + sam., 24 h : les Sacrés Monstres. - IL 20 h 15 : le Cri du chœur ; 21 h 30 : Sauver les bébés femmes ; 22 h 30 : Fin de siècle.

**BOURVILL** (373-47-84) (D. L.), 21 h 15 : Y'en a mar... et vous ?

**CAFÉ D'EDGAR** (320-85-11) (D. L.), 20 h 15 + sam., 23 h 45 : Tiers voilà deux bouddins ; 21 h 30 : Mangeson d'homme ; 22 h 30 : Ordes de peccatus ; IL 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chronosome chatoilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

**CAFÉ DE LA GARE** (549-27-78) (D. L.), 20 h : Un palmier dans la tige (dém. le 25) ; 22 h : Riez, riez, profitez-en.

**PETIT CASINO** (278-36-50) (D. L.), 21 h : Non je n'ai pas disparu ; 22 h 15 : Des gâteaux, des crêpes, des confitures.

**POINT-VIRGULE** (278-67-03) (D. L.), 20 h 15 : Moi je crache, mes parents raquent ; 21 h 30 : Bonjour les clips ; 22 h 30 : Napoléon Academy.

**SENTIER DES HALLES** (236-37-27) (J. D. L.), 20 h : Les diètes sont tombées sur la scène ; (D. L.) 21 h 30 : Pas de veine pour Dracula.

**SPLENDID ST-MARTIN** (208-21-93) (D. L.), 21 h : Nuit d'ivresse.

**TINTAMARRE** (887-33-82), sam., 16 h : la Tumbale.

## En région parisienne

**BOIGNY MC** (831-35-64) (d. soir., L.), 20 h 30, dim. 16 h 30 : la Misanthrope.

**BOULOGNE-BELLANCOURT**, TBB (603-60-44) (d. soir., L.), 20 h 30, dim. 15 h 30 : Tout autour de Chai noir (dém. le 26).

**CLICHY LA GARENNE**, Th. Ratchef (739-28-58), le 23 à 21 h : Orchestre de l'Île-de-France, dir. : J. Mercier (Vivaldi, Puccini).

**LA COURNEUVE**, MJC (836-24-07), les 23, 24, 25 à 21 h : Achille Tonic.

**COURSON**, Château (458-90-12), le 26 à 18 h 30 : L. Castellanza (Solier, Grados, Falla...).

**CORBEIL-ESSONNES**, CAC (089-00-72), le 28 à 20 h 45 : Ensemble FA 7.

**CRÉTEIL**, Maisons des Arts (899-94-50), le 23 à 20 h 30 : W. Sheller.

**EVRY**, Agora (079-10-00), le 25 à 20 h 30, le 26 à 16 h et 20 h 30 : Rencontres nationales de danse.

**FONTENAY-AUX-ROSES**, Espace Tricolore (1661-27-47), le 23 à 22 h : Five O'Clock Jazz.

**GENNEVILLIERS**, Théâtre (793-26-30) (d. soir.), 20 h 30, dim. 17 h : Othon (dém. le 26).

**IVRY**, Th. des Quartiers (672-37-43), mar., ven., sam., 20 h 30, dim. 17 h : Divagations.

**NANTERRE**, Théâtre des Amateurs (721-18-81) (S. D. L.), 21 h : Quartet.

**LE PLESSIS-ROBINSON**, Église rue Lambert, le 23 à 20 h 30 : Oiseaux ont l'agne de Ph. Mon.

**ROMAINVILLE**, Église Saint-Germain, le 24 à 20 h 30 : Orchestre de chambre de l'École de musique de Pantin. Ensemble de musique ancienne de Romainville (Bach, Monteverdi, Beethoven).

**ROYAUMONT**, Abbaye, le 26 à 18 h : voir Festival de l'Île-de-France.

**RUEIL-MALMAISON**, Th. André-Malraux (732-24-42), le 23 à 20 h 45 : M. Laguerre.

**SAINT-DENIS**, Festival, Th. G.-Philippe (243-30-97), le 22, 23, 24, 28 à 20 h 30 : Midi grand ouagan - Beethoven, le 22 à 20 h 30 : Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, dir. : K. Masur (Reger, Beethoven).

**SAINT-MAUR**, Road-Point Liberté (889-99-10), le 24 à 15 h et 21 h : Elle est belle ma salade, elle est belle.

**TREMBLAY-LES-CONFLÈS**, Chapelle, le 25 à 14 h : Festival de hard rock.

**VILLE D'AVRAY**, Gymnase (750-44-28), le 22 à 21 h : Oiseaux ont l'agne, de Ph. Mon.

**VILLEUR**, Th. R.-Rolland (720-13-02), le 22 à 20 h 30 : Chœurs de l'ambol.

**VINCENNES**, Tour du Village 1365-63-63) (D. L., Mar.), 21 h, dim., 16 h : LMS.

**OPERA DE PARIS** THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

**Pelléas et Mélisande**

Musique de Claude DEBUSSY

SOLTESZ/CALS/MENOTTI/TER-ARUTUNIAN

23, 25, 27, 29 MAI, 1, 3, 5, 8, 15, 17 JUIN

LOCATION PAR TELEPHONE : 720.36.37

RENSEIGNEMENTS : 723.47.77

**A PARTIR DE MARDI** LOCATION OUVERTE

**RUU BLAS** DICTOR HUGO

**THEATRE DE LA RENAISSANCE**

35 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES

LOCATION : 208.18.50 - AGENCES et FNACS

**LE PRINTEMPS DU THEATRE PARIS 1985**

**SPECTACLES EN COMPETITION**

**LE TRIOMPHE DE L'AMOUR**  
KLEPPER / MARIVAUX / ROND POINT  
29 MAI - 6 JUIN

**HELENE 1927**  
SURGERE / M. THOMAS / MATHURINS  
30 MAI - 30 JUIN

**LE PARADIS SUR TERRE**  
CHAILLOUX / T. WILLIAMS / AQUARIUM  
1<sup>er</sup> JUIN - 23 JUIN

**METEOROLOGIES**  
RAMBERT / ESPACE CARDIN  
11 JUIN - 22 JUIN

**DE SAXE, ROMAN**  
LAGARCE / MADELEINE  
14 JUIN - 22 JUIN

**SPECTACLES INVITES : FRANCE/USA**

**LES SOLDATS**  
REGY / J. LENZ / BASTILLE  
7 JUIN - 15 JUIN

**RED HOUSE**  
JESURUN / AMERICAN CENTER  
4 JUIN - 9 JUIN

**ROUTE 1 AND 9**  
WOOSTER GROUP / BASTILLE  
25 JUIN - 30 JUIN

**INFORMATION : 804.04.44**

**LOCATION : 804.04.40 ET FNAC**

Je désire recevoir la carte du Printemps du Théâtre pour les 5 spectacles en compétition contre un chèque de 200 F. Je joins une enveloppe timbrée à mon nom et adresse. Bon à renvoyer au : PRINTEMPS DU THÉÂTRE 16, quai de Gesvres 75004 Paris.

1 ticket à PRINTEMPS DU THÉÂTRE



GEORGE-V - LUMIERE - MAXEVILLE - CONVENTION SAINT-CHARLES  
FORUM - PARAMOUNT Gobelins - PASSY  
Et dans les meilleures salles de la périphérie

« L'histoire d'un amour qui va trop vite »



**OPERA DE PARIS**  
OPERA COMIQUE  
SALLE FAVART  
**STRADELLA**  
CRÉATION  
Opéra de César Franck  
par LES JEUNES CHANTEURS DE L'ÉCOLE  
D'ART LYRIQUE DE L'OPÉRA DE PARIS  
et LES ACTEURS DU MEMORY MOVEMENT THEATRE  
22, 24, 25, 27, 29, 31 mai  
Prix des places: 15 à 130 F. Étudiants: 30 F.  
Renseignements: 296.06.11

## VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J. H. : ouvert jusqu'à heures

### DINERS

<b>L'ÉPI D'OR</b> 25, rue J.-J. Rousseau, 1 <sup>er</sup> F. dim.	236-38-12	Le vrai bistrot parisien qui sert ses plats régionaux jusqu'à 1 h du matin : jambonneau sauté à la lyonnaise, charcuterie tournaillaise, lapereau à l'anglaise. P.M.R. : 120 F.
<b>CAVEAU FRANÇOIS VILLON</b> 64, rue de l'Arbre-Sec, 1 <sup>er</sup> F. dim.	236-10-92	Caves du XV <sup>e</sup> . Déj. soup. j. 24 h. soirée animée par troubadour. Barbecue aux sauternes et curry. Escalope de saumon frais à l'orange. F. dim. PMR : 150-170 F.
<b>LE JEROME DE NICOLAS</b> 8, rue Montigny, 2 <sup>e</sup> F. sam. et dim.	261-21-71	Avec la fabuleuse carte des vins NICOLAS vendus au verre, venez déguster les plats chauds, les plats du jour, du marché, entrées et desserts. P.M.R. : 120 F.
<b>CHEZ DIEP</b> 256-23-96 et 563-52-74 22, rue de Ponthieu, 55, rue P. Charron, 8 <sup>e</sup>	256-23-96 et 563-52-74	Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chinoise, vietnamienne. Dans un nouveau décor.
<b>LE SARIADAIS</b> F. sam. midi, dim. 2, rue de Vienne, 8 <sup>e</sup>	522-23-62	Déjeuners, dîners j. 22 h. Cuisine péruvienne. CASSOLETTE, CONFIT, FOIE GRAS, CEPES, MORILLES. Menu 170 F. t.c. avec spécialités. CARTE 170/190 F.
<b>TY COZ</b> 35, rue Saint-Georges, 9 <sup>e</sup> F. dim., lundi 878-42-95	35, rue Saint-Georges, 9 <sup>e</sup>	J. 23 h. Jacqueline et Marie-Françoise vous attendent pour vos déjeuners et dîners dans un cadre breton. POISSONS, FRUITS DE MER, CRUSTACÉS, CRÊPES et GÂTEAUX.
<b>AUFETIT RICHIE</b> 770-68-68, 770-86-50 25, rue de la Peletier, 9 <sup>e</sup> F. dim.	770-68-68, 770-86-50	Son étonnant menu à 105 F. service compris. Vins de Loire. Décor 1880. Salons de 6 à 50 personnes. Déjeuners, dîners, soupers de 19 h 30 à 0 h 15. Parking Drouot.
<b>LE LOUIS XIV</b> 208-56-56 8, bd St-Denis	208-56-56	Déjeuners, dîners, SOUPERS APRÈS MINUIT. Huitres, Fruits de mer, Crustacés, Rôtisserie, Gibiers. Parking privé assuré par valet. OUVERT LE DIMANCHE.
<b>PALAIS DU TROCADÉRO</b> 727-05-02 7, avenue d'Eylau, 16 <sup>e</sup> Tous les jours	727-05-02	Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle, dans un décor féerique. Cuisine faite par le patron. Service et livraison à domicile. Plats à emporter.
<b>L'ORÉE DU BOIS</b> 747-92-50 Porte Maillot, bois de Boulogne T.L.J.	747-92-50	Déj. sav. formule 130 F. Buffet géant, hors-d'œuvre et desserts à discrétion, 10 plats du jour au choix. Cartes J. ven. sam. Dîner D'ANCIEN. Orch. Jean Sola et Joëlle Huet. Salon pour séminaires, baptêmes, réceptions de 10 à 100 personnes. Park.
<b>EL PICADOR</b> 387-28-87 80, bd des Batignolles, 17 <sup>e</sup> F. lundi, mardi	387-28-87	Déj., dîner j. 22 h 30. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Zarzuela, gambas, bacalao, calamarses tiens. Environ 130 F. Formule à 75 F. s.n.c. avec spécialités.

<b>RIVE GAUCHE</b>	
<b>AUBERGE DES DEUX SIGNES</b> 46, rue Galande, 5 <sup>e</sup> F. dim. 325-46-56/325-00-46	MENU 170 F. (vin, café, s.c.) au déjeuner: le pigeon oie (XIV <sup>e</sup> s.) de l'ancienne chapelle St-Blaise, les coquilles en volutes d'art (XIII <sup>e</sup> s.). Salons 15 à 100 pers. Park. Lagrange.
<b>RAFFATIN ET HONORINE</b> 354-22-21 16, bd Saint-Germain, 2 <sup>e</sup> F. dim./lundi midi	Française vous propose, à midi, son menu à 85 F. d'un excellent rapport qualité/prix et, le soir, une cuisine simple et imaginative dans un cadre chaleureux. P.M.R. : 180 F.
<b>LE MAHARAJAH</b> 325-12-84 15, rue J.-Chaplain, 6 <sup>e</sup> F./Lundi	J. 23 h 30. SPÉC. INDIENNES et PAKISTANAISES. Epilement 72, bd Saint-Germain, 5 <sup>e</sup> . 354-26-07. T.L.J. PRUX KALI 84: MEILLEUR CURRY DE PARIS.
<b>CHEZ FRANÇOISE</b> Adopteur des Invalides, 7 <sup>e</sup> F. dim. soir et lundi	C'est votre fête, aujourd'hui, Madame, ou vous, Monsieur? Valable toute l'année, FRANÇOISE vous offre gracieusement, pour commencer votre repas, son foie gras frais maison. Menu à 95 F. s.n.c. Parking privé face au n° 2, rue Faber.

<b>CHATEAU DE LA CORNICHE</b> (3) 093-21-24 à Rolleboise A. 13, sortie Bouffémont	Dans son panorama exceptionnel. Nouvelle salle à manger sur terrasse suspendue. Bar, Fumoir. Gâteaux. Salons des Impressionnistes, de MONET à RENOIR, de GUYOT à ROLLBOISE.
--	---

### SOUPERS APRÈS MINUIT

<b>CHARLOT, « ROI DES COQUILLAGES »</b> 12, place Clichy - 874-49-64 Accueil jusqu'à 2 h du matin GOUTEZ VRAI DU LARGE TOUTE L'ANNÉE DANS CE RESTAURANT VOUS A TOUTES LES SPECIALITÉS DE LA MER. L'UNE DES MEILLEURES BOULABANNAISES DE PARIS.	<b>DESSIRIER</b> T.L.J. - 227-82-14 9, pl. Pereire LE SPÉCIALISTE DE L'HUITRE POISSONS, SPÉCIALITÉS, GRILLADES	<b>LE CLOS ST-HONORÉ</b> Fermé dim. 100, rue Saint-Honoré, 261-38-72 De 19 h à 6 h du matin 52,50 F. s.n.c.
--	--	---

### OUVERTS JOUR ET NUIT

<b>AU PIED DE COCHON</b> 6, rue Coquillière - 236-11-75 « LE FAMEUX RESTAURANT DES HALLES » Un monument patrimonial de la vie nocturne parisienne. Huitres et fruits de mer toute l'année.	<b>LE GRAND CAFÉ</b> 4, bd des Capucines - 742-75-77 « LE RESTAURANT DE LA MER DE L'OPÉRA » La fraîcheur des poissons. La finesse des cuissons. Magnifique banc d'huitres. Époustouflant décor-spectacle 1900.	<b>LA MAISON D'ALSACE</b> 39, Champs-Élysées - 359-44-24 « L'AMBAISADE GASTRONOMIQUE D'ALSACE » Vous y dégusterez des fruits de mer de toute première fraîcheur. La brasserie du Tour-Paris.
--	---	--

## ARTS ET SPECTACLES

### CINEMA

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

#### La Cinémathèque

**CHAILLOT (704-34-34)**  
**MERCREDI 22 MAI**  
16 h, sixième-vingt ans d'Universal: The Michigan Kid, G. L. Willis; Cannes 1985 (Semaine de la critique); 19 h, Visages de femmes, de D. Eard; 21 h, Kolp, de R. S. Richter.

**JEUDI 23 MAI**  
16 h, sixième-vingt ans d'Universal: Wild Blood, J. L. Maffre; Cannes 1985 (Semaine de la critique); 19 h, Verigues, de C. Laurent; 21 h, la Couleur du sang, de W. Duka.

**VENREDI 24 MAI**  
16 h, sixième-vingt ans d'Universal: l'Homme qui rit, de P. Leni; Cannes 1985 (Semaine de la critique); 19 h, Fucha, de M. Dąbrowski; 21 h, la Cage aux canaris, de P. Tschölkner.

**SAMEDI 25 MAI**  
15 h, sixième-vingt ans d'Universal: le Dernier Avènement, de P. Leni; Cannes 1985 (Semaine de la critique); 19 h, Sacerdote Baroque, d'A. Klotzel; un certain regard, de J. L. Maffre; 21 h, le Fils du feu, de M. Yassinowski.

**DIMANCHE 26 MAI**  
15 h, sixième-vingt ans d'Universal: Solitude, de P. Leni; Cannes 1985 (Un certain regard); 17 h, A. Private Function, de M. Yassinowski; 19 h, L'Amour, de H. Weiler; 21 h, Empty Quarter, de R. Depardon.

**LUNDI 27 MAI**  
Relâche.

**MARDI 28 MAI**  
16 h, sixième-vingt ans d'Universal: Broadway, de P. Leni; Cannes 1985 (Un certain regard); 19 h, Au fond de la nuit, d'E. Green; 21 h, Mythe Alexina, de R. Forest.

**BEAUBOURG (278-35-57)**  
**MERCREDI 22 MAI**  
15 h, Classiques du cinéma mondial: Vra Villa de J. Conway; 17 h, Classiques du cinéma mondial: Programme 4 (Animation styles); 19 h, cent jours du cinéma espagnol; 21 h, de J. Gran.

**JEUDI 23 MAI**  
15 h, Classiques du cinéma mondial: Ceux de la zone, de F. Borja; 17 h, cinéma expérimental américain (some early

american experimental film, 1928-1949); 19 h, Cent jours du cinéma espagnol; El Extrano Viaje, de Fernán Gómez.

**VENREDI 24 MAI**  
15 h, Classiques du cinéma mondial: Lady for a Day, de F. Capra; 17 h, cinéma expérimental américain (Personnel non-ven- ding); 19 h, cent jours du cinéma espagnol; la Tenté Tula, de M. Fianon.

**SAMEDI 25 MAI**  
Le cinéma des plasticiens: 15 h, prolongement de la pratique picturale; 17 h, Tentes/Imagés/Discrets enlignes; 19 h, cent jours du cinéma espagnol; 21 h, le Bourgeois, de L. G. Barlinga; 21 h, Neuf lettres à Berthe, de R. M. Patino.

**DIMANCHE 26 MAI**  
15 h, et 17 h, Le cinéma des plasticiens (Performances/Actions); 19 h, cent jours du cinéma espagnol; 21 h, le Chasse, de C. Saura; 21 h, la Buse, d'A. Form.

**LUNDI 27 MAI**  
15 h, Classiques du cinéma mondial: Berkeley Square, de F. Lloyd; 17 h, le cinéma des plasticiens (Participations de l'Europe); 19 h, cent jours du cinéma espagnol; Fata Morgana de V. Aranda.

**MARDI 28 MAI**  
Relâche.

**Les exclusivités**  
**AIDOU BONAPARTE** (Franco-egyptien); Gaumont Haller, 1<sup>er</sup> (297-49-70); Cluny Palace, 2<sup>e</sup> (354-07-76); Olympia St-Germain, 6<sup>e</sup> (222-87-23); Pagine, 7<sup>e</sup> (105-12-15); Colisée, 8<sup>e</sup> (359-29-46); Olympia Europe, 14<sup>e</sup> (544-43-14); Parisienne, 14<sup>e</sup> (335-21-21); V.I. Berlin, 15<sup>e</sup> (742-60-33); Adonis, 15<sup>e</sup> (343-00-65); Faurest, 15<sup>e</sup> (331-56-86); Miramar, 14<sup>e</sup> (320-89-52).

**AMADEUS** (A. v.); Forum, 1<sup>er</sup> (297-53-74); Vendôme, 2<sup>e</sup> (742-97-52); 14<sup>e</sup> (335-21-21); 15<sup>e</sup> (742-60-33); 16<sup>e</sup> (707-28-04); V.I.: Impérial, 2<sup>e</sup> (742-72-52); Montparnasse, 14<sup>e</sup> (327-52-37); 15<sup>e</sup> (354-46-85).

**ANTARCTICA** (Jap.); Paramount Marivaux, 2<sup>e</sup> (296-80-40); Paramount City Triomphe, 8<sup>e</sup> (562-41-46).

**APRÈS LA RÉPÉTITION** (Sué. v.); Olympia Luxembourg, 6<sup>e</sup> (633-97-77).

**L'ARRÉE SOUS LA MER** (Fr.); Grand Pavlov, 15<sup>e</sup> (354-46-85).

**AU-DELA DES RUBENS** (It. v.); UGC Biarritz, 8<sup>e</sup> (562-20-40); Espace Galilé, 14<sup>e</sup> (327-95-84); V.I.: Rex, 2<sup>e</sup> (236-83-93); Galilé Rochecorbiat, 9<sup>e</sup> (878-81-77).

**L'AVENTURE DES ÉVÈQUES** (A. v.); Saint-Ambroise, 11<sup>e</sup> (700-89-16); Montparnasse, 14<sup>e</sup> (327-52-37); Grand Pavlov, 15<sup>e</sup> (354-46-85).

**BABY** (A. v.); Marignan, 8<sup>e</sup> (359-92-82); V.I.: Rex, 2<sup>e</sup> (236-83-93); Ermitage, 8<sup>e</sup> (563-16-16); Francis, 9<sup>e</sup> (770-32-88); Bastille, 11<sup>e</sup> (307-40-40); UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (336-23-43); 14<sup>e</sup> (336-23-43); 15<sup>e</sup> (336-23-43); 16<sup>e</sup> (336-23-43); 17<sup>e</sup> (336-23-43); 18<sup>e</sup> (336-23-43); 19<sup>e</sup> (336-23-43); 20<sup>e</sup> (336-23-43); 21<sup>e</sup> (336-23-43); 22<sup>e</sup> (336-23-43); 23<sup>e</sup> (336-23-43); 24<sup>e</sup> (336-23-43); 25<sup>e</sup> (336-23-43); 26<sup>e</sup> (336-23-43); 27<sup>e</sup> (336-23-43); 28<sup>e</sup> (336-23-43); 29<sup>e</sup> (336-23-43); 30<sup>e</sup> (336-23-43); 31<sup>e</sup> (336-23-43); 32<sup>e</sup> (336-23-43); 33<sup>e</sup> (336-23-43); 34<sup>e</sup> (336-23-43); 35<sup>e</sup> (336-23-43); 36<sup>e</sup> (336-23-43); 37<sup>e</sup> (336-23-43); 38<sup>e</sup> (336-23-43); 39<sup>e</sup> (336-23-43); 40<sup>e</sup> (336-23-43); 41<sup>e</sup> (336-23-43); 42<sup>e</sup> (336-23-43); 43<sup>e</sup> (336-23-43); 44<sup>e</sup> (336-23-43); 45<sup>e</sup> (336-23-43); 46<sup>e</sup> (336-23-43); 47<sup>e</sup> (336-23-43); 48<sup>e</sup> (336-23-43); 49<sup>e</sup> (336-23-43); 50<sup>e</sup> (336-23-43); 51<sup>e</sup> (336-23-43); 52<sup>e</sup> (336-23-43); 53<sup>e</sup> (336-23-43); 54<sup>e</sup> (336-23-43); 55<sup>e</sup> (336-23-43); 56<sup>e</sup> (336-23-43); 57<sup>e</sup> (336-23-43); 58<sup>e</sup> (336-23-43); 59<sup>e</sup> (336-23-43); 60<sup>e</sup> (336-23-43); 61<sup>e</sup> (336-23-43); 62<sup>e</sup> (336-23-43); 63<sup>e</sup> (336-23-43); 64<sup>e</sup> (336-23-43); 65<sup>e</sup> (336-23-43); 66<sup>e</sup> (336-23-43); 67<sup>e</sup> (336-23-43); 68<sup>e</sup> (336-23-43); 69<sup>e</sup> (336-23-43); 70<sup>e</sup> (336-23-43); 71<sup>e</sup> (336-23-43); 72<sup>e</sup> (336-23-43); 73<sup>e</sup> (336-23-43); 74<sup>e</sup> (336-23-43); 75<sup>e</sup> (336-23-43); 76<sup>e</sup> (336-23-43); 77<sup>e</sup> (336-23-43); 78<sup>e</sup> (336-23-43); 79<sup>e</sup> (336-23-43); 80<sup>e</sup> (336-23-43); 81<sup>e</sup> (336-23-43); 82<sup>e</sup> (336-23-43); 83<sup>e</sup> (336-23-43); 84<sup>e</sup> (336-23-43); 85<sup>e</sup> (336-23-43); 86<sup>e</sup> (336-23-43); 87<sup>e</sup> (336-23-43); 88<sup>e</sup> (336-23-43); 89<sup>e</sup> (336-23-43); 90<sup>e</sup> (336-23-43); 91<sup>e</sup> (336-23-43); 92<sup>e</sup> (336-23-43); 93<sup>e</sup> (336-23-43); 94<sup>e</sup> (336-23-43); 95<sup>e</sup> (336-23-43); 96<sup>e</sup> (336-23-43); 97<sup>e</sup> (336-23-43); 98<sup>e</sup> (336-23-43); 99<sup>e</sup> (336-23-43); 100<sup>e</sup> (336-23-43).

**LE BÉBÉ SCHTROUMPF** (Belge); Tempeliers, 3<sup>e</sup> (772-94-56); Grand Pavlov, 15<sup>e</sup> (354-46-85); Boite à Films, 17<sup>e</sup> (622-44-21).

**BURDY** (A. v.); Forum, 1<sup>er</sup> (297-53-74); Hauteville, 6<sup>e</sup> (633-79-38); Marignan, 8<sup>e</sup> (359-92-82); Parisienne, 14<sup>e</sup> (335-21-21); V.I.: Francis, 9<sup>e</sup> (770-32-88); Nation, 12<sup>e</sup> (343-04-67); Faurest, 15<sup>e</sup> (331-56-86); Montparnasse Pathé, 14<sup>e</sup> (320-12-06); Mistral, 14<sup>e</sup> (320-12-06); 15<sup>e</sup> (320-12-06); 16<sup>e</sup> (320-12-06); 17<sup>e</sup> (320-12-06); 18<sup>e</sup> (320-12-06); 19<sup>e</sup> (320-12-06); 20<sup>e</sup> (320-12-06); 21<sup>e</sup> (320-12-06); 22<sup>e</sup> (320-12-06); 23<sup>e</sup> (320-12-06); 24<sup>e</sup> (320-12-06); 25<sup>e</sup> (320-12-06); 26<sup>e</sup> (320-12-06); 27<sup>e</sup> (320-12-06); 28<sup>e</sup> (320-12-06); 29<sup>e</sup> (320-12-06); 30<sup>e</sup> (320-12-06); 31<sup>e</sup> (320-12-06); 32<sup>e</sup> (320-12-06); 33<sup>e</sup> (320-12-06); 34<sup>e</sup> (320-12-06); 35<sup>e</sup> (320-12-06); 36<sup>e</sup> (320-12-06); 37<sup>e</sup> (320-12-06); 38<sup>e</sup> (320-12-06); 39<sup>e</sup> (320-12-06); 40<sup>e</sup> (320-12-06); 41<sup>e</sup> (320-12-06); 42<sup>e</sup> (320-12-06); 43<sup>e</sup> (320-12-06); 44<sup>e</sup> (320-12-06); 45<sup>e</sup> (320-12-06); 46<sup>e</sup> (320-12-06); 47<sup>e</sup> (320-12-06); 48<sup>e</sup> (320-12-06); 49<sup>e</sup> (320-12-06); 50<sup>e</sup> (320-12-06); 51<sup>e</sup> (320-12-06); 52<sup>e</sup> (320-12-06); 53<sup>e</sup> (320-12-06); 54<sup>e</sup> (320-12-06); 55<sup>e</sup> (320-12-06); 56<sup>e</sup> (320-12-06); 57<sup>e</sup> (320-12-06); 58<sup>e</sup> (320-12-06); 59<sup>e</sup> (320-12-06); 60<sup>e</sup> (320-12-06); 61<sup>e</sup> (320-12-06); 62<sup>e</sup> (320-12-06); 63<sup>e</sup> (320-12-06); 64<sup>e</sup> (320-12-06); 65<sup>e</sup> (320-12-06); 66<sup>e</sup> (320-12-06); 67<sup>e</sup> (320-12-06); 68<sup>e</sup> (320-12-06); 69<sup>e</sup> (320-12-06); 70<sup>e</sup> (320-12-06); 71<sup>e</sup> (320-12-06); 72<sup>e</sup> (320-12-06); 73<sup>e</sup> (320-12-06); 74<sup>e</sup> (320-12-06); 75<sup>e</sup> (320-12-06); 76<sup>e</sup> (320-12-06); 77<sup>e</sup> (320-12-06); 78<sup>e</sup> (320-12-06); 79<sup>e</sup> (320-12-06); 80<sup>e</sup> (320-12-06); 81<sup>e</sup> (320-12-06); 82<sup>e</sup> (320-12-06); 83<sup>e</sup> (320-12-06); 84<sup>e</sup> (320-12-06); 85<sup>e</sup> (320-12-06); 86<sup>e</sup> (320-12-06); 87<sup>e</sup> (320-12-06); 88<sup>e</sup> (320-12-06); 89<sup>e</sup> (320-12-06); 90<sup>e</sup> (320-12-06); 91<sup>e</sup> (320-12-06); 92<sup>e</sup> (320-12-06); 93<sup>e</sup> (320-12-06); 94<sup>e</sup> (320-12-06); 95<sup>e</sup> (320-12-06); 96<sup>e</sup> (320-12-06); 97<sup>e</sup> (320-12-06); 98<sup>e</sup> (320-12-06); 99<sup>e</sup> (320-12-06); 100<sup>e</sup> (320-12-06).

**BOY MEETS GIRL** (Fr.); Epée de Bois, 5<sup>e</sup> (337-57-47).

**BRAZIL** (Bril. v.); Forum, 1<sup>er</sup> (297-53-74); Quintette, 6<sup>e</sup> (633-79-38); UGC Marivaux, 8<sup>e</sup> (562-41-46); Parisienne, 14<sup>e</sup> (335-21-21); 15<sup>e</sup> (336-23-43); 16<sup>e</sup> (336-23-43); 17<sup>e</sup> (336-23-43); 18<sup>e</sup> (336-23-43); 19<sup>e</sup> (336-23-43); 20<sup>e</sup> (336-23-43); 21<sup>e</sup> (336-23-43); 22<sup>e</sup> (336-23-43); 23<sup>e</sup> (336-23-43); 24<sup>e</sup> (336-23-43); 25<sup>e</sup> (336-23-43); 26<sup>e</sup> (336-23-43); 27<sup>e</sup> (336-23-43); 28<sup>e</sup> (336-23-43); 29<sup>e</sup> (336-23-43); 30<sup>e</sup> (336-23-43); 31<sup>e</sup> (336-23-43); 32<sup>e</sup> (336-23-43); 33<sup>e</sup> (336-23-43); 34<sup>e</sup> (336-23-43); 35<sup>e</sup> (336-23-43); 36<sup>e</sup> (336-23-43); 37<sup>e</sup> (336-23-43); 38<sup>e</sup> (336-23-43); 39<sup>e</sup> (336-23-43); 40<sup>e</sup> (336-23-43); 41<sup>e</sup> (336-23-43); 42<sup>e</sup> (336-23-43); 43<sup>e</sup> (336-23-43); 44<sup>e</sup> (336-23-43); 45<sup>e</sup> (336-23-43); 46<sup>e</sup> (336-23-43); 47<sup>e</sup> (336-23-43); 48<sup>e</sup> (336-23-43); 49<sup>e</sup> (336-23-43); 50<sup>e</sup> (336-23-43); 51<sup>e</sup> (336-23-43); 52<sup>e</sup> (336-23-43); 53<sup>e</sup> (336-23-43); 54<sup>e</sup> (336-23-43); 55<sup>e</sup> (336-23-43); 56<sup>e</sup> (336-23-43); 57<sup>e</sup> (336-23-43); 58<sup>e</sup> (336-23-43); 59<sup>e</sup> (336-23-43); 60<sup>e</sup> (336-23-43); 61<sup>e</sup> (336-23-43); 62<sup>e</sup> (336-23-43); 63<sup>e</sup> (336-23-43); 64<sup>e</sup> (336-23-43); 65<sup>e</sup> (336-23-43); 66<sup>e</sup> (336-23-43); 67<sup>e</sup> (336-23-43); 68<sup>e</sup> (336-23-43); 69<sup>e</sup> (336-23-43); 70<sup>e</sup> (336-23-43); 71<sup>e</sup> (336-23-43); 72<sup>e</sup> (336-23-43); 73<sup>e</sup> (336-23-43); 74<sup>e</sup> (336-23-43); 75<sup>e</sup> (336-23-43); 76<sup>e</sup> (336-23-43); 77<sup>e</sup> (336-23-43); 78<sup>e</sup> (336-23-43); 79<sup>e</sup> (336-23-43); 80<sup>e</sup> (336-23-43); 81<sup>e</sup> (336-23-43); 82<sup>e</sup> (336-23-43); 83<sup>e</sup> (336-23-43); 84<sup>e</sup> (336-23-43); 85<sup>e</sup> (336-23-43); 86<sup>e</sup> (336-23-43); 87<sup>e</sup> (336-23-43); 88<sup>e</sup> (336-23-43); 89<sup>e</sup> (336-23-43); 90<sup>e</sup> (336-23-43); 91<sup>e</sup> (336-23-43); 92<sup>e</sup> (336-23-43); 93<sup>e</sup> (336-23-43); 94<sup>e</sup> (336-23-43); 95<sup>e</sup> (336-23-43); 96<sup>e</sup> (336-23-43); 97<sup>e</sup> (336-23











# COMMUNICATION

## LE DÉBAT SUR LES TÉLÉVISIONS PRIVÉES

### Le gouvernement force l'allure

Le gouvernement a décidé de faire vite. A la publication du rapport Bredin, immédiatement après sa remise au premier ministre, accède, deux jours après, celle de l'avis du Conseil national de la communication audiovisuelle (CNCA). Ce mercredi 22 mai, le premier ministre profitera de son quart d'heure mensuel télévisé pour s'exprimer sur le dossier, fixer les objectifs et le calendrier. Les arbitrages pour- raient être rendus dans les semaines qui viennent et le projet, recifiant la loi de juillet 1982, serait déposé devant le Parlement dès la fin juin.

On reconnaît là la marque d'une « politique d'image » ébère à M. Laurent Fabius mais, au-delà, il faut bien admettre que la nature du dossier mérite qu'on ne tarde pas trop. Les téléspectateurs attendent, à tort ou à raison, une traduction rapide de ce débat en images concrètes sur leur petit écran. Or la modification de deux textes tech- niques, la mise en place des sociétés et, surtout, la production des pro- grammes vont demander, selon les scénarios retenus, un délai de neuf à dix-huit mois.

Tous les arguments sont désor- mais sur la table et, rassemblés entre

le rapport Bredin et l'avis du CNCA, ils apparaissent relative- ment convergents. Certes, les res- ponsables politiques de l'opposition se sont empressés de dénoncer à nouveau la mainmise de l'Etat sur l'audiovisuel et la trop grande pru- dence de la libéralisation. A quel- ques mois des élections, ils s'apprê- tent à politiser le débat. Mais les professionnels de la communication sont, dans l'ensemble d'un avis diffé- rent. Ils savent que le marché de la télévision privée n'est viable que s'il est strictement réglementé par la puissance publique. Ils s'inquiètent d'une éventuelle interférence des échelons politiques sur un secteur d'activité économique qui a rapide- ment besoin d'ouverture pour ne pas s'asphyxier.

Les arbitrages ne seront toutefois pas faciles. Les professionnels s'alar- ment déjà du poids économique des différentes propositions de M. Bre- din. Le partage horaire entre réseaux nationaux et émissions locales ne compromet-il pas la cohé- rence et l'équilibre des futures chaînes ? La coexistence de deux réseaux et d'une vingtaine de sta- tions indépendantes est-elle viable

sur un marché qui ne couvre pas l'ensemble du territoire ? Les quotas de programmation et de production originale, les taxes sur les recettes n'entraînent-ils pas la rentabilité de l'exploitation ? Certains mettent en cause l'influence de M. Jack Lang. L'ambition culturelle prendrait le pas sur l'économie.

Sur les deux premiers points, l'avis du CNCA permet peut-être de corriger ou d'assouplir les recom- mandations de M. Bredin. Mais sur la défense de la création, la résis- tance des pouvoirs publics sera sans doute plus forte. Les quotas prévus par M. Bredin ne sont guère diffé- rents de ceux qui régissent le service public ; les prélèvements sur les fonds de soutien ne sont pas de sim- ples taxes, mais une sorte d'épargne automatique qui ne peut que renfor- cer la richesse de la télévision pri- vée.

L'ensemble est solide d'une politique de développement des industries de programmes, inscrite dans le IX<sup>e</sup> Plan, et dont sont déjà tributaires Canal Plus et les réseaux câblés. On voit mal comment les télévisions privées pourraient s'y soustraire.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## Le Conseil national de la communication audiovisuelle préconise un seul réseau national

Le Conseil national de la commu- nication audiovisuelle (CNCA) rend public sa copie ce mercredi 22 mai. Elle est composée d'un avis général déjà ancien, puisque daté du 26 mars, et d'une étude économique confiée à un groupe d'experts indé- pendants. Cette étude très fouillée, dont seul un résumé est publié, répond directement à la question de M. Laurent Fabius sur la viabilité économique des futures télévisions privées.

Sur les options essentielles, on ne trouvera pas de divergences entre le rapport de M. Jean-Denis Bredin et l'avis de ce petit parlement de l'audiovisuel, représentatif des diffé- rentes sensibilités sociales, profes- sionnelles et culturelles. Maintien intégral d'un service public mieux

coordonné face à la nouvelle concu- rence, partage équitable et progres- sif du marché publicitaire, pas de remise en question des grands pro- jets audiovisuels du septennat (câble, satellite, Canal Plus) ; enfin, priorité absolue à la sauvegarde et au développement de la création ; il y a, à l'évidence, des objectifs qui font aujourd'hui consensus.

En revanche, les conclusions du CNCA sont plus prudentes. Il n'y a place que pour un seul réseau national assorti de quelques « fenêtres » de programmation locales ; face à ce réseau, aucune station locale indé- pendante ne peut être viable, estime le Conseil. Enfin, l'autorité publique nécessaire pour réglementer ce nou- veau marché serait mieux garantie

par des coactions attribuées par l'Etat que par de simples autorisa- tions délivrées par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle.

Moins libéral en apparence que le rapport Bredin, l'avis du CNCA repose en fait sur la même logique. Si l'on veut que les télévisions pri- vées offrent des programmes de qua- lité, il faut leur assurer une rentabi- lité, éviter qu'elles ne soient sans cesse menacées de disparition par une concurrence trop vive. C'est la leçon essentielle de l'étude écono- mique, qui fouille avec une grande pré- cision les comptes d'exploitation de tous les scénarios possibles. A partir des chiffres communément admis (2 milliards de francs de réserves publicitaires nationales et 800 mil- lions de francs, au grand maximum de publicité locale), les experts se sont surtout attachés à mesurer l'incidence des frais financiers sur les cinq premières années de fonc- tionnement des futures télévisions.

Confrontées aux réseaux publics, les stations locales indépendantes ou trouvées jamais l'équilibre et sont condamnées à la disparition. Un réseau d'échange de programmes réunissant une quinzaine de grosses stations indépendantes peut être vi- able après cinq années de déficit et un capital de départ de 1,2 milliard de francs. Deux réseaux nationaux pourraient trouver un relatif équi- libre si leur partage de l'audience (60 % - 40 %) est très réglementé : toute concurrence sauvage condam- nerait le réseau dominé à une dispa- rition rapide.

Selon cette étude, le scénario qui assure la meilleure rentabilité à la télévision privée est celui d'un on- que réseau de télévision national, qui capterait au moins 50 % de son audience potentielle. Il peut assurer son équilibre financier dès la cin- quième année d'exploitation. Encore faut-il réunir au départ un minimum de 1 milliard de francs. Aucune groupe français de communication ne peut aujourd'hui investir à lui seul une pareille somme dans la télé- vision. On peut donc raisonnable- ment prévoir que, dans les semaines qui viennent, l'ensemble des par- tenaires vont se retrouver autour du tapis vert des négociations.

J.-F. L.

## Les réactions

● **LA PRESSE QUOTI- DIENNE RÉGIONALE** : une agression. L'Union des syndicats de la presse quotidienne régionale (USPQR) exprime « solennelle- ment » sa « réprobation devant un document qui constitue une agression sans précédent contre la presse quotidienne régionale ». « Il est en effet suggéré, indique un commu-iqué, une disposition légale excluant la presse quotidienne régionale du nouveau développement audiovisuel du pays souhaité par le président de la République, sous le prétexte inacceptable qu'elle pourrait consti- tuer un danger pour la démocratie locale (...). L'USPQR rétorque : « d'autre part, son « désaccord formel quant à la préconisation d'ouvrir à la publicité télévisée le secteur de la distribution et de l'immobilier, « dont la presse quotidienne régi-onale tire une part substantielle de ses recettes publicitaires » recon- naît le rapport ».

● **FO** : déréglementation. Les conclusions du rapport Bredin « con- firmement les inquiétudes » de Forco ouvrière « face au processus déli- béré de déréglementation de l'audiovisuel ». Forco ouvrière « s'interroge d'abord sur l'existence effective de besoins nouveaux parmi les téléspectateurs, sur la nécessité de créer d'autres chaînes alors que le service public (...) est de plus en

plus délaissé et soumis à la pression des intérêts mercantiles et parti- sans ». La création de deux chaînes nationales ne desservant que dix- sept millions de téléspectateurs en utilisant les moyens de l'établisse- ment public TDF « viole, selon FO, le principe fondamental d'égalité des citoyens face au service public ».

● **LES PUBLICITAIRES** : jugement nuancé. M. Jacques Bille, délégué général de l'Association des agences-conseil en publicité (AACP), a résumé la première impression des publicitaires en déclarant « approuver le raisonna- blement », « s'inquiéter du flou » et « regretter le trop prudent ». M. Bille se félicite d'une « analyse réaliste du marché publicitaire et des dangers d'assèchement », ainsi que de l'interdiction d'interruption des émissions télévisées par des mes- sages de publicité, lesquels apparai- traient selon lui comme « des pièges à téléspectateurs, qui desserviraient l'image de la pub ». Il s'inquiète, en revanche, de la distinction juridique entre concessions et autorisations, qui « place entre les mains du gou- vernement le destin des chaînes nationales » et regrette « le partage d'une fréquence par deux types de télévision — nationale et locale, — néfaste à la publicité ».

■ Est-il analyste, philosophe ou militant révolutionnaire ? Est-il l'ami de Lacan ou celui de Deleuze ? Réponse dans l'Autre Journal.

■ Elles parlent de l'usine et des camps. L'une est juive. L'autre... c'est Marguerite Duras. Leur dialogue dans l'Autre Journal.

■ Deux frères qui ont tant fait tous ensemble. Deux génies. Grâce à eux Godard et Coppola n'écrivent pas, ils tournent. Leur histoire dans l'Autre Journal.

■ Dieu créa l'homme, puis la femme, puis un jeu. Depuis on ne s'ennuie plus. L'homme c'était l'ancêtre de Mac Enroe. Le jeu... c'était le tennis.

■ Deux tiers du monde c'est le Tiers Monde. Yves Lacoste rappelle cette vérité ainsi que beaucoup d'autres.

■ C'est le représentant de toutes ces minorités bavardes qui forment la majorité silencieuse, l'immigré Michel Colucci — Coluche, quoi.

■ Drôle de conversation. C'est la nôtre. Celle de l'Autre Journal.

Le numéro 5 est en vente

l'Autre Journal

# RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 22 mai

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1



- 20 h 30 Parloir France.
- Avec M. Laurent Fabius, premier ministre.
- 20 h 45 Feuilletton : Dallas.
- 21 h 25 L'histoire secrète du pétrole : Bataille pour l'or noir.
- Série proposée par J. M. Charlier.
- N° 3. Le temps des batailles pour l'or noir. 1930, les premiers croquements ébranlent l'empire pétrolier le plus fort du Moyen-Orient. 1940 : la route allemande vers l'Ouest. Le bombardement du port de Rotterdam : en France, des installations pétrolières sont aussi pilonnées. Un documentaire très sérieux.
- 22 h 30 Cote d'amour.
- Avec Tears for Fears, Indochine, Rick Springfield, Wor- king Week, John Parr.
- 23 h 20 Journal.
- 23 h 35 C'est à lire.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2



- 20 h 45 Téléfilm : Le deuxième couteau.
- D'après P. Besson, réal. J. Dayan, avec F. Marthouret, P. Bouchitey, A. Stewart.
- Un polar rapide et sophistiqué qui se déroule dans le

milieu littéraire parisien. Bien ficelé, boursé de clins d'œil et diablement rigolo.

22 h 10 Magazine : Moli... je.

De B. Bouchier.

Au sommaire : saute qui peut (la solidarité entre auto- mobilistes) ; super demerds (la débrouillardise face à la crise) ; le gendarme (vous n'êtes pas contents ? dites-le) ; banco à l'Est (comment placer son argent à l'Est) ; Mésange est servie (les gens de maison).

23 h 15 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Cadences 3.
- Special Henri Salvador. Avec Fabienne Thibault, et quelques sketches des « Salves d'or ».
- 22 h 5 Journal.
- 22 h 25 Téléfilm : le Pantin immobile.
- De P. Polin, réal. M. Guillet. Avec B. Penot, M. Epia, G. Surugue.
- Lorrain, Paris fait - le tour du monde - revient après onze ans d'absence dans son village natal, abandonnant Sergio à qui il avait promis - le grand voyage - . Il retrouve ses amis installés. Sergio, parti à sa recherche, rencontre un couple désœuvré et décide de faire la route avec lui.
- 23 h 20 Espace francophone : « Fraternité matin », la Côte d'Ivoire au quotidien.
- Un magazine de D. Gallot.
- Le quotidien ivoirien Fraternité Matin fête cette année son vingtième anniversaire. Le magazine « Espace fran- cophone » présente de l'intérieur la vie d'un grand journal africain, les débats de son comité de rédaction, ses reportages sur le terrain, sa fabrication, sa diffusion, ses difficultés et ses espoirs. (Lire notre article sur l'interdiction de la revue Black en Côte d'Ivoire.)
- 23 h 50 Prélude à la nuit.

## FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5, Tour de France gourmand ; 17 h 20, Woody Wood- pecker ; 17 h 30, Belle et Sébastien ; 18 h, Le club des puceux ; 18 h 5, Pie et Pat ; 18 h 10, BD ; 18 h 20, Rocking chair ; 18 h 30, Atout PIC ; 19 h, Feuilletton : l'Homme du « Picardie » ; 19 h 15, Informations.

## CANAL PLUS

21 h, Légitime violence, film de S. Leroy ; 22 h 35, Notre histoire, film de B. Blier ; 0 h 30, Les Princes, film de T. Gatlif ; 2 h 5, Aventure sur les grands fleuves ; le Mékong.

## FRANCE-CULTURE

20 h 30 L'échappée belle : Désir du désert.

21 h 30 Pulsations ; recherche musicale à Lyon.

22 h 30 Nuits magnétiques : les espions de Sa Majesté.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Grand Auditorium) : Symphonie-Passion, de Dürer ; Symphonie n° 5 en fa majeur, de Widor ; Prélude et fugue en sol mineur n° 3, de Dürer ; Improvisation op. 90 n° 1 et 2, de Schubert ; Introduction et Passacaille en ré mineur, de J. S. Bach ; de Reger : Sonate sur le piano n° 94 en ré mineur, de Reineke, par Louis Robillard, orgue.

22 h 30 Les soirées de France-Musique : feuilleton Ray Charles ; à 0 h, Proust ethnomusicographique : portrait présumé de Vinteuil.

Jeudi 23 mai

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 15 ANTOPIE 1.
- 11 h 45 La Une chez vous.
- 12 h Feuilletton : les Enquêteurs associés.
- 12 h 35 La bouteille à la mer.
- 13 h Journal.
- 13 h 50 A pleine vie.
- 17 h 30 La chance aux chansons.
- 18 h Le village dans les nuages.
- 18 h 20 Mini-journal pour les jeunes.
- 18 h 35 Série : Cœur de diamant.
- 19 h 10 Jeu : Anagram.
- 19 h 40 Feuilletton : Les Bargeot.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Droit de réplique.
- La discussion des partis politiques à l'intervention de M. Fabius.
- 20 h 35 Série : les Misérables.
- D'après l'œuvre de Victor Hugo. Réal. Robert Hossein, avec L. Ventura, M. Bouquet, C. Jean.
- Dernier épisode. Jovet sur les barricades est fait pri- mier par les révolutionnaires et le jeune Garroche.
- Jean Valjean traverse les égouts, réapparaît pour le mariage de Marius et de Cosette, et meurt.
- 21 h 30 Les jeudis de l'information : Intéview.
- Le sonnaire : Falachas, la tribu perdue en Israël ; rien ne se perd : le retraitement des ordures ; sur la piste des assassins du pape : Brésil : l'après Tancredo.
- 22 h 45 Journal.
- 23 h 5 Étoiles à la une.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 6 h 45 Télématin.
- 10 h 30 ANTOPIE.
- 12 h Journal : météo.
- 12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 30 Feuilletton : Bargeval et fils.
- 13 h 45 Aujourd'hui la vie.
- 14 h 50 Feuilletton : Theodor Chindler.
- L'histoire d'une famille allemande 1912-1918, d'après B. von Brentano, réal. H. W. Geissendörfer.
- La première guerre mondiale, à travers le destin per- sonnel des membres d'une famille moyenne.
- 16 h 50 Document : Des hommes, les marins-pêcheurs.
- La Gironde, ses marins et ses poissons.
- 16 h 30 Magazine : Un temps pour tout.
- 17 h 45 Récré A 2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 18 h 10 D'accord pas d'accord (INC).
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 35 Expression directe.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Spécial Loto sportif.
- 20 h 35 Cinéma : Arriva Sebasta.
- Film italien de T. de Micheli (1970), avec A. Steffen, P. Lee Lawrence, E. Fajardo, A. Mayo (rediff.).
- Des pilliers de banque ont des ennemis à cause d'une grosse somme d'argent qu'ils ont volée.
- 22 h 5 Alain Decaux, l'histoire en question.
- Le trajet politique de Georges Clemenceau : jeune parle- mentaire sous la III<sup>e</sup> République (où il siège à l'extrême gauche). Poincaré le désigne en 1917 comme président du conseil.
- 23 h 20 Histoires courtes.
- L'universaire de Georges, de P. Traou.
- 23 h 40 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 14 h 25 Questions au gouvernement au Sénat.
- 17 h Télévision régionale.
- 19 h 55 Dessin animé : il était une fois l'homme.
- 20 h 5 Les Jeux.
- 20 h 35 Cinéma sans visa.
- Emission de J.-C. Guillebaud et J. Lacouture.

20 h 40 Film polonais : la Perle de la couronne.

Film de K. Kutz (1971), avec O. Lukaszewicz, L. Kowalik, F. Piszczka, J. Engler, M. Opnias, J. Coots (v.o. sous-titrée).

Vers 1930, dans un village de Haute-Silésie, le proprié- taire allemand d'une mine qui ne rapporte pas assez, décide de l'inonder et de licencier le personnel. Les mineurs tentent une grève dure. Par un cinéaste qui fut assistant de Wojda et Kawalerowicz, une fresque sociale à la gloire du prolétariat polonais, et de ses luttes pour l'identité nationale.

22 h 35 Témoignages.

Avec Guy Hennebelle, de la revue Cinéma/Actua, Alexandre Smolart, représentant Solidarté, Claude Leleuch, journaliste, et Jean-Loup Pascale.

23 h 10 Journal.

23 h 35 Prélude à la nuit.

## CANAL PLUS

7 h, 7/9 ; 9 h, Les Mots pour le dire, film de J. Pinciro ; 10 h 30, J'ai le droit de vivre, film de F. Lang ; 12 h, Les enfants d'Hollywood ; 13 h 5, Rue Carnot (et à 17 h 25) ; 13 h 30, L'hôtel en folie ; 14 h, T'es folle ou quoi ? film de M. Gérard ; 15 h 30, La Femme publique, film de A. Zulawski ; 18 h, Jeu : 4 C ; 18 h 40, Jeu : Les affaires sont les affaires ; 19 h 10, Zénou ; 19 h 45, Tour d'horizon ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 35, Erendira, film de R. Guerra ; 22 h 20, Scum, film d'A. Clarke ; 0 h 20, Appelez-moi Bruce, film de E. Hong ; à 1 h 20, Le défi de Betty Quinn.

## FRANCE-CULTURE

12 h, Panorama ; 13 h 40, Peintres et ateliers : l'atelier d'art Brenner ; 14 h, Un livre, des voix : « Robinson », d'Alain Herve ; 14 h 30, Hollywood revisité, de Radio-Canada ; 15 h, La cérémonie des mots : portraits cinématographiques ; 15 h 30, Les après-midi de France-Musique : Essai sur une forme : l'oratorio, derniers avatars : œuvres d'Honegger, Stravinsky, Schoenberg ; 17 h, l'art du piano de Jorge Bolet ; 18 h 2, Côté jardin, magazine de l'opéra ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : le bloc-notes ; 19 h 15, Resonance : magazine de la guitare ; 20 h 4, Sonnets de Scuratelli, par Scott Ross ; 20 h 15, Avant-concert.

20 h 30 Concert (en direct du Grand Auditorium) : Sym- phonie n° 83 en sol mineur « La Poute », Symphonie concertante pour violon, violoncelle, hautbois, basson et orchestre en si bémol majeur, de Haydn ; le Bourgeois gentilhomme, de R. Strauss, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Janowski, sol. R. Daugarell, violon, M. Strauss, violoncelle, J.-L. Capezzali, hautbois, C. Carry-Colas, basson.

23 h Les secrets de France-Musique : Back to Bach ; à 0 h, Proust ethnomusicographique : Vers l'essence.

## FRANCE-MUSIQUE

12 h 30, Les Provinciales : Radio Côte-d'Azur présente un concert : œuvres de Mozart, Schubert, Haendel, Moniuszko, Rachmaninov, Verdi, Rossini, Borodine, par J. Monarcha, basse et M. Dedieu-Vidal, piano ; 14 h 2, Répères contempo- rains ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : Essai sur une forme : l'oratorio, derniers avatars : œuvres d'Honegger, Stravinsky, Schoenberg ; 17 h, l'art du piano de Jorge Bolet ; 18 h 2, Côté jardin, magazine de l'opéra ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : le bloc-notes ; 19 h 15, Resonance : magazine de la guitare ; 20 h 4, Sonnets de Scuratelli, par Scott Ross ; 20 h 15, Avant-concert.

20 h 30 Concert (en direct du Grand Auditorium) : Sym- phonie n° 83 en sol mineur « La Poute », Symphonie concertante pour violon, violoncelle, hautbois, basson et orchestre en si bémol majeur, de Haydn ; le Bourgeois gentilhomme, de R. Strauss, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Janowski, sol. R. Daugarell, violon, M. Strauss, violoncelle, J.-L. Capezzali, hautbois, C. Carry-Colas, basson.

23 h Les secrets de France-Musique : Back to Bach ; à 0 h, Proust ethnomusicographique : Vers l'essence.

## TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 23 MAI

— M. Michel Poniatowski, ancien ministre, membre du conseil national de l'UDF, est l'invité de l'émission « Cinq minutes, 5 questions », sur Canal Plus, à 8 h 5.



## SCIENTES

OUVERTURE, MODERNISATION, EQUIPEMENT

## Le ministère de la recherche veut développer les sciences humaines et sociales

M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, devait présenter, mercredi 22 mai, au conseil des ministres, une série de mesures destinées à assurer le développement des sciences de l'homme et de la société. Le ministre part de la constatation que ces disciplines souffrent d'un excès d'isolement, du trop grand éloignement entre les disciplines et d'un isolement par rapport au reste de la société et à la réalité internationale. Si certaines d'entre elles — comme l'histoire, la géographie, l'économie mathématique, l'anthropologie ou la linguistique — ont connu un développement important, beaucoup souffrent encore d'un manque de moyens et de cohésion. Le ministre estime que ce n'est pas à son administration de déterminer les axes à donner à la recherche, mais qu'il lui appartient d'assurer aux chercheurs et aux grands organismes qui les emploient (CNRS, universités, organismes spécialisés comme l'INSERM pour la médecine, l'INRA pour l'agriculture...), les moyens de mener une politique dynamique (1). C'est pourquoi les mesures préconisées répondent à un souci d'ouverture, de modernisation et d'équipement.

## Aide à la recherche

La recherche à l'intérieur des entreprises — on dans des opérations associant ces dernières, les organismes de recherche et l'administration — sera encouragée. Un effort sera fait pour que les entreprises soient mieux informées des travaux existants et susceptibles de les aider dans leur propre stratégie, en particulier pour une meilleure connaissance des pays étrangers.

La formation linguistique des jeunes chercheurs devra être améliorée.

L'ouverture se fera en direction des sciences exactes, des milieux socio-professionnels et de l'étranger. Des chercheurs en sciences de l'homme seront associés aux grands programmes technologiques (notamment sur l'électronique, les biotechnologies, les moyens de transports, l'énergie) qui peuvent intéresser des juristes, des économistes, des sociologues ou des spécialistes de la gestion... Ces disciplines seront aussi plus directement associées aux programmes touchant aux conséquences sociales et économiques des mutations technologiques, à la vie de l'entreprise, aux problèmes d'emploi.

ré et un plus grand nombre d'entre eux devront aller perfectionner leur formation dans des laboratoires étrangers. 2 % seulement des étudiants de ce secteur (parmi lesquels beaucoup de linguistes) sont inscrits dans des universités étrangères, ce qui est très inférieur à la situation des Allemands ou des Britanniques. Les aides du ministère seront réservées en priorité aux centres de recherche qui feront un effort particulier pour mieux coordonner leurs efforts et pour assurer l'intégration des jeunes chercheurs dans une équipe.

Soucieux d'atténuer le déséquilibre Paris-province (70 % — et, dans certaines disciplines, 90 % — des activités de recherche sont concentrées dans la capitale), les pouvoirs publics encourageront la constitution de pôles de recherche suffisamment structurés dans les grandes villes universitaires de province, comme cela a commencé à se faire avec la Maison de la géographie à Montpellier, la Maison des sciences de l'homme à Lyon, les centres de recherche sur les pays arabes et musulmans à Aix ou sur les pays ibériques à Bordeaux, l'Institut de recherche et de création artistique à Marseille. De même, l'initiative de la région Languedoc-Roussillon de créer un observatoire régional du changement économique est considérée comme un exemple à suivre.

Enfin, un effort particulier sera fait pour améliorer les conditions d'hébergement et d'équipement, en particulier dans le domaine des bibliothèques et des divers moyens d'accès à l'information (revues, archives, cartes, résultats d'enquêtes...). Les sciences humaines auront une place importante dans la grande bibliothèque scientifique de prêt qui sera installée à Nancy. Un catalogue collectif des ouvrages sera élaboré, en commençant par ceux de géographie, d'histoire, d'économie et de sociologie. Une vingtaine de postes d'ingénieurs et de techniciens seront créés pour accélérer l'informatisation de la documentation et la constitution de banques de données.

F. G.

(1) La recherche en sciences de l'homme et de la société regroupe plus de 200 000 personnes, dont 3 500 au CNRS, 13 000 enseignants-chercheurs dans les universités et plus de 3 000 personnes à temps plein dans les divers établissements publics (INRA, INSEE, INED, INRP...).

## ESPACE

## Les Etats-Unis envisagent la fabrication de navettes plus petites et moins chères

Washington. — Le Pentagone et la NASA envisagent de réaliser une navette spatiale de seconde génération, plus petite et plus légère que l'actuelle, a déclaré, mardi 21 mai, l'administrateur de l'agence spatiale américaine, M. James Beggs.

Columbia, Challenger, Discovery, et bientôt Atlantis : les navettes américaines lancées depuis 1981 sont, de l'avis de tous, une réussite, mais elles ont aussi fait l'objet de critiques aux Etats-Unis. Notamment de la part du Pentagone, qui a souligné à plusieurs reprises que la navette « reste un système très complexe », mal adapté à ses besoins. Le département de la défense, estimant qu'il lui fallait un « lanceur plus souple, plus disponible et plus flexible que ne peut l'être la navette », demandait que soient construites des fusées lourdes.

Il semble que ses arguments aient été entendus puisque M. Beggs a annoncé, d'une part, l'étude d'un nouveau véhicule spatial « plus sou-

ple d'emploi et moins cher » que les « subtils » existants, et, d'autre part, la réalisation d'une fusée de forte puissance, « avec des possibilités similaires à celles des Saturn-5 » employées pour la conquête de la Lune.

Cette fusée pourrait être utilisée pour lancer des éléments de grandes structures qui seraient assemblés en orbite et contribueraient à la construction de la station orbitale que les Américains envisagent de réaliser d'ici à 1995. Pour assister cette future station, la NASA compte aussi développer des OMV (orbital maneuvering vehicle), véritable « taxis de l'espace » destinés à cueillir les satellites proches de la station pour assurer leur entretien ou leur ravitaillement en carburant. En outre, des OTV (orbital transfer vehicle) seront utilisés pour transporter du matériel et, éventuellement, des équipages, de la station spatiale vers l'orbite géostationnaire. — (AFP.)

## ÉDUCATION

Une commission de terminologie créée au ministère de l'éducation nationale. — Une commission de terminologie de l'éducation vient d'être créée au ministère de l'éducation nationale, afin d'établir l'inventaire des lacunes de la langue française dans le domaine des nouvelles disciplines comme la technologie ou l'informatique. Elle doit aussi recueillir, réviser et fixer les termes nécessaires pour désigner des réalités nouvelles et favoriser leur diffusion auprès des utilisateurs. Dans cette nouvelle instance siègent notamment des responsables du ministère, le commissaire de la langue française et un représentant du conseil international de la langue française.

## ÉCHECS

## Le championnat du monde sera limité à vingt-quatre parties

Le championnat du monde d'échecs qui opposera une seconde fois le tenant du titre, le Soviétique Anatoly Karpov à son compatriote Garry Kasparov, commencera le 2 septembre. Il sera limité à vingt-quatre parties, les nulles étant prises en compte. Le vainqueur sera désigné soit immédiatement après six victoires, soit d'après le plus haut score obtenu à l'issue des vingt-quatre parties.

En cas de match nul (12 à 12), le champion du monde gardera son

titre et, s'il perd, il aura droit à un match revanche dans les trois mois suivant sa défaite. Telles sont les décisions — copie conforme des propositions de Karpov (le Monde daté 18 mai) — qu'a annoncées à Tunis M. Campomanes, président de la Fédération internationale des échecs, à l'issue de la réunion du comité exécutif de la FIDE.

Reste le lieu de la rencontre. On sait que Marseille, Londres et Moscou sont candidates. Le comité exécutif a recommandé Marseille en priorité, mais il semblerait que le problème de la salle où pourrait se dérouler le match ne soit pas résolu, ce qui compromettrait gravement les chances de cette ville, d'autant que Karpov et Kasparov souhaitent tous les deux jouer à Moscou. Il n'y aurait donc pas de grande surprise si M. Campomanes annonçait dans une quinzaine de jours que la capitale soviétique accueillera à nouveau le championnat du monde.

Le tournoi interzonal de Tunis. — Le grand maître soviétique Arthur Youssoupov (vingt-cinq ans) a remporté le tournoi interzonal de Tunis, avec 11,5 sur 16. Youssoupov, son compatriote Alexandre Belavsky et le Hongrois Lajos Portisch sont désormais qualifiés pour le tournoi des prétendants au championnat du monde de 1986, qui aura lieu à Montpellier (France) du 12 octobre au 3 novembre prochain. Un match en six parties sera disputé en URSS, entre les deux Soviétiques Alexandre Tchernin et Victor Gavrilov, pour désigner le quatrième prétendant pour Montpellier. Les deux derniers tournois interzonaux se dérouleront en juin au Mexique et en juillet en Suisse.

## RELIGION

LA FIN DU VOYAGE DE JEAN-PAUL II AU BENELUX

## L'amorce d'un dialogue

Louvain-la-Neuve. — Le voyage de Jean-Paul II au Benelux s'est terminé, mardi 21 mai, comme il avait commencé : sous le signe de la contestation. Aux Pays-Bas, des jeunes avaient manifesté bruyamment dans la rue leur désaccord avec certaines prises de position de l'Eglise catholique, dans le domaine éthique ou politique. En Belgique, les deux derniers jours furent marqués par les interventions critiques des étudiants de l'université catholique de Louvain, aussi bien la section flamande que wallonne.

A Louvain, lundi, dans l'ancienne université flamande, M<sup>re</sup> Els Gryson, étudiante en théologie, a expliqué au pape comment elle rêvait d'une « Eglise prophétique », en citant comme modèle le théologien de la libération Jon Sobrino, auquel l'université a récemment décerné un doctorat honoris causa. Demandant que les jeunes puissent « assumer leurs responsabilités » en tant que laïcs, M<sup>re</sup> Gryson a ajouté qu'ils sont « à la recherche d'une morale libératrice » qui remplacerait « commandements et interdits ». « Oui, conclut-elle, il arrive que l'Eglise soit un obstacle supplémentaire à leur foi ».

## Contestation féminine

Le lendemain, à Louvain-la-Neuve, université francophone qui s'est séparée de Louvain il y a quinze ans, M<sup>re</sup> Véronique Orban, présidente de l'assemblée générale des étudiants, est allée encore plus loin que sa sœur flamande, puisqu'elle a remplacé le discours aux autorités par un nouveau texte, beaucoup plus dur. « Certaines de vos prises de position à l'égard des peuples d'Amérique latine et de la théologie de la libération nous surprennent », a-t-elle dit. En effet, nous arrivons que le Nicaragua comme la Pologne, le Salvador comme le Chili, sont des pays où les gens se battent pour traduire les principes auxquels l'Eglise est fondamentalement attachée, principes de justice et de liberté, de démocratie et du respect des droits de l'homme. (...) Nous voudrions que l'Eglise universelle s'engage plus radicalement à

## De notre envoyé spécial

leurs côtés en reconnaissant, sans réserve, la théologie de la libération comme témoignage de l'Evangile ».

Ses paroles furent applaudies par une partie des étudiants et huées par un petit groupe de membres de l'Opus Dei qui se sont déchaînés lorsque M<sup>re</sup> Orban a déclaré : « Nous sommes inquiets de savoir que l'utilisation de moyens contraceptifs peut mettre des couples en marge de l'Eglise ». M<sup>re</sup> Musty, évêque auxiliaire de Namur, nous a dit par la suite que « des commandements de l'Opus Dei, venus de l'étranger, ont suivi le pape tout au long du voyage ». « Il se comporte de façon parfaitement incorrecte, ajouta-t-il, et cela me rappelle d'autres régimes de sinistre mémoire ».

Quant à Jean-Paul II, il a suivi ce discours attentivement, en souriant de temps à autre. Ensuite, il a

embrassé M<sup>re</sup> Orban, qui est d'origine polonaise, et l'a félicitée pour son « bon discours ». « L'espère que vous l'avez compris », lui dit-elle. « Oui, répondit le pape, encore que mon français ne soit pas parfait. Mais j'ai écouté... »

Cet échange étonnant entre le pape et M<sup>re</sup> Orban marque un changement significatif dans le style des voyages pontificaux. Lors de la plupart des vingt-cinq voyages précédents, Jean-Paul II était pratiquement le seul à parler. Quelques paroles de bienvenue, puis de longues humides dans lesquelles le pape développait sa pensée, sans réplique. A partir du voyage en Suisse (juin 1984), cependant, où les protestants surtout, puis les théologiens de l'université de Fribourg, avaient insisté pour lui exposer leur point de vue, le déroulement des voyages s'est sensiblement changé. Ce n'est pas encore le dialogue, plutôt une succession de monologues.

ALAIN WOODROW.

## LA FRANC-MAÇONNERIE ET L'ÉGLISE

## Obsèques religieuses pour un ancien Grand Maître

Richard Dupuy, ancien Grand Maître de la Grande Loge de France, a eu droit à des obsèques religieuses, mercredi 22 mai, à l'église Saint-François-de-Salut à Paris, comme il en avait exprimé le désir avant sa mort. L'archevêché de Paris a autorisé cette célébration en raison des « dispositions de foi catholique manifestées publiquement » par le franc-maçon.

Il peut paraître lointain, en effet, le temps où les loges veillaient au chevet de leurs adeptes mourants pour empêcher qu'on leur donne les derniers sacrements... Le Père Michel Riquier, jésuite, commentait mardi au micro de RMC : « Toutes les loges ne sont pas hostiles à l'Eglise, puisqu'elles n'acceptent que des

gens qui croient en Dieu et en l'immortalité de l'âme, et s'interdisent par ailleurs toute discussion politique ou théologique ». « Voilà », a-t-il ajouté, « ce que beaucoup de bons catholiques n'ont pas compris, mais que le Vatican reconnaît ».

Le Code de droit canon 1983 en vigueur en 1983 ne frappe plus d'excommunication automatique tout franc-maçon, mais l'adhésion à la franc-maçonnerie reste un « péché grave », rappelle, en novembre 1984 la Congrégation pour la doctrine de la foi. En février dernier, cependant, l'Observatoire romain avait condamné la double appartenance à l'Eglise et à une Loge, « les principes de la franc-maçonnerie étant incompatibles avec la foi catholique ».

## MÉDECINE

## Le premier vaccin contre la piroplasmose du chien va être commercialisé

Un vaccin contre la piroplasmose du chien — une maladie parasitaire transmise par les tiques — sera mis sur le marché français dans quelques mois. Mis au point par le docteur Yves Moreau (Institut Mérieux), ce vaccin, le premier de ce type existant dans le monde, protégera les trois cent mille à quatre cent mille chiens qui, chaque année, en France, souffrent de cette maladie mortelle dans un cas sur vingt. Les seules régions concernées par la piroplasmose sont l'Aquitaine, la région Rhône-Alpes, une partie de l'Est de la France et la région de Vannes (Morbihan).

Jusqu'à présent, on essayait tant bien que mal de prévenir l'infection du sang par le parasite au moyen de bains et de colliers. Lorsqu'un chien est atteint, les vétérinaires prescrivent des « piroplasmicides », médicaments très toxiques.

Ce vaccin, dont le taux de protection ne sera pas total — « il devrait en tout cas permettre d'atténuer fortement la symptomatologie » — nous a déclaré le docteur Moreau — s'appellera « Pirodog ». Commercialisé par l'Institut Mérieux, il a reçu l'agrément des ministères de la santé et de l'agriculture. Nécessitant un rappel annuel, son prix de vente sera élevé.

2<sup>e</sup> à terminale / étudiants  
Une année scolaire aux U.S.A. avec Eurolangues documentation sur demande 35, bd des Capucines 75002 Paris Téléphone (01) 261.53.35

INVEST IN YOUR HOLIDAYS  
DEVEZ PROFESSEUR ANIMATEUR CF EN GRANDE-BRETAGNE  
Vous souhaitez :  
• Vivre la langue dans le pays où elle est parlée.  
• Avoir des contacts internationaux.  
• Enseigner l'anglais et éliminer des groupes de jeunes.  
• Collaborer avec une structure sûre et expérimentée.  
• Recevoir une rémunération attractive.

CF  
ÉCOLE EUROPÉENNE DE VACANCES  
1<sup>er</sup> Organisme européen de séjours linguistiques vous offre ce que vous recherchez.  
Ecrire à : EF - 9 rue Dufour - 75001 Paris ou téléphoner au : (01) 261.50.22

## SPORTS

## M. NELSON PAULOU RÉÉLU PRÉSIDENT DU COMITÉ NATIONAL OLYMPIQUE

Président du Comité national olympique et sportif français depuis 1982, M. Nelson Paulou a été réélu pour quatre ans à ce poste par le conseil d'administration du CNOSF, renouvelé au cours de l'assemblée générale qui s'est tenue le 21 mai à Paris.

La composition du conseil a subi d'importantes modifications. Parmi les démissionnaires des fédérations olympiques, M. Philippe Faraboulet (tir) n'a pas été réélu, tandis que MM. André Corret (haltérophilie) et Georges Pfeiffer (judo) ont retrouvé le siège perdu en 1982. Sur les vingt élus de ce collège, onze le sont pour la première fois en raison des changements à la tête des fédérations. Il s'agit de MM. Pierre Abrie (escrime), René David (basket-ball), Mielbe Bernard (athlétisme), Jean Fournet-Fayard (football), Germain Simon (cyclisme), André Leclercq (volley-ball), Philippe Lecot (canoë-kayak), Robert Tellez (aviron), Roger Felzines (gymnastique), Jean-Louis Monneron (voile) et Jean-François Chary (équitation). Dans le collège des fédérations non olympiques, M. Jean-Marie Ballestre (sports automobiles) n'a pas été réélu. Une seule femme siège parmi les trente-trois administrateurs du CNOSF : M<sup>me</sup> Catherine Basile (gymnastique volontaire).

FOOTBALL. Coupe de France. — La Lille OSC disputera les demi-finales de la Coupe de France avec Monaco, Toulouse et le Paris SG, les 1<sup>er</sup> et 4 juin. Le 21 mai en quarts de finale retour, les nordistes ont éliminé l'AS St-Etienne et marquant deux buts dans les six dernières minutes de la rencontre. La saison des « Verts », qui ont été battus par Rennes pour l'accession en première division, se termine ainsi sur une fausse note car sur leur terrain ils avaient pris l'avantage sur les Lillois (1-0).

CYCLISME. Tour d'Italie. — Au terme de la cinquième étape du Giro (Val Gardena-Vittorio Veneto), conclue le 21 mai par un sprint tumultueux, l'Italien Roberto Visentini a gardé le maillot rose de leader conquis la veille dans la première étape de montagne. Le Français Bernard Hinault, vainqueur en 1980 et 1982, était deuxième au classement général.

Le Monde  
dossiers et documentsL'INSÉCURITÉ  
L'EUROPE A DOUZEDOSSIERS ET DOCUMENTS :  
LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

MAI 1985 - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 5,90 F



PARIS EN VISITE

VENUS DE LA MAI

1000 places à 500 F

1000 places à 750 F

1000 places à 1000 F

1000 places à 1250 F

1000 places à 1500 F

1000 places à 1750 F

1000 places à 2000 F

1000 places à 2250 F

1000 places à 2500 F

1000 places à 2750 F

1000 places à 3000 F

1000 places à 3250 F

1000 places à 3500 F

1000 places à 3750 F

1000 places à 4000 F

1000 places à 4250 F

1000 places à 4500 F

1000 places à 4750 F

1000 places à 5000 F

1000 places à 5250 F

1000 places à 5500 F

1000 places à 5750 F

1000 places à 6000 F

1000 places à 6250 F

1000 places à 6500 F

1000 places à 6750 F

1000 places à 7000 F

1000 places à 7250 F

1000 places à 7500 F

1000 places à 7750 F

1000 places à 8000 F

1000 places à 8250 F

1000 places à 8500 F

1000 places à 8750 F

1000 places à 9000 F

1000 places à 9250 F

1000 places à 9500 F

1000 places à 9750 F

1000 places à 10000 F

POUR PENTECOTE, SI VOUS QUATRE JOURS EN VOUS POURRÉZ avec TOUS

TROIS JOURS : T

501 F

725 F

1075 F

TROIS JOURS : VOYA

3475 F

5075 F

6675 F

8275 F

9875 F

11475 F

13075 F

14675 F

16275 F

17875 F

19475 F

21075 F

22675 F

24275 F

25875 F

27475 F

29075 F

30675 F

32275 F

33875 F

35475 F

37075 F

38675 F

40275 F

41875 F

43475 F

45075 F

46675 F

48275 F

49875 F

51475 F

53075 F

54675 F

56275 F

57875 F

59475 F

61075 F

62675 F

64275 F

65875 F

67475 F

69075 F

70675 F

72275 F

73875 F

75475 F

77075 F

78675 F

80275 F

81875 F

83475 F

85075 F

86675 F

88275 F

89875 F

91475 F

93075 F

94675 F

96275 F

97875 F

99475 F

101075 F

102675 F

104275 F

105875 F

107475 F

109075 F

110675 F

112275 F

113875 F

115475 F

117075 F

118675 F

120275 F

121875 F

123475 F

125075 F

126675 F

128275 F

129875 F

131475 F

133075 F

134675 F

136275 F

137875 F

139475 F

141075 F

142675 F

144275 F

145875 F

147475 F

149075 F

150675 F

152275 F

153875 F

155475 F

157075 F

158675 F

160275 F

161875 F

163475 F

165075 F

166675 F

168275 F

169875 F

171475 F

173075 F

174675 F

176275 F

177875 F

179475 F

181075 F

182675 F

184275 F

185875 F

187475 F

189075 F

190675 F

192275 F

193875 F

195475 F

197075 F

198675 F

200275 F

201875 F

203475 F

205075 F

206675 F

208275 F

209875 F

211475 F

213075 F

214675 F

216275 F

217875 F

219475 F

221075 F

222675 F

224275 F

225875 F

227475 F

229075 F

230675 F

232275 F

233875 F

235475 F

237075 F

238675 F

240275 F

241875 F

243475 F

245075 F

246675 F

248275 F

249875 F

251475 F

253075 F

254675 F

256275 F

257875 F

259475 F

261075 F

262675 F

264275 F

265875 F

267475 F

269075 F

270675 F

272275 F

273875 F

275475 F

277075 F

278675 F

280275 F

281875 F

283475 F

285075 F

286675 F

288275 F

289875 F

291475 F

293075 F

294675 F

296275 F

297875 F

299475 F

301075 F

302675 F

304275 F

305875 F

307475 F

309075 F

310675 F

312275 F

313875 F

315475 F

317075 F

318675 F

320275 F

321875 F

323475 F

325075 F

326675 F

328275 F

329875 F

331475 F

333075 F

334675 F

336275 F

337875 F

339475 F

341075 F

342675 F

344275 F

345875 F

347475 F

349075 F

350675 F

352275 F

353875 F

355475 F

357075 F

358675 F

360275 F

361875 F

363475 F

365075 F

366675 F

368275 F

369875 F

371475 F

373075 F

374675 F

376275 F

377875 F

379475 F

381075 F

382675 F

384275 F

385875 F

387475 F

389075 F

390675 F

392275 F

393875 F

395475 F

397075 F

398675 F

400275 F

401875 F

403475 F

405075 F

406675 F

408275 F

409875 F

411475 F

413075 F

414675 F

416275 F

417875 F

419475 F

421075 F

422675 F

424275 F

425875 F

427475 F

429075 F

430675 F

432275 F

433875 F

435475 F

437075 F

438675 F

440275 F

441875 F

443475 F

445075 F

446675 F

448275 F

449875 F

451475 F

453075 F

454675 F

456275 F

457875 F

459475 F

461075 F

462675 F

464275 F

465875 F

467475 F

469075 F

470675 F

472275 F

473875 F

475475 F

477075 F

478675 F

480275 F

481875 F

483475 F

485075 F

486675 F

488275 F

489875 F

491475 F

493075 F

494675 F

496275 F

497875 F

499475 F

501075 F

502675 F

504275 F

505875 F

507475 F

509075 F

510675 F

512275 F

513875 F

515475 F

517075 F

518675 F

520275 F

521875 F

523475 F

525075 F

526675 F

528275 F

529875 F

531475 F

533075 F

534675 F

536275 F

537875 F

539475 F

541075 F

542675 F

544275 F

545875 F

547475 F

549075 F

550675 F

552275 F

553875 F

5

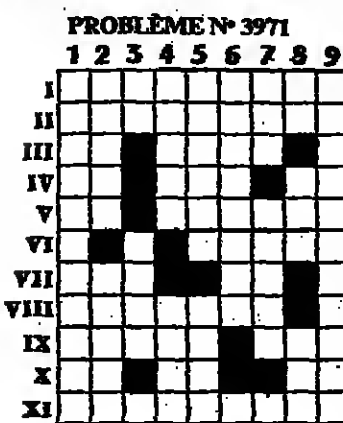


# INFORMATIONS « SERVICES »

# CARNET DU Monde

## Fun dialogue

### MOTS CROISÉS



#### PROBLÈME N° 3971

**HORIZONTALEMENT**  
 I. Commande une division dans une unité de terre. II. N'est donc pas éprouvée mais a certainement beaucoup de « poids ». III. Bureau du chef. Lèche donc en faisant le beau. IV. Dans Toulon comme dans Toulouse. Un nom sur lequel on peut mettre un « blanc ». V. Symbole chimique. VI. Partie de l'Asie. Traduit donc par signes. VII. Notabilité birmane. VIII. Nom suédois de « Turku ». Prend la main sur la figure. IX. Genre de plateau où règne une chaude atmosphère. X. Territoire des Papous. Est toujours à la

site. — X. Fluide glacial. Pour les amateurs de culture à l'ancienne. On y roule en toute sécurité. — XI. Pour qui être grosse n'a jamais été un problème.

#### VERTICALEMENT

I. C'est un mal pour un bien. — 2. Pousse aux extrémités. Peut être sûr que le favori arrivera en tête. — 3. Personnel. Chef de bande italienne. — 4. Spécialiste de la prise de sang. Premier roi des Israélites. — 5. C'est la lutte finale. — 6. Signes de deuil. — 7. Titre féodal. — 8. Tranche de vie. On y trouve la nappes et le couvert. — 9. Note. Abréviation chronométrique. Ancien foudre de guerre. — 10. Faisait des plats avec des reliefs.

#### Solution du problème n° 3970

**Horizontalement**  
 I. Figaro. Ri. — II. Opération. — III. Oslo. Ess. — IV. Te. Ma. Os. — V. Sigame. EE. — VI. A. tions. — VII. Léger. Abd. — VIII. Asti. Ou. — IX. Et. Iva. — X. Emérite. — XI. Ross. Eres.

**Verticalement**  
 1. Footballer. — 2. Ipséité. — 3. Gel. Gage. Es. — 4. Aromates. Me. — 5. R. A. Amortie. — 6. Ote. En. Iva. — 7. Iso. Sa. Air. — 8. Rose. Bonté. — 9. Inténu. Es.

GUY BROUTY.

### PARIS EN VISITES

#### VENDREDI 24 MAI

« Sept des plus vieilles maisons de Paris ». 15 heures, 2, rue des Archives (Paris intra-muros).  
 « Exposition James Tissot au Petit Palais ». 16 heures, hall d'entrée.  
 « Le quartier de Montreuil, sa paroi de XVIII<sup>e</sup> à Versailles, l'urbanisme de M<sup>me</sup> Elisabeth, la maison des Italiens ». 14 h 30, devant la paroisse Saint-Symphorien, rue de Montreuil (par Saint-Lazare).  
 « Le village de Charonne ». 15 heures, devant Saint-Germain-des-Charonnes, place Saint-Blas.  
 « Exposition Archéologie et projet urbain ». 15 heures, dans les thermes du musée de Cluny, 15 heures, cour du musée.  
 « La Conciergerie ». 15 heures, 1, quai de l'Horloge.  
 « La cathédrale russe Saint-Alexandre-Neviski ». 13 h 30, 12, rue Daria.  
 « La cristallerie de Baccarat ». 15 heures, devant l'entrée, 30 bis, rue de Paradis (Marion Raguenet).  
 « L'acquisition, origine, histoire ». 15 heures, rue du Bac (carte d'identité) (C.A. Messier).  
 « Le Marais, les hôtels de Sens et d'Amboise, de Beauvais et d'Angoulême ». 15 heures, rue Saint-Paul (Isabelle Haullier).  
 « Le Marais, quartier Saint-Antoine, les hôtels de Soubise et Solby ». 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville (sortie rue Lobau) (G. Bouteau).  
 « Hôtels de l'île Saint-Louis ». 14 h 30, métro Pont-Marie.  
 « Le Marais, hôtels et jardins, place des Vogues ». 14 h 30, métro Saint-Paul (Régaurchon du passé).  
 Cours et jardins de Saint-Germain-des-Prés. 14 h 30, métro

Saint-Germain-des-Prés (Paris pittoresque et insolite).  
 « Le village de Saint-Germain-des-Prés ». 15 heures, portail église Saint-Germain-des-Prés (Paris et son histoire).  
 « Les maquettes de nos places fortes, chefs-d'œuvre de Vanbass, qu'on ne voit pas ». 15 heures, devant les Invalides (côté Place Vauban).  
 « Les salons de l'Hôtel de Ville ». 14 h 30, devant la façade à gauche (Mathilde Hager).

### CONFÉRENCES

#### VENDREDI 24 MAI

1, rue V.-Cousin (Bachelard), 19 h 30 « La recherche de l'éveil spirituel » (Hélène Figlio).  
 11 bis, rue Keppler, 20 h 15, « La réincarnation et l'homme total ».

### JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du mercredi 22 mai :

#### DES ARRÊTÉS

« Fixent l'organisation des études conduisant au diplôme universitaire de technologie Génie électrique et informatique industrielle. »  
 « Fixent l'organisation des études conduisant au diplôme universitaire de technologie Hygiène et sécurité. »  
 « Modifiant l'annexe II du décret du 12 novembre 1984 relatif aux instituts universitaires de technologie. »

(Publicité)

**POUR PENTECOTE, SI VOUS DISPOSEZ DE SEPT JOURS QUATRE JOURS OU MÊME TROIS JOURS VOUS POURREZ VOUS ÉVADER avec TOURISME S.N.C.F.**

#### TROIS JOURS : TRAIN + HOTEL

Bruzelles	803 F	Amsterdam	825 F
Lausanne/Montreux	725 F	Madrid	1 014 F
Londres	1 078 F		

#### TROIS JOURS : VOYAGES ET VACANCES

Londres par Orient-Express	3 470 F	Copenhague	1 150 F
Genève par TGV	1 100 F	La Provence par TGV	1 600 F
La Cerdagne par TGV	1 690 F	Soleil en Roussillon	2 090 F
Gorges de Tarn	1 750 F	Genève-Chamonix-Abise	1 700 F
Annecy - Genève - Aix-les-Bains	1 790 F	Genève - Grande Chartreuse	1 690 F
Tourisme et gastronomie en Autriche	1 300 F	Bruzelles-Bruges - Anvers	1 480 F
La Hollande typique	2 610 F	Véronne et Venise	2 900 F

#### QUATRE JOURS

Les châteaux cathares	2 390 F	Alsace et Rhin romantique	2 120 F
-----------------------	---------	---------------------------	---------

#### SEPT JOURS

Naples en Rouergue	1 427 F	Saint-Aygulf (Côte d'Azur)	1 328 F
Moscou 2000 (Côte d'Azur)	2 084 F	Boulogne (Côte d'Azur)	1 688 F

Marine Vive (En Corse) par TGV + bateau ..... 2 128 F

Ces prix sont par personne au départ de PARIS. Conditions tarifaires pour rejoindre Paris ou la ville de départ de l'excursion ou du séjour au départ de toutes les gares S.N.C.F. de FRANCE.

#### RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS

- Dans les agences de Tourisme S.N.C.F.
- dans les gares du R.E.R.
- dans les gares S.N.C.F. de Paris (pour les trains + hôtel, dans toutes les gares S.N.C.F. de France).
- par correspondance : B.P. 62-08 - 75362 Paris Cedex 08.
- par téléphone : (1) 321-49-44.

### MODE

## Jean-Charles de Castelbajac à Troyes

L'exposition « Jean-Charles de Castelbajac pour Troyes », qui se tient jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet au Musée d'art moderne de la ville, est une première française dans sa conception et sa réalisation. L'ancien archéologue qui, depuis deux ans, s'est consacré à la très riche collection de peinture et de sculpture de l'industriel Pierre Levy, consacre au créateur des séries d'apparat.

Yves Taralon, décorateur du comité Colbert, a choisi l'ambiance d'un atelier d'artiste « chaude et intimiste » pour mettre en valeur les vêtements, simplement couchés et fixés à plat par de grosses punaises, sur des panneaux d'aggloméré blanc inclinés faisant face au transept de la cathédrale. Chacun des douze thèmes est illustré par un mannequin-sculpture habillé de pied en cap, dominant la scène du haut de son socle.

Dans l'entrée, dix variantes du thème « couvertures » : elles ont joué un rôle important dans l'histoire de Castelbajac, quand, pensionnaire, transi de froid, il s'en faisait un nid. Elles servent de fil conducteur, façon Charlie Brown, à la manifestation, à partir de l'invitation : un agrandissement en couleurs de son blouson favori. Joignent ensuite son répertoire : la couleur, le sport, les matières naturelles, les tissus à la main, les matériaux hétéroclites, le bestiaire, les finis, les peintures et les dessins de l'artiste, enfin ses créations pour le maison, autant de facettes d'un talent au bouillonnement contrôlé.

A trente-cinq ans, Jean-Charles de Castelbajac peut être considéré comme une réponse de la créativité française aux jeans. Sa famille possède ce merveilleux outil de production qu'est une usine de vêtements de travail, à Limoges, société présidée par sa mère, Jeanna de Castelbajac, qui coupe et taille aussi les modèles de son fils. Ici, ni triche ni abrutissement. Les clients, ruraux, industriels ou ouvriers, exigent le confort des matières, « les seules qui durent », en coupes sobres et confortables, à l'égérie naturelle. Grâce à l'entreprise limousine, Jean-Charles a pu constituer les archives de quinze ans de travail, quelque trois mille à quatre mille vêtements, à partir des dessins, car il vit volontiers un crayon à la main.

Marié à Catherine Chambers, ancien mannequin californien, père de deux garçons, il se dépense sans se prendre au sérieux, tandis qu'elle collectionne... ses modèles. Les croquis lui servent de brouillons, à reprendre en vrai, en contact des matières, tissus et éprouvés. Le tissu joue pour lui un rôle considérable. « C'est l'âme du vêtement », dont il recherche toujours l'authenticité. Cette exposition lui donne l'occasion de faire le point et constitue une mine d'or pour tous ceux, amateurs ou professionnels, qui s'intéressent à la mode et aux modes de vie.

Depuis ses débuts, Jean-Charles a confié le dessin de ses finis à ses amis peintres. Ainsi l'art porté trouve-t-il son expression dans des vêtements avec l'histoire ou le thème : Lascoux, Bayeux ou la Belle au bois dormant voisinant avec Berdort, James Bond, Babar et Mursupiani, Tomate Soup ou Coca-Cola.

NATHALIE MONT-SERVAN.

### EN BREF

#### AUDITIONS

**BIP-BIP.** — L'Ecole internationale de mimodrame de Paris Marcel Marceau organise des auditions en juin et septembre. Les candidats devront être âgés de dix-huit à vingt-cinq ans. Les finales, trois à quatre mille vêtements, à partir des dessins, car il vit volontiers un crayon à la main.

**★ Ecole internationale de mimodrame de Paris Marcel Marceau.** 17, rue Rauf-Boullanger, 75018 Paris. Tél. : (1) 299-65-64.

#### EXPOSITION

**MIGNONNE, ALLONS VOIR RONSARD.** — Du 12 juin au 8 septembre, aux Sarras d'Auteuil (pavillon des Kermises), une exposition fera revivre Ronsard. Dans un décor végétal, recréé autour d'un jardin Renaissance, orné de roses mais aussi de simples et d'autres plantes chantées par le poète, des panneaux retracent sa biographie, son enfance, ses études, ses voyages, et son amour de la nature qui apparaît dans toutes ses œuvres.

#### LOISIRS

**VIVEMENT DIMANCHE !** — La dimanche 2 juin, même — surtout — s'il fait beau, il vaudra mieux rester en Ile-de-France. Le conseil régional d'Ile-de-France organise ce jour-là une Journée tonique. Toutes les bases de loisirs seront ouvertes, les démonstrations,

jeux, rencontres sportives, se succéderont. On pourra s'initier au tennis, au trampolin, au football américain, au tir à l'arc, à la vauvape, à moins que l'on ne préfère un baptême de l'air en montgolfière, une promenade dans les jardins, la découverte de cent cinquante-cinq monuments illustrés ou de la station de production d'eau d'Orly, la visite d'une serre d'orchidées à Boisv-Saint-Léger, d'une roseraie à L'Hay-les-Roses, d'un site archéologique à Saint-Meur ou des randonnées en forêt. Pour tous renseignements complémentaires, on peut appeler, à partir du 27 mai, le (1) 828-40-50 ou composer sur Minitel le 615-91-77 à partir du 26 mai.

#### TRANSPORTS

**MISE EN VENTE D'UN TITRE DE TRANSPORTS JOURNALIER A PARIS.** — La SNCF et le RATP vendent, depuis le 15 mai, en région parisienne, un nouveau titre de transports, « formule 1 ». Il s'agit d'un forfait valable un seul jour permettant un nombre illimité de voyages sur tous les modes de transports collectifs (métro, autobus, trains de banlieue, RER), à l'exclusion des cars APTR. « Formule 1 » est seulement valable dans les trois premières zones tarifaires. En vente aux guichets SNCF et RATP, ce forfait coûte 18 F (zones 1 et 2), 17 F (zones 2 et 3) ou 23 F (zones 1, 2 et 3) ; et en première classe 27 F (zones 1 et 2), 26 F (zones 2 et 3) ou 34 F (zones 1, 2 et 3).

### Naissances

— Marie, Hubert et Catherine GIRAUD ont la joie de faire part de la naissance de

Camille, Marie, Anne,

le 18 mai 1985.

— M. Jean-Benoît HENRIET et M<sup>me</sup> Odette DELESTRE laissent à Claire la joie d'annoncer la naissance de

Camille,

le 15 mai 1985.

38, avenue Hoche, 75008 Paris.

### Décès

— Le général Pierre-Louis Cassou, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Daniel Roumanoff et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Stewart Cudley, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Cassou et leur fils, M. et M<sup>me</sup> Georges Cassou, et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de

Gracia CASSOU,

survenue à Eilat (Israël), le 15 mai, dans sa soixante-dixième année. L'inhumation a eu lieu au Mont-des-Oliviers à Jérusalem, le vendredi 17 mai.

Pierre-Louis Cassou, 44, rue de la Faisanderie, 75016 Paris.

— M<sup>me</sup> Robert Dehennne, M<sup>me</sup> Roland Petit, M<sup>me</sup> Jacques Carlet, Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Docteur Robert DELUZENNE, dermatologue, ancien chef de laboratoire de l'hôpital Saint-Louis,

survenue le 20 mai 1985. La cérémonie religieuse sera célébrée par l'abbé Berthe, le vendredi 24 mai, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption à Paris-16<sup>e</sup>. Ni fleurs ni couronne. Cet avis tient lieu de faire-part.

31, rue Ribéra, 75016 Paris, le 23 mai, 6, rue de la Source, 75016 Paris.

— Mgr Favreau, évêque de Nanterre, Ses amis, prêtres, religieux et laïcs, Le Conseil pastoral et la Communauté de Saint-Joseph de Villeneuve-la-Garenne, sa paroisse, M<sup>me</sup> Paul Dujardin, sa mère,

Ses frères et belles-sœurs, Ses neveux et petits-neveux, Et tous les membres de sa famille, invitent à partager leur peine, leur espérance et leur prière, lors de la célébration des obsèques de

Roger DUJARDIN, prêtre de diocèse de Nanterre, décédé à Senlis le 20 mai 1985, en sa cinquante-septième année, en la cathédrale de Senlis, le jeudi 23 mai, à 15 h 45, ou lors de la célébration du samedi 1<sup>er</sup> juin, à 11 h 30, en sa paroisse de Villeneuve-la-Garenne, 15, rue Dupont-de-Chambon, (92390).

M<sup>me</sup> Dujardin, 10, rue des Pigres-Blancs, 60300 Senlis.

— Le Centre d'informations civique et le Comité national de liaison défense-armée-nation ont la tristesse de faire part de la mort de

général d'armée Jean-Paul ETCHÉVERRY, membre du Comité de patronage du CIC et président du Conseil national du CNL-DAN, 242 bis, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

— Nous apprenons le décès, survenu le lundi 20 mai 1985 à Paris, du

général Jean-Paul ETCHÉVERRY, grand officier de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre national du Mérite,

dont les obsèques seront célébrées le jeudi 23 mai, à 14 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides à Paris.

Il y a 18 ans, le général Jean-Paul Etcheverry a combattu en Indochine et en Algérie. Commandant, en 1962, le 8<sup>e</sup> groupe de chasseurs portés, il sert, à plusieurs reprises, en tant que chef de bataillon, au sein de la 27<sup>e</sup> division blindée, à Combs-la-Ville, en 1972, la 9<sup>e</sup> division, en 1974, avec le rang de général de corps d'armée, à l'Institut

des hautes études de défense nationale (IHEDN), le Centre des hautes études militaires (CHEM) et l'Enseignement militaire supérieur. En 1976, avec le rang de général d'armée, il commande le 1<sup>er</sup> corps d'armée et la VI<sup>e</sup> région militaire à Metz. Admis dans le cadre de réserve, le général Etcheverry préside le Comité national de liaison défense-armée-nation (CNL-DAN) à Paris. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sous le pseudonyme de Jean-Paul Merville, dont l'un, *Le Général Etcheverry*, lui a valu le prix Raymond-Poincaré en 1976, et dont d'autres, écrits sous son nom véritable, attirent l'attention comme son périodique *Lettre ouverte à ceux qui le lisent*.

— Le président-directeur général Et le conseil d'administration de la Compagnie immobilière de la région de Sarcelles (CIRS) et de la Compagnie immobilière de la région parisienne (CIRP), ont le regret de faire part du décès de

M. Jean-Pierre HURTIN, diplômé de l'Ecole supérieure de commerce de Lyon et de l'université de Madrid, directeur de la CIRS,

survenu accidentellement lors d'une course en mer, le 17 mai 1985. Les obsèques auront lieu le 22 mai, à 15 heures, à Courbevoie (Calvados), et le service religieux sera célébré le 24 mai, à 17 heures, en l'église Jean-XXIII, boulevard Maurice-Ravel, à Sarcelles-Lochères.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Jean LÉON,

le 14 mai 1985, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Les Rigals, 46250 Cazals.

— M<sup>me</sup> Françoise Mafart et ses enfants, Le commandant Alain Mafart, Le médecin des armées Bertrand Mafart, son épouse et leur fils,

M<sup>me</sup> Micheline Le Gad, née Mafart, M<sup>me</sup> Yves Le Gad et leurs enfants, M<sup>me</sup> Janine Le Gad, Les familles Mafart et Le Provost, M<sup>me</sup> Sonia Cristini, M<sup>me</sup> Sahajian,

ont la douleur de faire part du décès de

médecin général Yves MAFART (CR), professeur de clinique médicale et tropicale du service de santé des armées, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, chevalier des Palmes académiques,

survenu à Paris le 15 mai 1985. La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, le vendredi 24 mai, à 16 heures, et l'inhumation à Saint-Hervé (Côte-d'Or), le samedi 25 mai.

— Nous apprenons la mort de notre confrère,

Pierre MAZARS, critique d'art au Figaro,

décédé le lundi 20 mai 1985 à Paris, victime d'une crise cardiaque, à l'âge de soixante-quatre ans.

(Né le 21 mars 1921 à Montreuil, Pierre Mazars entra, en 1947, au Figaro où il devint rédacteur en chef adjoint. Esprit et critique d'art, membre du jury du prix Renaudot, il fut appelé ensuite à succéder à Raymond Cognat comme critique d'art du Figaro. Il s'y distinguait notamment en lançant une campagne pour l'acquisition de l'œuvre du pavillon de l'ère au Louvre des services de la loi nationale. De même, il fut favorable à l'acquisition du musée des frères de la rue de Rivoli. Enfin, il assumait la rubrique gastronomique du magazine du Figaro.)

Outre ses chroniques d'art rassemblées dans *A l'écoute des peintres*, Pierre Mazars avait notamment publié *Voulez-vous dîner avec moi ?* des études sur des peintres tels que Jean, Cézanne et Marie Lotz et des ouvrages relatifs au tourisme.)

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. François SAGLIER, directeur des affaires juridiques de M<sup>me</sup> Lazard Frères et Compagnie,

survenu le 19 mai 1985.

Le service religieux aura lieu en l'église Saint-Vincent-de-Paul, sa paroisse, à 8 h 30, le vendredi 24 mai, suivi de l'inhumation au cimetière de Montmorency (951).

De la part des familles Saglier, Millet, Aïx, Maisonneuve, Bochet, Duhamel, Haguenauer, Blot, Cahn, Delière, Guédon, de Pimodan, D'Hour, Margallé.

Et de tout ceux qui, le connaissant, ne pouvaient que l'aimer.

— M<sup>me</sup> Lazard Frères et Compagnie ont le vif regret de faire part du décès de

M. François SAGLIER, directeur des affaires juridiques,

survenu à Paris le 19 mai 1985.

### Remerciements

— M<sup>me</sup> Rosanna Lefranc

remercie les nombreuses personnes qui ont partagé sa douleur lors du décès de

M. Georges LEFRANC.

— M<sup>me</sup> Roland Vernaudon et ses enfants, profondément touchés par les nombreux témoignages de sympathie qui leur ont été exprimés lors du décès de

M. Roland VERNAUDON,

remercient tous ceux qui ont pris part à leur grande peine.



collection complète en plusieurs largeurs  
**J. CARTIER**  
 chausseur pour homme  
 à 30 m de la rue Tronchet  
 23, rue des Mathurins 8<sup>e</sup> - tél. 265.25.85







# économie

## CONJONCTURE

### LOURD DÉFICIT DU COMMERCE EXTÉRIEUR EN AVRIL

#### Un nouveau plan de rigueur à l'horizon 86 ?

Voilà donc le nouveau posé - et avec quel acuité - le problème de nos échanges extérieurs. La rigueur de l'hiver explose en partie, les achats très importants de produits énergétiques. Avec les beaux jours, les importations vont diminuer. Elles resteront cependant assez élevées pour entraîner chaque mois un déficit supérieur à 15 milliards de francs. Après s'être chiffés, les Français vont rouler et consommer beaucoup d'essence sur les routes.

A l'inverse, les exportations risquent de progresser moins vite qu'en 1984, année bénie pour les industriels, qui ont bénéficié d'une demande mondiale particulièrement forte (+ 9 %), tirée notamment par la très forte expansion américaine.

Les tendances actuelles ne sont donc plus aussi favorables. Beaucoup avaient pensé il y a quelques mois, à la lecture de plusieurs bons résultats, que la France avait rétabli l'équilibre de ses échanges extérieurs. C'était prolonger imprudemment les conséquences d'une période de reprise exceptionnelle aux États-Unis qui par définition ne pouvait pas durer. La vérité est que la balance commerciale de la France reste - si l'on ne tient pas compte des aléas mensuels - déficitaire d'environ 2 milliards de francs par mois, un déficit qui apparaît surprenant. Les prévisions faites par l'INSEE pour cette année sont d'ailleurs celles d'un déficit de 25 milliards de francs.

Après deux ans de rigueur (le Plan Mauroy-Delors data de mars 1983), ce déséquilibre est

inquiétant. Il se produit alors que le pouvoir d'achat des ménages a baissé (de 0,7 % en 1983 puis encore en 1984), ce qui est sans précédent en France et alors que la consommation des Français a pratiquement stagné l'année dernière. Quant aux investissements, leur reprise n'est pas telle qu'elle ait entraîné de considérables achats de biens d'équipements.

Les critiques de ceux qui, comme les communistes ou l'aile gauche des socialistes, estiment que la rigueur n'est pas le bon moyen de redresser la situation vont redoubler. D'autant plus que l'organisme de conjoncture du pétrolier - l'IECOO - prévoit, si le dollar ne baisse pas, un nouveau déficit commercial d'une vingtaine de milliards en 1986.

Plus qu'une critique du plan de rigueur, c'est probablement le bien-fondé de la petite relance de fin 1985 qui se trouve posé. Les chiffres semblent montrer que la France est encore trop déséquilibrée dans ses finances intérieures et extérieures pour se payer le luxe - si l'on ose dire - d'alléger ses impôts et ses cotisations sociales. Ces baisses, qui vont commencer à produire leurs effets durant l'été et à la rentrée risquent d'aggraver le déséquilibre de nos paiements extérieurs.

C'est peut-être un nouveau plan de rigueur qui se profile à 1986, en même temps que sera révisé - la chose est inévitable - le parité du franc par rapport à celle du deutschemark.

ALAIN VERNHOLLES.

Le commerce extérieur de la France a été lourdement déficitaire en avril : de 1,77 milliard de francs en chiffres bruts, de 4,2 milliards de francs en chiffres corrigés des variations saisonnières.

Les importations se sont élevées le mois dernier à 83 669 millions de francs et les exportations à 81 900 millions de francs. Après correction des variations saisonnières, nos achats à l'étranger atteignent 81 843 millions (+ 2,2 % en un mois, + 15 % en un an) et nos ventes 77 628 millions de francs (- 2,2 % en un mois, + 14,6 % en un an).

Ce très mauvais résultat s'explique essentiellement par un déficit énergétique important (- 19,3 milliards de francs), largement supérieur à ce qu'il a été en 1984 (- 15,6 milliards de francs en moyenne mensuelle), et même au cours du premier trimestre de cette année (- 17,2 milliards de francs).

L'excédent agro-alimentaire est normal : 2,1 milliards de francs. Il correspond exactement au surplus mensuel moyen dégagé l'année dernière, mais est un peu inférieur aux très bons résultats du premier tri-

mestre 1985 (+ 2,5 milliards de francs par mois en moyenne).

L'excédent des échanges industriels est, lui aussi, satisfaisant : + 9 milliards de francs en avril contre + 8,1 milliards en moyenne mensuelle l'année dernière (+ 7,8 milliards en moyenne mensuelle au premier trimestre 1985).

Les résultats d'avril enregistrent la vente de cinq Airbus pour un total de 1,8 milliard de francs après huit appareils de même type en mars pour 3,3 milliards de francs.

Par zone, notre commerce extérieur est déficitaire de 6,7 milliards de francs vis-à-vis de la CEE après - 5,5 milliards en mars et - 6,6 milliards en avril (- 6 milliards de francs en avril 1984).

En revanche, les résultats s'améliorent nettement avec les États-Unis : avril a enregistré un excédent de 1,9 milliard de francs, après + 1,5 milliard en mars, + 200 millions en février, - 1 milliard en janvier.

Tous comptes faits, sur les quatre premiers mois de l'année, le déficit du commerce extérieur de la France atteint 15,1 milliards de francs.

## Des pas de géant

Fête de l'exportation à l'Elysée. Le président de la République a, le mardi 21 mai, décoré de l'ordre de la Légion d'honneur ou du Mérite une trentaine de responsables d'entreprises - dont deux femmes - au titre du commerce extérieur. La liste de cette promotion avait été publiée au Journal officiel du 16 mai. Ainsi, le chef de l'Etat a de nouveau été mobilisé au service de la compétition internationale comme naguère il exalta les vertus guerrières de la conquête de marchés mondiaux.

L'enjeu reste tel est vrai essentiel pour l'équilibre du pays et pour la crédibilité officielle, même - on peut-être surtout - quand il s'agit de ramener à un seul chiffre - et non plus à deux - un déficit commercial qui fléchit en 1982 frotter les trois unités.

Dans son allocution de mardi, M. Mitterrand a d'ailleurs oublié fort logiquement d'évoquer cette année funeste quand, après avoir souligné le lourd déséquilibre qu'il avait trouvé à son arrivée aux affaires - les échanges extérieurs étaient pourtant en voie de redressement au cours du premier semestre 1981 - il salua le résultat de 1984 : 19 milliards de francs de solde négatif selon lui,

ou plutôt 25 milliards après révision statistique.

Ce chiffre est d'ailleurs, toutes choses égales, le résultat prévu pour 1985, ce qui correspond à ce fameux déficit structurel de 2 milliards de francs par mois, que seule une adaptation nécessairement lente des structures industrielles permettrait d'effacer. Ainsi, « la rudesse de l'effort » citée pour le proche passé par le chef de l'Etat, ne peut qu'être maintenue en ce qui concerne les deux objectifs assignés au gouvernement : la conquête des marchés extérieurs et la reconquête du marché intérieur.

La tâche est difficile, compte tenu de la fragilité persistante de la balance commerciale et de sa très grande sensibilité aux aléas internationaux. « Il ne faut pas, a déclaré le président de la République, se réjouir plus qu'il ne convient des résultats obtenus. » Certes. Des pas de géant ont, d'après lui, été accomplis dans le domaine économique. Mais cette allusion gaulloisienne n'empêche pas que les échanges restent d'argile.

M. B.

## REPÈRES

### Dollar : mieux disposé à 9,37 F

Sur des marchés des changes très calmes, le dollar s'est légèrement raffermi, passant, à Paris, de 9,30 F à 9,37 F, et, à Francfort, de 3,05 DM à 3,07 DM. Paradoxalement, l'annonce d'une révision, au bascu, de la croissance du PNB américain, au premier trimestre 1985 (0,7 % au lieu de 1,3 %), n'a pratiquement pas affecté la tenue du « billet vert » : un certain nombre d'analystes attendaient un chiffre encore plus défavorable (une diminution du PNB le cas échéant) et ont été, relativement, rassurés. En outre, de nombreux experts prévoient une reprise de l'économie des États-Unis au second semestre. En tout cas, la baisse des taux d'intérêt outre-Atlantique s'est officialisée, à la fin de la semaine dernière, par la réduction du taux d'escompte fédéral.

### Défaillances d'entreprises : stabilité

Au mois d'avril 1985, 2 170 défaillances d'entreprises ont été enregistrées après correction des variations saisonnières, contre 2 307 en mars, 1 737 en février et 2 254 en janvier. Depuis le début de l'année, la moyenne mensuelle (2 171) est proche de celle de 1984 (2 085), à un niveau élevé. Si les défaillances s'accroissent dans les services, elles se stabilisent dans l'industrie.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	base	haute	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
\$ E.-U.	9,3710	9,3760	+ 188	+ 195	+ 338	+ 360	+ 890	+ 990
S. Can.	4,8804	4,8875	+ 32	+ 53	+ 57	+ 93	+ 161	+ 257
Yen (100)	3,7482	3,7437	+ 118	+ 129	+ 228	+ 245	+ 797	+ 755
DM	3,0490	3,0526	+ 116	+ 126	+ 227	+ 242	+ 685	+ 729
Flora	2,7014	2,7044	+ 64	+ 72	+ 129	+ 141	+ 432	+ 470
F.R. (100)	15,1561	15,1715	+ 144	+ 193	+ 251	+ 309	+ 758	+ 1009
E.S.	3,6251	3,6299	+ 159	+ 164	+ 290	+ 311	+ 883	+ 946
L. (1 000)	4,706	4,716	+ 787	+ 797	+ 1 524	+ 1 524	+ 1 524	+ 1 524
F. Escap.	11,9012	11,9169	+ 269	+ 272	+ 521	+ 546	+ 1 225	+ 1 054

## TAUX DES EUROMONNAIES

	7 5/8	7 7/8	7 11/16	7 13/16	7 13/16	7 15/16	8 1/8	8 1/4
\$ E.-U.	5 3/8	5 5/8	5 3/8	5 1/2	5 7/16	5 9/16	5 1/2	5 5/8
DM	7 1/2	8	6 15/16	7 1/16	6 7/8	7	6 3/4	6 7/8
Flora	9	10	8 3/4	9	8 15/16	9 3/16	9 1/8	9 3/8
F.R. (100)	3 1/4	4 1/4	5 1/16	5 3/16	5 1/16	5 3/16	5 3/16	5 3/16
E.S.	12 1/4	13 1/4	12 3/8	12 3/4	12 1/2	12 7/8	13	13 1/8
L. (1 000)	12 1/2	12 3/4	12 5/8	12 3/4	12 9/16	12 11/16	12 1/4	12 3/8
F. Escap.	9 7/8	10 1/8	9 15/16	10 3/16	10	10 1/4	10 1/8	10 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

### Préfecture de l'Ain Département de Saône-et-Loire

Direction des actions de l'Etat et de l'économie  
AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE  
Objet : Etat Ministère de l'Urbanisme, du logement et des transports. - Aménagement fluvial au droit du pont Saint-Laurent. Crues d'un canal de dérivation. Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Une enquête préalable en date du 10 mai 1985 a été ordonnée l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet cité en objet dans les formes déterminées par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le dossier soumis à l'enquête comporte une étude d'impact sur l'environnement conformément aux dispositions du décret n° 77-114 du 12 octobre 1977 pris pour l'application de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature.

L'enquête publique sera ouverte à la préfecture de l'Ain, Bureau des opérations immobilières, où le dossier sera déposé du 3 juin 1985 au 3 juillet 1985 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner ses observations sur un registre d'enquête, tous les jours de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h, samedis, dimanches et jours fériés, sauf les samedis 22 et 29 juin 1985 où le dossier et le registre seront tenus à la disposition du public de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Pendant la même durée, un dossier identique et un registre d'enquête subsidiaire seront déposés dans les mairies des communes de Crotet, Feillens, Grèges, Replonges, Saint-Laurent-sur-Saône (Ain) et Mâcon (Saône-et-Loire) où le public pourra en prendre connaissance et consigner ses observations les jours et heures habituels d'ouverture de ces mairies.

Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront également être adressées, par écrit, au président de la commission d'enquête à la préfecture de l'Ain, Bureau des opérations immobilières.

La commission d'enquête est composée de cinq membres :  
Président : M. Walter Epinau, ingénieur général du génie rural des eaux et des forêts en retraite, 22, chemin des Charnières-Blanches, 69130 Beulieu.

Membres :  
- M. Albert Deborne, ingénieur des ponts et chaussées en retraite, Meillemont, 01370 Saint-Etienne-du-Bois ;  
- M. René Malavieille, directeur du parc ornithologique de Villars-les-Dombes, Grange Neuve, 01330 Villars-les-Dombes ;  
- M. Gabriel Perret, membre de la chambre d'agriculture, propriétaire exploitant, Lescheroux, 01580 Saint-Trivier-de-Courtes ;  
- M. Roger Lanore, ingénieur divisionnaire des T.P.E. en retraite, 106, rue Pierre-Cote, 71000 Mâcon.

Les observations pourront, en outre, être reçues par :  
- M. Walter Epinau, en mairie de Crotet, le lundi 1<sup>er</sup> juillet 1985, de 14 h à 16 h ; le mercredi 3 juillet 1985, de 14 h à 16 h ;  
- M. Albert Deborne, en mairie de Feillens, le lundi 1<sup>er</sup> juillet 1985, de 10 h à 12 h ; le mercredi 3 juillet 1985, de 10 h à 12 h ;  
- En préfecture de l'Ain, salle Paul-Bert, le mardi 2 juillet 1985, de 9 h à 11 h 30 ;  
- M. René Malavieille, en mairie de Grèges, le lundi 1<sup>er</sup> juillet 1985, de 10 h à 12 h ; le mercredi 3 juillet 1985, de 10 h à 12 h ;  
- M. Gabriel Perret, en mairie de Replonges, le lundi 1<sup>er</sup> juillet 1985, de 15 h à 17 h ; le mercredi 3 juillet 1985, de 15 h à 17 h ;  
- M. Roger Lanore, en mairie de Saint-Laurent-sur-Saône, le lundi 1<sup>er</sup> juillet 1985, de 10 h à 12 h ; le mercredi 3 juillet 1985, de 13 h 30 à 15 h 30 ;  
- En mairie de Mâcon, le mardi 2 juillet 1985, de 10 h à 12 h ; le mercredi 3 juillet 1985, de 10 h à 12 h.

Une copie du rapport de la commission d'enquête contenant ses conclusions motivées sera déposée à la préfecture de l'Ain et dans chacune des mairies concernées.

Toute personne physique ou morale concernée pourra demander communication des conclusions de la commission d'enquête. La demande devra être adressée au préfet, commissaire de la République du département de l'Ain.

Bourg-en-Bresse, le 13 mai 1985.

Le préfet,  
commissaire de la République,  
R. MOSER.

## Le CNPF ne s'attend pas à un redémarrage des investissements dans les prochains mois

« L'activité de ce premier semestre 1985 continuera de stagner sur un palier bas », constate le CNPF, dans son analyse de conjoncture sur l'économie française. Une analyse qui s'explique par un assouplissement des ventes françaises à l'étranger que ne vient pas compenser une réelle amélioration de la demande intérieure. Sans oublier, bien sûr, les investissements, dont le CNPF attend toujours la reprise.

« Aucun véritable redémarrage ne peut être attendu dans les prochains mois », affirme M. Guy Brana, président de la commission économique du CNPF, le 22 mai, se fondant sur les perspectives exprimées par les investisseurs, et qui se révèlent plus modérées qu'en 1984. Les grandes entreprises nationales prévoient un recul de 5 % en 1985 par rapport à 1984, tandis que le secteur concurrentiel table sur une progression de 1 % (dont une croissance de 3 % pour l'industrie), et le logement sur une baisse de 3 %.

D'où les différences selon les secteurs industriels. Optimisme d'été de la chimie (+ 5 % en 1985), du papier-carton (+ 7 %) et des industries électriques et électroniques (+ 3 % à 5 %), qui ont déjà, en grande partie, de façon marquée, assuré la progression des investissements industriels en 1984. Stagnation, par contre, pour la sidérurgie (contre une progression de 35 % en 1984), le textile-habillement (respectivement + 2,5 % et + 11 % en 1984), l'automobile, enfin, pour le bâtiment et les travaux publics, pour les cimenteries et chaux (- 10 % à 15 %) et pour le raffinage pétrolier (- 7 %).

Et comme un leitmotiv, le CNPF rappelle la solution qu'il préconise depuis deux ans pour favoriser la modernisation de l'appareil productif français : l'incitation fiscale à l'investissement.

## orientations

### Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivants :

#### POUR EN SAVOIR PLUS

et recevoir gratuitement des informations, cochez le case correspondant à la filière qui vous intéresse et adressez ce bon à Orientations Service, 57 Avenue Montaigne 75008 Paris. M. Mme Adresse

Niveau d'études actuel de l'étudiant	Age
<input type="checkbox"/> Les Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Accueil
<input type="checkbox"/> Les Grandes Ecoles de Commerce et de Gestion	<input type="checkbox"/> Hôtellerie
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce et Distribution	<input type="checkbox"/> Les Professions Para-Médicales
<input type="checkbox"/> Les Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Assurances
<input type="checkbox"/> Les Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Transport
<input type="checkbox"/> Informatique	<input type="checkbox"/> Bâtiment, Travaux Publics
<input type="checkbox"/> Electronique	<input type="checkbox"/> Concours Administratifs
<input type="checkbox"/> Secrétariat, Bureautique	<input type="checkbox"/> Fonction Publique
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle
<input type="checkbox"/> Langues	<input type="checkbox"/> Publicité
<input type="checkbox"/> Tourisme	<input type="checkbox"/> Formations Artistiques
	<input type="checkbox"/> Les 3 <sup>es</sup> Cycles de Gestion
	<input type="checkbox"/> Réussir le Baccalauréat

## AVIS D'APPEL D'OFFRES SÉNÉGAL

La direction générale de l'office des postes et télécommunications du Sénégal (OPTS) lance un Appel d'Offres international, restreint aux pays de la zone franc, pour une extension des équipements téléphoniques de la région de Dakar. Une première opération est prévue en phase 1 sur financement CCCE - OPTS.

L'Appel d'Offres est ouvert aux entreprises des pays de la zone franc d'où devront provenir les matériels. Les adjudications auront lieu par lots.

A. La partie commutation concerne 29 000 lignes en stade final, 15 000 en phase 1.  
B. La partie transmission comporte les équipements pour constituer les liaisons d'interconnexion entre centraux et la desserte d'abonnés par radio dans la zone rurale de Rufisque.

Trois lots sont prévus :  
1. Liaisons hertziennes Dakar/Medine-Rufisque (34 Mbits)  
2. Liaisons par câble (MIC et analogiques)  
3. Desserte d'abonnés par radio.

C. La partie réseaux urbains - comporte en phase finale la construction d'environ 67 000 paires distribuées, en phase 1, environ 45 000.

Les propositions seront accompagnées d'une caution provisoire de 15 millions de francs CFA, comme précisé dans le cahier des clauses administratives et financières. Les dossiers peuvent être retirés à partir du 28 mai par les entreprises compétentes auprès :  
- de la direction générale de l'office des postes et télécommunications à Dakar - 6, boulevard Franklin-Roosevelt à Dakar, 2<sup>e</sup> étage, pièce n° 218.  
- de SOFRECOP en se présentant au secrétariat, 6, rue de Berri, 75008 Paris.

Les plis seront déposés devant la commission nationale de dépouillement qui se réunira à la salle de conférences de l'OPT, 3<sup>e</sup> étage du 6, boulevard Franklin-Roosevelt à Dakar, le mercredi 3 octobre 1985 à 10 heures précises.

## Nirvana pour Jakarta.

La philosophie du vol.

En partant de Paris, il faisait un froid à faire frissonner un iceberg. Je m'envolais pour Jakarta en oubliant tout derrière moi. Avec la Thai, les vacances commencent dès que vous bouclez votre ceinture. Je fermais les yeux. En soudoyant le pilote, peut-être bien que je pourrais rester plus longtemps dans l'avion.



THAI INTERNATIONAL, 120 Avenue de France, 75008 PARIS. Tél. 01 42 20 50 75. Site Web : www.thai.fr. Code IATA : 362.



# AFFAIRES

## AUX ÉTATS-UNIS

### Le Pentagone et les contractants de la défense règlent leurs comptes

La marine américaine a annoncé, le mardi 21 mai, qu'elle avait mis fin à des contrats en cours, pour près de 1 milliard de dollars, avec General Dynamics, une société accusée par le secrétaire à la marine de pratiques commerciales anormales et « cyniques ». D'autre part, alors que le scandale des sous-marins de la défense est depuis plusieurs semaines sur la place publique, le Sénat a adopté, mardi, un amendement qui introduit de nombreuses limites aux modes de passation des contrats par le Pentagone.

Washington. — Fournisseur exclusif des sous-marins nucléaires Trident, constructeur notamment des avions de chasse F-16, l'un des avions les plus appréciés des armées de l'OTAN et le programme industriel le plus rentable de l'histoire de l'aviation mondiale, fabricant des chars M-1 Abrams et pourvoyeur des missiles de croisière Tomahawk, devenu l'un des composants essentiels de la course aux armements renouvelée avec l'Union soviétique, le groupe General Dynamics est l'interlocuteur industriel numéro un du Pentagone. Il n'est pas sans motifs d'être l'objet d'une douzaine d'enquêtes, dont certaines considérées comme criminelles, conduites sous des chefs d'accusation multiples, par différentes administrations, dont le département de la défense, celui de la justice, l'administration fiscale, le comité des services armés de la Chambre des représentants, la commission de contrôle des opérations de Bourse, le service d'investigation de la marine, un grand jury fédéral, etc.

Les vicissitudes de General Dynamics ne seraient que péripéties si elles n'étaient devenues le révélateur d'un état de corruption beaucoup plus large dans les cercles liés aux industries de la défense. Ce sont parfois de petites choses qui ont les plus grandes conséquences. Le chien de l'un des présidents de General Dynamics porte sa part de responsabilité : les notes de plusieurs milliers de dollars présentées pour son entretien et réglées par l'administration de la marine ont été l'un des éléments qui

ont éveillé les soupçons de l'un des services d'enquête, puis de la presse.

M. David S. Lewis, le président du groupe, âgé de soixante-sept ans, qui avait annoncé son intention de prendre sa retraite, a maintenant fort à faire pour expliquer pourquoi sa firme achète des bijoux pour les offrir à la femme de l'amiral Hyman G. Rickover, aujourd'hui en retraite, comment comment se fait-il se fait que sa filiale construction navale a négocié l'embauche du sous-secrétaire d'Etat à la marine, M. George A. Sawyer, alors qu'il était encore (et devait le rester plusieurs mois) en position d'approuver différents contrats de la marine avec cette entreprise ? Sans compter quelques explications de fond sur les calculs de coûts des produits livrés à l'administration.

Au cours d'une audition devant un comité parlementaire, le plus haut responsable financier de General Dynamics, M. Gordon E. MacDonald, a déclaré sous serment que la firme n'entretenait pas deux jeux de documents comptables différents pour tromper la marine sur l'exécution d'un coûteux programme de construction de sous-marins, ce qui n'a pas empêché le sénateur démocrate du Wisconsin, M. William Proxmire, de conclure publiquement : « Les dénégations ne l'ont rien ».

Ce genre d'enquête n'a rien de nouveau. Mais c'est l'ampleur prise par les événements et le fait qu'ils commencent à devenir incontrôlables qui donnent aux événements récents une importance exceptionnelle. Il y a plus de quinze ans que General Dynamics est régulièrement accusée de surecharger les coûts de ses travaux de défense, et il est bien rare qu'un grand contractant n'ait pas au moins un contentieux en cours dans l'un de ses services avec l'administration. Mais l'Agence de contrôle des contrats de la défense estime qu'elle a cinq fois plus de cas depuis 1980. Elle en avait déferé 26 au Pentagone en 1982, et il y en avait 125 pour l'année fiscale 1984. L'année dernière, le département de la défense a

suspendu ou éliminé 454 de ses contractants, contre 79 en 1980. Cependant, jusqu'ici, il s'agit agi, dans l'ensemble, de moyennes ou petites entreprises. Les grands interlocuteurs du ministère n'avaient été que rarement pris ouvertement en flagrant délit.

#### Le financement d'un coiffeur

Soudain, l'on découvre en même temps que telle firme trouve normal d'envoyer sur un programme militaire une note de 12 333 dollars pour le financement de places aux matées sportifs du forum de Los Angeles, et se défend simplement en affirmant que « cela soutient le moral des travailleurs » (deux places par personne financées par le département de la marine). Telle autre envoie une addition de 10 173 dollars pour couvrir le déficit... de son coiffeur maison. Une troisième réclame 160 000 dollars de taxes payées... à un gouvernement étranger pour des opérations « en rapport avec les affaires commerciales », etc.

Au début du mois d'avril, le comité des services armés de la Chambre des représentants, en passe d'être débordé par les multiples découvertes d'autres administrations, a envoyé quatorze contrôleurs du département de la défense et du service général de la comptabilité de l'Etat chez sept des plus grands industriels de la défense : General Dynamics, ICS, Sperry, Newport News Shipbuilding, Bell Helicopter, McDonnell Douglas, Rockwell International et Boeing.

Le 5 avril, le Pentagone a décidé de geler les paiements à General Dynamics en attendant d'avoir récupéré 154 millions de dollars qu'il estime avoir indûment payés sur une série de contrats. Quarante-cinq parmi les cent plus grands fournisseurs d'armements des Etats-Unis se trouvent maintenant sous le coup d'investigations criminelles. Officieusement, il est dit, dans les milieux de la défense, que les parlementaires et les fonctionnaires chargés de la surveillance et du contrôle, furieux de s'être trouvés ridiculisés par des révélations faites de toutes parts en dehors de leurs propres services, sont maintenant résolus à faire un exemple, envoyant en prison au moins un président de société et faisant sauter au moins un amiral ou un général.

La suite des événements risque d'être d'autant moins calme que tout ce monde vit sous la menace des révélations à tiroirs d'un ancien directeur de la division marine de General Dynamics, résident actuellement en Grèce, sous le coup ininterrompu depuis 1983 d'enquête fédérale pour pratiques illégales.

#### Une vaste corruption

Affirmant n'avoir observé que des pratiques courantes, et disposer des preuves d'une vaste corruption dans l'industrie américaine de la défense, M. Takis Veliotis, aujourd'hui écarté de la tête du groupe, déclare avoir fourni les neuf dixièmes des renseignements et des preuves dont il dispose au département de la justice, et une autre partie à un journaliste qui prépare actuellement un livre sur le sujet. Il resterait cinq heures d'enregistrements particulièrement accusateurs pour la haute direction de General Dynamics et pour de hauts responsables de l'administration.

En sûreté dans une banque, ces enregistrements seraient, a annoncé M. Veliotis, qui aurait déjà subi trois tentatives d'assassinat, rendus publics s'il venait à mourir ou si le département de la justice « ne jouait pas le jeu ».

Cette affaire intervient au moment où le budget de la défense est mis en question. Le Pentagone vient donc de décider de changer les règles de procédure pour l'approbation des factures des entreprises, réclamant un engagement personnel et la signature des dirigeants pour confirmer la véracité des coûts. Il vient aussi de réduire de son propre chef les avances sur travaux qui sont consenties aux fournisseurs des armées, faisant immédiatement une économie de 2 milliards de dollars pour l'année fiscale en cours et affirmant que cela encouragerait les compagnies à travailler plus vite et mieux. Du coup, le Trésor public économiserait 230 millions de dollars en taux d'intérêt.

Mais personne ne se fait vraiment d'illusion sur la portée des sanctions actuellement prises à l'encontre des firmes qui, non contentes d'avoir vu le budget militaire américain plus que doubler en sept ans, ont abusé de la situation. A la fin du mois de mars, l'armée de l'air annonçait la suspension des contrats de General

Electric avec la défense à la suite d'une fraude de 800 000 dollars sur la construction de têtes nucléaires. Elle réclamait par ailleurs le remboursement de 168 millions de dollars pour des paiements qu'elle considérait injustifiés sur la construction de moteurs d'avions pendant une période de six ans. (Son concurrent Pratt and Whitney se voit réclamer 40 millions de dollars pour la même période.)

Le 10 avril, il était néanmoins annoncé que la firme était à nouveau habilitée à contracter pour des travaux de défense en raison des changements qu'elle avait décidé de faire dans certaines de ses procédures comptables.

En réalité, si les fournisseurs du Pentagone dépendent de lui, l'inverse est aussi vrai, d'autant plus qu'ils sont souvent en situation de monopole, ou de duopole, vis-à-vis de lui. General Dynamics est seul, à construire — et à réparer — les sous-marins nucléaires Trident. General Electric est seule à fournir les équipements électroniques qui guident les missiles Minuteman et vient encore récemment d'emporter la « grande guerre des moteurs » contre Pratt and Whitney, recevant les commandes de moteurs pour les trois plus importants avions de combat américains, les F-14, F-15 et F-16, soit les trois quarts des nouvelles commandes de moteurs de l'armée de l'air. C'est également elle qui travaille sur les satellites de communication militaire. On se souvient des vicissitudes de James Earl Lockhead, qui, dans les années 70, se trouva accusé de surcharger ses prix de revient et de corrompre des personnalités étrangères, comme ce fut également le cas de Northrop.

Quelques directeurs changèrent dans le premier cas. Le président s'éloigna, dans le second, pour reprendre sa place au bout d'un an. Une grande firme comme General Motors, qui n'est que marginalement intéressée par des contrats militaires, a annoncé que pour assurer l'avenir en utilisant les vastes réserves dont elle dispose (8,6 milliards de dollars en argent frais), elle ne rêve que d'électronique et de devenir, elle aussi, l'un des grands contractants de la défense. De grands concurrents étrangers ne seraient pas non plus d'un mauvais œil la possibilité d'introduire un peu plus de compétition dans ce système fermé.

Certains responsables américains ne sont pas sans poser la question, puisqu'un général de l'armée de l'air lui a répondu il y a quelques jours : « Les milieux américains de la défense ne peuvent pas admettre, d'une manière générale, de voir leur système d'armements dépendre de l'étranger. Mais nous ne pouvons pas non plus continuer de les acheter chez nous à des fournisseurs dont les coûts, la qualité des produits et les délais de livraison laissent à désirer ».

JACQUELINE GRAPIN

### Le ralentissement de la croissance

(Suite de la première page.)

Le problème pour M. Reagan est que les élus n'entendent pas faire porter l'austérité sur les seules dépenses civiles, mais également sur celles du Pentagone, dont les sénateurs (majoritairement républicains) ont déjà limité la progression au taux d'inflation, tandis que les démocrates qui dominent la Chambre refusent même cette augmentation.

Le corollaire du ralentissement de la croissance étant le tassement des rentrées de l'Etat, l'effort en cours de réduction du déficit risque d'avoir des effets moins concluants qu'espéré, et la poursuite de l'effort de réarmement d'en paraître d'autant en 1986 — année où vingt-deux sénateurs républicains sont soumis à réélection.

Sauf à recourir à un accroissement de la pression fiscale, ce qu'il se refuse toujours à faire, M. Reagan doit aujourd'hui compter avec la perspective d'une perte de crédibilité de sa politique de « paix par la force ». On semble d'ailleurs en être suffisamment conscient à Moscou pour que M. Gorbatchev ait pu déclarer, dès la mi-mai à une délégation de la Chambre des représentants, que pour marquer des points à Genève, l'URSS n'aurait « peut-être » qu'à attendre que les choses empiraient pour l'économie américaine.

Le deuxième moyen de réduire le déficit commercial est de faire descendre le taux du dollar à un niveau plus raisonnable par une révision des mécanismes monétaires internationaux, ou au moins par des interventions ponctuelles des banques centrales que le Sénat appelle la semaine dernière de ses vœux. Jusqu'à présent, et spécifiquement encore au sommet de Bonn, M. Reagan rejette cette démarche comme contraire au respect des lois du marché et préfère tabler sur l'effet en retour d'une reprise européenne favorisée par le développement des exportations vers les Etats-Unis.

L'impuissance et l'inquiétude croissante des responsables industriels américains risquent pourtant de confronter la Maison Blanche à une pression aussi pressante que celle qui s'est renforcée en faveur des mesures protectionnistes. Si évidemment dangereux soit-il, ce troisième moyen de limiter le déficit commercial a en effet des partisans de plus en plus actifs dans des industries comme la sidérurgie ou l'habillement, dans les milieux syndicaux et parmi les parlementaires confrontés à des menaces immédiates dans leurs circonscriptions.

La encore, M. Reagan est en principe décidé à tenir bon, mais il n'a pu obtenir à Bonn — faute d'y avoir transigé sur les questions monétaires — l'accord sur l'ouverture des négociations commerciales qui lui aurait permis de canaliser le courant protectionniste. Les agriculteurs ont ainsi décidé à tenir bon, mais il n'a pu obtenir à Bonn — faute d'y avoir transigé sur les questions monétaires — l'accord sur l'ouverture des négociations commerciales qui lui aurait permis de canaliser le courant protectionniste. Les agriculteurs ont ainsi décidé à tenir bon, mais il n'a pu obtenir à Bonn — faute d'y avoir transigé sur les questions monétaires — l'accord sur l'ouverture des négociations commerciales qui lui aurait permis de canaliser le courant protectionniste.

#### En URSS

#### APRÈS SES ENTRETIENS A MOSCOU

### Le secrétaire américain au commerce fait preuve d'optimisme

Moscou. — Le secrétaire américain au commerce, Malcolm Baldrige, a quitté Moscou mercredi 22 mai, après avoir obtenu de ses interlocuteurs soviétiques de vagues promesses que la tâche des firmes américaines en URSS serait facilitée. M. Baldrige venait de participer à une conférence de presse, où la commission mixte américano-soviétique, un organisme qui ne s'était plus réuni depuis 1978, et il avait été reçu lundi, pendant un peu plus de deux heures, par M. Gorbatchev.

Tous les responsables américains de passage s'efforcent actuellement de présenter leur visite à Moscou comme ayant entraîné des résultats concrets. M. Baldrige n'a pas manqué à cette nouvelle règle lorsqu'il a affirmé, mardi, au cours d'une conférence de presse, que « son objectif avait été atteint, qui était de rétablir le mécanisme pour traiter et résoudre les problèmes économiques et commerciaux entre les deux pays » après une interruption de sept ans. « Le mécanisme, en effet, c'est-à-dire l'activité de quelques fonctionnaires des deux pays, était en sommeil. Sa remise en marche entraînera-elle pour autant une forte reprise des échanges, en plus des achats de blé par Moscou qui sont liés aux aléas de la récolte soviétique ?

Le secrétaire américain au commerce a fait preuve d'un optimisme qui semble de nature surtout politique et illustre, comme il l'a indiqué lui-même, la volonté du président Reagan d'instaurer « une relation de travail plus constructive avec

l'URSS ». Il faut, en effet, beaucoup de bonne volonté pour voir autre chose que des paroles encourageantes dans la promesse de M. Nikolai Patolichev, ministre du commerce extérieur, d'« écrire à tous les organismes soviétiques concernés » pour les inviter à considérer « selon leurs mérites » les offres des firmes américaines. La même remarque vaut pour l'engagement de permettre aux hommes d'affaires américains d'avoir un meilleur accès aux officiels soviétiques susceptibles de traiter avec eux.

Les Soviétiques ont mis avec la dernière énergie à pratiquer une quelconque discrimination vis-à-vis des entreprises américaines, depuis les années d'après-guerre, à l'encontre des sociétés d'outre-Atlantique. M. Baldrige s'est montré philosophe à ce propos. Son but n'était pas d'obtenir un aven de culpabilité de la part de ses interlocuteurs, mais de faire en sorte que ceux-ci recommencent à signer des contrats.

#### Quelques gestes

En contrepartie, le secrétaire américain au commerce s'est déclaré prêt à faire quelques gestes, qui d'ailleurs ne dépendent pas uniquement de lui. Le Congrès va être invité à abroger une loi vieille de trente-quatre ans qui interdit l'importation de fournitures soviétiques aux Etats-Unis. M. Baldrige a également donné quelques assurances aux Soviétiques qui avaient été

échaudés par les divers embargos décrétés après l'invasion de l'Afghanistan et la proclamation de l'état de guerre en Pologne. Un texte est à l'étude au Capitole qui affirmerait l'« inviolabilité » des contacts passés avec l'étranger. « Cela ne joue pas dans le cas d'embargo décidé pour des raisons de sécurité nationale », a précisé le secrétaire au commerce.

M. Baldrige n'avait, en fait, pas grand-chose à offrir. Il n'est pas question de toucher à l'amendement Jackson-Vanik de 1974, qui a retiré à l'URSS le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée (qui lui avait été accordée deux ans auparavant) tant qu'elle s'oppose à l'émigration de ses citoyens juifs. Il n'est pas davantage question d'autoriser l'exportation de technologies avancées ou de produits considérés comme « stratégiques ». Le rétablissement des vols d'Aéropost pour les Etats-Unis ne semble pas pour demain, même si des « discussions préliminaires » sont prévues. Interrogé à propos du projet de rencontre, cet automne, entre MM. Reagan et Gorbatchev, M. Baldrige a enfin reconnu que « la seule façon d'être abordé mais pas discuté de façon pratique ».

L'accroissement du commerce entre les deux pays dépend du climat politique général. En attendant, Pepsi-Cola a signé, mardi à Moscou, un accord qui devrait lui permettre de doubler ses ventes en URSS dans les cinq années à venir. Les Soviétiques, prévoyant, dit-on, le Pepsi au Coca parce qu'il est plus sucré.

DOMINIQUE GHOMBRES.

### PREMIER ÉCHEC DU SPÉCIALISTE DES «RAIDS BOURSIERS»

#### M. T. Boone Pickens renonce à prendre le contrôle d'UNOCAL

M. T. Boone Pickens, spécialiste américain des « raids boursiers », vient de connaître son premier échec depuis quatre ans. Après la décision de la cour suprême du Delaware donnant raison à sa dernière victime, la société pétrolière UNOCAL (le Monde du 21 mai), M. T. Boone Pickens a conclu un accord à l'amiable avec la société et annoncé qu'il retirait l'offre publique d'achat qu'il avait lancée afin d'en prendre le contrôle.

Aux termes de l'arrangement conclu, la société de M. Pickens pourra revendre au prix fort à UNOCAL un tiers des actions qu'il avait déjà acquises en Bourse, réalisant un profit d'environ 170 à 185 millions de dollars. En revanche, il conservera le reste, soit 16 millions d'actions, sur lesquelles il pourrait, de l'avis des analystes boursiers, subir une perte de 225 à 255 millions de dollars, à laquelle il faut ajouter les frais divers engagés par M. Pickens pour lancer l'opération.

Au total donc, selon le Wall Street Journal, cet échec pourrait lui coûter de 75 à 100 millions de dollars. C'est peu, comparé aux sommes gagnées depuis 1982 par

M. Pickens, grâce à une série de coups de Bourse contre les sociétés Supron Petroleum, Cities Service, General American, Superior Oil, Gulf Oil et Phillips Petroleum, soit au total près de 1 milliard de dollars. Mais cet échec, érigeant un précédent, pourrait néanmoins gêner considérablement M. Pickens dans la suite de ses opérations.

#### ACCORD ENTRE LE JAPONAIS SHARP ET PHILIPS DANS LES CRISTAUX LIQUIDES

Le néerlandais Philips et le japonais Sharp viennent de conclure un accord de coopération permettant à Sharp de transférer sa technologie dans les cristaux liquides à Philips. Le japonais livrera également l'équipement et les systèmes de production pour la fabrication des cristaux liquides.

Philips transférera à Heerlen, dans le sud-est des Pays-Bas, ses activités dans ce secteur, actuellement situées en Suisse, ce qui permettra la création de deux cents à deux cent cinquante emplois en 1987 et 1988.

C'est également avec un japonais, Stanley, que Renault a signé un accord de coopération pour l'implantation en Lorraine d'une usine de cristaux liquides. Mais ce projet est actuellement « gelé » par la direction de la Régie.

● Chevron renonce à vendre ses activités en Italie à la First Arabian Corp. — La compagnie pétrolière Chevron a annoncé qu'elle ne céderait pas ses actifs en Italie — mille sept cents stations-service, une usine de raffinage et des participations dans deux raffineries — à la société First Arabian Corp. du groupe Tamol, comme il était prévu par un accord de principe annoncé en février dernier (le Monde du 23 février). Les négociations ont, semble-t-il, aboyé sur la reprise de la participation de 23,5 % que Chevron détenait dans une raffinerie milanaise et que Tamol ne souhaitait pas conserver.

BIBLIOTHÈQUES DISCOTHÈQUES DE LA VILLE DE PARIS  
Adultes — Jeunesse  
LIVRES • DISQUES • CASSETTES  
Ouvertures du mardi au samedi  
Renseignements : MAIRIE DE PARIS, direction des affaires culturelles  
37, rue des Francs-Bourgeois, Paris (4) — tél. : 274.22.82

remous autour de

#### ITOMOBILE

#### haut : l'attente

Le monde de l'automobile est en ébullition. Les constructeurs se disputent les places de leader. Les ventes sont en hausse. Les prix sont en baisse. Les consommateurs sont en attente. Les constructeurs se disputent les places de leader. Les ventes sont en hausse. Les prix sont en baisse. Les consommateurs sont en attente.

#### REPTILIAIR

Le monde du reptilien est en ébullition. Les constructeurs se disputent les places de leader. Les ventes sont en hausse. Les prix sont en baisse. Les consommateurs sont en attente. Les constructeurs se disputent les places de leader. Les ventes sont en hausse. Les prix sont en baisse. Les consommateurs sont en attente.

#### DEPASSER LA MAÎTRISER LA

STAGE ANIMÉ PAR UN...  
PARIS du 5 au 28...  
date limite d'inscription...  
DOCUMENTATION...

5000 من الزوار



## SOCIAL

### Remous autour de la carte de tiers-payant pharmaceutique

D'ici à la fin mai, vont sortir les premières cartes santé-pharma résultant d'un accord entre des syndicats de pharmaciens et la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA) : elles permettront aux assurés sociaux bénéficiaires d'une assurance complémentaire maladie de ne pas faire l'avance des frais de pharmacie. Cette création va ouvrir un nouvel épisode des disputes entre assureurs et mutualistes autour du tiers-payant.

Dès mai 1983, un accord de principe avait été signé entre la FFSA, la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France et l'Union nationale des pharmacies de France, pour organiser ce « tiers-payant » sur la base d'accords conclus auparavant avec des sociétés mutualistes dans de nombreux départements. Resté lettre morte jusqu'au début de 1984, il a ensuite mis seize mois à entrer dans les faits, le temps de mettre au point un système permettant de réunir tous les régimes obligatoires et tous les régimes complémentaires, de trouver le mode de traitement adapté et de déterminer les informations à porter sur la carte.

Celle-ci comporte notamment le numéro INSEE de l'assuré, l'identification de son régime obligatoire, celle de son assureur complémentaire, le code propre à la société d'assurance, le pourcentage des dépenses (ticket modérateur) laissé à la charge de l'assuré et le numéro de son contrat d'assurance complémentaire. Au verso, une piste standardisée selon les normes ISO contient les mêmes informations, ce qui permet d'utiliser la carte tant avec un « fer à repasser », comme celui qu'emploient la plupart des commerçants pour les cartes de crédit, qu'avec des appareils plus élaborés. Le client n'aura qu'à présenter sa carte d'assuré social en même temps que la carte santé-pharma. Les factures établies par le pharmacien seront adressées directement à la caisse d'assurance-maladie d'une part, à l'assurance complémentaire de l'autre, ou bien transmises à un

organisme intermédiaire (1), qui se fera payer et créditera ensuite le compte du pharmacien. Celui-ci aura affaire à un système unique et non à une multitude d'organismes, mutuelles ou assurances.

#### Double concurrence

Une association « santé-pharma » réunira l'ensemble des adhérents. Propriétaire de la norme déposée à l'Institut national de la propriété industrielle, elle garantira les procédures d'agrément des fournisseurs afin d'éviter tout piratage.

An départ, seules la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France et des représentants des assureurs désignés par la FFSA figureront au conseil d'administration. Mais le système se veut universel, c'est-à-dire susceptible d'accueillir tous les partenaires publics et privés : mutuelles et caisses nationales d'assurance-maladie aussi bien que sociétés d'assurance, d'un côté, médecins et auxiliaires médicaux aussi bien que pharmaciens de l'autre.

Il est aussi évolutif sur le plan technique : la carte à emboîtement a été remplacée par une carte à mémoire.

Cependant, il s'est heurté déjà à deux projets concurrents. Le premier, immédiat, est interne au camp des assurances : la société allemande DKV, installée en France depuis 1983 et ouvrant déjà cent mille personnes, souhaite créer sa propre carte, baptisée carte verte permettant une lecture directe des données et une transmission immédiate par réseau Transpac. M. Reinhard Matzel, directeur de DKV, s'appuie sur un argument technique : il juge « primitive », voire « rétrograde » la carte santé-pharma — qui a, en revanche, l'avantage d'être utilisable par toutes les officines ne disposant pas de terminaux informatiques. Mais une négociation est en cours avec la FFSA : DKV pourrait rentrer dans l'association.

La seconde concurrence, à plus long terme, mais plus radicale, vient

de la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF). Celle-ci avait déjà étudié en 1984 les modalités d'un réseau de tiers-payants informatisés pour l'ensemble des professions de santé avec IBM. Le mois dernier, la FNMF et la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés ont décidé d'étudier la mise en œuvre de systèmes communs de tiers-payants utilisant ultérieurement l'informatique et la carte à mémoire. La formule aboutirait à exclure de fait les sociétés d'assurance : à la FNMF on ne cache pas qu'il s'agit d'« un choix politique ». Aussi l'initiative a-t-elle reçu l'approbation de la petite sœur ennemie, la Fédération nationale des mutuelles de travailleurs, qui y voit « un pas en avant très positif » après l'exclusion des assurances de la couverture complémentaire maladie...

GUY HERZLICH.

(1) De tels organismes, créés généralement sous l'égide de banques, existent dans sept départements.

• M. Le Pors critique les mesures salariales qu'il avait dû « assumer ». Ancien ministre de la fonction publique, M. Anicet Le Pors (PCF) s'est montré sévère, le 20 mai, à l'occasion d'un débat sur les rémunérations des hauts fonctionnaires, à l'égard de plusieurs mesures gouvernementales qu'il avait dû « assumer » en leur temps. Évoquant la « désindexation des salaires », il a parlé de « mauvais coup à une vraie politique de rémunération » et s'en est pris à la distinction entre la hausse des salaires en masse et la hausse en niveau, lui reprochant d'aller « dans le sens de l'irrationalité et de l'injustice ».

• Nettoyeurs de la RATP : la Régie proposera un plan social. La direction générale de la RATP a annoncé le 20 mai aux syndicats qu'elle proposerait un plan social à la mi-juin, à l'occasion de la nomination du nettoyeur du métro. La RATP prévoit, en effet, de mettre en place un système robotisé de nettoyage du réseau, et de confier cette tâche, actuellement assurée par seize entreprises, à une grande société. Le syndicat CFDT de la Régie annonce la tenue pour le 22 mai d'une assemblée générale des nettoyeurs du métro, afin de « forcer la RATP à ouvrir des négociations ». Selon le syndicat, cette restructuration risque d'aboutir à mille suppressions d'emploi.

### CONSUMMATION

UNE DIRECTIVE DE LA CEE VA RENFORCER LA RESPONSABILITÉ DU FABRICANT EN CAS DE PRODUIT DÉFECTUEUX

De notre correspondant

Bruxelles. — Les Dix se sont mis d'accord le 21 mai pour harmoniser leurs législations concernant la responsabilité encourue par le fabricant ou l'importateur en cas de dommages provoqués par un produit défectueux. La directive, qui devrait se traduire dans plusieurs États membres par un renforcement sensible de la protection du consommateur, sera formellement approuvée lors d'un prochain Conseil des ministres. Elle instaure une responsabilité quasi automatique du fabricant : celui-ci, pour s'en dégager, devra prouver que le consommateur — et non le produit — est à l'origine du dommage. Sa responsabilité financière sera engagée jusqu'à un plafond de 70 millions d'ECU, soit 475 millions de francs.

La directive ne prévoit pas, à ce stade, d'extension « aux risques de développement ». C'est-à-dire à la responsabilité de l'industriel qui introduit sur le marché un produit nouveau qui, faute d'avoir été suffisamment mis à l'épreuve, se révèle dangereux. Les législations nationales pourront inclure des clauses relatives aux risques de développement, mais la directive n'en fait pas une obligation.

Ph. L.

dans le cadre de la formation permanente : apprenez l'anglais en angleterre ou aux états-unis l'allemand en Allemagne contactez voyage-formation 35, bd des capucines 75002 Paris ou M. Marchi au (1) 267.53.35

voyage formation

## Sanpaolo Bank à Singapour.



Tung Centre 14-01-02  
20 Collyer Quay  
SINGAPORE 0104

SANPAOLO BANK  
ISTITUTO BANCA/ABO  
SAN PAOLO DI TORINO

La Banque Italienne qui rapproche l'Asie de l'Europe.

## 1984

## Encore une année de croissance pour le Banco di Sicilia.

QUELQUES CHIFFRES DU BILAN AU 31.12.1984

(en milliards de Lires)

	1984	1983
Capital et Réserves	1.089,2	947,9
Crédits distribués	16.779,0	14.274,4
Fonds gérés	23.493,2	19.881,7
Total du bilan (excl. les Comptes d'ordre)	29.112,6	24.213,8
Bénéfice net*	18,6	13,3

\* Après affectation de 77 milliards de Lires au titre d'amortissements et de 167 milliards de Lires au titre de provisions.

SUCCURSALES OUVERTES EN 1984

En Italie: Ascoli Piceno, Latina, Padova, Ravenna  
À l'étranger: Los Angeles (Foreign Branch), Paris, Singapour (Bureau de représentation)



## Banco di Sicilia

Direction Générale: Via Mariano Stabile 152, Palermo  
Direction Internationale: Via del Corso 271, Roma  
 Succursales à l'étranger: Francfort, Londres, Los Angeles (Foreign Branch), New York, Paris  
Bureaux de représentation: Bruxelles, Budapest, Chicago, Munich, Singapour, Zurich.

### AUTOMOBILE

#### Renault : l'attente est de rigueur

La deuxième journée du comité central d'entreprise de Renault, mardi 21 mai, à laquelle le nouveau PDG, Georges Besse, assistait pour la première fois, a donné lieu à l'énoncé des handicaps responsables des pertes du constructeur automobile (12.55 milliards en 1984). Sans apporter de prévisions sur les solutions à choisir, M. Stéphane Dodin, directeur central de la planification, a notamment mis en lumière la perte de compétitivité enregistrée par le groupe face à ses principaux concurrents (le Monde du 21 mai).

Dans un communiqué publié à l'issue de la séance du matin, la direction générale s'est contentée de souligner la forte dégradation des résultats et de la capacité d'autofinancement de l'entreprise, mettant en cause le niveau des prix sur le marché français, « le plus bas des quatre grands marchés européens ».

La Régie fonde ses espoirs sur le rajeunissement de sa gamme « dont la situation sera favorable en 1986 », mais exclut en revanche « en raison de la stagnation proba-

ble des marchés dans les deux ou trois ans à venir, de pouvoir s'appuyer sur un développement substantiel des volumes de production pour permettre le redressement à moyen terme ».

Pleine de bonnes intentions, la Régie affirme avoir l'intention de « contrôler ses prix de revient, d'assurer la qualité et la rentabilité des produits futurs (éventuellement par des coopérations avec d'autres constructeurs) et maîtriser la mutation technologique des cinq prochaines années. Pas un mot, en revanche, sur les suppressions d'emplois qui apparaissent en filigrane derrière le constat dressé par la direction. Les seuls départs confirmés restent donc ceux qu'a précipités M. Bernard Hanon dès octobre 1984, grâce à des préretraites, des retours au pays de travailleurs immigrés et des départs volontaires. Soit 10 000 suppressions d'emplois, qui porteraient les effectifs de Renault à 88 000 personnes à la fin de 1985.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'AIN  
Secrétaire général

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE  
Direction des actions de l'Etat et de l'économie

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

OBJET:

Aménagement fluvial au droit du pont Saint-Laurent  
Creusement d'un canal de dérivation  
Enquête hydraulique.

Une enquête hydraulique est ouverte du 3 juin 1985 au 3 juillet 1985, incluant sur le territoire des communes de Sermoyer, Arbigny, Saint-Bénigne, Pont-de-Vaux, Reysouze, Ozen, Boz, Manziat, Asnières-sur-Saône, Vésines, Feillens, Saint-Laurent-sur-Saône, Repéromes, Crozet, Pont-de-Veyle, Gréges, Cormoranche-sur-Saône, Laitz (Ain) et Farges-lès-Mâcon, Uchizy, Montbellet, Fleuryville, Saint-Albain, La Salle, Senozon, Saint-Martin-Belle-Roche, Sancey, Mâcon et les communes associées de Saint-Jean-le-Prieux et Sennecey-lès-Mâcon, Varennes-lès-Mâcon, Vinzelles, Chaintre et Crèches-sur-Saône (Saône-et-Loire).

Cette enquête concerne la demande en date du 30 avril 1985 présentée par le secrétaire d'Etat chargé des transports prescrivant l'ouverture d'une enquête hydraulique sur le projet d'aménagement fluvial au droit du pont Saint-Laurent.

Le dossier d'enquête hydraulique et les registres d'enquête sont déposés dans chacune des mairies ci-dessus visées pour être tenus à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête.

Bourg-en-Bresse, le 13 mai 1985,  
le Préfet, commissaire de la République :  
Roger MOSER.

### "DÉPASSER LE TRAC, MAÎTRISER LA PAROLE"

STAGE ANIMÉ PAR HUBERT LE FÉAL  
à PARIS, du 5 au 26 juillet (3 soirs/semaine)

date limite d'inscription : 8 juin 1985

DOCUMENTATION : (1) 387 25 00



# TRANSPORTS

## Air Inter conservera son monopole jusqu'en l'an 2000

La convention qui sera signée à la fin du mois de juin entre la compagnie Air Inter et l'Etat réaffirmera le principe de l'exclusivité de cette compagnie sur le réseau aérien intérieur français jusqu'au 31 décembre de l'an 2000.

M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat chargé des transports, a communiqué, le 21 mai, cette information au Conseil supérieur de l'aviation marchande (CSAM) en fondant cette décision sur la nécessité d'accompagner le considérable effort d'investissement auquel Air Inter s'apprête au cours des prochaines années avec le renouvellement progressif de la totalité de sa flotte moyenne-porteurs (Caravelle 12 et Mercure) par une vingtaine d'Airbus A-320.

Cette convention prendra la suite des conventions en vigueur entre 1967 et 1974 et entre 1974 et 1980. Elle verra la compagnie aérienne s'engager « dans le cadre de ses impératifs financiers » sur un certain niveau de qualité de service : ponctualité, régularité, capacité, fréquence et horaire. Au plan tarifaire, le document confirmera la possibilité pour Air Inter de moduler, sous réserve de l'accord de l'autorité de tutelle, des tarifs en fonction des caractéristiques des différentes lignes.

Enfin, la compagnie s'attachera à l'amélioration de la productivité et au maintien d'une situation financière satisfaisante, notamment en matière d'autofinancement, malgré un ralentissement prévisible de la croissance moyenne du trafic.

Au cours de la réunion du CSAM, M. Auroux a rappelé l'hostilité du gouvernement français à l'égard de la déréglementation menée par les Etats-Unis dans le transport aérien. « La concurrence débridée, a-t-il déclaré, entraîne une instabilité des réseaux, une dégradation des conditions d'emploi pour les personnels, un affaiblissement financier préoccupant des entreprises et des dégradations du niveau de sécurité ». La règle du jeu en matière d'ouvertures de lignes intérieures restera donc « un seul transporteur par ligne ».

Le ministre a annoncé une refonte du code de l'aviation civile afin de l'adapter aux exigences de la loi d'orientation des transports intérieurs (LOTI). Dans ce cadre, certaines autorisations — par exemple en matière d'aviation-taxi — seront déconcentrées au niveau des commissaires de la République.

M. Auroux a confirmé que le Conseil supérieur de l'aviation marchande serait prochainement réformé. Compétent pour émettre des avis sur le transport aérien civil, il sera présidé par un président nommé par décret et non plus par le ministre de tutelle. Sa composition aujourd'hui strictement professionnelle sera enrichie par l'entrée de représentants des organisations syndicales représentatives dans le transport aérien, d'un conseiller régional et d'un conseiller général. Le CSAM devrait être présidé par M. Jacques Ducoux, président de section honoraire au Conseil d'Etat, et actuel vice-président de ce conseil.

AL F.

Aux Etats-Unis

## UN GROUPE DIRIGÉ PAR M. ICAHN VEUT RACHETER LA COMPAGNIE TWA

Un groupe d'investisseurs dirigé par le financier new-yorkais Carl C. Icahn propose à la direction de la compagnie aérienne TWA de racheter la totalité du capital de la société au prix de 18 dollars par action. Le dernier cours du titre s'était établi à Wall Street à 17 dollars. Le montant de la transaction s'élèverait à 446 millions de dollars (4,1 milliards de francs). M. Icahn et ses partenaires détiennent actuellement 25 % du capital de TWA. Ils demandent que leur proposition soit soumise aux actionnaires.

De son côté, la direction de la compagnie continue à chercher une parade pour empêcher le groupe Icahn de s'approprier le capital et pour le contraindre à revendre les actions déjà acquises. Elle a engagé plusieurs procédures judiciaires pour s'opposer à cette prise d'assaut.

TWA a réalisé en 1984 un bénéfice de 29,9 millions de dollars (280 millions de francs) et un chiffre d'affaires de 3,6 milliards de dollars (33 milliards de francs).

**RECTIFICATIF.** — Dans le supplément sur les carrières de l'exportation (*Le Monde* du 22 mai) l'article sur la construction navale intitulé « Le règne du sur-mesure » mentionnait le nom de l'armateur Bergesen. Celui-ci n'est pas originaire de Hongkong mais Norvégien.

# ÉTRANGER

## Les Etats-Unis demandent à la Banque asiatique de développement de favoriser le secteur privé

De notre correspondant

Tokyo. — La dix-huitième réunion annuelle de la Banque asiatique de développement (BAD) (1) tenue à Bangkok au début du mois de mai a confirmé de la façon la plus claire l'approche idéologique des Etats-Unis à l'égard des institutions de financement international du développement et la volonté de Washington de faire pression sur elles, politiquement et financièrement, pour orienter le développement des pays du tiers-monde dans le sens d'une « démocratie capitaliste », selon les termes mêmes du représentant américain à la BAD.

Pour M. Roger, « les Etats-Unis rejettent absolument l'idée d'une économie du développement ». Le message américain est double : les pays intéressés adoptent une économie de marché et ils empruntent des capitaux privés, ou ils devront se passer des crédits des Etats-Unis : la BAD (tout comme la Banque mondiale et d'autres institutions de financement multilatérales) modifie sa politique de prêts pour favoriser le développement du secteur privé de ses clients (par opposition aux prêts destinés aux gouvernements et garantis par eux) ou bien elle aussi risque de connaître des problèmes de crédits encore plus graves que ceux qu'elle connaît aujourd'hui.

Les Etats-Unis qui, après le Japon, fournissent les plus grosses contributions au financement de la BAD, se trouvent en retard de plus de 90 millions de dollars pour 1984 et pour l'année en cours dans le refinancement du Fonds de développement asiatique (l'organisme de prêt à faible taux d'intérêt de la Banque), ce qui entraîne un retard dans les contributions des autres pays, liées à celles des Etats-Unis.

### Projets menacés

Par rapport aux prévisions initiales 1983-1986, le Fonds a plusieurs centaines de millions de dollars d'arriérés de contribution (sur un total de 3,2 milliards pour les quatre années considérées), ce qui menace plusieurs projets de développement des infrastructures dans les pays les moins développés de la région. Confrontés aux pressions américaines et, partant, aux menaces qui pèsent sur son rôle sinon sur son avenir même, le conseil d'administration de la Banque — et tout particulièrement son directeur japonais, — a paru, jusqu'à présent, incapable de définir une politique coordonnée.

Se référant à la volonté américaine d'utiliser la Banque asiatique pour le développement du secteur privé, la *Far Eastern Economic Review*, de Hongkong, écrivait récemment : « Au cours des dernières années, l'essentiel du financement par le secteur privé a été sous forme de prêts bancaires à taux d'intérêt élevé qui ont créé un endettement considérable (...). Certains directeurs de la BAD ont du mal à ima-

giner comment le secteur privé pourrait être attiré par le type de projet infrastructurel de base que soutient le Fonds de développement asiatique ». La BAD prête aux pays les plus pauvres (Bangladesh, Laos, Népal, Sri-Lanka, Pakistan, Birmanie) à des taux d'intérêt qui, dans certains cas, ne dépassent pas 1 % sur des périodes allant jusqu'à quatre ans.

R.-P. PARINGAUX.

(1) Créée en 1966, la Banque asiatique de développement est un organisme de coopération régionale, appuyé sur des contributions internationales qui, comme la Banque mondiale, est chargée de financer des projets de développement. La BAD a quarante-cinq membres ; depuis sa création, elle a financé six cents projets pour un montant de 13 milliards de dollars.

### JAPON

« Les Japonais financent un deuxième pont sur le Bosphore. — Dans le cadre de la visite du premier ministre turc au Japon, un accord a été signé entre les deux pays pour l'octroi d'un prêt de 206 millions de dollars (1,9 milliard de francs) à la Turquie afin de financer la construction d'un deuxième pont à péage sur le détroit de Bosphore (Le Monde du 2 mai). Cet ouvrage de 1,5 kilomètre, sera construit par un groupe d'entreprises japonaises, turques et italiennes. Il devrait coûter 550 millions de dollars (5 milliards de francs).

Quand le  
Crédit National  
prête,

cela veut dire  
dialoguer,  
expertiser,  
conseiller,  
anticiper,  
agir.

Pour un chef d'entreprise, cela signifie plus que de l'argent, n'est-ce pas ?

**Crédit National**

45, rue Saint-Dominique, 75700 Paris - Lyon - Lille - Marseille - Nantes - Nancy - Bordeaux - Strasbourg - Rouen - Dijon - Toulouse - Orléans - Besançon - Poitiers - Quimper - Grenoble.

### OFFRES EXCEPTIONNELLES

Avion + Hôtel + Transfert  
PENTECOTE : Palma 1980 F (pension complète)  
(25, 26, 27 mai) Dubrovnik 2.400 F (pension complète)  
VOYAGE PILOTE  
57, rue d'Amsterdam, 75008 PARIS - Tél. : 281-36-00 - Livrer 1985

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS LA ROCHE CENPA

1984 a été une étape marquante pour La Rochette Cenpa, tant pour sa branche papier-carton que pour son activité pôle à papier. La première enregistrée un déficit de 363,3 MF tandis que la seconde réalisait un bénéfice de 206,7 MF ; mais ces deux chiffres recouvrent des situations assez opposées qu'il s'agit d'expliquer.

Pour la société-mère holding, la perte s'est établie à 194,6 MF après 245,1 MF de provisions nettes sur les filiales et 15,9 MF de reprise de réserve de réévaluation (contre, en 1983, une perte de 184,5 MF après 216,1 MF de provisions nettes sur les filiales et 13,4 MF de reprise de réserve de réévaluation spéciale de réévaluation).

La perte consolidée (part du groupe) est de 328,8 MF, contre - 206,9 MF en 1983 (La Cellulose du Rhône et d'Aquitaine, filiale à 39 %, étant consolidée par mise en équivalence).

Dans le papier-carton, une profonde restructuration industrielle a été menée en 1984, entraînant la cession ou la fermeture de cinq usines, la réduction de moitié des effectifs holding et d'autres allègements d'effectifs dans les activités conservées. La quasi-totalité des pertes 1984 résulte soit de ces opérations (coûts de cession ou de fermeture, pertes d'exploitation jusqu'à la date de la cession ou de la fermeture, indemnités de licenciement), soit de l'activité carton pour boîtes pliantes, pour laquelle des discussions sont en cours avec plusieurs acquéreurs en vue d'une cession.

Le chiffre d'affaires consolidé papier-carton s'élève à 1.748 MF, en progression de 11,1 % à structure comparable. La M&A d'exploitation est de - 50,5 MF et la perte nette consolidée de 363,3 MF (contre - 216,5 MF en 1983).

Pour accompagner les mutations industrielles opérées en 1984, la branche papier-carton fait l'objet d'une restructuration financière qui comporte 80 MF de concours nouveaux à taux réduit sous forme de prêts participatifs et d'obligations convertibles et des aménagements de taux et échéances sur divers crédits antérieurs, de manière à adapter les charges d'intérêt et de remboursement au nouveau périmètre d'activité du groupe. Ces concours nouveaux seront attribués à une holding intermédiaire dénommée ROCAPAR, appelée à regrouper toutes les filiales papier-carton, hormis le carton pour boîtes pliantes. En cas de conversion de la totalité des obligations, la participation de La Rochette-Cenpa dans ROCAPAR se verra inférieure à 65 %.

Par ailleurs, la société LA ROCHE HERMITAGE bénéficiera d'abandons de créances de sa société-mère La Rochette-Cenpa, du report au-delà de 1987 des échéances de remboursement sur les prêts qui lui ont été consentis par le pool bancaire et le Crédit national, ainsi que d'abandons ou capitalisations d'intérêts sur ces prêts.

Les investissements de l'exercice 1984 se sont élevés à 141,8 MF et ont permis notamment d'augmenter de 20 000 tonnes la capacité de production de cellulose mi-chimique de La ROCHE-VEZENEL et de rénover la caisserie de LA ROCHE-ATLANTIQUE.

Il faut citer également le rapprochement intervenu au début de 1985 entre la société SOFRATUBE et ROCHE-CARTON TRANSFORME. Le nouvel ensemble, dénommé SOFRATUBE-RC, occupe une position significative sur le marché français de tube.

L'ensemble ROCAPAR, centré sur deux filiales principales, l'emballage en carton ondulé et le tube, et disposant dans ces métiers d'équipements compétitifs, devrait dégager en 1985 un résultat équilibré pour un chiffre d'affaires consolidé d'environ un milliard et demi de francs, et reprendre son développement sur des bases saines.

Pour la pôle à papier, LA CELLULOSE DU RHONE ET D'AQUITAINE (CDRA) a enregistré en 1984 d'excellents résultats. Le chiffre d'affaires s'élève à 1.392 MF, en progression de 38 %. La M&A d'exploitation est de 287,7 MF et le bénéfice net de 206,8 MF (contre une perte de 123,7 MF en 1983).

Ce redressement résulte des progrès de production et de productivité réalisés dans les usines, du relèvement des prix de vente et de la hausse du dollar.

A la suite d'une cession intervenue en 1984, la participation de LA ROCHE CENPA dans le groupe SOULIER, spécialisée dans la récupération de vieux papiers, est désormais détenue par la CDRA, qui rassemble ainsi l'ensemble de l'industrie papetière : exploitation forestière, pôle à papier et filières recyclées. Le groupe SOULIER a enregistré de très bons résultats en 1984.

Le chiffre d'affaires consolidé de la CDRA s'élève à 2.041 MF, la M&A d'exploitation à 356,8 MF et son bénéfice net consolidé à 206,7 MF.

Les résultats obtenus dans la pôle en 1984 ne doivent cependant pas faire perdre de vue qu'il s'agit d'une industrie cyclique dont les prix de vente sont, de surcroît, influencés par les variations monétaires. A ce double point de vue, l'exercice 1985 se présente dans des conditions nettement moins favorables.

Mais il demeure que l'outil de production de LA CELLULOSE DU RHONE ET D'AQUITAINE est maintenant compétitif. L'usine de Tarnac se situe au rang des meilleures unités internationales. L'usine de Saint-Gaudens devrait l'y rejoindre au terme d'un plan de développement et de modernisation dont les premières étapes ont été franchies avec succès puisque Saint-Gaudens a contribué pour environ 40 % aux bénéfices pôle enregistrés en 1984.

Il est rappelé que l'AGE de La Rochette-Cenpa en date du 30 juin 1983 ayant constaté la perte de la moitié du capital a décidé de poursuivre l'activité. A fin 1984, les capitaux propres de la société sont négatifs de 303,3 MF.

En dépit de cette situation, La Rochette-Cenpa se trouve à la tête de deux ensembles industriels qui, après ces restructurations, devraient disposer des moyens nécessaires pour poursuivre leur développement.

# FINANCIERS

## De Diable

Le Diable, c'est le malin, le méchant, le diabolique. C'est aussi le financier, le spéculateur, le manipulateur. C'est le Diable qui, sous ses habits de gentleman, cache ses véritables intentions. C'est le Diable qui, sous ses airs de sage, cache ses véritables desseins. C'est le Diable qui, sous ses airs de bonhomme, cache ses véritables visages.

Le Diable, c'est le financier, le spéculateur, le manipulateur. C'est le Diable qui, sous ses habits de gentleman, cache ses véritables intentions. C'est le Diable qui, sous ses airs de sage, cache ses véritables desseins. C'est le Diable qui, sous ses airs de bonhomme, cache ses véritables visages.

## TRANSATLANTIQUE

TRANSATLANTIQUE, c'est la compagnie aérienne qui relie l'Europe à l'Amérique. C'est la compagnie aérienne qui vous permet de voyager confortablement et rapidement. C'est la compagnie aérienne qui vous offre des services de qualité. C'est la compagnie aérienne qui vous garantit la sécurité de vos vols.

## INSTITUT DE DEVELOPPEMENT

L'Institut de Développement, c'est l'organisme qui étudie les problèmes de développement économique et social. C'est l'organisme qui propose des solutions innovantes. C'est l'organisme qui apporte son soutien technique et financier aux pays en développement.

## Sicav du Crédit National

Epargne Industrie  
Actions Françaises  
Monney - CEA  
1544,46  
46,93  
23,25  
21 mars 1985  
+21,3 %  
Généraliste : Caisse d'Epargne

هذا من الاموال



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### De Dietrich

Réuni le 10 mai 1985 à Reichshoffen, le conseil d'administration a arrêté les comptes du troisième exercice de la Société qui seront soumis à l'assemblée générale du 28 juin prochain.

En augmentation de 20 % contre 3 % en 1983, le chiffre d'affaires 1984 totalise 1,988 milliard de francs.

Le montant des exportations (391,2 millions), en progression de 39 %, représente 19 % des facturations totales.

Après déduction de 21 000 000 de francs au titre de l'impôt sur les sociétés, d'une annuité d'amortissement de 65 800 000 F, d'une provision pour participation des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise de 1 341 000 F et constitution de diverses provisions, les résultats du groupe DE DIETRICH ont été arrêtés à la somme de 23 164 000 F.

Comparés à ceux de l'exercice précédent, ils se présentent comme suit, en millions de francs :

	1983	1984
Bénéfice de l'exercice, plus-values comprises	10 639	19 268
Redistribution des filiales	2 891	3 896
<b>TOTAL</b>	<b>13 530</b>	<b>23 164</b>

Cash-flow hors plus-values de cession : 71 986 82 067

L'augmentation du chiffre d'affaires au cours des six derniers mois de l'exercice et l'intensification des efforts de l'ensemble du personnel pour améliorer son efficacité dans chacun de ses domaines d'activité ont contribué au redressement des résultats du premier semestre.

Les investissements de l'exercice totalisent 52 millions de francs.

Il sera proposé à l'assemblée générale la distribution d'un dividende de 43,50 F par action dont 14,50 F d'avoir fiscal, représentant une distribution de 9 769 000 F.

A fin avril 1985, le chiffre d'affaires s'élève à 737 323 000 F, en progression de 10 %.

En millions de francs	1984	1985	%
Division Equipement Ménager	235,3	267,0	+13
Division Equipement Thermique	163,9	193,6	+18
Division Equipement Chimique	56,1	64,9	+16
Division Matériel Ferroviaire et Mécanique	209,0	208,3	-0,3
Activités Forestières et Agricoles	-3,8	3,5	+10,3

L'évolution du chiffre d'affaires est globalement conforme aux prévisions, malgré un ralentissement saisonnier des exportations de biens d'équipement ménagers et thermiques (appareils de cuisson et chaudières de chauffage central).

Confiant dans l'avenir, le groupe compte engager en 1985 un programme d'investissements de 70 millions de francs.



### BANQUE TRANSATLANTIQUE

L'assemblée générale ordinaire de la Banque Transatlantique s'est tenue le 20 mai 1985 sous la présidence de M. Philippe Aymard et a approuvé les comptes de l'exercice 1984 se soldant par un bénéfice net de 16 655 945,74 francs (composant 1 250 039,23 francs de plus-values nettes à long terme à porter à la réserve spéciale), contre 15 222 620,75 francs (dont 616 011,02 francs de plus-values nettes à long terme).

Elle a fixé le dividende pour l'exercice 1984 à 11,50 francs par action (l'impôt déjà versé au Trésor étant de 5,15 francs) comme 11 francs l'année précédente (l'impôt déjà versé au Trésor étant de 5,50 francs). Le dividende sera mis en paiement à partir du 3 juin 1985.

L'assemblée générale ordinaire a nommé administrateurs M. Jean Bernard, en remplacement de M. Charles Lenoir, et M. Jean-Arno Fautad, senior vice-président de la Banque de Montréal à Londres, en remplacement de M. Thomas Joseph Wacker. Elle a également renouvelé les mandats de M. Jacques Machizaud et de la Banque de Montréal, représentée par M. J.-H. Warren.



### CAMPENON BERNARD

Le Conseil de Surveillance, dans sa dernière séance, a examiné les comptes de l'exercice 1984.

Le chiffre d'affaires total du Groupe a atteint 6 709 MF HT. Il marque, par rapport à l'année précédente, une progression de l'ordre de 9 %.

Le résultat consolidé du Groupe est en nette amélioration par rapport à l'exercice 1983, avec un bénéfice de 16,1 MF (part du Groupe) contre 15,6 MF l'année précédente. La société-mère CAMPENON BERNARD réalise un bénéfice de 23,5 MF, en retrait par rapport à celui de l'année précédente qui s'élevait à 32,4 MF, du fait des concours apportés dans le cadre d'importantes mesures de restructuration à diverses filiales en situation difficile.

Le carnet de commandes à la fin de l'année 1984, légèrement supérieur à 6 milliards de francs, est en augmentation de 12 % sur son niveau à la fin de l'année précédente.

Néanmoins, vu l'incertitude persistante de l'évolution du marché tant en France qu'à l'étranger, il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires de ne pas distribuer de dividende au titre de l'exercice 1984.

### INSTITUT DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL (IDI)

Société anonyme au capital de 871 596 400 F

Au cours de sa séance du 7 mai, le conseil d'administration de l'IDI a arrêté les comptes définitifs de l'exercice 1984. Le bénéfice net s'élève à 104,4 MF se décomposant en 50,9 MF relatifs à l'exercice 1984 (30,2 MF de bénéfice d'exploitation et 20,7 MF de profits sur opérations en capital) et 53,3 MF relatifs à des exercices antérieurs par reprise sur écart de réévaluation.

L'accroissement de l'activité de service, la bonne tenue des marchés financiers et l'accès au second marché de certaines participations permettent d'envisager l'exercice 1985 sous des auspices favorables et donc le versement d'un dividende en 1986. Le rythme d'investissements du groupe IDI en 1985 devrait être soutenu avec une accentuation dans les domaines de la haute tech-

nologie et de la reprise d'entreprises par leurs cadres par la technique du L.M.S.O. Pour amplifier sa vocation de partenaire privilégié des entreprises moyennes performantes, le groupe IDI étend sa gamme d'outils d'intervention par l'accès à la Bourse de sa filiale commune avec la Compagnie financière de Suez, l'U.A.P. le Crédit lyonnais et divers institutions : la Compagnie d'Investissements Astorg (anciennement Produits chimiques du Sud-Est : PCSE).

L'ensemble formé par l'IDI et ses filiales, et sociétés affiliées : SOPROMEC-IDI, IDICA, Chevigny Associates, Finovestron, Finovetec, Ancelle investissements (FCPR), CITIA, Compagnie d'Investissements Astorg, compte d'affaires comme l'un des principaux intervenants du capital-risque en France.

## SIEMENS

Information destinée aux actionnaires de Siemens

## Embauche de 10 000 personnes

Croissance persistante des commandes enregistrées et du C.A.

La première moitié de l'exercice, c'est-à-dire la période du 1er octobre 1984 au 31 mars 1985, a été marquée pour Siemens par des taux de croissance à deux chiffres pour les commandes

enregistrées et le chiffre d'affaires, l'embauche de 10 000 personnes et un rapport bénéfice net/C.A. de 2,4 %.

### Commandes enregistrées

Avec 87,9 milliards de francs, le montant des commandes enregistrées a connu une croissance de 11 %, qui atteint même 15 % si l'on exclut l'activité Centrales électriques. Les ordres pris en R.F.A. se chiffrent à 42,8 milliards de francs, soit une hausse de 4 %. Mais les impulsions décisives ont été données par l'étranger : les commandes enregistrées dans les pays tiers ont progressé de 18 % pour s'établir à 45,1 milliards de francs. Durant la première moitié de l'exercice, d'importantes commandes ont été passées par Singapour pour des installations de commutation de données, l'Indonésie pour des autocommutateurs électroniques numériques et des centrales diesel,

le Koweït, la Libye et l'Arabie saoudite pour des postes de distribution, Taiwan pour des centraux numériques en conteneurs et la Chine pour l'équipement électrique du laminoir à chaud de Bao Shan.

En milliards de francs	du 1.10.83 au 31.3.84	du 1.10.84 au 31.3.85	Variation
Commandes enregistrées	79,5	87,9	+11%
Marché allemand	41,2	42,8	+4%
Marché étranger	38,3	45,1	+18%

### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de Siemens a fait un bond de 33 % pour atteindre 81,7 milliards de francs, et ce en raison notamment de la facturation des deux centrales nucléaires Gundremmingen C et Grohnde. Mais, même abstraction faite de l'activité Centrales électriques, le taux de croissance ressort à 10 %. Les ventes en Allemagne fédérale se sont élevées à 45,6 milliards de francs soit un accroissement de 7 % si l'on omet le secteur Centrales. Avec 36,1 milliards de francs, les facturations à l'étranger marquent une progression de 8 %. Les divisions Composants, Energie électrique et Automatisation, Communication et Informatique ainsi que Technique médicale ont réalisé des taux

de croissance supérieurs à la moyenne dans leurs affaires internationales. Siemens envisage pour l'ensemble de l'exercice en cours un montant de 150 milliards de francs pour les commandes enregistrées comme pour le chiffre d'affaires.

En milliards de francs	du 1.10.83 au 31.3.84	du 1.10.84 au 31.3.85	Variation
Chiffre d'affaires	61,3	81,7	+33%
Marché allemand	27,8	45,8	+64%
Marché étranger	33,5	36,1	+8%

### Commandes en carnet

Au 31 mars, les commandes en carnet totalisaient 185,3 milliards de francs, et les stocks, pratiquement inchangés, 61,3 milliards de francs.

En milliards de francs	30.9.84	31.3.85	Variation
Commandes en carnet	180,7	185,3	+3%
Stocks	60,6	61,3	+1%

### Personnel

Grâce à la progression des commandes nouvelles, Siemens a pu augmenter de 10 000 personnes ses effectifs, qui atteignent désormais 338 000. L'embauche de 7 000 personnes en R.F.A. et de 3 000 à l'étranger a permis de porter les effectifs respectifs à 231 000 et 107 000. Cette évolution devrait se ralentir sensiblement au cours des mois à venir. Durant ces six premiers mois, Siemens a occupé en moyenne 332 000 personnes à l'échelle mondiale, soit 4 % de plus que l'an dernier à pareille époque. Avec 28,8 milliards de francs, les frais de personnel ont augmenté de 10 %.

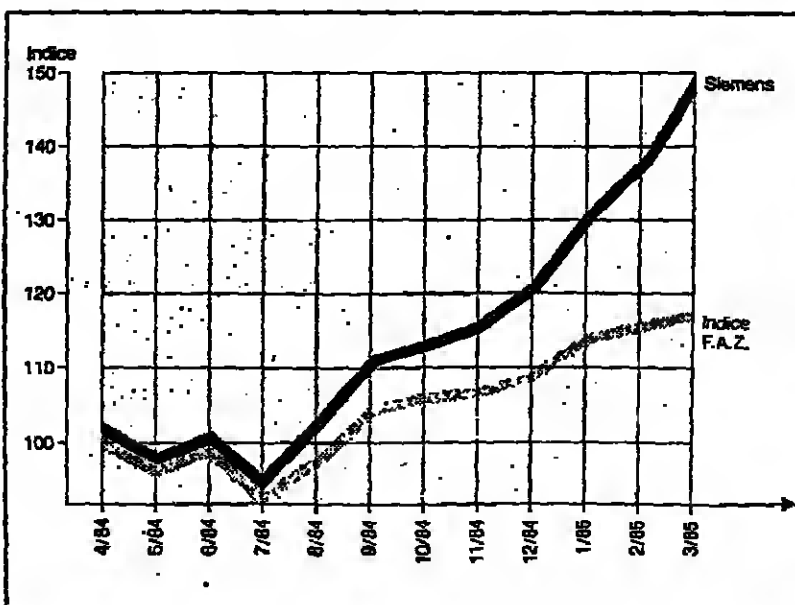
	30.9.84	31.3.85	Variation
Personnel en milliers	328	338	+3%
Allemagne	224	231	+3%
Etranger	104	107	+3%

### Investissements Bénéfice net

Avec 4,1 milliards de francs, les investissements de Siemens durant ce premier semestre ont progressé de 48 % par rapport à la même période de l'exercice précédent et seront encore vigoureusement renforcés dans les six mois à venir. La bénéfice net pour la période considérée s'est établi à 2,0 milliards de francs contre 1,3 précédemment, ce qui correspond à un rapport bénéfice net/C.A. de 2,4 % ; ce rapport était de 2,3 % pour l'ensemble de l'exercice écoulé.

En milliards de francs	du 1.10.83 au 31.3.84	du 1.10.84 au 31.3.85	Variation
Investissements	2,8	4,1	+48%
Bénéfice net	1,3	2,0	+56%
en % du C.A.	2,0	2,4	

Les valeurs sont converties en fonction du cours moyen coté à la Bourse de Francfort le 29 mars 1985 : 100 FF = 32,750 DM.



### Hausse accélérée du cours de l'action Siemens

Le relèvement du dividende de 8 à 10 DM ainsi que la possibilité d'acquiescer des actions nouvelles à un prix intéressant ont, durant les mois précédents, provoqué une hausse particulièrement forte du cours de l'action Siemens. Dès l'exercice 1983/84, la confirmation du solide potentiel d'innovation et de rentabilité de la société avait engendré une montée en flèche des cours. Tandis que le cours de l'action Siemens augmentait de 47,9 % d'avril 1984 à mars 1985, l'indice des actions de la Frankfurter Allgemeine Zeitung a progressé, dans le même temps, de 15,6 %.

## Siemens AG

En France : Siemens Société Anonyme

**Sicav du Crédit Mutuel**  
situation au 29 mars 1985

**Epargne Industrie**  
Actions Françaises  
Monory - CEA

**Epargne Long Terme**  
Obligations Françaises  
Plus-values à Long Terme

1 544,46	Actif net (en millions de F)	124,6
456,93	Valeur liquidative (en F)	1 146,71
23,25	Dernier dividende global (en F)	18,79
29 mars 1985	Date de paiement	29 mars 1985
+21,31 %	Taux annuel de rendement actualisé (dernier dividende global inclus)	+21,42 %

Dépositaire : Caisse Centrale du Crédit Mutuel



# ÉTRANGER

## Industrialisation rurale à la chinoise

(Suite de la première page.)

Il existe en Chine un système de permis de résidence, le *hukou*, et de tickets de rationnement, afin de contrôler la circulation des ruraux, car le gouvernement craint l'exode massif de paysans vers les villes comme dans les autres pays du tiers-monde. M. Zhu estime qu'il pourra ainsi réduire la main-d'œuvre paysanne de 5 % à 10 % par an.

Cette « voie de la construction socialiste à la chinoise », cette « industrialisation rurale à la chinoise » se surajoute au réseau d'usines dépendant de l'Etat. Elle se fonde essentiellement sur les entreprises « collectives », qui appartiennent aux collectivités locales (préfecture, district, bourg, village), et à un secteur privé encore embryonnaire mais encouragé.

### Capitalisme municipal

Ce système « collectif » a une allure de capitalisme municipal. Ainsi voit-on des cadres ruraux sans aucune formation théorique, et dont l'origine paysanne saute aux yeux, créer des usines, se transformer en chefs d'entreprise, acheter, vendre, emprunter, user de la « débrouille » et des « relations » — la « porte de derrière » en chinois — se livrer à une concurrence sauvage, rechercher les matières premières que le plan ne leur fournit plus et en négocier le prix... Certaines usines sont modernes, d'autres sont des ateliers qui semblent sortis tout droit d'un roman de Dickens.

Le bourg de Jiangdu, soixante-cinq mille habitants, possède vingt-quatre usines employant six mille cinq cents ouvriers. L'an dernier,

elles ont réalisé un chiffre d'affaires de 78 millions de yuans (un yuan, ou renminbi, vaut environ 0,35 dollar américain) et un bénéfice de 8 millions, soit quatre fois plus qu'en 1978. L'objectif national fixé pour l'an 2000 est déjà atteint! En dehors de l'artisanat et de la transformation des produits agricoles, activités traditionnelles, on trouve des usines de confection, de mécanique, une fabrique de guidons de vélo, etc. Cette dernière emploie sept cents ouvriers; elle fournit les grandes usines de cycles et exporte même vers la RFA, le Bangladesh, Hongkong, fournissant au bourg des ressources en devises jalousement entassées à la banque et dont il pourra se servir pour importer le matériel nécessaire à sa modernisation. La productivité, bien qu'ayant triplé en six ans, demeure faible — environ quinze guidons par ouvrier et par jour — les installations désuètes, les matières premières chères et difficiles à trouver. Le bourg en tire cependant le quart de ses revenus industriels. Les salaires sont médiocres — environ 50 yuans de salaire de base, plus les primes — mais le revenu annuel par habitant dans le bourg est passé, depuis 1978, de 299 à 502 yuans.

Le maire, M. Shi Changyan, n'est pas peu fier. Ses revenus ont doublé l'an dernier; son usine de matériel de levage fait de la publicité à la télévision nationale; il a engrangé 8 millions en devises en 1984. Si son apparence, engoncé dans sa vareuse Mao et sirotant son thé dans le complexe administratif du bourg — qui ressemble étonnamment à l'ancien « Yamen » impérial, séparé du commun des mortels par une enceinte, —

semble bien traditionnelle, son comportement, son discours, sont ceux d'un « entrepreneur ». Ce terme à la mode désigne aussi pudiquement les « anciens capitalistes ». Il parle chiffres d'affaires, investissements, fait visiter les usines avec la fierté du chef d'entreprise. Mais il est aussi fier d'avoir créé des écoles techniques (télévision, commerce, mécanique), d'envoyer des stagiaires dans des instituts spécialisés, de faire venir des professeurs et des experts de la ville. Il se livre à un véritable discours électoral sur les « dix grandes choses » réalisées en 1984 (terrain de sports, jardin, bospice, goudronnage de rues, etc.) et sur celles qu'il projette pour 1985. Plus rien à voir avec l'appareil traditionnel.

### Un directeur à 20 dollars par mois

Au bord du Yangtse, nous voilà dans le district de Hanjiang, 780 km<sup>2</sup>, cinq cent quarante mille habitants pour 520 000 mous (2) de terres cultivables. Si l'on veut donner à chaque cultivateur 1 hectare, superficie minimale rentable, il faut créer de nombreux emplois. Le district en est d'autant plus conscient qu'il ne touche guère de subventions du gouvernement central. Il doit compter sur ses propres forces, utiliser ses revenus, emprunter, faire payer les entreprises existantes. Avec les restrictions de crédit actuelles, il ne peut plus compter sur les banques. Le chef-lieu du district, Guazhou, compte 40 % de ruraux, qui fournissent le tiers de son revenu (2,3 en 1978); les ouvriers, presque tous d'anciens paysans, travaillent dans trente ateliers, dont une usine de travail du jade. A elle seule, elle a rapporté au bourg, l'an dernier, 1 million de yuans de devises, qu'elle a prêtés à d'autres entreprises pour qu'elles se développent. Les conditions de travail y défilent les normes de sécurité.

L'usine de confection voisine s'est lancée dans la fabrication de complets occidentaux pour hommes et femmes, la mode actuelle en Chine, même si elle peut nous paraître un rien ringarde. Le nouveau directeur nous raconte comment son prédécesseur, un fonctionnaire municipal incompetent qui avait conduit

l'entreprise à la faillite, a été affecté comme ouvrier à l'usine de traitement des eaux. Pour redresser la situation, il a cherché un produit vendable sur le marché local, a engagé deux dessinateurs, lancé ses agents de vente sur les routes, augmenté les salaires à la pièce (environ 60 yuans par mois). Établi des relations de coopération avec l'institut du vêtement de Nankin, qui lui a fourni les informations nécessaires.

Ce type de relations est spécifique de la réforme. Ne sachant rien du

10 %. Une façon pour ces instituts de devenir eux aussi rentables. Ce qui explique pourquoi, d'un bout à l'autre de la Chine, ateliers et usines, entreprises privées, collectives ou d'Etat, fabriquent des produits identiques.

A quelques kilomètres de là, au bout d'une levée de terre, le village de Junqiao a modernisé en 1982 un petit atelier entouré d'une mare de bonne et pompeusement baptisée Usine de produits en cuir, de chapeaux et de chaussures du bourg de Guazhou. Ses cent quarante

ouvriers, tous paysans du cru, produisent maintenant vingt mille paires de chaussures par an.

Le directeur, ancien agent de vente, M. Wang Wendi, qui gagne 55 yuans par mois, annonce un chiffre d'affaires d'un demi-million. Il vend dans plusieurs provinces, grâce à ses agents ambulants, et à des « relations ». « Je suis ouvert à une coopération avec l'étranger », nous dit-il, reprenant le leitmotiv d'aujourd'hui. Il suffit de me fournir les modèles, le cuir et de me

payer! Il pense sans doute à la chaussure de luxe faite à la main, qui se vend si cher en Europe... Mais si ses produits sont connus, par des ouvriers assés sur des caisses posées à même la terre battue, dans des halls mal éclairés, si ses chaussures sont cuites à la main une par une avant d'être mises en boîte, si les semelles en caoutchouc sont rainurées une à une à la main, la qualité laisse à désirer : lourds brodequins, au cuir épais et manquant de souplesse, objets de convoitise encore en Chine, mais invendables au dehors. Une productivité trop faible (plus de deux jours par ouvrier et par paire de chaussures) empêche le produit d'être compétitif, malgré des salaires très bas : 30 yuans pour un apprenti (six seulement pendant les six premiers mois), 50 pour un ouvrier qualifié.

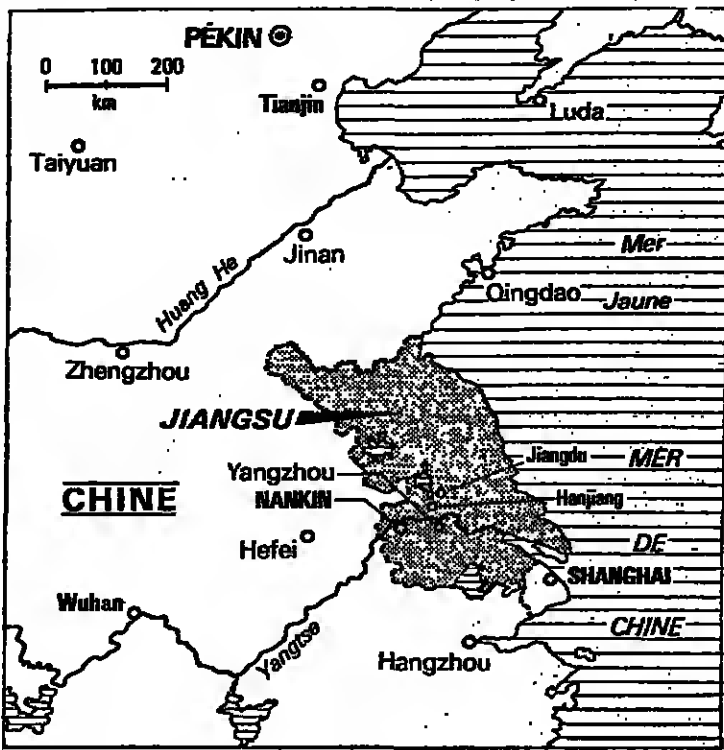
Depuis, pour un village pauvre qui ne savait que faire de sa main-d'œuvre, c'est un moyen de l'employer sur place tout en se donnant des revenus substantiels. Pour cela, l'usine a emprunté à la banque (à 0,6 % par mois) et a recruté deux retraités d'une usine de chaussures de Shanghai. Originaires de la région, trop à l'étroit dans leur logement urbain, ils sont venus d'abord, attirés par un salaire rondelot s'ajoutant à leur retraite, par une maison et un lopin de terre. Ici, ils font figure d'experts, d'intellectuels avec leur complet et leurs lunettes corréciées de métal, face à ces paysans qui découvrent les machines. C'est aussi un moyen original et bon marché de lutter contre la très grave pénurie de techniciens que connaît la Chine, encore plus dramatique dans les campagnes. D'autant que l'Etat n'est pas prêt à se priver de ses diplômés. Pour se moderniser, tous les moyens sont bons.

PATRICE DE BEER.

### Prochain article :

**NOUVEAUX CAPITALISTES ET NOUVEAUX RICHES**

(2) Un mou équivalant à 1/15<sup>e</sup> d'hectare.



### COSTA RICA

#### la Suisse de l'Amérique latine

Investissez dans entreprise d'avenir : 30 % de rentabilité. Elevages de crevettes marines dites « gambas ». Organisation internationale de techniciens et commerciaux, vous offre : Mise en place de complexes, supervision scientifique et technique d'un élevage; commercialisation des crevettes produites; assistance juridique, financière et administrative. Capital nécessaire : 100 000 dollars US. Dossier information : écrire le Monde n° 10226, qui transmettra.

## Où vous emmène Air France chaque jour en Asie à partir du 19 juin?

La réponse est dans le billet.



L'Asie s'ouvre à l'Occident. Air France vous en facilite l'entrée 37 fois par semaine. Le billet Air France vous relie en direct à Tokyo tous les jours, Séoul et Pékin 2 fois par semaine, à partir du 19 juin; et toujours à Osaka 4 fois par semaine. Le billet Air France, c'est encore Delhi, 4 fois par semaine, Bombay, Karachi, Hong Kong 3 fois, Bangkok

6 fois, Manille 2 fois et Hô Chi Minh-Ville 1 fois. Le billet Air France, c'est la possibilité de choisir entre Air France Première, Le Club et la Classe Economique. Chaque classe est adaptée à vos besoins et vous offre un rapport qualité-prix très performant. Derrière le billet Air France, la 1<sup>re</sup> Compagnie en France vers l'Asie.

**Le billet tous services**

INDICES QUOTIDIENS		
IND. COT. 1984	100	100
IND. COT. 1985	100	100
IND. COT. 1986	100	100
IND. COT. 1987	100	100
IND. COT. 1988	100	100
IND. COT. 1989	100	100
IND. COT. 1990	100	100
IND. COT. 1991	100	100
IND. COT. 1992	100	100
IND. COT. 1993	100	100
IND. COT. 1994	100	100
IND. COT. 1995	100	100
IND. COT. 1996	100	100
IND. COT. 1997	100	100
IND. COT. 1998	100	100
IND. COT. 1999	100	100
IND. COT. 2000	100	100
IND. COT. 2001	100	100
IND. COT. 2002	100	100
IND. COT. 2003	100	100
IND. COT. 2004	100	100
IND. COT. 2005	100	100
IND. COT. 2006	100	100
IND. COT. 2007	100	100
IND. COT. 2008	100	100
IND. COT. 2009	100	100
IND. COT. 2010	100	100

هكذا من الأصل







